

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

17^e ANNÉE

N° 7

SOMMAIRE

LE 80^e ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE LEON TROTSKY

- Son Testament (inédit en France).
- Textes de Lénine, R. Luxemburg, Lunatcharsky, K. Radek, L. Reissner, J. Sadoul, M. Foot, I. Deutscher.
- Articles d'A. Rosmer, P. Richards, J. van Heijenoort, P. Frank.

EDITORIAL :

Causes et perspectives de la nouvelle « détente ».

NOTES EDITORIALES :

Où va la Révolution cubaine ?
De Gaulle et l'Algérie.
L'Angleterre avant les élections.
La vérité sur le « grand bond en avant ».
La leçon de Kerala.

E. GERMAIN. — Révolution coloniale et bourgeoisie nationale (Les staliniens d'Amérique latine sur la trace des mencheviks).

LIVIO MAITAN. — Nature et fonction du P.C. italien.

M. PABLO. — Vingt ans de la IV^e Internationale (V).

Les livres. — De quelques « autocritiques », par P. Frank. - « Cavalerie rouge », d'Isaac Babel.

Notes de lecture. — Les falsificateurs sont toujours à l'ouvrage.

Documents. — Un appel de la IV^e Internationale au Festival de la Jeunesse à Vienne. - Résolution sur les événements du Tibet. - Manifeste du Comité Central du Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie. - A l'aide des prisonniers algériens en France. - Pour un gouvernement du Lanka Samasamaja Party (section ceylanaise de la IV^e Internationale).

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. — U.R.S.S. - Etats-Unis. - Chili. - Argentine. - Cuba. - Italie. - Japon. - Algérie. - Afrique du Sud. - Indonésie.



SEPTEMBRE - OCTOBRE 1959

SOMMAIRE

LE 80^e ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE LEON TROTSKY :

Introduction, par Pierre Frank	1
Le testament de Trotsky	4
La légende de Trotsky en Union soviétique, par P. Richards	6
Trotsky, militant parisien, par Alfred Rosmer	8
Lev Davidovitch, par J. van Heijenoort	11
Quelques lignes de Lénine	14
Rosa Luxembourg	15
Lunatcharsky	16
L'organisateur de la victoire, par Karl Radek	16
Pendant la guerre civile, par Larissa Reissner	19
Deux hommes exceptionnels, par Jacques Sadoul	20
Une vengeance barbare systématique, par Michel Foot	21
The Prophet Unarmed, par Isaac Deutscher	22

EDITORIAL :

Causes et perspectives de la nouvelle « détente »	23
---	----

NOTES EDITORIALES :

Où va la Révolution cubaine ?	28
De Gaulle et l'Algérie	33
L'Angleterre avant les élections	34
La vérité sur le « grand bond en avant »	37
La leçon de Kerala	38

E. GERMAIN :

Révolution coloniale et bourgeoisie nationale (les staliniens d'Amérique latine sur la trace des mencheviks)	40
--	----

LIVIO MAITAN :

Nature et fonction du P.C. italien	49
--	----

M. PABLO :

Vingt ans de la IV ^e Internationale (V)	63
--	----

LES LIVRES :

De quelques « autocritiques », par P. Frank. - Cavalerie rouge, d'Isaac Babel	71
---	----

NOTES DE LECTURE :

Les falsificateurs sont toujours à l'ouvrage	78
--	----

DOCUMENTS :

Un appel de la IV ^e Internationale au Festival de la Jeunesse à Vienne. - Résolution sur les événements du Tibet. - Manifeste du Comité Central du Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie. - A l'aide des prisonniers algériens en France. - Pour un gouvernement du Lanka Samasamaja Party (section ceylanaise de la IV ^e Internationale)	79
--	----

NOUVELLES du MOUVEMENT OUVRIER et de L'INTERNATIONALE

U.R.S.S. - Etats-Unis - Chili - Indonésie - Italie - Danemark - Argentine - Algérie - Japon - Cuba - Afrique du Sud	97
---	----

80^e anniversaire de la naissance de LÉON TROTSKY



Le 7 novembre prochain, il y aura 80 ans que naissait Léon Trotsky. Par son apport théorique et sa vie militante, il se situe dans la classe des plus éminents révolutionnaires prolétariens, celle de Marx, d'Engels, de Lénine et de Rosa Luxemburg. Mais, si ceux-ci sont admis comme tels dans le mouvement ouvrier (ce qui ne veut pas dire que l'on ne piétine pas leurs enseignements), la place de Trotsky, même en ce début de « déstalinisation » n'a pas encore été reconnue. Certes, les plus grossiers mensonges staliniens ne sont plus répétés car ils ne trouveraient plus d'audience ; mais nombre de mensonges et d'idées fausses continuent à trainer, y compris parmi ceux qui se croient délivrés du stalinisme. Combien croient s'en tirer en disant : la lutte entre Trotsky et Staline, c'est de l'histoire ancienne, dépassée, une rivalité personnelle à propos de théories plus ou moins abstraites, et le trotskysme — à part quelques fidèles — n'existe plus. Cette opinion n'était pas du tout celle de Staline qui avait affirmé que le trotskysme était mort et qui monta en vain les machinations judiciaires les plus monstrueuses pour le tuer. Et ce n'est pas non plus l'opinion des successeurs

actuels de Staline. S'ils n'ont pas réhabilité Trotsky et l'Opposition de gauche, c'est parce qu'ils sont conscients qu'il ne s'agit pas d'une histoire ancienne dépassée, mais des problèmes les plus brûlants de l'actualité.

La figure et les enseignements de Trotsky trouveront inéluctablement la place qui leur est due au cours du mouvement antibureaucratique des masses, et non dans les mesures d'autodéfense de la bureaucratie pour sauvegarder son pouvoir politique et ses privilèges.

Ce qui, chez certains, ne manquant peut-être pas de sympathie mais de sens historique, contribue à leur méconnaissance de Léon Trotsky, c'est le contraste entre la dernière partie de sa vie (à partir de 1928) et sa période de gloire et de puissance des premières années de la Révolution russe. Eastman, dans un récent article, a écrit que Trotsky était un indécis qui n'avait pas su se battre contre Staline — le tout étant bâti sur une « psychanalyse » pour petit bourgeois américain. Sans s'exprimer aussi stupidement, il ne manque pas de gens pour penser qu'après tout, si Trotsky avait été vaincu par Staline, c'est qu'il s'était enfoncé, à un moment donné, dans la vision de la période glorieuse de la Révolution russe, sans comprendre la situation nouvelle qui s'ouvrait alors. Il est pourtant aisé de vérifier que c'est Trotsky qui, réellement, comprit la situation nouvelle, tandis que Staline n'avait pas la moindre idée où le mènerait la lutte qu'il livra après la mort de Lénine. Le pouvoir ne fait pas que contribuer à corrompre souvent ceux qui l'exercent, il donne à ceux-ci un piédestal qui déforme souvent leur taille réelle. Si quelqu'un comme Trotsky a perdu le pouvoir, ce doit être de sa faute, et ce n'était pas un si grand homme que cela, tel est le raisonnement de penseurs petits bourgeois. Nous sommes persuadés que l'avenir dira que toute la grandeur de Trotsky s'est manifestée le plus nettement dans cette dernière période si dramatique de son existence — une période qu'aucun des grands révolutionnaires n'avait eu à traverser. Marx et Engels, à la fin de leurs jours, ont vu les mouvements ouvriers accepter les doctrines qu'ils avaient élaborées et défendues pendant longtemps presque seuls. Rosa fut assassinée en période révolutionnaire. Lénine mourut respecté, juste au tournant de la Révolution, avant qu'il ait pu engager le combat contre la bureaucratie montante. C'est à Trotsky qui, avec Lénine, avait eu la gloire de mener le prolétariat au pouvoir, qu'il revint alors de mener cette lutte. Dans celle-ci, l'Etat issu de la première Révolution prolétarienne victorieuse, devint l'instrument d'une couche sociale bornée et réactionnaire de la nouvelle société, qui recourut systématiquement aux méthodes de violence au sein du mouvement ouvrier contre les révolutionnaires, à un degré que même les réformistes n'avaient pas atteint. Pour l'Union soviétique seulement, le nombre des membres du Parti bolchevik liquidés par Staline s'éleva — selon les dires de Khrouchtchev, à la séance du Comité Central où il triompha de Molotov, Kaganovitch... — à 1.600.000. Ce chiffre à lui seul indique ce qu'était alors la puissance de la réaction bureaucratique. La haine de celle-ci se dirigea dans toute sa force contre Trotsky.

Le troisième exil de Trotsky n'a jamais eu son égal. Pas tant du fait des agents de Staline, qui n'ont cessé d'exister autour de Trotsky et de Léon Sedoff. Mais cet exil était doublé pratiquement d'un cloîtrage imposé par les divers gouvernements capitalistes et par les interventions du gouvernement soviétique. Trotsky pouvait certes sortir de chez lui, se livrer à des exercices physiques (marche, pêche, chasse...), mais il lui était de facto interdit de prendre part directement lui-même au mouvement ouvrier. Il faut se rappeler la rage déversée par la presse soviétique lorsqu'on apprit que Trotsky avait quitté Stamboul pour faire une conférence à Copenhague. Le lion s'était échappé de sa cage ; il fallut peu d'interventions pour faire comprendre au gouvernement social-démocrate danois l'attitude qu'il devait prendre. Trotsky, homme de masse au plus haut degré, militant dont l'essentiel de la vie s'était passé dans les organisations ouvrières, se trouva effectivement, au cours de ce dernier exil, dans une sorte de prison aux barreaux invisibles, ne pouvant communiquer avec le monde et surtout avec le mouvement ouvrier que par des visiteurs sous un contrôle plus ou moins discret de la police du pays où il se trouvait.

Plus encore, il n'avait plus d'échanges de pensées, de rapports avec des dirigeants ouvriers de sa génération : la social-démocratie et le stalinisme se partageaient les vieux dirigeants du mouvement ouvrier. Les couches les plus récentes — celles de la première guerre mondiale et de la première après-guerre — fournissaient les éléments des appareils bureaucratiques. Autour de lui se regroupèrent de très jeunes militants, sans passé, sans formation. Il est aisé de comprendre que cette grande différence d'âge, d'expérience, s'ajoutait à l'isolement par rapport aux grandes formations ouvrières entretenu par les appareils.

Quelques personnes ont découvert, à l'occasion de la parution cette année de son « Journal » des années 1934-1935, un côté « humain » chez Trotsky. C'est qu'elles n'avaient jamais su lire Trotsky. Il n'est pas du tout difficile de voir dans toute son œuvre combien il comprend — parce qu'il les partage — les sentiments des masses dressées contre toute oppression. Et chez lui, comme chez les autres Grands du marxisme, les sentiments prennent d'autant plus de force qu'ils trouvent leur source dans la compréhension des causes et dans la conviction que l'humanité possède actuellement les moyens de mettre un terme à ces conditions inhumaines dans lesquelles vit la grande majorité de celle-ci. Nul plus que lui et Natalia n'ont éprouvé les manifestations les plus hideuses du stalinisme ; ceux qui étaient à leurs côtés ont vu

combien ils ont souffert chaque fois que leurs enfants ont été frappés par le stalinisme. Mais ils ont vu aussi la fermeté avec laquelle ils faisaient front, et comment Trotsky, dans sa douleur, redoublait de force pour poursuivre la lutte à laquelle il avait consacré son existence.

*
*

Il n'est pas simple de résumer l'apport théorique de Trotsky au marxisme, tant il est considérable.

Avant tout, il y a la théorie de la révolution permanente, formulée à 26 ans, à propos de la Russie tsariste, mais qui, du fait de la marche suivie par la révolution mondiale de l'U.R.S.S. vers l'Est, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, contient la base stratégique de celle-ci pour près des deux-tiers de l'humanité de notre époque. Alors que les conceptions stalinienne sur le « socialisme dans un seul pays » et la « révolution par étapes » ont été balayées par des faits aussi gigantesques que la Révolution chinoise, la théorie de la révolution permanente est encore officiellement ignorée des uns, honnie des autres, qui restent à la remorque des bourgeoisies indigènes sans force et sans avenir.

La stratégie fondamentale de la lutte pour le pouvoir dans les pays capitalistes avancés (front unique et programme de transition), avait été formulée par l'Internationale communiste à ses 3^e et 4^e Congrès, en fait par Lénine et Trotsky. Elle fut défendue et élaborée systématiquement par Trotsky contre les révisions stalinienne (conceptions tantôt sectaires, tantôt opportunistes du front unique - renoncement à la lutte pour le pouvoir et à un programme de transition, et politique d'alliances avec des ailes de la bourgeoisie tel que le Front populaire...). En outre, Trotsky a procédé à l'étude des formes de défense du capitalisme déclinant (fascisme, bonapartisme) d'une manière pratiquement exhaustive.

La création d'un premier Etat ouvrier dans un pays économiquement arriéré et son isolement dans le monde ont posé les problèmes les plus complexes sur tous les plans. La victoire de la bureaucratie et son pouvoir absolu sous la direction tyrannique de Staline ont contribué à aggraver tous ces problèmes. La clarté la plus grande sur ces questions, nous la devons à Trotsky. Sur les problèmes de l'industrialisation, de la planification, des proportions des diverses branches de l'économie, des rapports avec la paysannerie, des rapports des questions économiques avec la démocratie soviétique ; sur les problèmes politiques dans l'Etat ouvrier (séparation de l'Etat et du parti, pluralité des partis...); sur les problèmes culturels — sur tous ces problèmes qui se posent aujourd'hui avec une force rendue doublement explosive, à la fois en raison du niveau atteint par l'Union soviétique et des méthodes stalinienne réprimant toute initiative indépendante dans un domaine quelconque — Trotsky a fourni la méthode correcte pour les aborder et des solutions souvent encore très valables aujourd'hui. Que les dirigeants de la bureaucratie, obligés d'agir dans le sens indiqué par lui il y a tant d'années, continuent à manifester leur hostilité à Trotsky, sans toutefois recourir aux pires calomnies de l'ère de Staline, on le comprend aisément : à la base de toutes les réponses de Trotsky, on trouve comme élément essentiel l'intervention des masses par le rétablissement de la démocratie soviétique.

*
*

Nous passerons sur de très nombreuses manifestations de la pensée de Trotsky dans les domaines les plus divers, dans lesquelles il n'a fait qu'esquisser le plus souvent la façon de les traiter, mais qui constitueront incontestablement pour les marxistes futurs — comme c'est le cas pour de très nombreux passages dans l'œuvre de Marx — un guide pour aborder de nouveaux problèmes.

Il y a, dans l'œuvre de Trotsky, un point sur lequel maints admirateurs d'aujourd'hui sont sceptiques : c'est sa création de la IV^e Internationale et sa conviction qu'elle était, dès avant la deuxième guerre mondiale, indispensable pour assurer l'avenir du marxisme révolutionnaire et du mouvement ouvrier. Nous ne reprendrons pas cette question ici, où les militants de la IV^e Internationale ont eu si souvent l'occasion de la traiter. Nous voulons seulement indiquer la continuité de l'activité internationale et internationaliste de Trotsky. Il avait été un des représentants du Parti social-démocrate ouvrier russe à la II^e Internationale et en avait vu les faiblesses ; il avait été à la fondation de la III^e Internationale, y avait, avec Lénine, joué le rôle dirigeant et s'était efforcé d'en faire une véritable direction internationale du mouvement ouvrier révolutionnaire ; il avait vu qu'un des facteurs essentiels de sa désintégration avait consisté en un abandon d'une conception internationaliste en faveur du « socialisme en un seul pays ». A cela il faut ajouter que Trotsky n'avait pas du tout pris à la légère l'erreur qu'il avait commise par rapport à Lénine avant la première guerre mondiale sur la question du parti. Il fallait maintenir intacts les principes marxistes révolution-

naires, y compris celui du parti, et après 1914, il ne pouvait être question que d'un parti international. C'est là que se trouve l'explication des immenses efforts accordés par Trotsky dans ses dernières années aux problèmes si tourmentés d'une organisation numériquement aussi faible que la IV^e Internationale, efforts qui restent incompréhensibles pour ceux qui ne saisissent pas qu'en cela Trotsky montrait qu'il avait adopté la conception léniniste du parti. Sur cette question aussi, nous sommes sûrs que l'avenir montrera que Trotsky a eu raison. Nul ne peut encore prévoir les formes d'organisation par lesquelles nous passerons de la IV^e Internationale de cadres d'aujourd'hui à la IV^e Internationale formée de partis de masse, mais pour nous, il ne fait aucun doute que le mouvement marxiste révolutionnaire de masse de demain se rattachera à la III^e Internationale du temps de Lénine et de Trotsky à travers la IV^e Internationale fondée en 1938 sous la direction de Trotsky.

**

L'erreur que Trotsky a le plus communément commise, en plus d'une circonstance, c'est d'avoir été en avance, et même très en avance, des événements. En cela aussi, soit dit en passant, Trotsky ne fut pas sans se trouver en la compagnie de Marx et d'Engels. Bien que les freins du réformisme et de la bureaucratie soviétique continuent à agir fortement sur le mouvement des masses à travers le monde, ils ont perdu de leur force. Il reste bien peu du culte de Staline cinq ans après sa mort. Aussi pouvons-nous, en ce 80^e anniversaire de la naissance de Trotsky, assurer avec la confiance la plus grande, qu'au 90^e anniversaire, sa mémoire et son œuvre seront honorées par les grandes masses du monde entier.

Pierre FRANK.

Pour le 80^e anniversaire de la naissance de Trotsky, nous publions :

a) Son testament qui a paru récemment dans le « Journal de 1935 », aux États-Unis et en Angleterre, et qui est inédit en français.

b) Des pages de provenances différentes — depuis de courtes déclarations de Lénine, si sobre presque avare dans ses éloges, jusqu'à l'article profond de Radek, de 1923, qui parut la même année dans « l'Humanité », en passant par les lignes émouvantes de Larissa Raïssner, une jeune femme qui eut un rôle éblouissant dans la Révolution russe, avant d'être emportée par le typhus, et les extraits de J.

Sadoul, socialiste français qui se joignit à la Révolution russe, pour finir par le stalinisme.

On trouvera également les contributions de Richards, qui a vécu le destin des oppositions du Parti bolchevik, ainsi que celles de personnes qui ont longtemps connu Trotsky, comme A. Rosmer et J. van Heijenoort. Nous les remercions bien vivement d'avoir répondu à notre appel.

Nous donnons enfin un extrait d'un récent article de Michael Foot, le rédacteur du « Tribune » de Londres, et quelques phrases du deuxième livre récemment paru de la biographie de Trotsky par I. Deutscher.

Le testament de TROTSKY

Ma pression sanguine élevée (et qui continue de monter) trompe ceux qui sont près de moi au sujet de mon état réel. Je suis actif et capable de travailler, mais l'issue est évidemment proche. Ces lignes seront rendues publiques après ma mort.

Je n'ai pas besoin de réfuter ici une fois de plus la calomnie vile et stupide de Staline et de ses agents : il n'y a pas une seule tache sur mon honneur révolutionnaire. Je ne suis entré ni directement ni indirectement dans aucun accord ou même dans aucune négociation dans la coulisse, avec les ennemis de la classe ouvrière. Des milliers d'adversaires de Staline sont tombés, victimes de fausses accusations similaires. Les nouvelles générations révolutionnaires réhabiliteront leur honneur politique et traiteront leurs bourreaux du Kremlin comme ils le méritent.

Je remercie ardemment les amis qui me sont restés loyaux à travers les heures les plus difficiles de ma vie. Je n'en nomme aucun en particulier parce que je ne puis les nommer tous.

Toutefois, je me considère en droit de faire une exception dans le cas de ma compagne, Natalia Ivanovna Sedova. En plus du bonheur d'être un combattant pour la cause du socialisme, le sort m'a valu le bonheur d'être son époux. Pendant près de quarante ans de vie commune, elle est restée une source inépuisable d'amour, de magnanimité et de tendresse. Elle a subi de grandes souffrances, notamment dans la dernière période de nos vies. Mais je trouve quelque réconfort dans le fait qu'elle a aussi connu des jours de bonheur.

Dans les quarante-trois années de ma vie consciente, je suis resté un révolutionnaire ; pendant quarante-deux de ces années, j'ai combattu sous la bannière du marxisme. Si je devais tout recommencer, j'essayerais évidemment d'éviter telle ou telle faute, mais le cours principal de ma vie resterait inchangé. Je mourrai en révolutionnaire prolétarien, en marxiste, en partisan du matérialisme dialectique et, par conséquent, en athée irréductible. Ma foi dans l'avenir communiste de l'humanité est non moins ardente ; en vérité, elle est aujourd'hui plus ferme qu'elle ne l'était dans les jours de ma jeunesse.

Natacha vient d'arriver de la cour jusqu'à la fenêtre et a ouvert celle-ci plus grand pour que l'air puisse entrer plus librement dans ma chambre. Je puis voir la large bande de verdure sous le mur, et le clair ciel bleu au-dessus du mur, et la lumière solaire partout. La vie est belle. Que les générations futures la nettoient de tout mal, de toute oppression, de toute violence et en jouissent pleinement.

Coyoacan, le 27 février 1940.

L. TROTSKY.

Toutes les possessions restant après ma mort, tous mes droits littéraires (revenus de mes livres, articles, etc...) devront être mis à la disposition de ma femme, Natalia Ivanovna Sedova.

Le 27 février 1940.

L. TROTSKY.

Au cas où nous mourrions tous deux...

(le reste de la page est blanc)

La nature de ma maladie (pression sanguine élevée et montante) est telle — ainsi que je la comprends — que la fin doit arriver soudainement, plus probablement — c'est encore mon hypothèse personnelle — par une hémorragie du cerveau. C'est la fin la meilleure que je puisse souhaiter. Il est possible cependant que je me trompe (je n'ai aucun désir de lire des livres spéciaux sur ce sujet et les médecins, naturellement, ne diront pas la vérité). Si la sclérose devait assumer un caractère prolongé et que je sois menacé d'une longue invalidité (à présent, je sens au contraire plutôt un élan d'énergie spirituelle à cause de la pression sanguine élevée, mais cela ne durera pas longtemps), je me réserve le droit de déterminer moi-même le moment de ma mort. Le « suicide » (si un tel terme est approprié sous ce rapport) ne sera à aucun point de vue une expression d'une explosion de désespoir. Natacha et moi avons dit plus d'une fois que l'on peut arriver à une telle condition physique qu'il vaudrait mieux abrégé sa propre vie ou, plus exactement, le trop lent processus de l'agonie... Mais, quelles que soient les circonstances de ma mort, je mourrai avec une foi inébranlée dans l'avenir communiste. Cette foi dans l'homme et son avenir me donne, même maintenant, une puissance de résistance telle que ne peut en donner aucune religion.

5 mars 1940.

L. TROTSKY.

La légende de Trotsky en Union Soviétique

par **P. RICHARDS**

On était aux jours agités qui suivirent le 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., dans un village éloigné de la taiga sibérienne. La radio (son installation dans les régions les plus lointaines était presque complétée) avait donné déjà les diverses nouvelles d'actualité sur les changements dans les sommets du Parti et chez les autorités soviétiques, et quelques activistes de kholkoz étaient assis, comme habituellement le dimanche, pour échanger des vues sur les nouvelles, en prenant quelques tournées de vodka. Tout se passa encore de manière extrêmement docile et, comme on était habitué à le faire depuis des décades, on s'évertuait à ne pas aller au-delà des formulations se trouvant dans les informations officielles. « Oui, Malenkov n'était pas compétent », déclara mélancoliquement le secrétaire du kholkoz. « Bulganine, en tout cas, est assez capable », dit avec empressement le président, pour valoriser sa fidélité au « nouveau ». Et le secrétaire de l'organisation du parti, vidant encore un verre, ajouta sagement : « Bien sûr ! Et avant tout, nous avons Khrouchtchev comme premier secrétaire du parti, il fera vraiment quelque chose ! ».

Ainsi se serait terminée la partie politique de l'habituel ordre du jour si Frol Ivanovitch, assis à la place d'honneur de la table, ne s'était pas mis à tousser, ce qui était signe que lui aussi avait quelque chose à dire. Frol n'occupait plus de poste ni dans le soviét, ni dans le kholkoz. Mais le vieillard solide qui, à 82 ans, allait encore pêcher dans la Ienisseï, sous la glace, et qui, pendant la chaude saison des récoltes, pouvait encore rivaliser au travail avec bien des jeunes, disposait d'une place unique dans l'organisation du parti au kholkoz : sa carte du Parti portait comme date d'entrée 1918 et, parmi les survivants, il était le seul qui, non seulement pouvait se souvenir des luttes des partisans contre Koltchak, mais y avait participé et avait même été décoré de l'Ordre du Drapeau Rouge.

Aussi, la voix de Frol était toujours écoutée, bien qu'il n'aimât pas parler et qu'il se mêlât rarement aux discussions. Et Frol Ivanovitch dit, avec une intonation solennelle : « Je voudrais vous dire quelque chose d'autre : eh bien, comme Staline est mort et que nous savons qu'il n'avait pas eu raison, on devra... revenir... à Lev Davidovitch... » Quelques-uns seulement des assistants savaient de qui il était question. Ils se regardèrent, embarrassés, et s'empressèrent de passer à un autre sujet.

Mais, dans les mois de transition de l'année 1955-1956, aussi bien avant qu'après, ce ne fut pas le seul cas où, dans les cercles du parti, parmi les ouvriers aussi bien que dans l'intelligentsia soviétique, ressurgit le nom de Trotsky qui, des décades durant, avait été tu, ou copieusement insulté et honni. La logique de la propagande déversée pendant un quart de siècle par tous les moyens d'un gigantesque appareil conduisait directement à la conclusion de Frol, le vieux paysan kholkozien, membre du Parti : l'antipode de Staline, c'était Trotsky. Staline ne peut être admis ou rejeté qu'en bloc. La croyance en Staline était erronée (culte de la personnalité). Donc...

« TROTSKYSME » ET TROTSKYSME

Des décades durant, Staline et ses créatures ne négligèrent rien en vue de créer, dans l'esprit de la population soviétique, une notion légendaire qui fut l'incarnation de tout ce qui était négatif, répréhensible et méprisable.

Si déjà, dans les années de luttes fractionnelles, la clique stalinienne avait mis en avant d'innombrables falsifications et calomnies à la place d'arguments objectifs, au cours des années 1930, toute indication sur ce que Trotsky avait réellement dit et fait, et sur ce qu'avait été la plate-forme de ses partisans à différentes époques, se trouvait simplement bannie. La lutte idéologique était vraiment interdite sous toutes les formes. Le prétexte en était que, le trotskysme ayant cessé d'être un courant idéologique et s'étant transformé en une avant-garde du capitalisme international, en une association de bandits, etc..., la lutte contre lui relevait des organes de répression avec leurs moyens de représailles, des arrestations, des déportations, etc...

Ainsi apparut ce qui, dans les années 1930, en Union soviétique, s'appelait « trotskysme » — avec des guillemets — un épouvantail purement métaphysique, qui n'avait absolument rien de commun avec le trotskysme réel ou avec ses partisans dans et hors l'Union soviétique. Ce « trotskysme » imaginaire constituait le prétexte grâce auquel les organes de sécurité, sur les directives personnelles de Staline — qui, tout d'abord par Iejov, puis par Beria, s'était assuré le contrôle direct de l'appareil de terreur — expédièrent des centaines de milliers d'ouvriers, paysans et intellectuels soviétiques innocents — parmi lesquels d'innombrables personnes, entièrement dépour-

vues d'intérêts politiques et qu'on ne pouvait même pas compter parmi les mécontents — dans les prisons, dans les camps de Sibérie, en Extrême-Orient, dans le Kazakstan et dans les régions arctiques, ainsi qu'à la mort par des fusillades.

La campagne de calomnies qui accompagna cette action d'épuration de grande envergure devint fantastique : de profonds connaisseurs à l'étranger (parmi lesquels se trouvaient aussi des gens qui n'étaient pas directement à la solde d'agents de Staline) crurent justifier la terreur de masse comme suit : « ici et là » des insurrections contre le pouvoir soviétique avaient eu lieu ; il n'y avait « pas de fumée sans feu » ; « là où on rabotait, il y avait des copeaux ». La vérité était que toutes les poursuites sous le prétexte de conspirations « trotskystes », y compris les procès spectaculaires des années 1936 et 1937, reposaient sur les mensonges et des provocations. Le premier rayon d'une enquête objective sur les révélations bâties sur la fiction du « trotskysme », des parjures et des témoignages extorqués, permit de reconnaître les vrais contours de la manœuvre de tromperie, qui fut camouflée par une hypnose raffinée des masses : rien ne peut plus être maintenu dans les accusations des années 1930, les victimes de la « grande folie » (c'est ainsi qu'on désigne actuellement en U.R.S.S. l'orgie sanglante des années 1930) sont réhabilitées, bien que de manière posthume pour la plupart.

LES FIDELES TOMBERENT DROIT, COMME DES ARBRES

Dans l'océan de la terreur de masse de ces années, une vague unique pouvait à peine trouver un écho ; aussi, même maintenant, après plus de vingt ans, rien, ou très peu, est parvenu au monde extérieur sur le sort de cette poignée de fidèles inébranlables qui ne renièrent pas la bannière des « bolcheviks-léninistes », qui ne capitulèrent pas, ne fut-ce qu'un seul instant, et que ni les menaces, les tortures et les persécutions raffinées, ni les séductions et les promesses ne purent faire trébucher ou mollir.

A l'automne 1937, lorsque la colère tyrannique déchaînée atteignit son paroxysme, il n'y avait plus en vie, dans toute l'Union soviétique, que quelques centaines de trotskystes trempés, qualifiés dans la langue administrative du N.K.V.D., par l'expression professionnelle d' « orthodoxe ».

Ils furent rassemblés avec leurs familles — femmes et enfants — dans des baraques particulières, séparées par du fil de fer barbelé, qui se trouvaient au voisinage des camps lointains entourés de déserts de glace (Vorkuta, Norilsk, Kolima) et sommairement exécutés sans procédures judiciaires, sur la base de listes établies par le N.K.V.D., par des commandos particuliers commandés par des officiers spéciaux.

La description des derniers jours et de la dernière route de cette « garde d'acier » sélectionnée de la classe ouvrière soviétique fournira, aussitôt qu'elle sera connue de l'opinion publique à l'Est et à l'Ouest, le contraste le plus frappant entre la grotesque danse macabre qui se jouait en plusieurs actes sous la direction d'un Vichinsky devant le public de la salle des Colonnes à Moscou, et un héroïsme réel, non frelaté, un martyre, tels qu'on en a peu d'exemples dans notre siècle, riche en drames et en tragédies.

La mise en scène des procès des « trotskystes », à côté de ses autres buts, était avant tout calculée pour dissimuler la vérité sur l'assassinat des derniers bolcheviks-léninistes fidèles. Car ceux-ci étaient tombés droit, comme des arbres.

LE REVERS DE LA LEGENDE

Un écrit mensonger et infâme (Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.) devait servir à effacer les traces du crime, mais même la jeunesse en Union soviétique, à qui cette chronique défigurée, odieusement ornée, grimaçante, était présentée comme la vérité à laquelle on devait croire comme à quelque chose de sacré, avait ses doutes. Même dans les années 1940, dans lesquelles Staline devait être honoré comme un Dieu et où cette « Histoire » était sacrée comme la parole divine, les « propagandistes » du Parti chargés d'enseigner cette « Histoire » se plaignaient constamment de questions troublantes et sceptiques d'élèves et d'auditeurs, qui ne se trouvaient pas éclairés par les chapitres sur « l'espionnage et les actes de diversion » des « trotskystes ».

Il se trouvait même des hérétiques qui allaient aussi loin que de demander ce que Trotsky voulait réellement, comment il était arrivé à son rôle dans le Parti, etc..., et il y avait chaque année des dizaines de milliers de cas où l'appareil de sécurité eut à intervenir pour mettre sous les verrous des questionnaires aussi animés et aussi les professeurs qui avaient permis que soient posées de telles questions.

Et plus il devenait clair que l'Etat érigé par Staline ne ressemblait pas du tout à l'Etat soviétique prêté par Lénine, et plus la jeunesse soviétique, notamment sa partie la plus valable, la plus intéressée au progrès social, devenait avide de connaître le véritable contenu que devait recouvrir la légende de Trotsky. Il ne pouvait pas être question d'avoir en main, dans le texte même, une œuvre quelconque de Trotsky. Mais

il y avait encore des documents, se trouvant il est vrai dans les armoires secrètes des bibliothèques publiques, mais qui devaient être remis contre des garanties adéquates de la part des lecteurs. Entre autres, se trouvaient les procès-verbaux des Congrès communistes qui furent imprimés dans les années 1920 et 1930 (avant la publication de l'« Histoire »).

Pendant l'été de 1956, à Moscou, un des livres les plus lus chez les étudiants et les jeunes activistes du Parti, était le compte-rendu du 15^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. A la question pourquoi ce Congrès du Parti soulevait précisément un intérêt aussi intense, un jeune ingénieur qui venait d'être reçu au Komsomol dans le Parti, répondit : « Pourquoi ? Mais là se trouvent les grands discours de Trotsky et des autres dirigeants oppositionnels. Et c'est maintenant d'actualité ! ».

Au cours des dernières années, la direction du P.C. de l'U.R.S.S. s'est inquiétée de cet intérêt croissant pour Trotsky. Elle ne peut pas se méprendre sur le fait que la légende de Trotsky, et avant tout son revers, après que la légende de Staline ait été réduite en cendres, se dirigeait contre le cours bureaucratique et dogmatique. De hâtives tentatives sont faites pour boucher les trous du panier percé de l'histoire du parti ; « L'Histoire » a été sans plus liquidée, mais toutefois pour être remplacée par d'autres contes à la trame visible qui, il est vrai, ne sont plus aussi ruisselants de sang.

L.-D. Trotsky, si la main du meurtrier ne l'avait pas empêché d'atteindre son 80^e anniversaire, ne serait pas si mécontent des développements en Union soviétique : derrière la légende de Trotsky commence à apparaître l'ombre du véritable Trotsky.

Trotsky, militant parisien

par Alfred ROSMER

LES séjours de Trotsky en France se placent en diverses époques, mais c'est seulement pendant les deux années qu'il passa à Paris pendant la première guerre mondiale qu'il put s'y comporter comme un militant libre de ses mouvements comme de parler et d'écrire. Liberté relative puisque c'était celle de l'état de siège, de la censure, mais en cela il était logé à la même enseigne que les Français, et ce qui peut paraître ici paradoxal s'explique aisément si on se rapporte à la situation d'alors. A Vienne, où il vivait à cette époque, l'entrée en guerre de la Russie avait fait de lui un ennemi, tandis qu'en France, l'« alliance » le protégerait, en même temps que Paris serait pour lui le meilleur poste de combat dans la dure lutte pour la défense du socialisme. L'expérience montra que ce raisonnement était juste ; pendant près de deux années, il put batailler tout autant parmi les ouvriers français que dans les cercles de l'émigration. Si l'affaire finit mal — par l'expulsion — là aussi Trotsky partagea le sort de ses camarades français lorsque les progrès de l'opposition à la guerre inquiétèrent le gouvernement et l'amènèrent à prendre des mesures ouvertes de répression. Dans son cas, Péetrograd commanda Paris, l'expulsion plusieurs fois déjà demandée ayant été exigée — en quoi Staline répétera plus tard la politique tsariste, et à deux reprises.

Sur le chemin vers la France, la première étape fut Zurich. Trotsky s'y attarda, y resta trois mois, tant l'accueil qu'il reçut à la section du Parti socialiste fut chaleureux et encourageant. En ces premiers jours d'août, les socialistes suisses étaient, comme ceux de tous les pays, accablés par l'effondrement de l'Internationale ; mais, échappant à la mobilisation, ils étaient tous là, surtout les jeunes, discutant, cherchant à comprendre le sens de la guerre, au milieu de la confusion créée et entretenue par les propagandes adverses. Trotsky leur apporta le réconfort dont ils avaient besoin pour garder la tête claire. Comme eux, il était passé par l'école socialiste allemande ; la social-démocratie n'était pas un parti de l'Internationale, mais LE parti par excellence ; raison de plus pour lutter sans merci aujourd'hui contre la trahison de ses chefs. Leur effondrement est une tragédie et, à première vue, les perspectives sont bien sombres ; cela pourrait conduire à des conclusions erronées. Mais qu'est-ce que cette guerre ? Heurt d'impérialismes, des deux grandes formations antagonistes. Sans doute, mais il y a une signification plus profonde, générale : elle marque la révolte des forces de production contre la forme politique périmée de la nation et de l'Etat ; et comme les partis socialistes étaient en fait des partis nationaux, ils se sont effondrés avec elle. Conclusion : tous les efforts pour sauver la Deuxième Internationale seraient vains ; mais ce n'est pas le socialisme qui a sombré, mais sa forme historique extérieure temporaire.

Un témoin, membre de la section et participant à ces discussions, Fritz Brupbacher, écrivit plus tard que, avec l'arrivée de Trotsky à Zurich, la vie avait repris dans le mouvement ouvrier, et que son influence fut si entraînée qu'on voulut lui confier le mandat de représenter la section au prochain congrès du Parti. Bien que la Suisse

lui eût offert un asile moins exposé, c'était au cœur de la France en guerre que Trotsky voulait se fixer ; il écrivit en hâte une brochure où sous le titre : « Der Krieg und die Internationale », il reprit et développa les idées qu'il venait d'exposer devant les socialistes zurichoïses, brochure si substantielle et toujours actuelle qu'en 1918, un éditeur américain entreprenant fit, de sa traduction en anglais, tout un livre.

A Paris, autre paradoxe : c'est par la VIE OUVRIERE, syndicaliste révolutionnaire, que s'opéra la liaison, non éphémère ni accidentelle, de Trotsky avec le mouvement ouvrier. Pourtant il y avait là un parti socialiste qui persistait à s'appeler « Section française de l'Internationale ouvrière », mais quand Trotsky se rendait, pour un objet précis, aux bureaux du quotidien du parti, il y rencontrait ses leaders, entre autres Cachin, comme toujours suivant le courant, donc ultra chauvin, qui, après quelques vains essais de discussion, lui signifiaient qu'il était indésirable : ils l'expulsaient de l'HUMANITE avant de se réjouir de le voir expulsé de France, plus tard, par Briand.

Dès qu'il eut trouvé une pension possible — dans le voisinage du Parc Montsouris, un des quartiers parisiens de l'émigration — il fit venir sa famille, Natalia et les deux garçons, Léon et Serge ; il put dès lors organiser son activité de façon à pouvoir mener à bien ce qui allait être sa triple tâche. Les correspondances qu'il envoyait à la KIEVSKAIA MYSL l'obligèrent à suivre de près la politique française et les opérations militaires : il savait lire les journaux, comprit vite ce que chacun représentait et ce qu'il fallait lui demander. Quant à la vie parlementaire, elle était alors si limitée, si inexistante, qu'il fallait chercher le gouvernement plutôt à Chantilly (Grand Quartier Général) qu'à Paris. Mais elles lui donnaient aussi l'occasion de faire des voyages d'étude à travers la France, de rencontrer des militants socialistes et syndicalistes, de sonder l'état d'esprit du Français moyen ; des conversations avec un anarchiste liégeois lui avaient permis de connaître et de décrire exactement le mouvement de résistance qui avait dressé une notable partie de la population — et même des anarchistes — contre les troupes allemandes.

Le gros travail de la journée, c'était naturellement NACHE SLOVO, le journal et le groupe qui gravitait autour de lui. Les rédacteurs se retrouvaient chaque matin à l'imprimerie de la rue des Feuillantines pour discuter le numéro du jour et préparer celui du lendemain, sur la base des informations reçues, et des discussions sur les conceptions défendues par les diverses tendances du socialisme russe, des polémiques avec les « défensistes » et aussi avec Lénine qui, de Genève, défendait avec vigueur, et même brutalité, sa position. Martov, qui se trouvait à Paris depuis le début, était avant l'arrivée de Trotsky, une sorte de rédacteur en chef ; son attitude contre la guerre avait contribué à le rapprocher des autres secteurs de l'opposition. Cependant elle ne correspondait pas à celle de la majorité des menchéviks dont il était le représentant au Bureau socialiste international ; il s'en trouvait gêné, au point de ne pouvoir admettre que certaines questions fussent même posées et discutées — telle celle d'une nouvelle Internationale. Les heurts avec Trotsky devinrent progressivement plus fréquents et plus vifs, et comme il était évident que Trotsky exprimait mieux les conceptions fondamentales de la rédaction du journal, Martov se retira et partit pour la Suisse.

C'était par lui que le premier contact s'était établi entre les socialistes russes de Paris et le foyer d'opposition, alors numériquement minuscule, qu'était la VIE OUVRIERE ; une lettre qu'il avait écrite à Gustave Hervé, et que celui-ci publia avait été l'occasion de la rencontre. Et c'est lui aussi qui nous annonça la prochaine venue de Trotsky et l'amena dès qu'il fut arrivé. Nous nous réunissions le soir, une fois par semaine, et lorsque notre petit groupe se trouva renforcé de ces nouveaux alliés, notre horizon jusque là fort sombre, s'éclaircit. Avec Trotsky et Martov venaient Dridzo-Losovsky, fixé depuis longtemps à Paris, et un socialiste polonais, Lapinsky. Quand un soir le socialiste suisse Grimm les accompagna, on put évoquer une renaissance de l'internationalisme prolétarien, et déjà nous fîmes des arrangements qui nous assureraient d'importantes liaisons internationales, puisque, par la Suisse, il nous serait possible de rester en contact avec l'opposition allemande.

De ces réunions, Raymond Lefebvre a fait un tableau fidèle dans la Préface de « L'Eponge de vinaigre ». Elles se prolongèrent tout l'hiver, mais prirent fin brusquement quand le gouvernement profita d'une révision générale des exemptés pour incorporer tous les oppositionnels connus qui avaient échappé à la conscription et les envoyer aux armées. A ce moment l'idée d'une conférence internationale s'était déjà suffisamment précisée pour qu'on songeât aux préparatifs de sa réalisation pratique. On savait qu'à l'intérieur du Parti socialiste français le mécontentement grandissait contre la politique nationaliste et gouvernementale que la direction imposait intégralement au parti ; une manifestation de ce mécontentement et de son importance fut la position prise par une des meilleures fédérations provinciales, celle de la Haute-Vienne, et rendue publique par un rapport signé de tous les élus de la fédération. Les socialistes de NACHE SLOVO se hâtèrent de prendre contact avec quelques-uns d'entre eux qui se trouvaient à Paris ; des rencontres eurent lieu au domicile de Dridzo ; elles étaient peu encourageantes, les Limousins étant très fermes dans la critique de la trahison du socialisme mais se dérobant dès qu'on parlait de l'action nécessaire à entreprendre, obsédés par la crainte d'une scission qu'ils refusaient absolument d'envisager. La venue du socialiste italien Morgari à Paris, en quête de participants à la future conférence internationale provoqua l'ultima rencontre. Trotsky a raconté plaisamment dans

« MA VIE », comment Morgari ayant soudain parlé d'activité clandestine, les bons Limousins se hâtèrent de disparaître... Impossible de songer à accroître la délégation française ; Merrheim et Bourderon restaient seuls pour représenter l'opposition, mais, pour cette période, ils la représentaient fort bien, encore qu'ils se refusassent, malgré l'amicale insistance de Trotsky, à aller au-delà de leur résolution de la conférence confédérale, devenue pourtant insuffisante, ne correspondant plus à une situation que les événements modifiaient chaque jour.

A Zimmerwald, les tendances déjà connues se précisèrent. Lénine voulait des actes : refus des crédits de guerre par les parlementaires socialistes ; préparation de la nouvelle Internationale ; appel aux travailleurs pour des démonstrations contre la guerre. A ce programme nettement défini, les Italiens opposaient une politique d'attente ; ils refusaient de considérer déjà comme morte la Deuxième Internationale ; ils souhaitaient un rapprochement avec le centre allemand (Kautsky-Bernstein) ; c'était aussi la position des menchéviks. Trotsky était d'accord avec Lénine (sauf sur la question du défaitisme) mais il était en mesure de mieux comprendre que Lénine ce qu'il était possible de demander dès maintenant à la conférence ; son activité parisienne lui avait permis de mesurer la force de l'opposition ; de même, par ses contacts avec Grimm et Morgari, il connaissait exactement les conceptions présentes des directions suisse et italienne dont on ne pouvait pas dire qu'elles n'exprimaient pas les sentiments de la base. Ses interventions parurent si convaincantes qu'il fut chargé, en fin de discussions, de rédiger le manifeste que tous les délégués approuvèrent. Lénine n'était pas entièrement satisfait mais cela ne l'empêchait pas de considérer que c'était « un pas en avant » et qu'on pouvait s'en contenter pour le présent.

Ce résultat heureux de la conférence allait permettre à Trotsky de trouver, en France, une base pour son action. Le manifeste ramena la confiance, et l'opposition, jusqu'alors squeletique et dispersée, pénétra dans le mouvement ouvrier. Un comité pour la reprise des relations internationales avait été créé ; ses réunions plénières rassemblaient un nombre croissant de militants ; un de ses membres les plus actifs fut Trotsky qui, bientôt, le domina. Merrheim en était le secrétaire ; avec la Fédération des Métaux derrière lui, il avait, depuis le début, mené courageusement la lutte contre la direction confédérale ; à présent il était trop prudent, déjà inquiet de voir le comité le pousser plus loin qu'il n'avait décidé d'aller. Aussi s'opposait-il à toutes les propositions que faisait Trotsky de porter au dehors l'activité du comité, reprenant à chaque séance sa suggestion de la création d'un Bulletin, indispensable pour la vie même du comité, pour la diffusion des informations communiquées verbalement au cours des réunions qu'il importait de fixer et de faire connaître à tous ceux qui, dans les syndicats et dans les sections socialistes commençaient à se détacher des mensonges et des illusions par lesquels on les avait bernés pour les entraîner dans la guerre. Merrheim résistait, s'impatientait quand il vit l'ascendant que prenait Trotsky sur l'assemblée, mais il ne pouvait rien contre de clairs commentaires des événements, nourris d'une exceptionnelle expérience, contre un optimisme révolutionnaire raisonné qui forçaient la conviction. A l'issue des réunions, des militants de toutes tendances, socialistes, anarchistes, syndicalistes, s'approchaient de Trotsky, le questionnaient sur des points qui pour eux n'étaient pas encore clairs ; rendez-vous étaient pris pour pouvoir continuer de si fructueuses conversations. L'un d'eux, F. Lorient, membre du Parti socialiste, gagné définitivement à l'opposition dont il allait prendre la tête au sein du parti, écrivit une brochure dont il avait étudié le contenu avec Trotsky, « Les socialistes de Zimmerwald et la guerre », qui prit place dans les éditions clandestines du Comité.

Le gouvernement tsariste ne pouvait comprendre que l'allié laissât publier sur son territoire un journal comme NACHE SLOVO. A diverses reprises il avait demandé que le journal fût supprimé et ses rédacteurs emprisonnés. L'opération était difficile étant contraire à la politique du gouvernement français en cette période, où les ministres socialistes expliquaient que la persécution de l'opposition ne pourrait que la favoriser, en la faisant connaître ; mieux valait l'étouffer par la censure. Un grave incident survenu parmi le détachement russe venu en France à la demande du gouvernement français devait être l'occasion d'une intervention, cette fois décisive. Les soldats de ce détachement étaient soumis, en France, à un régime que le voisinage rendait insupportable ; les officiers les brutalisaient. Un soldat, giflé par un colonel, riposta avec une telle ardeur que mort s'ensuivit. NACHE SLOVO, déclarée responsable fut aussitôt interdite, et un arrêté d'expulsion était signifié à Trotsky. Différentes interventions permirent de gagner un peu de temps et de tenter de choisir le lieu de déportation. Tout fut vain. La famille habitait alors les Gobelins, tout près du local de la Reine-Blanche, où avait eu lieu la réunion pathétique d'août 1914, au cours de laquelle les divers partis socialistes russes s'étaient entre-déchirés, les « défensistes » signant leur feuille d'enrôlement dans l'armée française. C'est là que deux policiers vinrent le prendre pour le conduire à la frontière espagnole. Mais même de Cadix, où il se trouvait temporairement, Trotsky trouva le moyen de participer encore une fois au Comité pour la reprise des relations internationales, et précisément à l'occasion de la brochure qu'il avait préparée avec Lorient. L'influence grandissante de Zimmerwald avait amené les minoritaires du Parti socialiste à s'organiser sur une base extrêmement

modérée, leur position ne se différenciant pas essentiellement de celle des chauvins de la direction dont ils dénonçaient seulement les « excès ». Cette semi-opposition présentait un danger, elle risquait d'amener des zimmerwaldiens à faire bloc avec elle contre la direction — ce que la brochure avait prévu. Aussi des plaintes vinrent-elles de militants minoritaires, accusant les zimmerwaldiens de « diviser » l'opposition. Une de ces critiques fut communiquée à Trotsky qui répondit aussitôt : « Les forces politiques ne se « divisent » pas par la netteté, comme elles ne s'ajoutent pas par la confusion. Trois points de vue, trois motions : la netteté c'est l'honnêteté politique. » Ainsi prenait fin, exceptionnellement prolongée, sa carrière de militant parisien.

Lev Davidovitch

par J. van HEIJENOORT

Lorsque Engels, patriarche révérend de la social-démocratie internationale, s'est éteint paisiblement à Londres, chargé d'ans, le siècle touchait à sa fin, qui séparait les révolutions bourgeoises des révolutions prolétariennes, le Jacobinisme du Bolchévisme. La transformation du monde annoncée par Marx était en passe de devenir une tâche immédiate et les révolutionnaires allaient connaître des vicissitudes sans pareil. Et de fait, les têtes des trois plus grands leaders révolutionnaires depuis Engels subirent les coups de la réaction. L'historien futur ne manquera pas de voir dans ce fait une des caractéristiques de notre époque. De même qu'il ne manquera pas non plus de noter l'origine de ces coups. La tête de Lénine fut atteinte par la balle de la « socialiste-révolutionnaire » Fanny Kaplan. La tête de Rosa Luxembourg fut écrasée sous la botte de la soldatesque du « social-démocrate » Noske. La tête de Trotsky fut éclatée par le piolet de l'un des mercenaires du « communiste » Staline.

Avec ses sauts brusques et ses poussées de fièvre, notre époque de crise dévore les hommes et les partis de plus en plus rapidement. Ceux qui hier à peine représentaient la révolution deviennent les instruments de la plus noire réaction. Cette lutte à mort entre la tête du processus historique et son arrière-train pesant et traînant a revêtu un de ses aspects les plus dramatiques dans le duel Trotsky-Staline, précisément parce que cette lutte se déroulait sur la toile de fond d'un Etat ouvrier déjà établi. Porté aux sommets du pouvoir par l'explosion révolutionnaire des masses, persécuté et harcelé lorsque les défaites du prolétariat se sont succédées, Trotsky devint l'incarnation même de la Révolution.

Il fut servi par un physique étonnant. Ce qui vous frappait dès l'abord, c'était son front — phénoménalement haut et vertical, sans qu'une calvitie y soit pour quoi que ce soit. Ensuite, c'était ses yeux, bleus et profonds, doués d'un regard puissant et sûr de son pouvoir. Pendant son séjour en France, Lev Davidovitch devait très souvent voyager incognito afin de simplifier les problèmes de sa sécurité. Il rasait alors son bouc et peignait ses cheveux sur le côté, avec une raie. Mais quand il était sur le point de quitter la maison et de se fondre dans la foule, j'étais toujours anxieux : « Non, ce n'est vraiment pas possible... le premier venu va le reconnaître, il ne peut pas changer ce regard... » Puis, lorsque Lev Davidovitch commençait à parler, ce qui attirait l'attention, c'était sa bouche. Qu'il parle une langue étrangère ou en russe, ses lèvres se forçaient à former les mots distinctement. Il était irrité d'entendre des discours confus et précipités des autres, et s'astreignait toujours à s'exprimer dans une parfaite clarté. Ce n'est que lorsqu'il s'adressait en russe à Natalia Ivanovna qu'à l'occasion son élocution devenait plus rapide et moins articulée, descendant parfois jusqu'au niveau du murmure. Lorsque dans son bureau il parlait à un visiteur, ses mains qui étaient d'abord posées sur le bord de sa table de travail, commençaient bientôt à décrire de grands gestes assurés, comme si elles aidaient les lèvres dans l'expression de sa pensée. Son visage auréolé par ses cheveux, le port de sa tête et de tout son corps étaient toujours fiers et majestueux. Sa stature dépassait la moyenne, son torse était puissant, son dos large et robuste, et en comparaison ses jambes paraissaient quelque peu minces. Il est indubitablement plus facile pour un visiteur occasionnel de donner ses impressions sur le visage de Trotsky, que pour celui qui, en des circonstances les plus variées, est resté à ses côtés pendant des années.

La seule expression que je n'aie jamais saisie chez lui est celle de la vulgarité, si faible soit-elle. De même n'y avait-il pas la moindre chance de retrouver ce qu'on peut appeler de la bonhomie. Mais il ne manquait pas d'une certaine douceur, qui provenait sans doute de la formidable intelligence dont la facilité à saisir toute chose vous était toujours perceptible. Vous pouviez habituellement lui voir un enthousiasme juvénile pour toute chose qu'il entreprenait, et qui, en même temps, était assez puissant pour amener les autres à coopérer à cette entreprise. Quand il s'agissait de malmener un adversaire, ce genre de gaité se transformait rapidement en ironie, mordante et

malicieuse, alternant avec une expression de mépris, et, quand l'ennemi était particulièrement vil, vous auriez pu trouver, l'espace d'un instant, comme une nuance de malveillance. Mais sa vivacité revenait rapidement. « Nous allons les mettre dans l'embarras ! », disait-il alors avec animation. Dans la solitude de son exil, les circonstances les plus dramatiques où j'ai pu voir Lev Davidovitch furent ses démêlés avec la police ou des incidents avec des adversaires de mauvaise foi. A chaque fois son visage se durcissait et ses yeux lançaient des éclairs, comme si s'était soudain concentré en eux cet immense pouvoir de volonté qu'on ne pouvait d'habitude mesurer que par les travaux de sa vie entière. Il était alors évident que rien, rien au monde, n'aurait pu le bouger d'un pouce.

COMMENT TRAVAILLAIT TROTSKY

Dans la vie quotidienne, cette force de caractère se manifestait dans un travail strictement organisé. Toute perturbation sans motif valable l'irritait énormément : il avait horreur des conversations sans but, des visites à l'improviste, des engagements non tenus ou repoussés. On peut être sûr qu'il n'y avait là pas la moindre trace de pédanterie. Qu'une importante question se présente et il n'hésitait pas un instant à bouleverser tous ses plans, mais cela devait en valoir la peine. Si la chose avait eu le moindre intérêt pour le mouvement, il donnait sans compter son temps et son énergie, mais il s'en montrait avare au plus haut point lorsque la négligence, l'insouciance ou la mauvaise organisation des autres menaçaient de les gaspiller. Il économisait la plus petite parcelle de temps, matière la plus précieuse dont la vie est faite. Sa vie personnelle toute entière était régie par une qualité appelée unité de but. Il avait érigé une hiérarchie de devoirs et menait à terme quoi qu'il entreprenne.

Il avait pour règle de ne point travailler moins de douze heures par jour, et parfois, quand cela était nécessaire, beaucoup plus. Il restait à table aussi peu que possible, et après avoir assisté à ses repas pendant de nombreuses années, je ne pourrais pas dire avoir jamais noté sur son visage la moindre marque de plaisir pour ce qu'il mangeait ou buvait. « Manger, s'habiller, toutes ces misérables petites choses qu'on doit recommencer chaque jour... » m'a-t-il dit une fois.

Il ne pouvait trouver de divertissement que dans une grande activité physique. La simple marche était à peine un délassement. Il marchait activement et en silence, et vous pouviez voir que son esprit était toujours au travail. De temps en temps, il posait une question : « Quand avez-vous répondu à cette lettre ? ». « Pouvez-vous me retrouver cette citation ? ». Seul un exercice physique violent lui procurait un délassement. En Turquie, c'était la chasse, et spécialement la pêche, la pêche en mer profonde, difficile et mouvementée, où le corps devait se dépenser sans compter. Quand la pêche avait été bonne, c'est-à-dire très fatigante, il commençait à travailler à son retour avec un enthousiasme redoublé. Au Mexique, quand la pêche fut impossible, il inventa le ramassage des cactus, d'un poids énorme, sous un soleil de feu.

Naturellement, les nécessités de sa sécurité créaient certaines obligations. Pendant les onze ans et demi de sa troisième émigration, ce n'est que pendant quelques mois, à certains moments lors de son séjour en France et en Norvège, que Lev Davidovitch a pu se promener librement, c'est-à-dire sans garde du corps, dans la campagne autour de chez lui. En règle, chacune de ses promenades constituait une petite expédition militaire. Il était nécessaire de prendre toutes dispositions à l'avance, et de fixer soigneusement son itinéraire. « Vous me traitez comme un objet », disait-il souvent, cachant sous une plaisanterie combien cette remarque pouvait contenir d'impatience.

Il exigeait des camarades qui l'aidaient le même esprit méthodique qu'il utilisait dans son propre travail. Plus proches étaient ses collaborateurs, plus il exigeait d'eux et moins il s'embarrassait de formalités. Il désirait la précision en chaque chose : une lettre non datée, un document non signé l'irritaient toujours, de même que toute chose négligée, faite au prix du moindre effort ou au petit bonheur la chance. « Faites bien toute tâche que vous avez entreprise, et menez-la jusqu'au bout ». Et en règle, il ne faisait aucune différence entre les insignifiantes corvées quotidiennes et un travail intellectuel : conduisez vos raisonnements jusqu'à leurs conclusions, telle est l'expression qui revenait souvent sous sa plume. Il portait toujours une grande sollicitude pour la santé de ceux qui l'entouraient. La santé est un capital révolutionnaire qu'on ne doit pas dilapider. Il se mettait en colère de voir quelqu'un lire avec un mauvais éclairage. « Il est nécessaire de risquer votre vie sans hésiter pour la révolution, mais pourquoi abîmer vos yeux alors que vous pouvez lire confortablement et sans problème ? ».

LES CONVERSATIONS DE TROTSKY

Dans ses entretiens avec Lev Davidovitch, le visiteur était frappé principalement par sa capacité à s'orienter dans une situation nouvelle. Il était capable de l'intégrer dans sa perspective générale, et en même temps, il donnait toujours un avis immédiat et pratique. Pendant sa troisième émigration, il a souvent eu l'occasion de s'entretenir avec des visiteurs venant de pays dont il n'avait pas une connaissance directe, que ce soit des Balkans ou bien de l'Amérique Latine. Il ne connaissait pas toujours la

langue, ne suivait pas leur presse, et n'avait pas toujours porté un intérêt particulier à leurs problèmes spécifiques. Il demandait d'abord à son interlocuteur de parler en premier, jetant à l'occasion quelques notes brèves sur un morceau de papier, posant parfois des questions sur quelques détails : « Combien de membres compte ce parti ? ». « Cet homme politique n'est-il pas avocat ? ».

Alors il parlait et la masse des informations qui lui avaient été données s'organisaient. Bientôt on pouvait distinguer les mouvements des différentes classes et des différentes couches à l'intérieur de ces classes, et puis, relié à ces mouvements, apparaissait le jeu des partis, des groupes et des organisations, et enfin, la place et les activités des diverses figures politiques, en fonction de leur profession et de leurs traits personnels, se trouvaient logiquement intégrées dans le tableau. Le naturaliste français Cuvier se vantait d'être capable de reconstituer un animal entier à partir d'un seul os. Avec son immense connaissance des réalités sociales et politiques, Trotsky pouvait s'adonner à un travail semblable. Son interlocuteur était toujours frappé de voir combien il était capable de pénétrer profondément la réalité d'un problème particulier, et quittait le bureau de Trotsky connaissant son propre pays un petit peu mieux.

A tout instant vous trouviez en Trotsky une énorme accumulation d'expérience, pas simplement gravée dans sa mémoire mais réfléchie et organisée longuement et profondément. Vous pouviez aussi voir que l'organisation de cette expérience s'était faite autour de principes indestructibles. Bien que haïssant la routine, bien qu'étant toujours anxieux de découvrir de nouvelles voies, la moindre tentative d'innovation dans le royaume des principes lui faisait dresser les oreilles. « Rafrachir la barbe de Marx », telle était son expression pour toutes ces tentatives d'aligner le marxisme sur le courant à la mode, et il ne dissimulait pas son mépris à leur égard.

Le STYLE ET L'ECRITURE DE TROTSKY

Le style de Trotsky est universellement admiré. Indiscutablement, c'est avec celui de Marx qu'on peut le mieux le comparer. Toutefois, les phrases de Trotsky sont moins amples que celles de Marx, où chacun perçoit la richesse d'érudition, spécialement dans ses travaux de jeunesse. Le style de Trotsky atteint à ses effets par des moyens extrêmement simples. Son vocabulaire, surtout dans ses écrits plus spécialement politiques, est toujours assez limité. Les phrases sont courtes, avec peu de propositions subordonnées. Leur puissance provient d'une solide articulation, le plus souvent par des oppositions fortement tranchées mais toujours bien balancées. Cette économie de moyens donne à son style une grande fraîcheur et, on peut le dire, une grande jeunesse. Dans sa manière d'écrire, Trotsky est considérablement plus jeune que Marx.

Trotsky savait tirer avantage de cette syntaxe russe, dont les inflexions permettent de bouleverser l'ordre des mots dans la phrase, donnant à l'expression de la pensée une force et une énergie difficiles à atteindre avec les moyens limités des langues occidentales modernes. Mais aussi qu'il est difficile à traduire. Lev Davidovitch exigeait une fidélité mathématique de ses traducteurs, et en même temps regimbait contre les règles de grammaire des langues étrangères qui interdisaient une traduction aussi concise et directe de sa pensée. Comparé avec celui de Lénine, le style de Trotsky est supérieur, de loin, par sa transparence et son élégance, sans aucun affaiblissement de sa puissance. Les phrases de Lénine, par moment, deviennent embarrassées, trop lourdes, désorganisées. Comme si, parfois, la pensée paralysait son expression. Trotsky a dit un jour qu'en Lénine on pouvait retrouver un moujik russe, mais parvenu au niveau du génie. Alors même que le père de Lénine fut fonctionnaire de province et celui de Trotsky cultivateur, c'est Trotsky qui est l'habitant des villes, à l'opposé de Lénine, sans doute à cause de sa race. Cela se voit tout de suite à la différence de style, sans qu'on fasse ici aucune tentative pour découvrir cette même opposition dans d'autres aspects de ces deux personnalités gigantesques.

Quand Trotsky fut déporté en Turquie, le passeport des autorités soviétiques mentionnait sa profession comme écrivain. Et en vérité il était un grand, un extrêmement grand écrivain. Si l'inscription des bureaucrates prête à sourire, c'est parce que Trotsky était tellement beaucoup plus qu'un écrivain. Il écrivait facilement, pouvant dicter pendant plusieurs heures d'un seul jet. Mais il examinait alors le manuscrit et le corrigeait soigneusement. Pour certains de ses grands ouvrages, telle « l'Histoire de la Révolution Russe », il y eut deux brouillons successifs avant le texte définitif, mais dans ce cas il n'y en eut qu'un. Son énorme production littéraire, dans laquelle on peut trouver des livres, des pamphlets, d'innombrables articles, des lettres, de hatifs communiqués à la presse, et des notes de toutes sortes, cette production est, cela va sans dire, inégale. Certaines parties sont plus travaillées que d'autres, mais pas une phrase dans aucun de ses écrits n'a été négligée. Vous pouvez prendre cinq lignes au hasard dans cette énorme accumulation littéraire et vous reconnaîtrez toujours l'inimitable Trotsky.

Le volume de ses écrits est aussi impressionnant, et porterait à lui seul témoignage d'une très rare volonté et capacité de travail. On a rassemblé trente volumes des œuvres complètes de Lénine, en plus des trente-cinq volumes de correspondance et de

notes diverses. Trotsky a vécu sept ans de plus que Lénine, mais ses écrits, depuis ses livres importants jusqu'à ses brèves notes personnelles atteindraient sûrement le triple de cette quantité. Pendant les onze ans et demi de sa troisième émigration, il accumula un travail qui aurait honorablement rempli une vie entière. On peut dire que sa main n'a jamais lâché la plume, et quelle main ce fut !

IL VIT DANS SES ECRITS

Trotsky s'est mis tout entier dans ses écrits. Le contact personnel avec l'homme qu'il était ne modifiait pas le portrait qui émergeait de la lecture de ses livres, mais l'approfondissait et le précisait : passion et raison, intelligence et volonté, toutes ces qualités étaient portées à un degré extrême, mais en même temps s'alliaient les unes aux autres. En toute chose Lev Davidovitch agissait de telle sorte qu'on avait le sentiment qu'il se donnait tout entier. Il répétait souvent les paroles d'Hegel : « dans ce monde rien de grand n'est fait sans passion » ; et il n'avait que mépris pour les philistins qui trouvaient à redire au « fanatisme » des révolutionnaires. Mais l'intelligence était toujours présente, en harmonie miraculeuse avec la flamme. Qu'on ne s'avise pas d'y découvrir un antagonisme : la volonté était indomptable parce que l'esprit voyait très loin. On pourrait encore citer Hegel : « Der Will ist eine besondere Weise des Denkens » (la volonté est un mode particulier de la pensée).

Quelques lignes de Lénine

« Peut-on ajouter foi un instant à l'information reçue par le gouvernement anglais et suivant laquelle Trotsky, ancien président du Conseil des députés ouvriers de Pétersbourg en 1905 - révolutionnaire qui, désintéressé, a consacré des dizaines d'années de sa vie, aurait un rapport quelconque avec un plan du « gouvernement allemand » ? C'est vraiment une calomnie ouverte, inouïe, cynique contre un révolutionnaire ! ». (Pravda, n° 34, 16 avril 1917).



« Il va de soi que... personne ne songerait à discuter une candidature comme celle de L. D. Trotsky par exemple, puisque :

- 1° dès son arrivée, Trotsky a eu une attitude internationaliste ;
- 2° qu'il a combattu parmi les membres de l'inter-arrondissements pour la fusion ;
- 3° que, dans les graves journées de juillet, il s'est montré à la hauteur de sa tâche et partisan dévoué du parti du prolétariat révolutionnaire. Il est clair qu'on ne peut en dire autant d'une quantité de membres frais émoulus du Parti qui figurent sur la liste... » (Le premier Comité bolchevik légal de Pétrograd en 1917, Section Historique du Parti, Léninegrad, p. 305-306).



« Quant à l'entente [avec les mencheviks], je n'en puis même parler sérieusement. Trotsky a dit depuis longtemps que l'union est impossible. Trotsky l'a compris et, depuis, il n'y eut pas de meilleur bolchevik que lui. » (discours au Comité de Petrograd du Parti, le 1/14 novembre 1917).



« Les Izvestia du 2 février ont inséré une lettre du paysan G. Goulov qui pose la question de l'attitude de notre Gouvernement ouvrier et paysan à l'égard des paysans moyens, et se fait l'écho de bruits circulant sur la mésentente qui régnerait entre Lénine et Trotsky, et sur leurs sérieux désaccords justement au sujet du paysan moyen.

Trotsky a déjà donné sa réponse dans la « Lettre aux paysans moyens » des Izvestia du 7 février. Dans cette lettre, Trotsky déclare que les bruits de désaccords entre lui et moi sont un mensonge des plus monstrueux et des plus éhontés répandu par les grands propriétaires et les capitalistes ou leurs agents conscients et inconscients. De mon côté, je confirme entièrement la déclaration de Trotsky. Entre lui et nous, il n'y a pas le moindre désaccord. Quant aux paysans moyens, nous n'avons pas de désaccords non seulement avec Trotsky, mais en général il n'en existe pas dans le Parti Communiste auquel nous appartenons tous les deux..

« Dans sa lettre, Trotsky a expliqué d'une façon claire et détaillée pourquoi le Parti Communiste et le Gouvernement ouvrier et paysan actuel, élu par les Soviets, ne regardent pas les paysans moyens comme leurs ennemis. Je signe des deux mains ce qu'a dit le camarade Trotsky. » (Œuvres, t. XVI, p. 28-29, et Pravda du 15 février 1919).



« Frappant du poing sur la table, il [Lénine] s'écria : « Pourriez-vous nous indiquer un autre homme capable, en une année, d'organiser une armée presque complète et, d'autre part, de gagner la sympathie des spécialistes militaires ? Cet homme, nous l'avons. Nous avons tout ce qu'il faut. Et il y aura des miracles. »

« Oui, oui, je sais que là-bas on raconte toutes sortes de mensonges sur mes rapports avec lui. Des mensonges, on en raconte beaucoup, et il paraît que je suis particulièrement visé avec le camarade Trotsky. » (Extraits des Souvenirs de Maxime Gorki sur Lénine).



« Cher camarade Trotsky,

« Je vous prie instamment de vous charger de la défense de la question géorgienne au Comité Central du Parti. Cette question est en ce moment en butte aux « poursuites » de Staline et de Dzerjinsky et je ne puis me fier à leur impartialité. C'est même tout le contraire. Si vous consentiez à prendre sur vous cette défense, je pourrais être tranquille. Si, pour une raison quelconque, vous n'acceptez pas, retournez-moi le dossier. Je considérerai cela comme signifiant votre refus.

« Avec mon meilleur salut de camarade.

LENINE. »

« Pour copie conforme : M. Voloditcheva. »

ROSA LUXEMBOURG

(Extraits de « La Révolution russe »)

Le fait que les bolcheviks aient misé toute leur politique sur la révolution mondiale du prolétariat est justement le témoignage le plus éclatant de la portée de leur coup d'œil, et de leur fidélité aux principes, du jet hardi de leur politique.

Ce qu'un parti peut, à une heure historique, fournir de courage, de force d'action, de coup d'œil révolutionnaire et de logique, Lénine, Trotsky et leurs camarades l'ont donné largement. Tout l'honneur révolutionnaire et la capacité d'action qui ont manqué à la démocratie socialiste en Occident s'est trouvé chez les bolcheviks. Leur insurrection d'octobre n'a pas seulement sauvé effectivement la Révolution russe, elle a aussi sauvé l'honneur du socialisme international.

Dans cette période dernière où nous sommes, à la veille des batailles décisives dans le monde entier, le problème le plus important du socialisme a été et est encore tout juste la brûlante question du jour : non pas tel ou tel détail de tactique, mais la capacité d'action du prolétariat, la force d'action des masses, la volonté d'avoir le pouvoir dans le socialisme en général. A cet égard, Lénine et Trotsky avec leurs amis ont été les premiers qui aient devancé le prolétariat mondial par leur exemple, ils sont jusqu'ici les seuls qui puissent s'écrier avec Ulrich de Hutten : « J'ai osé cela ! ».

C'est ce qui est l'essentiel et ce qui reste de la politique des bolcheviks. En ce sens, il leur reste le mérite impérissable dans l'histoire d'avoir pris la tête du prolétariat international en conquérant le pouvoir politique et en posant dans la pratique le problème de la réalisation du socialisme, ainsi que d'avoir puissamment avancé la lutte entre Capital et Travail dans le monde. En Russie, le problème ne pouvait être que posé : il ne pouvait pas être résolu en Russie. Et c'est en ce sens que l'avenir appartient au « bolchevisme ».

LOUNATCHARSKY

(Extraits de "Silhouettes révolutionnaires")

« Lorsque Lénine fut frappé d'une blessure qui nous paraissait mortelle, nul mieux que Trotsky n'exprima les sentiments que nous éprouvions. Au milieu des terribles tempêtes des événements mondiaux, Trotsky, cet autre chef de la Révolution russe, pourtant peu enclin à la sentimentalité, déclara : « Quand on se dit que Lénine peut mourir, il semble que toutes nos vies soient inutiles et l'on n'a plus envie d'exister. » (p. 13) - (Silhouettes révolutionnaires, 1923)..

« Trotsky est un caractère mordant, impératif, Après la fusion, ce n'est qu'à l'égard de Lénine que Trotsky a constamment manifesté et manifeste un esprit touchant et délicat de concession et lui reconnaît, avec une modestie propre aux grands hommes authentiques, la priorité. » (p. 25).

L'organisateur de la victoire

par **KARL RADEK**

(Article de la "Pravda", reproduit dans "l'Humanité" en 1923)

L'histoire a préparé notre parti pour des tâches diverses. Quelles que soient les insuffisances de notre appareil d'Etat ou de notre activité économique, tout le passé l'a préparé psychologiquement au travail de création d'un nouvel ordre économique et d'un nouvel appareil d'Etat. L'histoire nous a même préparés pour la diplomatie. Il est à peine nécessaire de rappeler que les problèmes de politique mondiale ont toujours préoccupé les marxistes. Mais finalement ce furent les négociations avec les mencheviks qui perfectionnèrent notre technique en matière de diplomatie ; c'est pendant ces luttes passées que le camarade Tchitcherine a appris à rédiger des notes diplomatiques. Nous commençons seulement à apprendre les miracles de l'économie. Notre appareil d'Etat craque et gémit. Dans un secteur cependant nos efforts ont été couronnés de succès, celui de l'Armée Rouge. Son créateur, son âme, c'est le camarade L.D. Trotsky.

Le vieux général Moltke, créateur de l'armée allemande, a souvent souligné le danger suivant lequel la plume des diplomates pouvait miner le travail du sabre du soldat. Bien que l'on trouve parmi eux des écrivains classiques, les militaires par le monde entier ont toujours opposé la plume à l'épée. L'histoire de la révolution prolétarienne montre comment la plume peut être reforgee en épée. Trotsky est un des meilleurs écrivains du socialisme mondial, mais cet avantage littéraire ne l'a pas empêché de devenir le chef et l'organisateur de la première armée prolétarienne. La plume du meilleurs publiciste de la révolution fut reforgee en épée.

La littérature du socialisme scientifique ne fut que de faible secours au camarade Trotsky pour résoudre les problèmes posés au parti par la menace impérialiste. Exception faite de quelques œuvres peu connues d'Engels, de quelques chapitres de son Anti-Dühring consacrés à la stratégie et de quelques chapitres de l'excellent ouvrage de Mehring sur Lessing consacrés à l'activité militaire de Frédéric le Grand, on ne trouve, dans toute la littérature socialiste d'avant guerre que quatre ouvrages traitant de problèmes militaires : la brochure d'Auguste Bebel sur la milice, le livre de Gaston Moch sur la milice, les deux volumes d'histoire de guerre de Schulz, et le livre de Jaurès consacré à la propagande de l'idée de la milice en France. A l'exception des ouvrages de Schulz et de Jaurès présentant une valeur certaine, tout ce que la littérature socialiste a publié sur les sujets militaires depuis la mort d'Engels n'a été que mauvais travail de dilettantes. Même les ouvrages précités de Schulz et de Jaurès ne pouvaient fournir de réponses aux problèmes qui se posèrent à la Révolution russe. Le livre de Schulz traite du développement des formes de stratégie et d'organisation militaire remontant à plusieurs siècles. C'est un essai d'application des méthodes marxistes à la recherche historique et il se termine avec la période napoléonienne. Le livre de Jaurès, très brillant et étincelant, s'il révèle à quel point les problèmes militaires lui étaient familiers, souffre d'une erreur fondamentale : ce représentant inspiré du réformisme était désireux de faire de l'armée capitaliste un instrument de la défense nationale en la dépouillant de sa fonction de défense des intérêts de classe de la bourgeoisie. C'est pourquoi il ne sut saisir la tendance au développement du militarisme, et l'idée de démocratie qu'il poussa jusqu'à l'absurde en ce qui concerne le problème de la guerre, il la transposa également dans la question de l'armée.

Je ne sais jusqu'à quel point le camarade Trotsky s'intéressa aux questions militaires avant la guerre. Je ne pense pas que ce soit dans les livres qu'il puisa cette connaissance intime touchant ces problèmes ; c'est lorsqu'il fut correspondant de presse pendant la guerre des Balkans, répétition générale de la Grande Guerre, qu'il reçut l'impulsion qui le fit se pencher sur ces questions. C'est probablement pendant son séjour en France, d'où il envoya ses brillantes chroniques de guerre au « Mysli » de Kiev, qu'il approfondit sa science de la technique militaire et de l'organisation de l'armée. On peut voir d'après ces chroniques à quel point il saisit l'esprit de l'armée. Le marxiste Trotsky ne vit pas seulement la discipline extérieure de l'armée, les canons, la technique, il vit les êtres humains qui servaient les instruments de guerre, il vit le combat sur le champ de bataille.

Trotsky est l'auteur de la première brochure donnant une analyse détaillée des causes ayant présidé à l'effondrement de l'Internationale. Face à celui-ci, Trotsky ne perdit pas confiance en l'avenir du socialisme. Il fut au contraire profondément convaincu que toutes ces qualités que la bourgeoisie s'efforçait d'inculquer au prolétariat en uniforme, dans le but d'assurer sa propre victoire, se retourneraient bientôt contre elle-même et serviraient de base non seulement à la révolution mais également aux armées révolutionnaires. Un des plus remarquables documents révélant sa compréhension de la structure de classe et de l'esprit de l'armée est le discours qu'il prononça à propos de l'offensive de juillet de Kerensky, je crois au premier Congrès des soviets et au Soviet des ouvriers et des soldats de Petrograd. Dans ce discours, Trotsky prédit l'échec de l'offensive en se basant non seulement sur des arguments de technique militaire mais sur l'analyse politique de la situation au sein de l'armée.

« Vous exigez du gouvernement — dit-il en s'adressant aux mencheviks et aux socialistes révolutionnaires — une révision des buts de guerre. Ce faisant, vous signifiiez à l'armée que les anciens buts, au nom desquels le tzarisme et la bourgeoisie exigeaient des sacrifices inouïs, ne correspondaient pas aux intérêts de la paysannerie russe et du prolétariat russe. Vous n'avez pas pu obtenir une révision des buts de guerre. Vous n'avez rien créé pour remplacer le tsar et la patrie, et cependant vous exigez de l'armée qu'elle verse son sang pour ce « rien ». Nous ne pouvons nous battre pour rien et votre aventure se terminera en déroute. »

Le secret de la grandeur de Trotsky comme organisateur de l'Armée Rouge consiste dans son attitude envers cette question.

Tous les grands écrivains militaires insistent sur l'importance éminemment décisive du facteur moral dans la guerre. La moitié du grand livre de Clausewitz est consacrée à cette question et notre victoire dans la guerre civile est entièrement due au fait que Trotsky sut appliquer cette connaissance de l'importance du facteur moral dans la guerre à notre situation réelle. Lorsque l'ancienne armée tsariste se disloqua, Verkhovskiy, ministre de la Guerre du gouvernement Kerensky, proposa de démobiliser les plus vieilles classes, de réduire partiellement les formations à l'arrière, et de réorganiser l'armée par l'introduction de nouveaux éléments jeunes. Quand nous avons pris le pouvoir et que les tranchées se trouvaient vides, nombre d'entre nous firent la même proposition. C'était une idée purement utopique. Il était impossible de remplacer l'armée tsariste en fuite par des troupes fraîches. Ces deux vagues se seraient croisées et divisées l'une l'autre. Il fallait dissoudre complètement l'ancienne armée ; la nouvelle armée ne pouvait être édiflée qu'à partir d'un cri d'alarme jeté par la Russie soviétique aux ouvriers et aux paysans pour la défense des conquêtes de la Révolution.

Lorsque, en avril 1918, les meilleurs officiers tsaristes demeurés dans l'armée après notre victoire se réunirent pour élaborer, en accord avec nos camarades et quelques représentants militaires des Alliés, le plan d'organisation de l'armée, Trotsky, pendant quelques jours, écouta leurs propositions en silence. J'ai un clair souvenir de cette scène. C'étaient les plans de gens qui ne comprenaient pas les bouleversements se déroulant devant leurs yeux. Chacun ne pouvait concevoir qu'une armée organisée suivant les vieux modèles. Ils ne saisissaient pas la profonde métamorphose des hommes sur laquelle une armée devait être basée. Ont-ils ri, ces experts militaires, lorsque le camarade Trotsky, en tant que Commissaire à la Guerre, organisa les premières troupes de volontaires ! Le vieux Borissow, un des meilleurs écrivains militaires russes, assura tant et plus aux communistes avec lesquels il était obligé d'être en contact, que rien de bon ne sortirait de cette entreprise, qu'une armée ne pouvait être édiflée que sur la base de la conscription générale, qu'elle ne pouvait se maintenir que par une discipline de fer. Il ne saisissait pas que les troupes de volontaires étaient les piliers de fondation les plus sûrs sur lesquels devait être érigé l'édifice et que les masses de paysans et d'ouvriers ne pouvaient être ralliées pour la guerre sans avoir pris conscience au préalable du danger mortel les menaçant. Sans croire un seul instant que l'armée de volontaires puisse suffire à elle seule à sauver la Russie, Trotsky l'organisa en tant qu'élément jugé par lui indispensable pour la création d'une nouvelle armée.

Mais le génie organisateur de Trotsky et sa hardiesse de pensée s'exprimèrent encore plus clairement dans sa courageuse détermination d'utiliser les spécialistes militaires pour impulser la création de l'armée. Tout bon marxiste est parfaitement conscient du fait que, dans l'édification d'une bonne économie, nous avons encore besoin de l'aide de la vieille organisation capitaliste. Lénine défendit cette proposition avec la plus grande fermeté dans son discours d'avril sur les tâches du pouvoir soviétique. Dans les cercles éclairés du parti, cette idée n'est pas contestée. Mais l'idée que nous puissions créer un instrument de défense de la République, une armée, avec l'aide

d'officiers tsaristes, rencontra une résistance obstinée. Qui pouvait penser à réarmer les officiers blancs que l'on venait à peine de désarmer ? C'est la question que posaient de nombreux camarades. Je me souviens d'une discussion sur cette question parmi les rédacteurs du « Communiste », l'organe desdits « communistes de gauche », où la question de l'utilisation des officiers d'état-major faillit aboutir à une scission. Et les rédacteurs du « Communiste » figuraient parmi les meilleurs des théoriciens et militants du parti. Il suffit de mentionner les noms de Boukharine, Ossonski, Lomov, W. Yakovlev. La méfiance fut encore plus grande parmi les larges couches de nos camarades militaires, recrutés pour nos organisations pendant la guerre. Cette méfiance ne put être vaincue, leur accord à l'utilisation de la science de ces anciens officiers obtenu, que grâce à la foi ardente de Trotsky dans notre force sociale, à sa conviction que nous pouvions obtenir des experts militaires le bénéfice de leur science sans qu'il leur soit permis de nous imposer leur politique, à sa conviction que la vigilance révolutionnaire des ouvriers avancés leur permettrait de faire échec à toute tentative contre-révolutionnaire des officiers d'état-major.

Pour remporter la victoire, il fallait que l'armée ait à sa tête un homme à volonté de fer, que cet homme, non seulement ait la pleine confiance du parti, mais encore la possibilité de subjuguier de par sa volonté de fer l'ennemi obligé de nous servir. Le camarade Trotsky n'a pas seulement réussi à subordonner à son énergie même les officiers d'état-major les plus élevés. Il obtint davantage : il réussit à gagner la confiance des meilleurs éléments parmi les experts militaires et, d'ennemis de la Russie soviétique, à les convertir en ses partisans les plus convaincus. Je fus le témoin d'une telle victoire de Trotsky au moment des négociations de Brest-Litovsk. Les officiers qui nous avaient accompagnés à Brest-Litovsk gardaient à notre égard une attitude plus que réservée. Ils remplirent leur rôle d'experts avec la plus grande condescendance, convaincus qu'ils assistaient à une comédie tendant simplement à couvrir une transaction depuis longtemps préparée entre les Bolcheviks et le gouvernement allemand. Mais la façon dont Trotsky dirigea la lutte contre l'impérialisme allemand au nom des principes de la Révolution russe, força chacun des assistants dans l'assemblée à ressentir la victoire morale et spirituelle de cet éminent représentant du prolétariat russe. La méfiance des experts militaires à notre égard s'évanouit à mesure que se développait le grand drame de Brest-Litovsk.

Comme je me souviens clairement de cette nuit où l'amiral Altvater, un des principaux officiers de l'ancien régime, mort depuis, qui apporta son aide à la Russie soviétique non par peur mais par conscience, entra dans ma chambre et dit : « Je suis venu ici parce que vous m'y avez contraint. Je ne vous croyais pas, mais maintenant je vous aiderai et accomplirai ma tâche comme jamais je ne l'ai fait jusqu'ici, profondément convaincu de servir ma patrie ». Avoir pu entraîner la conviction que le gouvernement soviétique luttait réellement pour le bonheur du peuple russe, même chez ceux qui venaient à nous du camp opposé, contraints, c'est là une des plus grandes victoires de Trotsky. Il va sans dire que cette victoire sur le front intérieur, cette victoire morale sur l'ennemi, n'a pas été due seulement à l'énergie de fer de Trotsky qui lui gagna le respect universel, elle n'a pas été due seulement à cette force morale profonde, à cette autorité acquise par l'écrivain socialiste, le tribun populaire, placé à la tête de l'armée par la volonté de la révolution ; cette victoire a exigé l'abnégation de dizaines de milliers de nos camarades dans l'armée, une discipline de fer dans nos propres rangs, un effort soutenu pour atteindre nos objectifs : elle a aussi exigé le miracle de faire reprendre les armes, dans des conditions encore plus difficiles, pour la défense du pays, à ces masses humaines qui, hier encore, fuyaient le champ de bataille.

Le fait que ces facteurs politico-psychologiques de masse jouèrent un rôle important est indéniable, mais l'expression la plus forte, la plus concentrée et la plus frappante de cette influence se trouve dans la personnalité de Trotsky. Ici la révolution a agi à travers le cerveau, le système nerveux et le cœur de son plus grand représentant. Lorsque commença notre première épreuve armée avec les Tchécoslovaques, le parti et, avec lui, son leader Trotsky montrèrent comment le principe de la campagne politique, ainsi que l'avait enseigné Lassalle, pouvait être appliqué à la guerre, à la lutte avec des « arguments d'acier ». Nous concentrâmes alors toutes les forces matérielles et morales dans la guerre. Tout le parti en comprit la nécessité. Mais cette nécessité trouva aussi son expression suprême dans la figure d'acier de Trotsky. Après notre victoire sur Denikine, en mars 1920, Trotsky déclara à la Conférence du Parti : « Nous avons ravagé toute la Russie pour vaincre les Blancs ». Dans ces mots, nous retrouvons cette concentration sans égale de volonté, nécessaire pour remporter la victoire. Nous avions besoin d'un homme incarnant le cri de guerre, le tocsin sonnait l'alarme, la volonté de chacun et de tous, cette subordination sans restriction à la plus sanglante nécessité.

Seul un homme travaillant comme Trotsky, se ménageant aussi peu que Trotsky, sachant parler aux soldats comme seul Trotsky savait le faire, seul un tel homme pouvait être le porte-drapeau des travailleurs armés. Il rassemblait tout dans sa personne. Il médita les avis stratégiques donnés par les experts et les combina avec une estimation correcte des rapports des forces sociales en présence, il sut coordonner en un mouvement unique les impulsions provenant de quatorze fronts, des dix mille communistes informant les quartiers généraux de la situation réelle dans l'armée et comment on pouvait l'utiliser, il comprit comment combiner tout ceci en un plan stratégique unique et un schéma unique d'organisation. Et tout au long de cette

œuvre remarquable, il comprit mieux que quiconque comment appliquer la connaissance de l'importance du facteur moral dans la guerre.

Cette combinaison du stratège et de l'organisateur militaire avec l'homme politique est caractérisée au mieux par le fait que, tout au long de ce pénible travail, Trotsky sut apprécier l'importance pour la guerre de Demian Bedny [un écrivain communiste] ou de l'artiste Moor [qui dessina la plupart des caricatures politiques pour les journaux, les affiches communistes]. Notre armée était une armée de paysans, et la dictature du prolétariat en ce qui concerne l'armée, c'est-à-dire la direction de cette armée de paysans par les ouvriers et les représentants de la classe ouvrière, fut incarnée en la personne de Trotsky et des camarades collaborant avec lui. Trotsky sut, avec l'aide de tout l'appareil du parti, inculquer à cette armée de paysans, épuisée par la guerre, la conviction profonde qu'elle combattait pour ses propres intérêts.

Trotsky travaillait avec tout le parti à la formation de l'Armée Rouge. Il n'aurait pas pu mener cette tâche à bien sans l'aide du parti. Mais, sans lui, la création de l'Armée Rouge et ses victoires auraient exigé des sacrifices infiniment plus grands. Notre parti entrera dans l'histoire comme le premier parti prolétarien qui réussit à créer une grande armée, et cette page éclatante dans l'histoire de la Révolution russe sera pour toujours liée au nom de Leon Davidovitch Trotsky, au nom d'un homme dont les écrits et les faits appelleront non seulement l'amour mais aussi l'étude scientifique des plus jeunes générations d'ouvriers se préparant à conquérir le monde entier.

(Mars 1923).

PENDANT LA GUERRE CIVILE

(Extraits d'« Octobre », de Larissa REISSNER)

Dans les conditions de danger constant et avec la plus grande tension morale, l'Armée rouge élaborait ses lois, sa discipline, ses nouveaux statuts héroïques. Pour la première fois, se dissout la panique en face de la technique plus moderne de l'ennemi. C'est là qu'on apprit à avancer contre l'artillerie ; et, involontairement, par simple instinct d'auto-préservation, naquirent les nouvelles méthodes de conduite de guerre, les méthodes de lutttes spécifiques qui sont dès maintenant étudiées dans les plus hautes écoles militaires comme méthodes de la guerre civile. D'une importance suprême est le fait que, dans ces journées à Sviiajsk, se trouvait précisément un homme tel que Trotsky.

Quel que fut son nom, il est clair que le Créateur de l'Armée Rouge, le futur Président du Conseil Militaire Révolutionnaire de la République se devait d'être à Sviiajsk ; se devait de vivre toute l'expérience pratique de ces semaines de bataille ; se devait de faire appel à toutes les ressources de sa volonté et de son génie de l'organisation pour la défense de Sviiajsk, pour la défense de l'organisme de l'armée écrasé sous le feu des Blancs.

En matière militaire, comme en beaucoup d'autres choses, la Révolution russe suivit son propre chemin. L'insurrection et la guerre se fondirent ensemble, l'Armée et le Parti grandirent ensemble, inséparablement intriqués, et sur les drapeaux des régiments étaient inscrites l'unité de leurs buts communs, toutes les formules les plus vives de la lutte de classe. Au moment de Sviiajsk, tout ceci était encore informe, seulement dans l'air, cherchant un mode d'expression.

D'une manière ou d'une autre, l'Armée des ouvriers et des paysans devait trouver cette expression ; elle devait prendre sa propre forme, produire ses propres formules, mais comment ? Ceci, personne ne le savait clairement jusqu'ici. A ce moment-là, naturellement, aucun précepte, aucun programme n'était disponible en fonction duquel cet organisme gigantesque puisse croître et se développer.

Dans le parti et dans les masses existait alors seulement un pressentiment ; une prémonition créatrice de cette organisation militaire révolutionnaire qu'on n'avait jamais vue auparavant et à laquelle chaque jour de bataille soufflait quelque nouvelle caractéristique.

Le grand mérite de Trotsky consiste en ce qu'il saisit au vol le moindre signe des masses portant déjà en lui la marque de la formule organisationnelle unique et recherchée. Il passa au crible et mit en train tous les petits moyens pratiques par lesquels Sviiajsk assiégée simplifia, accéléra ou organisa son plan de bataille. Et ceci, pas simplement dans un sens technique étroit. Non. Chaque nouvelle combinaison réussie du « spécialiste et du commissaire », de celui qui commande et de celui qui exécute l'ordre et qui en porte la responsabilité — chaque combinaison réussie, après avoir subi le test de l'expérience et avoir été clairement formulée, était immédiatement transformée en ordre, circulaire, règle. De cette manière l'expérience révolutionnaire vivante n'était pas perdue, oubliée ou déformée.

La norme obligatoire pour tous n'était pas la médiocrité, mais au contraire, le maximum, les choses de génie conçues par les masses elle-mêmes dans les moments les plus ardents et les plus créateurs de la lutte. Dans les petites choses comme dans les grandes — que ce soit dans des questions complexes telles la division des tâches

entre les membres du Conseil Militaire Révolutionnaire ou bien le salut rapide, vif et amical que s'échangent un commandant et un soldat, chacun d'eux étant accaparé par ses occupations et sa hâte — dans ces questions donc, tout devait être tiré de l'expérience vivante, assimilé et renvoyé aux masses pour un usage universel. Et partout où les choses n'allaient pas, partout où il y avait des grincements ou du gâchis, on devait trouver ce qui était erroné, on devait porter secours, tirer, comme le fait une sage-femme sur le nouveau né lors d'un accouchement difficile.

On peut être un adepte des plus convaincu de l'organisation, on peut donner à une armée nouvelle une structure rationnelle, impeccable, plastique et néanmoins laisser refroidir son esprit, le laisser s'évaporer et se montrer incapable de le garder vivace dans les barbelés des formules juridiques. Pour éviter ceci, il faut être un grand révolutionnaire ; il faut posséder l'intuition d'un créateur et un cerveau émetteur de grande puissance sans lequel on ne peut approcher les masses.

En dernière analyse, c'est précisément cet instinct révolutionnaire qui est le tribunal de la plus haute instance, qui purifie exactement sa nouvelle justice de tous les mauvais penchants contre-révolutionnaires profondément cachés. Il pose sa rude poigne sur la trompeuse justice formelle au nom de la plus élevée, de la justice prolétarienne qui ne permet pas à ses lois malléables de s'ossifier, de s'éloigner de la vie et de charger les épaules des soldats de l'Armée Rouge de fardeaux mesquins, assommants et superflus.

Trotsky possédait ce sens intuitif.

En lui, le révolutionnaire ne cédait jamais la place devant le soldat, le chef militaire, le commandant. Et quand, de sa voix surhumaine et terrible, il prononçait un réquisitoire contre un déserteur, celui-ci le redoutait comme le grand rebelle qui pouvait écraser et anéantir quelqu'un pour vile couardise et trahison, non pas à la cause militaire, mais à celle de la révolution prolétarienne mondiale.

Deux hommes exceptionnels

par **Jacques SADOUL**

Les « Notes sur la Révolution bolchevique » abondent d'appréciations élogieuses de Léon Trotsky. Quelquefois, elles sont même si élogieuses qu'on hésite à les citer — pour ne pas verser dans le « culte de la personnalité ». Elles prennent cependant tout leur relief du fait que Jacques Sadoul devint un serviteur fidèle du stalinisme et qu'il n'a même pas hésité à mettre son prestige au service de la défense des infâmes procès de Moscou — où Trotsky et le Comité central léniniste ont été accusés d'avoir été des « agents impérialistes » dès 1917 !

C'est pourquoi nous citerons quelques pages de l'ouvrage de Jacques Sadoul, qui donnera aux lecteurs une idée de la manière dont il s'exprimait en 1918.

« On répondra que mon raisonnement ne tiendrait que si Lénine et Trotsky étaient sincères. Depuis 15 jours, je vis une partie de mes journées avec ces deux hommes. Je connais toutes leurs inquiétudes, tous leurs espoirs, tous leurs projets. Il y a des émotions qu'on ne feint pas et je crois pouvoir affirmer plus que jamais la profondeur des convictions des chefs bolchéviques. Plus que jamais ils m'apparaissent comme des illuminés, si ce qualificatif convient à des cérébraux comme ceux-là, qui marchent inexorablement dans la voie qu'ils s'étaient tracés à l'avance, soutenus et enveloppés par l'enthousiasme de leurs troupes. Ce sont des hommes remarquables par l'intelligence et par la volonté. » (p. 119).

« Connaissant Lénine et Trotsky comme je les connais aujourd'hui, j'ai honte de défendre contre des attaques tellement ignobles deux hommes d'une probité intellectuelle, d'une valeur morale, avouée par leurs adversaires eux-mêmes, je parle de ceux qui ont milité avec eux autrefois et qui se sont séparés d'eux pendant la guerre. Qui-conque sait un peu ce qu'ils ont fait, les combats que depuis 20 ans ils ont livrés pour l'idéal socialiste, les durs sacrifices qu'ils ont acceptés, le mépris absolu qu'ils ont des biens matériels, la vie ultra-modeste qu'ils ont toujours menée et qu'ils sont heureux de continuer au pouvoir comme dans l'exil, doit rejeter ces calomnies... » (p. 167).

« Trotsky est à Brest, Lénine est parti en Finlande pour se reposer quelques jours. La Russie ne paraît pas souffrir jusqu'ici de cet abandon. Ces deux hommes sont vraiment toute l'âme de la Révolution. Ce sont des hommes d'action remarquables, des conducteurs de foules comme je n'en avais pas vus encore. Ils ont su acquiescer et maintenir, malgré toutes les calomnies, dans les conditions les plus difficiles, un prestige étonnant. Ils ont au suprême degré les qualités et les défauts des grands meneurs religieux et politiques, volonté d'acier, ténacité incroyable, conviction enthousiaste, la foi qui soulève les montagnes et brise tous les obstacles.

D'intelligence exceptionnellement vive et souple, Trotsky est ou sait être borné quand il le faut, quand il sent qu'il ne faut pas admettre la discussion parce que la discussion, c'est le doute, et que le doute du chef provoque la débâcle des troupes. J'imagine que les disciples de Luther, que les fidèles de Robespierre, que les grognards de Napoléon n'avaient pas en leur idole plus de confiance aveugle, plus de vénération que n'en montrent à Lénine et à Trotsky les gardes rouges, les matelots et les ouvriers qui constituent le noyau essentiel et solide des forces bolcheviques.

Trotsky me répète souvent combien il est impressionné par les preuves de désintéressement, de dévouement total que prodiguent à leur chef ces humbles amis, et combien il se sent fort de cet amour. Quand il évoque ses troupes ardentes et dévouées jusqu'à la mort, sa voix, si souvent caustique et âpre, s'adoucit. Il est ému d'une émotion tendre que n'éclaire que très rarement cet homme nerveux, froid et amer, dont le sourire satanique me glace parfois. Car l'âme de Trotsky déborde d'amertume, de mépris et, je puis bien le dire, de haine à l'égard des classes dirigeantes. Vraiment, je suis convaincu que ces deux hommes, hommes exceptionnels sinon grands hommes (le succès seul permettra à la bourgeoisie courtisane qu'on appelle l'histoire, de les classer tels) sont mus dans leur action présente par les sentiments les plus élevés. » (p. 183).

« Le gouvernement des Soviets souhaitait pouvoir se consacrer tout entier au travail de création pour lequel il n'avait pas trop de toutes ses ressources et de toutes ses forces vives. La paix était signée à Brest. La démobilisation, cette entreprise colossale que tous les experts déclaraient impossible, s'était accomplie en quelque six semaines. Quel besoin avait-on d'une armée ?

Les contre-révolutionnaires du monde entier en ont jugé autrement. Leurs manœuvres ont obligé la Russie à créer, de toutes pièces et à la hâte, une organisation militaire nouvelle. Tâche herculéenne, après trois années de guerre, après une révolution faite précisément contre la guerre. Mes lettres ont donné, au jour le jour, l'histoire de la formation difficile de cette armée. Cette histoire est celle de la volonté d'un homme. Comme Carnot a organisé les armées de la Révolution française, Trotsky est le père de l'Armée rouge. Parti du système des volontaires, il sut faire accepter rapidement le grand principe du service obligatoire pour tous les travailleurs. Les chefs manquaient. Trotsky obligea les officiers de l'armée tsariste à louer leurs services à l'armée de la Révolution sociale. Beaucoup trahirent. Trotsky l'avait prévu. Mais il ne pouvait pas se passer d'abord de la collaboration de ces ci-devant. Il ne fut ni étonné ni découragé par les trahisons. Il sut faire disparaître les traîtres peu à peu, et s'attacher les officiers loyalistes. En même temps il ouvrait, dans toute la Russie, des écoles militaires où le prolétariat forme des chefs sortis de ses rangs. » (p. 427-8).

Une vengeance barbare systématique

par **Michaël FOOT**

(Tribune, du 17 Juillet 1959)

« Seul un acteur peut être un spectateur véritable » a écrit Léon Trotsky. Il opposait alors les romans de Jules Romains à ceux d'Emile Zola, Romains lui-même a reconnu qu'il gardait ses distances vis-à-vis des scènes qu'il décrivait, et Trotsky démontre que cette distance est non seulement optique, mais encore morale. Zola, l'engagé, fut « plus profond, plus chaud, plus humain » et, par conséquent, le plus grand écrivain des deux.

Trotsky, naturellement, est lui-même l'exemple le plus frappant de sa propre thèse. Il est probablement de toute l'histoire, le plus grand homme d'action à avoir été en même temps un très grand génie littéraire.

Chacun de ses écrits porte sa marque ; il possède un sens du rythme et du drame qui manque dans les œuvres des écrivains politiques, même des plus observateurs, qui n'ont été que des spectateurs.

Ceci s'applique au dernier « inédit » de Trotsky, le fragment de journal qu'il écrivit pendant son exil en France et en Norvège en 1935, bien qu'il considérât le journal comme un genre littéraire imparfait et déplaisant.

Par rapport à ses meilleurs écrits, le Journal de Trotsky en Exil est léger et décousu. Mais il conserve cependant une place considérable dans la littérature socialiste. Tout d'abord, son principal intérêt consiste dans les nombreux coups d'œil pénétrants qu'il jette sur les événements de l'actualité. Par exemple :

Trotsky et sa femme vont à Lourdes : « Quelle grossièreté, quelle insolence, quelle malpropreté ! Une boutique à miracles, une officine pour le trafic de la Grâce. La Grotte elle-même donne une impression misérable. Ceci est naturellement une mise

en scène psychologique des curés pour ne pas rebuter les faibles d'esprit par l'envergure de leur entreprise commerciale ; les simples sont effrayés par des vitrines trop resplendissantes. Par là-même, ils deviennent les plus crédules et les plus avantageux des clients. Mais le meilleur de tout, c'est la bénédiction papale envoyée à Lourdes — par radio. Les minables miracles des Evangiles comparés à la radio ! Et que pourrait-on trouver de plus absurde et de plus dégoûtant que l'union de la plus noble technique avec les pratiques magiques du grand Druide de Rome ? Vraiment, la pensée de l'humanité s'est enlisée dans ses propres excréments ».

Ou encore, le souvenir de cette conversation avec Kamenev sur Staline. « Croyez-vous que Staline envisage comment répondre à vos arguments ? C'est approximativement ce que Kamenev disait à propos de ma critique de la politique de Staline-Boukharine-Molotov en Chine, en Angleterre, etc... Vous vous trompez. Il cherche comment il va vous détruire ».

Ou ses prévisions sur l'effondrement de la France :

« 21 mars. C'est le printemps, le soleil est chaud, les violettes sont en fleur depuis près de dix jours, les paysans s'affairent dans leurs vignobles. La nuit dernière, nous avons entendu La Walkyrie depuis Bordeaux jusqu'à minuit. Le service militaire est porté à deux ans. Réarmement de l'Allemagne. Préparation de la prochaine « dernière » guerre. Les paysans, paisiblement, taillent leurs vignes et fertilisent leurs champs au milieu de ce chaos. Tout est en ordre.

« Socialistes et communistes écrivent des articles contre les deux ans et, pour mieux impressionner leurs lecteurs, sortent leurs plus gros titres. Au plus profond de leur cœur, les « leaders » espèrent que, d'une manière ou d'une autre, les choses s'arrangeront d'elles-mêmes. Là aussi, tout est en ordre.

« Et cependant, cet ordre s'est lui-même miné sans espoir. Il s'écroulera dans la pourriture... ».

Ou bien encore, ses commentaires sur Marx et Engels :

« Quand vous en avez assez de la prose des Blum, Cachin et Thorez, quand vous avez ingurgité votre plein de microbes de la mesquinerie et de l'insolence, de l'obséquiosité et de l'ignorance, il n'y a pas mieux pour nettoyer vos poumons que de lire la correspondance de Marx et d'Engels entre eux et avec les autres. Dans leurs allusions en forme d'épigramme et leurs caractérisations souvent paradoxales mais toujours bien pensées et au point, quelle somme d'enseignements, quelle fraîcheur d'esprit, et quel air vivifiant ! Ils ont toujours vécu sur les sommets. »

De telles citations pourraient être multipliées à l'infini. Mais il est aussi un leit-motiv qui transparaît à travers ce journal et en fait un document poignant.

Dans son auto-biographie, Trotsky a écrit l'un des plus vivants récits d'enfance jamais écrit. Ici, dans son journal, il a peint un incomparable portrait de sa femme, Natalia.

La chasse-poursuite des enfants de Trotsky et de ses amis par Staline est certainement l'une des plus terrifiantes histoires de vengeance barbare systématique que l'histoire ait jamais connue. Tout le poids de cette horreur tomba sur le cœur de l'indomptable et digne Natalia.

Une citation trahirait cet immortel hommage d'un homme à sa compagne. Lisez-le vous-mêmes.



THE PROPHET UNARMED

(Le prophète sans arme, par Isaac DEUTSCHER)

Le deuxième tome de la biographie de Léon Trotsky par I. Deutscher vient de paraître en Angleterre aux éditions Oxford University Press.

La parution a été trop tardive pour que nous ayons pu préparer pour ce numéro la critique que mérite ce livre de tout premier plan. Nous ne voulons cependant pas attendre pour inviter nos lecteurs qui lisent l'anglais à se procurer ce livre, qui prend l'histoire à la fin de la guerre civile en Russie, lorsque le Parti bolchevik va commencer à connaître les plus fatales des luttes intestines, et se termine avec la déportation de Trotsky pour son troisième exil.

Donnons aussi la conclusion de Deutscher :

« Très peu d'hommes dans l'histoire se sont trouvés dans une harmonie aussi triomphante avec leur temps, comme Trotsky le fut en 1917 et après ; aussi n'était-ce pas en raison de quelque aliéna-

tion intime des réalités de sa génération qu'il entra ensuite en conflit avec son temps. Il y fut conduit par son tempérament et son caractère de précurseur. Il avait été, en 1905, le héros de 1917 et des soviets ; il ne le cédait à personne comme dirigeant des soviets en 1917 ; il fut l'inspirateur de l'économie planifiée et de l'industrialisation dès le début des années 1920 ; et il devait rester le grand mais non infaillible précurseur d'un certain futur réveil des peuples révolutionnaires (de ce réveil politique, le besoin de dépasser le stalinisme qui s'empare de l'Union soviétique dans les années 1953-56 en est un indice important, encore faible mais sûr). Il lutta « contre l'histoire » au nom de l'histoire elle-même et, contre ses faits accomplis qui furent trop souvent des faits d'oppression, il défendit les réalisations meilleures et émancipatrices dont elle serait un jour capable ».

SEPTEMBRE-OCTOBRE 1959

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

IV^E INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale

Editorial

Causes et perspectives de la nouvelle "détente"

Pour la première fois depuis la Révolution d'Octobre, un Président soviétique, officiellement invité pour une visite « amicale », se rend aux Etats-Unis, citadelle de l'impérialisme. C'est là, incontestablement, un succès significatif de la diplomatie soviétique, et de Khrouchtchev personnellement.

Ce fait acquiert, du reste, tout son relief si on tient compte qu'il survient à la suite de l'échec de la Conférence de Genève sur l'Allemagne et qu'à plusieurs reprises les dirigeants américains, ces derniers temps encore, avaient exclu une telle éventualité, n'envisageant une réunion « au sommet » que sur la base de progrès tangibles, substantiels, obtenus au préalable à Genève. C'était, par contre, Khrouchtchev qui cherchait obstinément le dialogue à deux, le préférant de beaucoup à une conférence « au sommet » à quatre.

Du point de vue diplomatique, le voyage de Khrouchtchev aux Etats-Unis à fin de discuter en tête-à-tête avec Eisenhower consacre aux yeux des masses mondiales le statut de l'URSS en tant que l'un des deux « super-grands » du monde actuel, son principal adversaire étant amené à lui reconnaître avec éclat ce statut.

Quelles sont les raisons qui expliquent cet important événement survenu dans les rapports URSS-Etats-Unis ? La principale de ces raisons réside dans l'évolution du rapport de forces, y compris sur le plan militaire, dans un sens défavorable aux Etats-Unis, à la suite de la supériorité présente acquise par l'URSS dans le domaine des fusées intercontinentales, des sous-marins, de la défense antiaérienne et antimissile. L'alunissage historique de Lunik II est, à ce propos, significatif du degré atteint par la puissance et la précision de l'artillerie interplanétaire soviétique.

Si cette supériorité militaire était déjà écrasante et sans riposte possible, elle amènerait, naturellement, non pas la discussion à deux en vue d'un compromis, mais la capitulation pure et simple de Washington, dans une affaire, par exemple, comme celle de Berlin. Mais, en réalité, cette supériorité n'est que relative et, vu la nature des armes nucléaires, sujette à une riposte toujours possible de la part des Etats-Unis, avec des effets dévastateurs incalculables.

C'est pour cette raison que l'ultimatum initial du Kremlin sur Berlin a vite évolué vers des formes beaucoup plus souples de négociations et de compromis éventuels sur le statut de la ville, une fois que la volonté de résistance de l'impérialisme s'est avérée être aussi ferme que lors de la crise de Formose en 1958.

Sûr de sa supériorité relative à l'étape actuelle sur le plan du rapport de forces, y compris des forces militaires, le Kremlin a décidé de tenter de légitimer la division actuelle de l'Allemagne et d'altérer le **statu quo** de Berlin en faveur de l'Allemagne de l'Est.

Les puissances impérialistes, de leur côté, tout en se voyant obligées d'entrer dans la voie d'une certaine reconnaissance de l'Allemagne de l'Est, ont obstinément résisté à la tentation de considérer le statut actuel de Berlin-Ouest, de quelque manière que ce soit, comme simplement provisoire. Car une telle reconnaissance de leur part signifierait concéder une révision du **statu quo** en Europe, en faveur du Kremlin, et ceci sur la question cruciale d'une ville comme Berlin, au risque de provoquer des répercussions incalculables pour l'avenir de l'Allemagne tout entière.

Ainsi à Genève, lors d'une épreuve de force majeure entre le Kremlin et l'impérialisme — épreuve de force qui, du reste, n'est nullement terminée — le rapport de forces favorable au Kremlin a obtenu certains résultats, mais sans que l'impérialisme consente encore à altérer le statu quo existant en Europe.

Les formes souples employées dans les pourparlers s'expliquent par le fait qu'au delà de ces formes s'ouvrait clairement pour les uns et les autres « l'abîme » de la guerre atomique. L'impérialisme n'a pas cédé à la tentative du Kremlin d'altérer le **statu quo** de l'Allemagne, mais ce dernier n'a pas non plus abandonné sa pression pour obtenir un tel résultat, ne fût-ce que sous la forme de la reconnaissance **du statut de Berlin comme étant provisoire.**

Entre temps, le Kremlin a obtenu l'invitation à Khrouchtchev de se rendre aux Etats-Unis. Quel compromis entre les deux super-grands pourrait alors s'esquisser ?

Dans le meilleur des cas pour le Kremlin, Khrouchtchev pourrait obtenir que les Etats-Unis s'engagent, sous une forme ou une autre, à reconnaître les « deux » Allemagnes et le statut « provisoire » de Berlin ; à concéder la reprise du commerce avec l'URSS, sur la base de crédits accordés à cette dernière ; à passer un accord sur les essais nucléaires et éventuellement sur la réduction des armements.

En échange, le Kremlin offrirait pratiquement relativement peu de chose, en dehors de son accord sur les essais nucléaires et le dés-

armement. Garantir à Washington la « paix sociale » dans les pays capitalistes et dépendants par l'entremise de la politique ultra-opportuniste des Partis Communistes, ce ne serait pas là une nouveauté, une concession nouvelle, **car, pratiquement, c'est chose faite depuis déjà bien longtemps.** Par contre, un accord entre Washington et Moscou sur des mesures visant à sauvegarder le monopole des armes atomiques et à empêcher que d'autres puissances ne les possèdent et ne les développent bientôt présente des avantages évidents aussi bien pour l'un que l'autre des super-grands. D'autant plus que le stock d'armes nucléaires et les expériences nécessaires à leur mise au point, aussi bien dans le cas de l'URSS que des Etats-Unis, suffisent amplement à ravager la planète.

Une réduction du plafond des armements pourrait également présenter un terrain de compromis éventuel entre les deux super-grands, afin que des ressources financières devenues ainsi disponibles soient consacrées au budget des dépenses civiles et à l'aide aux « pays sous-développés ».

La course frénétique aux armements modernes, de plus en plus fantastiquement coûteux, est devenue, financièrement parlant, ruineuse, y compris pour la capacité d'un pays comme les Etats-Unis. En s'accélégrant, elle rend incompatible la poursuite parallèle d'une politique sociale et d'une politique visant à influencer les pays dits non engagés.

Or, l'évolution fondamentale dans tous les pays développés se fait dans la direction de l'augmentation des dépenses publiques nécessaires au fonctionnement social et matériel de la société moderne : scolarité, recherche scientifique, santé, sécurité sociale, transports, travaux publics, aménagement des villes, etc. Les exigences sur ce plan deviennent partout urgentes, y compris aux Etats-Unis et en URSS, et ne sauraient être, à la longue, ignorées par aucun pouvoir politique.

Aux Etats-Unis, l'accroissement de la dette publique, les difficultés de l'Etat à se procurer du crédit bon marché, l'inflation, et la faiblesse de plus en plus visible de la monnaie, sont en réalité, en définitive, des manifestations du gaspillage improductif d'une partie croissante du revenu national.

En URSS également, les dépenses militaires freinent considérablement l'essor de la consommation de toutes sortes de produits que les masses soviétiques exigent actuellement de manière de plus en plus pressante.

Les problèmes des pays sous-développés deviennent, d'autre part, angoissants. Le décalage entre pays développés et pays sous-développés s'aggrave, aussi bien du fait que les premiers s'enrichissent plus rapidement que les seconds, que du fait que, dans ces derniers, la population augmente plus rapidement que la production, la production agricole en particulier.

L'explosion révolutionnaire de cette vaste zone est, dans ces conditions, inévitable et relativement proche. L'impérialisme prend actuellement conscience de ce danger et semble décidé à faire un effort pour

permettre aux bourgeoisies nationales de survivre, sans qu'elles soient acculées à s'allier au Kremlin.

Mais pour que l'aide à ces pays puisse avoir un effet, elle doit être très importante. Washington et le Kremlin, dans le cas où ils s'engageraient dans la « compétition pacifique » de l'aide aux pays sous-développés, auraient besoin de ressources énormes, qu'il faudrait nécessairement économiser sur les armements.

Donc, sur le plan des essais nucléaires et d'une certaine réduction des armements, il y a actuellement, en toute logique, base pour un compromis éventuel entre Washington et le Kremlin. Cependant, même en admettant que de telles intentions existent ou surgissent chez les deux super-grands, il faudrait encore se demander dans quelle mesure elles pourraient se matérialiser. Le Kremlin est-il en mesure d'empêcher que la Chine ne possède bientôt l'arme atomique, ou Washington d'en priver la nouvelle puissance en formation qu'est déjà l'Europe du Marché commun ?

D'autre part, qu'advient-il de l'économie américaine dans le cas d'une réduction importante du budget militaire ?

En réalité, un directoire du monde actuel par les deux super-grands sur un plan quelconque, militaire, économique, ou social, est inopérant, aussi bien du fait de l'existence de la Chine que de la Révolution coloniale et des contradictions interimpérialistes de nouveau avivées.

Parmi les plus importants problèmes que pose l'époque actuelle à l'impérialisme, se trouve « l'endigement » de la révolution chinoise.

La bureaucratie soviétique elle-même ne pourrait prendre des décisions majeures sans s'interroger sur les réactions éventuelles de Pékin, sans, par conséquent, consulter et associer la Chine aux décisions. On s'en aperçoit, même en ce moment précis, où de simples remous aux frontières de l'Inde et au Laos font craindre à l'Occident le déferlement d'une nouvelle tempête sur l'Asie.

Toute « détente » internationale, si relative qu'elle puisse être, ne saurait se concevoir actuellement sans la reconnaissance de la Chine populaire et sa participation aux négociations sur un pied d'égalité complète.

La révolution coloniale, c'est-à-dire la marche irréversible des pays sous-développés vers leur affranchissement de l'impérialisme, la révolution agraire et l'industrialisation, est une autre donnée dynamique de l'époque qui échappe en réalité au contrôle d'un directoire éventuel des deux super-grands. L'exemple des révolutions algérienne et cubaine, luttant pratiquement seules et avec un succès jusqu'ici éclatant contre des forces impérialistes de très loin supérieures, est, à ce propos, caractéristique. Et voici que les femmes bantou, en Afrique du Sud, entrent à leur tour dans la lutte libératrice, la portant du coup au niveau le plus militant jamais atteint en Afrique Noire.

On pourrait également se demander si les Etats-Unis consentiraient à desserrer, sinon à enterrer, l'alliance atlantique, en échange d'avantages dérisoires. Le voyage européen d'Eisenhower avait pour

but de tranquilliser les principaux alliés atlantiques sur les véritables intentions des Etats-Unis. Le front de ces alliances est actuellement lézardé. Dans la mesure où l'Allemagne occidentale a opéré une spectaculaire remontée économique, étant devenue la deuxième puissance mondiale exportatrice de produits manufacturés, elle ranime l'antagonisme qui l'opposait jadis aux autres puissances impérialistes.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les chiffres de l'évolution du commerce mondial pour comprendre avec quelle inquiétude, par exemple, un pays comme l'Angleterre peut assister à l'ascension de la puissance allemande. L'Angleterre, comme, dans une certaine mesure, la France également, est actuellement résolument hostile à la réunification de l'Allemagne. Mais la France s'est, d'autre part, associée à l'Allemagne de l'Ouest dans le cadre du Marché commun, qui émerge comme une nouvelle puissance économique, et bientôt politique, se plaçant, sur les rangs des puissances capitalistes, immédiatement après les Etats-Unis.

L'Angleterre, dressée nécessairement de nouveau contre l'Allemagne, se dresse à plus forte raison contre le Marché commun, qui lui dispute déjà le rôle de brillant second dans le monde capitaliste. Les Etats-Unis eux-mêmes doivent maintenant compter avec l'entité économique, et bientôt politique, que devient le Marché commun.

Le monde capitaliste s'est transfiguré depuis la liquidation de la deuxième guerre mondiale, et les rapports réciproques entre les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Europe occidentale et, dans une moindre mesure, le Japon également, se sont modifiés. La suprématie, à cette époque incontestable, des Etats-Unis sur le reste des pays capitalistes a évolué vers un polycentrisme de puissances, la part de l'Europe continentale dans la production industrielle et le commerce mondial s'étant beaucoup accrue, suivie de celle du Japon.

La politique internationale des Etats-Unis doit, donc, tenir compte de ces changements, que Washington ne contrôle plus de manière aussi stricte que par le passé.

On peut se demander également si les Etats-Unis, dans le meilleur des cas pour eux, tout autre obstacle ayant été surmonté, pourraient s'installer passivement dans la « compétition économique pacifique » avec l'URSS, cette dernière se développant actuellement à un **taux double** de celui des Etats-Unis.

Il suffit ainsi de poser toutes ces questions pour répondre aux illusions avivées de ceux qui interprètent déjà la rencontre Khrouchtchev-Eisenhower comme le prélude à la « réconciliation » des deux systèmes dans une perspective de « coexistence pacifique » prolongée et toute idyllique.

En réalité, la rencontre est le résultat d'un certain nouveau rapport de forces et présage, soit un recul net de l'impérialisme sur l'Allemagne, soit, en cas de nouvelle rupture des négociations, une phase plus aiguë que jamais de la « guerre froide ». Dans le meilleur des cas, la rencontre donnera lieu à toute une période de discussions « au sommet », à deux ou à quatre, pour camoufler l'impasse et ajourner les décisions « déchirantes » auxquelles il faudra bien recourir un jour.

En attendant, le voyage de Khrouchtchev aux Etats-Unis et l'illusion créée sur une détente durable qui s'amorce, d'un « dégel », sinon d'une fin de la « guerre froide », servent admirablement les faux apôtres de la paix à la MacMillan en Angleterre, ou à la Nixon aux Etats-Unis. Le candidat probable de l'administration républicaine pour les élections présidentielles de l'année prochaine escompte pouvoir renverser le courant en faveur des démocrates qui traverse actuellement le pays, en polarisant sur son nom le désir profond de paix des masses américaines. Raison de plus pour que les discussions sur la « détente » puissent se prolonger jusqu'à cette date.



Les marxistes révolutionnaires ont le devoir, en cette heure d'euphorie orchestrée par les porte-parole de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique, de mettre les masses en garde contre des espoirs illusoire qui s'évanouiront inévitablement bientôt. Au risque d'afficher leur « sectarisme » aux yeux des charlatans de la politique, et des centristes incurables, les marxistes révolutionnaires éclairent les masses sur les véritables raisons qui motivent l'évolution actuelle et les enseignements à en tirer.

En réalité, le rapport de forces militaires à lui seul ne suffit pas à infliger une défaite décisive à l'impérialisme. Sur la base du **statu quo actuel** que prêche la politique ultra-opportuniste du Kremlin et des Partis Communistes, le capitalisme est encore capable d'accumuler des forces économiques et militaires importantes et de se préparer pour la guerre.

Seules des révolutions socialistes victorieuses réduiront cette puissance de l'impérialisme et faciliteront sa défaite. Toute politique d'abandon de la lutte de classe et des perspectives révolutionnaires et socialistes contribue, en réalité, à renforcer l'impérialisme.

Il faut, plus que jamais, distinguer entre la diplomatie de « paix » de l'Etat soviétique et la politique autonome des organisations ouvrières, pour mener la lutte pour la Révolution et le Socialisme, seules garanties de la paix.

20 septembre 1959.

Où va la Révolution Cubaine ?

La révolution cubaine, qui a abattu il y a huit mois déjà la dictature sanglante de Batista, connaît un développement ininterrompu. Ayant conquis le pouvoir par la lutte armée soutenue essentiellement par les masses paysannes de l'île, elle ne cesse de franchir tumultueusement les étapes : destruction de l'appareil policier et militaire de Batista ; réforme agraire ; guerre révolutionnaire contre les dictatures environnantes et les complots réactionnaires organisés du sol même des Etats-Unis.

Dans ce processus, les épurations et les reclassements au sein de l'état-major de la révolution se succèdent, accentuant le caractère bonapartiste par excellence

du pouvoir politique qu'incarnent Fidel Castro et la poignée de ses lieutenants intimes. Cette équipe, d'origine sociale plutôt petite bourgeoise et même intellectuelle, que ne soutient aucun parti, aucun mouvement politique organisé, est une combinaison unique des traits particuliers aux révolutionnaires de 1848 et aux Zapata mexicains de 1911, dans le contexte des réalités sociales et internationales de 1959.

Le décor romanesque indéniable de la révolution cubaine ne peut être compris qu'en tenant compte à la fois des origines sociales petites bourgeoises de la direction actuelle de la révolution, des forces sociales principales qui la dominent à l'étape présente — paysannerie, petite bourgeoisie citadine — et du flamboyement révolutionnaire spécifique aux traditions latino-américaines, et cubaines en particulier.

Mais les aspects pittoresques de la révolution cubaine ne doivent pas cacher le fait qu'elle se déroule dans un contexte national et international déterminé, fort éloigné de la possibilité d'une répétition pure et simple de 1848 ou de 1911. La révolution « démocratique bourgeoise » cubaine, si imprégnée soit-elle de couleur locale, ne cesse d'obéir aux lois de la révolution permanente à notre époque.

Son développement dynamique jusqu'à ce jour l'a déjà pleinement démontré. En novembre 1958, Fidel Castro, accompagné de quelque 80 partisans, débarquait sur les côtes orientales de l'île et gagnait immédiatement le maquis. Son mérite immense consiste à avoir su gagner la sympathie des masses paysannes pauvres de cette partie de l'île et, grâce à la promesse d'une réforme agraire ardue — et déjà des réalisations pratiques dans ce sens — à les mobiliser activement en sa faveur.

Il a ainsi pu lever une véritable armée de partisans, harassant constamment les forces répressives de la dictature de Batista jusqu'à les décomposer et les battre complètement dans un assaut final décisif.

Dans cette phase, l'expérience Castro est déjà hautement instructive, en démontrant la possibilité de lever toute une armée paysanne qui, en étroite liaison avec la population, puisse se maintenir, se développer et lutter efficacement contre les forces militaires supérieures d'une dictature.

Castro a combiné durant cette phase le levier du programme politique, d'une réforme agraire ardue, avec l'organisation et la conduite d'une guérilla qui a su amplement utiliser toutes les ressources du sol et de l'appui populaire en sa faveur. En même temps, il travaillait les centres urbains politiquement et militairement, par la propagande dans les milieux ouvriers, l'incitation aux grèves et l'action terroriste, au fur et à mesure qu'il bénéficiait de l'appui, de l'aide et de la protection de la population.

Le fait d'avoir ainsi abattu en relativement peu de temps, la dictature sanglante de Batista fortement organisée et bénéficiant du plein appui de Washington et de Londres, constituait déjà une preuve éclatante de la force de la révolution et présageait des développements dynamiques de grande ampleur.

Immédiatement après la victoire sur Batista, la révolution cubaine s'est attelée à la tâche de la destruction violente de l'appareil d'Etat de la dictature et de la reconstruction d'un nouvel appareil. L'épuration de la police, de l'armée, de l'administration, a pris de fortes dimensions et a abouti à des licenciements massifs et à des exécutions de centaines de personnes. Cependant les formes de l'appareil étatique sont, malgré l'épuration du personnel, restées les mêmes, c'est-à-dire bourgeoises.

La nouvelle étape de la révolution fut franchie par la promulgation de la loi de la Réforme agraire en mai dernier. De toutes les mesures sociales de la révolution, celle-ci était la plus importante et la plus impatiemment attendue. L'île possède de grandes étendues de terres, mais qui soit sont improductives, soit appartiennent à des latifundistas étrangers ou indigènes.

Ces latifundistas contrôlent environ 46 % de la terre cultivable, tandis que 70 % de la population paysanne n'en contrôlent que 12 %. Parmi les latifundistas, les monopoles sucriers aux mains des États-Unis contrôlent 75 % des terres les plus fertiles de l'île, et 2/3 des plantations sucrières !

La loi agraire promulguée par Castro, dans ses dispositions écrites, est fort radicale. Elle stipule qu'aucune personne physique ou juridique ne pourra avoir plus de 30 caballerias de terre (1), sauf les planteurs de canne à sucre et les éleveurs de bétail, qui auront le droit de conserver, et seulement dans certains cas, 100 caballerias. Les compagnies anonymes devront transformer leurs actions en titres nominatifs, et les étrangers ne pourront posséder des terres sans autorisation préalable de l'Institut de la Réforme Agraire.

Le bail est désormais interdit, et tous les contrats existants sont abrogés automatiquement par l'adjudication de la propriété aux paysans qui cultivent effectivement la terre au moment de l'arrêt de la Réforme agraire : 5 caballerias au maximum aux familles moyennes ; 2 caballerias dans certains cas de terres irriguées.

La loi, enfin, encourage fortement les coopératives, qui bénéficieront de facilités importantes en matière d'impôts et de crédits.

C'est la tentative de faire passer cette loi dans les actes qui a provoqué, à partir de juillet de cette année — et comme il fallait s'y attendre — les vagues successives de la contre-révolution indigène et étrangère à Cuba. Latifundistas étrangers et indigènes, ainsi que propriétaires capitalistes indigènes de la terre, qui la cultivaient à bail, se sont coalisés pour stopper par tous les moyens l'exécution de la loi de la Réforme agraire. L'obstruction et les complots réactionnaires se sont manifestés dans les rangs même du gouvernement et de l'entourage le plus proche de Castro.

Il y a eu ainsi la désertion aux États-Unis du major Diaz Lanz qui commandait l'aviation militaire cubaine, et il y a eu surtout le conflit direct avec le Président de la République, Urrutia, destitué ensuite de manière révolutionnaire par le peuple mobilisé dans les rues et les places publiques de la capitale dans la nuit dramatique du 17 au 18 juillet 1959.

L'approfondissement de la révolution amenait la différenciation politique inévitable dans les rangs de son état-major, composé d'idéologues petits bourgeois — dont une bonne partie d'origine catholique — et de bourgeois carriéristes. Une aile plus plébéienne, soumise à la pression des masses révolutionnaires, se détachait ainsi du reste des éléments bourgeois et pro-impérialistes et cherchait, en s'appuyant nécessairement sur ces masses, à faire face aux sursauts de la réaction indigène et de l'impérialisme.

(1) Un caballeria : 13,45 hectares..

La mobilisation révolutionnaire des centaines de milliers de paysans armés de leurs machettes, qui ont fraternisé le 26 juillet avec les ouvriers de La Havane célébrant la journée nationale de la Révolution, était destinée à démontrer la force de la révolution face à ses ennemis tramant de nouveaux complots.

L'âme de ces complots est incontestablement incarnée par l'impérialisme américain. Ce dernier a investi à Cuba environ un milliard de dollars, contrôlant plus de la moitié des compagnies sucrières de l'île, la moitié des chemins de fer, le tiers des banques, la plupart des entreprises minières, énergétiques et autres, ainsi que les services des postes, des télécommunications, etc. Des profits fabuleux sont tirés de ces investissements : 750 millions de dollars entre 1952 et 1957 ! (2).

L'impérialisme américain craint, en outre, que l'exemple contagieux de Cuba ne se répande dans tout l'archipel des Caraïbes, en Amérique centrale, en Amérique du sud également.

Une réforme agraire radicale qui oserait exproprier — quoique avec indemnisation — les latifundistas étrangers et indigènes, risque de provoquer des mouvements révolutionnaires analogues sur toute l'étendue de l'Amérique latine, dominée depuis l'époque des Conquistadores par ce régime de la terre.

En effet, à l'exception des réformes modestes entreprises au Mexique et en Bolivie, et quelques autres exceptions, partout ailleurs en Amérique latine domine encore la grande propriété terrienne. Au Venezuela, 3 % des propriétaires terriens contrôlent 90 % de la terre cultivable ; au Brésil, où 5 % à peine de la terre disponible est cultivée, le régime est analogue. En tenant compte du fait que 70 % de la population de l'Amérique latine vit de l'agriculture et de l'élevage, on mesure toute l'importance primordiale, hautement explosive, de la question agraire.

L'expérience de Castro, pour peu qu'elle réussisse, risque de mettre littéralement le feu aux poudres.

L'impérialisme américain et les couches indigènes compradore, aux intérêts liés, envisagent avec angoisse cette éventualité. D'où les efforts acharnés déployés jusqu'ici, de l'intérieur et de l'extérieur de l'île, pour saboter la réforme agraire, sinon pour renverser carrément le régime révolutionnaire et assassiner même son dirigeant.

Le danger de contagion le plus immédiat menace les dictatures voisines de Trujillo (République dominicaine) et de Somoza (Nicaragua). A travers elles se trouveraient touchés les monopoles américains sur les exploitations agricoles, minières et autres de tout l'archipel des Caraïbes et de l'Amérique centrale, ainsi que les positions stratégiques vitales de l'impérialisme américain dans cette région.

Cependant les tentatives de renversement militaire du régime révolutionnaire, y compris à travers l'Organisation des États Américains, ont jusqu'ici échoué, comme ceci vient de se démontrer encore récemment lors de la Conférence de Santiago. Par contre, les menaces économiques qui pèsent sur la révolution sont plus sérieuses.

(2) Par contraste, le salaire familial moyen mensuel pour le million et demi environ d'ouvriers agricoles, est à peine de 45 pesos, tandis que 700.000 autres, soit le 1/3 de la main-d'œuvre totale de l'île, sont sans travail.

Le déficit de la balance des paiements, qui se situait au moment de la révolution aux environs de 100 millions de dollars, risque de s'aggraver davantage cette année, investissements et revenus touristiques ayant fortement diminué. Les caisses ayant été vidées par l'ex-dictateur Batista, la production du sucre ayant diminué et son prix baissé, le gouvernement révolutionnaire éprouvera des difficultés majeures pour financer son programme de travaux publics afin de combattre, partiellement au moins, le chômage (100 millions de dollars), compenser les propriétaires terriens expropriés (3), et éviter à la fois l'inflation.

Pour faire face à ses problèmes aussi bien économiques et sociaux qu'internationaux, la révolution cubaine a besoin de trancher son caractère social en se débarrassant de la cohorte des ambiguïtés qui l'ont accompagnée dès son berceau. Commencée nécessairement comme révolution « démocratique bourgeoise », aussi bien du point de vue de sa direction que des tâches immédiates à accomplir — indépendance par rapport à l'impérialisme, réforme agraire — elle s'est vite impliquée dans les contradictions propres à toute véritable révolution à notre époque : pour que ces tâches « démocratiques bourgeoises » puissent trouver une solution radicale, il faut résolument lutter contre l'impérialisme et les forces réactionnaires indigènes, y compris la bourgeoisie, en s'appuyant carrément sur la mobilisation et l'organisation révolutionnaire des masses paysannes et prolétariennes.

Ce qui amène la révolution à aller en réalité au delà du cadre bourgeois et à se développer en quelque sorte organiquement en tant que révolution prolétarienne et socialiste. Rester à mi-chemin signifierait inéluctablement le recul, l'annulation des conquêtes obtenues et, en définitive, la victoire de la réaction sous la forme d'une nouvelle dictature. C'est là la loi d'airain de toute révolution à notre époque.

Pour que la révolution cubaine se maintienne et réalise ses objectifs démocratiques bourgeois — liquidation réelle de toutes les séquelles de l'impérialisme, la terre aux paysans qui la travaillent — elle a besoin de s'asseoir sur l'organisation adéquate des masses révolutionnaires, organisées en partis, comités, syndicats, milices. D'autre part, afin d'éviter la famine ou l'asphyxie économique, de diversifier l'économie et d'industrialiser le pays, elle a besoin de nationaliser tous les principaux moyens de production, de planifier l'économie et de recevoir l'aide financière, commerciale et technique, d'où qu'elle vienne, y compris de l'URSS et des autres Etats ouvriers.

Dans ce processus, l'organisation et l'affirmation du Parti marxiste révolutionnaire de masse s'avéreront le facteur essentiel pour l'accomplissement et la garantie de la victoire.

Les conditions, dans l'île, en Amérique latine et dans le monde, sont favorables pour que la révolution cubaine ne régresse pas avant un certain temps. Il est urgent qu'on exploite cet intervalle pour la doter de l'armature essentielle à sa victoire finale : Un parti marxiste révolutionnaire, une organisation des masses en comités et milices.

(3) Le prix de la terre étant fixé sur la base de sa taxation, sensiblement inférieur à son prix du marché.

De Gaulle et l'Algérie

Quand de Gaulle arriva au pouvoir, une idée largement répandue — même au-delà des milieux gaullistes — en France et dans le monde était qu'il avait une solution pour amener la paix en Algérie. Ceci explique en partie le fait qu'au referendum il ait obtenu tant de suffrages d'électeurs communistes. Même au F.L.N. il y avait des tendances à croire à une volonté libérale de de Gaulle.

Plus d'un an s'est écoulé. Il a fait, peut-être, des manifestations verbales un peu bruyantes (la « paix des braves »), mais rien d'autre. Et, déjà, l'idée se développe qu'il n'a pas su faire mieux que Mollet ou Gaillard.

En tout cas, la question de l'Algérie qui, après l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, ne tenait plus la première place sur la scène politique en France, y revient très sérieusement.

Malheureusement, ce n'est pas du tout par suite d'un mouvement des masses contre la continuation de la guerre. L'apathie, l'indifférence politique sont effrayantes.

La question algérienne revient au premier plan tout d'abord par suite de la lutte héroïque des révolutionnaires algériens, que rien — tortures, souffrances, faible équipement... — n'a pu faire fléchir, et qui continueront inexorablement de lutter jusqu'à leur victoire.

La question algérienne revient au premier plan aussi en raison des développements en Afrique noire, qui ont pris un rythme accéléré au cours de la dernière année, sous l'influence de divers facteurs (dont la révolution algérienne elle-même, d'une part, et la politique de « grandeur » gaulliste, qui veut faire exploser une bombe atomique au centre de l'Afrique, d'autre part, ne sont pas parmi les derniers).

L'Algérie revient également à l'ordre du jour, parce que l'impérialisme américain voudrait éviter que les résistances désespérées des impérialistes d'antan ne poussent les pays sous-développés du côté des Etats ouvriers, vers lesquels les masses de ces pays ont naturellement tendance à se tourner.

Enfin, la politique de « grandeur » doit se payer, et Pinay, gardien des finances françaises, représentant de couches capitalistes qui savent compter, a signalé à de Gaulle qu'il était impossible de faire tout ce qu'il proclame aussi longtemps que durera la guerre d'Algérie.

Cela fait beaucoup de facteurs pour que de Gaulle soit incité à faire quelque chose pour arrêter la guerre d'Algérie. Mais, s'il est au pouvoir, c'est parce que l'armée française en Algérie et le grand Etat-Major de celle-ci (le général Ely...) ont refusé d'obéir à un pouvoir civil qui paraissait avoir des velléités de faire des concessions en Algérie. Il est possible que les colonels, capitaines..., en Algérie ne veuillent plus de l'Algérie des colons, mais, en tout cas, ils veulent que l'Algérie reste française, d'une façon ou d'une autre. Et l'autorité de de Gaulle sur eux est plus que limitée. L'armée française a goûté le 13 mai 1958 à un mets dangereux pour toute armée, le coup d'Etat. Encore ce jour-là est-elle restée dans les mains de ses chefs les plus élevés, dont certains ont suivi le mouvement pour ne pas être débordés. De Gaulle craint qu'une nouvelle opération ne serait plus aussi simple et aussi commode à utiliser, qu'elle se ferait non à son profit, mais contre lui.

Aussi lui faut-il avoir l'air de faire quelque chose sans faire quoi que ce soit. Le journal « L'Express » a reproduit récemment les propos que de Gaulle tint,

le 17 novembre 1947, dans une conférence de presse, au sujet de la guerre du Vietnam, qui durait alors depuis près de deux ans, et qui allait encore durer jusqu'à Dien-Bien-Phu en 1954. Citons ces mots de de Gaulle :

« La véritable règle à observer actuellement en Indochine, c'est de ne rien précipiter. Il faut savoir avoir le temps. Il faut durer. Pourquoi serions-nous les plus pressés ? Un jour ou l'autre, s'imposera la solution française, la solution que, dès mars 1945, j'avais moi-même proclamé : traiter quand on pourrait, avec tout ce qu'il y aurait de vraiment représentatif en Indochine, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'ennemis de la France. »

Il a le même programme pour l'Algérie, mais il est au pouvoir. Alors, à l'armée, il donne la substance : continuez la pacification — c'est-à-dire la guerre — jusqu'à la victoire. Et, pour passer le cap de la session des Nations Unies, il a trouvé un expédient verbal : ni indépendance, ni intégration, mais auto-détermination. Ce dernier terme est, évidemment, sans signification réelle en présence de la continuation des hostilités.

Il n'est pas nécessaire de faire des pronostics sur ce qui se passera à l'O.N.U., si une résolution pour l'Algérie aura les deux tiers des voix, ou si les démarches et promesses de tous ordres éviteront un tel vote. Cela est loin d'être décisif. Ce qui compte et comptera de plus en plus, c'est la volonté d'indépendance du peuple algérien, appuyé chaque jour davantage par les peuples des pays arabes et des pays africains, et par tous les peuples des pays sous-développés. L'impérialisme français, même avec le soutien de l'impérialisme américain, mène une lutte sans issue pour lui. La carence et la trahison des directions ouvrières françaises, la paralysie en résultant des travailleurs de France, risquent de laisser pour un temps le champ libre en France même à des forces encore plus réactionnaires et sauvages ; cela sera grave et coûteux, mais peu viable et, en définitive, ne pourra pas retourner la marche de l'histoire.

Nous n'avons aucun raison de désespérer de la classe ouvrière française, elle s'était montrée prête à lutter en 1955 et 1956 pour la paix en Algérie, mais, à l'heure présente, il lui est difficile de reprendre par elle-même l'initiative de l'action sur le plan de la lutte contre la guerre d'Algérie. Cela ne rend que plus impérieuse une aide internationale à la révolution algérienne, aide qui constituera aussi un stimulant pour un renouveau de la part des travailleurs de France.

L'Angleterre avant les élections

Les conservateurs ont maintenant décidé de précipiter les élections générales pour octobre. Ce faisant, ils présument que le résultat leur sera favorable, comptant sur le climat de la « détente » internationale et l'amélioration de la conjoncture économique en Angleterre. Ils prétendent auprès du public anglais que leur diplomatie de contacts personnels au « sommet » s'est avérée payante, le voyage de Mac Millan à Moscou ayant en quelque sorte ouvert l'accès des Etats-Unis à Khrouchtchev. Ils prétendent également avoir réussi à revigorer l'économie stagnante du pays dans un contexte de stabilité des prix.

Mais, en réalité, leur meilleur atout électoral reste la politique timorée et confuse de la direction du Labour Party et des syndicats.

Depuis que les directions réformistes officielles ont, en pratique, abandonné le programme des nationalisations, précondition indispensable à une véritable économie planifiée, la politique intérieure des deux partis ne présente guère de différences tangibles pour le commun des électeurs. Or, sur le plan d'une écono-

mie privée, il est naturel que la préférence aille aux authentiques représentants de l'entreprise « libre », qui ont su montrer leur dynamisme de businessmen.

La question des armes atomiques devrait normalement polariser autour du Labour Party le courant profond qui traverse les masses anglaises s'opposant à l'utilisation de ces armes, y compris par le désarmement unilatéral de l'Angleterre. Mais la direction travailliste officielle a trouvé le moyen de se réfugier dans une position manifestement inopérante et hypocrite sur cette question, en avançant l'idée du « non-nuclear club ».

Ce ne sera, certes, pas le récent Manifeste du Labour Party, s'occupant de culture, de morale, d'embellissement de la vie et de joie de vivre, qui procurera au parti des votes massifs supplémentaires, en provenance des milieux ouvriers et des jeunes ouvriers. Car il est difficile que dans ces milieux l'argumentation du Manifeste, dépeignant l'Angleterre 1959 sous les couleurs d'une société largement affranchie du besoin matériel, trouve un écho persuasif et attrayant.

Les réalités capitalistes en matière de menaces de guerre, de sécurité d'emploi, de durée et de tension du travail, de conditions de logement, etc., sont toujours assez vivaces pour que l'ouvrier prenne au sérieux la compatibilité du régime capitaliste avec un cadre pour les loisirs. Par contre, le Manifeste culturel du Labour Party peut mordre sur certaines couches petites bourgeoises privilégiées anxieuses de jouir davantage de leur aisance matérielle.

Bien que les augures paraissent favorables à une nouvelle victoire des Tories, il serait prudent de réserver encore le pronostic. En réalité la marge entre les deux partis reste très étroite, et il suffit qu'une masse flottante d'électeurs inférieure à un million penche au dernier moment pour les travaillistes pour que ceux-ci remportent la victoire.

Malgré les récents Gallup, favorables aux conservateurs, influencés par la puissante propagande que soutiennent les extraordinaires ressources financières des Tories, et le contrôle de l'Etat que ceux-ci détiennent, les élections partielles avaient démontré l'ascension lente, mais constante, du Labour Party.

Si important que soit le reflet du mouvement ouvrier dans le miroir parlementaire d'un pays comme l'Angleterre, il faut se garder de ne le juger qu'à travers cette image. Le mouvement travailliste a donné ces derniers temps de multiples signes de mûrissement, le plaçant d'emblée, à l'étape actuelle, à l'avant-garde du mouvement ouvrier de tous les pays de l'Europe occidentale. La combativité spontanée du prolétariat anglais s'est manifestée dans une série de luttes remarquables, qui marquent cette année un record, aussi bien anglais qu'européen.

Dans ces luttes, d'importantes revendications ont été mises en avant, démontrant une conscience de classe, même politique, de loin supérieure à ce que nous remarquons actuellement sur le reste du front européen. Malgré la carence, ou même l'opposition, des directions officielles, les grèves de solidarité pour des ouvriers ou des responsables syndicaux licenciés par le patronat ont été fréquentes et dynamiques. Dans tous ces cas on a vu la masse des ouvriers et des cadres inférieurs se mobilisant spontanément et suppléant aux faiblesses des appareils.

La menace provenant du chômage légué par la récession, nourri par les progrès technologiques constants, a fait mûrir une revendication centrale à l'étape actuelle, reprise un peu généralement par tous les syndiqués : la semaine de 40 heures ou, sous une forme plus générale, la réduction des heures de travail sans diminution de la paie.

C'est là une demande pleinement justifiée, par laquelle le prolétariat rejette sur le capitalisme les conséquences de son régime.

On peut s'attendre que le capitalisme anglais, aux prises avec une concurrence internationale avivée, cède plus facilement sur de nouvelles augmentations de salaires que sur la diminution des heures de travail. Raison de plus pour que la bataille sur ce terrain s'organise dans un front unique de tous les syndicats — besoin déjà senti par une importante masse des travailleurs.

Des questions plus politiques ont également surgi cette fois dans le secteur syndical du mouvement travailliste. Nous faisons allusion plus particulièrement aux fortes minorités qui se sont manifestées sur la question du désarmement atomique dans les conférences nationales de toute une série de syndicats cet été, avant que ne se réunisse en septembre, à Blackpool, le congrès des syndicats. Que la direction réformiste officielle ait réussi, en définitive, en utilisant scandaleusement le poids de la machine bureaucratique, à consacrer une majorité formelle pour sa politique du « non-nuclear club » cela n'enlève rien au fait que la majorité réelle dans les syndicats — et pas seulement dans les « wards », comme par le passé — est actuellement, en fait, loin à gauche de cette direction.

Et cela non seulement sur la question du désarmement atomique, mais également sur celle des nationalisations, considérées à juste titre comme inséparables d'une politique effectivement socialiste.

La majorité écrasante avec laquelle ces deux questions furent votées lors de la Conférence nationale du principal syndicat anglais, celui des ouvriers des Transports et Généraux, présidé par F. Cousins, est significative du degré de maturité actuelle du prolétariat anglais.

Pour la première fois dans l'histoire du mouvement travailliste anglais, la direction de l'aile gauche passe aux syndicats et se situe en même temps sur un niveau plus élevé qu'à n'importe quel moment du passé. Cette nouvelle gauche, à base essentiellement ouvrière syndiquée, se forme actuellement autour de trois revendications essentielles : désarmement dans la direction générale de l'unilatéralisme ; nationalisations ; diminution des heures de travail.

Organiser cette gauche à la base, sur ces trois questions, et battre là-dessus la droite de la direction du parti et des syndicats, est la tâche transitoire centrale de l'aile marxiste révolutionnaire du mouvement travailliste.

Dans le cas d'une victoire électorale du Labour Party, cette plate-forme de la gauche acquerra une importance décisive, accélérant, dans les meilleures conditions possibles, la différenciation politique commencée au sein du mouvement travailliste. En cas de défaite, la même plate-forme deviendra la base d'une lutte plus générale de la gauche contre le nouveau pouvoir des tories.

La défaite ne manquerait pas, d'autre part, de livrer de toute façon la direction du Labour Party à sa gauche.

Les conditions générales en Angleterre restent, plus qu'ailleurs en Europe, à l'étape présente, favorables au militantisme du mouvement ouvrier. L'amélioration de la conjoncture économique ne semble pas avoir le souffle d'un véritable boom prolongé.

Comme le reste de l'Europe occidentale, l'Angleterre est également en train d'émerger de la récession 1957-1958, mais selon un taux de nouvelle expansion plutôt modéré. Jusqu'ici, la reprise n'a été sensible que dans le domaine des biens de consommation, dont la vente fut stimulée à l'intérieur par le crédit. Il y a des indices que ce stimulant va déjà en s'affaiblissant.

Restent les exportations, qui, tout en ayant marqué un certain progrès, ne

semblent pas à la veille de stopper l'élan irrésistible pris depuis un certain temps par les exportations allemandes et même japonaises.

Sans être placée devant la perspective d'une prochaine crise catastrophique, l'Angleterre s'achemine, à travers une reprise relative et éphémère, vers une situation de nouveau difficile, ses concurrents capitalistes, plus modernisés qu'elle pour la plupart, bénéficiant d'une productivité meilleure et, par conséquent, de coûts de revient plus bas.

D'où la perspective d'une tension maintenue, sinon aggravée, sur le plan social en Angleterre, mais dans un rapport de forces encourageant le prolétariat à résister et à se battre.

La conclusion pour l'aile marxiste révolutionnaire insérée dans le mouvement travailliste, devra être que ses chances de devenir l'ossature militante de la nouvelle gauche sont réelles, à condition de tirer à fond tous les enseignements des expériences sectaires du passé, et, patiemment et intelligemment, de se lier aux forces de la classe qui font leur expérience transitoire dans le mouvement travailliste organisé.

La vérité sur le "grand bond en avant"

Déjà entamée au 7^e Plénum du Comité Central du P. C. chinois, en décembre 1958, la « rectification » des résultats du « grand bond en avant » s'est poursuivie et précisée au 8^e Plénum, qui vient de se réunir en août 1959. Cette rectification démontre que le peuple chinois — et les apologistes crédules et naïfs en Occident — ont été victimes d'une supercherie colossale. Il apparaît maintenant que la production de céréales n'avait pas augmenté l'an passé de 100 %, mais seulement de 35 %, (encore faut-il tenir compte des conditions climatiques tout à fait exceptionnelles pour juger ce chiffre, comme le reconnaît la résolution du 7^e Plénum). La production de coton, de même, n'avait pas doublé, mais seulement augmenté de 28 %. Quant à la production d'acier, elle n'avait pas non plus doublé, mais augmenté de 50 %, à quoi il faut ajouter la production des hauts-fourneaux primitifs construits par les paysans et qui ne peut être utilisée qu'à des fins locales.

L'explication donnée par le 7^e Plénum (« les chiffres antérieurement publiés concernant la récolte de 1958 étaient un peu [!] élevés ») ne convaincra personne. Deux causes sont indiquées : manque d'expérience du personnel statistique ; manque de main-d'œuvre pour effectuer la récolte. Le premier argument jette le doute sur les chiffres revus ; « l'expérience » du personnel statistique ne s'est, en effet, guère accrue depuis lors, puisque la nouvelle récolte n'a pas encore été engrangée. Quant au deuxième argument, il n'est guère plus valable. Les chiffres concernent-ils donc la récolte sur pied, comme en URSS à l'époque stalinienne, et non la récolte engrangée ? Et comment expliquer le fait que cette « erreur » n'ait pas été corrigée lorsque, longtemps après la récolte, les objectifs surélevés avaient été fixés pour 1959, partant des chiffres « un peu trop élevés » pour 1958 ?

Nous sommes condamnés aux hypothèses ; mais l'hypothèse la plus vraisemblable est qu'une fraction du P. C. chinois avait complètement perdu le sens de la mesure, après les premiers résultats obtenus grâce à la création des « Communes du peuple ». Elle avait poussé la mobilisation des paysans et des ouvriers au-delà des limites du supportable. Le niveau de vie (surtout de subsistance) qui avait été accru pendant l'hiver 1957-58 et au printemps 1958 connut un affaiblement dangereux. Les protestations fusèrent de toute part. Une discussion vio-

lente se déclencha au sein du P. C. pour arrêter l'aventure. En fin de compte, le Comité Central réduisit fortement les objectifs pour 1959 : ceux pour la production de coton furent réduits à la moitié et ceux pour les céréales presque à la moitié ; ceux pour la production d'acier furent réduits d'un tiers et ceux pour la production charbonnière furent réduits de 12 %. Néanmoins, la résolution du 7^e Plénum du C.C. continue d'affirmer que le danger principal de l'heure, c'est le danger « opportuniste de droite » venant de ceux qui « insistent trop sur l'importance de certaines faiblesses ». Mais cette remarque subjectiviste est accompagnée d'une longue série de précisions qui éliminent les excès commis dans la création des communes du peuple. Le principe des repas communautaires doit être purement volontaire. Chaque ménage qui fait partie de la commune a droit à une ration déterminée de nourriture qui dépend du nombre de personnes qui le composent. La distribution de biens de consommation rares — dont la disparition du marché au cours des derniers mois est explicitement admise par la résolution — doit être améliorée. La récolte n'est plus propriété exclusive de la commune, mais la brigade de travail et même l'équipe de travail ont droit à des parties déterminées, etc. En d'autres termes : tout en conservant le principe de la commune, son application est ajustée aux conditions d'un pays encore pauvre, absolument incapable d'assurer l'abondance, même de vivres, à tous les citoyens.

La résolution souligne qu'on peut s'attendre à un renforcement de la propagande impérialiste par suite de la « rectification » des chiffres de production de 1958. Sans aucun doute. La responsabilité de cet état de choses ne réside cependant pas chez les impérialistes, mais chez ceux qui, pour couvrir une politique erronée, ont voulu employer le mensonge et les statistiques falsifiées pour se défendre. La vérité sur le « grand bond en avant » démontre que le système des communes et la suppression du sous-emploi rural qu'il implique constituent un véritable et important progrès pour la Chine. Le fait que la production de céréales n'a augmenté « que » de 35 % prend tout son sens lorsque l'on prend en considération la stagnation relative de la production agricole en Inde. Une augmentation de la production sidérurgique de 50 % en un an n'est pas moins impressionnante. Ces deux chiffres suffisent pour souligner les progrès réels déjà réalisés. Mais la clé pour le progrès futur, pour un développement harmonieux des forces productives, c'est de comprendre que l'augmentation réelle du niveau de vie des masses doit aller de pair avec l'accroissement de la production. Sinon, d'autres rectifications, plus douloureuses encore que celle du 7^e Plénum, s'imposeront inévitablement.

La leçon de Kerala

« La voie pacifique vers le socialisme », les illusions réformistes répandues à ce sujet au 20^e Congrès du P. C. de l'URSS et surtout au dernier Congrès du P. C. de l'Inde ont reçu à Kerala la réponse qu'on pouvait prévoir. Profitant d'une agitation de l'Eglise contre un projet modéré de réforme de l'enseignement, le gouvernement central de Nehru a éliminé le gouvernement « communiste » de l'Etat de Kerala et établi le pouvoir présidentiel, en attendant de nouvelles élections. Ainsi s'achève un des chapitres les plus lamentables dans l'histoire du stalinisme indien, pourtant riche en péripéties opportunistes.

Aux dernières élections parlementaires, le P. C. était devenu — en nombre de sièges — le parti d'opposition n° 1 en Inde. Il avait en même temps conquis la majorité absolue dans un des Etats, à la fois des plus pauvres du point de vue économique et des plus avancés du point de vue culturel : l'Etat de Kerala. Les

staliniens célébrèrent cet événement comme une grande victoire. L'occasion de comparer la gestion du Parti du Congrès avec celle du P. C. était d'ores et déjà donnée, affirmaient-ils. Ils juraient en même temps qu'ils s'en tiendraient strictement aux termes de la Constitution. Et comme de vieux réformistes sociaux-démocrates ils espéraient qu'après Kerala, les autres Etats de l'Inde éliraient l'un après l'autre un gouvernement « communiste ».

Les choses ne se sont pas passées ainsi. La dialectique de la lutte de classe s'est avérée plus forte que la logique réformiste. Les masses pauvres avaient élu un gouvernement communiste parce qu'elles désiraient un changement radical de leur misère. Mais lorsque ce gouvernement, par « respect pour la Constitution » et par crétinisme parlementaire, conserva pratiquement la structure sociale de l'Etat, ne toucha ni aux plantations ni aux entreprises privées, fit tirer par sa police sur des grévistes pour « rétablir l'ordre », et désorganisa le mouvement syndical, il y eut une large désaffection populaire à son égard. C'était le moment que guettaient la bourgeoisie et le gouvernement Nehru pour lui porter le coup de grâce. L'occasion fut vite trouvée. Il est significatif que, devant « la violence de la rue », le P. C. ne songea guère à organiser de puissantes contre-manifestations populaires ; il se contenta d'interventions policières et d'arrestations de manifestants. Nehru se chargea dès lors de rétablir l'ordre à sa manière.

Même d'un point de vue purement électoraliste, cette politique réformiste s'avère non payante. Si, par des réformes hardies, le P. C. avait réussi à s'assurer une large base populaire, Nehru aurait dû hésiter avant d'intervenir ; il n'aurait pas supprimé le gouvernement « communiste » pour le voir réélu un an plus tard triomphalement. Mais la gestion du P. C. à Kerala fut si désastreuse que ce risque n'existe guère. Personne ne croit que le P. C. reconquerra la majorité absolue aux prochaines élections.

Certes, ce n'est pas seulement la politique réformiste des staliniens indiens qui a fait faillite. La légende du « doux » et « juste » Nehru, gardien de la démocratie abstraite, a, elle aussi, reçu un démenti cinglant. Au moment de la crise, Nehru s'est révélé être ce qu'il a toujours été : un habile et cynique serviteur de la classe bourgeoise. Mais au lieu de tirer au moins cette conclusion de l'affaire de Kerala, les staliniens indiens l'accusent... d'avoir sapé la confiance dans la Constitution ! Ils sont vraiment incorrigibles.

Du point de vue de la classe ouvrière, le remplacement du gouvernement « communiste » par un régime présidentiel à Kerala ne peut en aucune manière être considéré comme un « moindre mal ». Des partis ouvriers ne peuvent pas s'associer à une campagne bourgeoise pour le renversement d'un gouvernement d'un autre parti ouvrier, si coupable qu'eût été sa politique. Mais, en même temps, ils doivent se servir de l'exemple de Kerala pour porter la critique révolutionnaire, léniniste, dans les rangs du P. C. qui connaîtra incontestablement une grave crise intérieure après l'effondrement du gouvernement de Kerala. L'ensemble des prémisses réformistes de la politique du P. C. indien doivent être soumises à une critique révolutionnaire. S'ils entreprennent ce travail dans un esprit de classe, qui n'efface jamais la différence fondamentale entre la critique bourgeoise ou petite-bourgeoise et la critique marxiste révolutionnaire, les trotskystes indiens pourront réaliser de grands progrès dans les mois à venir.

E. GERMAIN

Révolution Coloniale et Bourgeoisie Nationale

Les staliniens d'Amérique latine sur la trace des mencheviks)

UNE NOUVELLE PHASE DE LA REVOLUTION LATINO-AMERICAINE

La révolution latino-américaine traverse actuellement une nouvelle phase de montée caractérisée. Non pas qu'elle ait connu un reflux général au cours des dernières années. Elle s'est élargie et généralisée en vérité pendant toute une période. Mais l'ampleur de la lutte aussi bien que la conscience des masses laborieuses sont marquées, depuis plusieurs mois, par un nouveau bond en avant qui justifie l'emploi du terme « nouvelle phase ».

Ne parlons ni du mouvement des partisans qui paralyse plusieurs provinces de Colombie, ni des grèves extraordinairement nombreuses et tenaces d'Argentine, ni des séquelles remarquables de la révolution vénézuélienne, ni de la lutte victorieuse pour la nationalisation d'une ligne de chemin de fer au Brésil, ni même de la Bolivie où, après six ans de révolution, le mouvement des masses conserve une puissance étonnante. C'est sans doute l'essor de la révolution cubaine qui, brûlant les étapes, assénant à l'impérialisme et à la bourgeoisie cubaine les coups les plus durs et réussissant des mobilisations de masses inconnues jusqu'ici dans cette partie de l'hémisphère occidental, symbolise de la manière la plus adéquate cette phase nouvelle.

Au moment où nous écrivons cet article, la radio nous apprend que plus d'un demi-million de paysans pauvres, venus de tous les coins de l'île, se sont rassemblés à La Havane pour célébrer le cinquième anni-

versaire du mouvement du 26 juillet et réclamer en même temps que le gouvernement se tienne fermement à son programme de réforme agraire. L'énergie révolutionnaire des masses cubaines a jeté des étincelles dans toutes les directions en Mer des Caraïbes Et, n'en doutons point, certaines de ces étincelles mettront le feu à des pays riverains du continent.

Dans cette nouvelle phase ascendante de la révolution latino-américaine — qui coïncide avec un mouvement ascendant de la révolution en Afrique noire, avec l'exacerbation de la guerre révolutionnaire du peuple algérien contre l'impérialisme français, avec la maturation des conditions pour la conquête du pouvoir à Ceylan qui ouvrirait une phase nouvelle du processus révolutionnaire dans le Sud-Est asiatique — les révolutionnaires ont plus que jamais le devoir d'examiner de façon froide et objective les faiblesses et les contradictions des diverses formations politiques qui s'efforcent de conquérir la confiance et l'appui des masses laborieuses. Car, malgré le souffle puissant du mouvement des masses, celui-ci ne conquerra pas la victoire finale aussi longtemps qu'il ne sera pas dirigé par un parti révolutionnaire poursuivant de façon conséquente la conquête du pouvoir, le renversement de la domination capitaliste (impérialiste autant que « nationale ») la création d'un Etat d'un type nouveau, la dictature du prolétariat s'appuyant sur la masse des paysans pauvres.

UN BILAN DESASTREUX

Or, les Partis Communistes qui se lancent dans la révolution coloniale non seulement auréolés de leurs attaches avec Moscou, mais encore de leurs attaches avec la Révolution chinoise victorieuse, s'efforcent depuis des années, avec une énergie et une obstination dignes d'une

meilleure cause, d'enfermer le mouvement révolutionnaire des masses des pays coloniaux et semi-coloniaux dans les limites du capitalisme « national » et de la « démocratie bourgeoise ». La puissance élémentaire de la poussée des masses n'a pas pu empêcher que cette orientation

néfaste des Partis communistes accumule les erreurs terribles qui s'appellent Iran, Guatemala, Egypte et bientôt Irak, les expériences tragiques qui s'appellent appui à Frondizi, appui à Bandernayake, appui à Sukarno, sans oublier l'appui à peine camouflé accordé à Nehru, le dirigeant le plus intelligent et le plus dangereux de la bourgeoisie coloniale.

Certes, cette politique exprime une orientation fondamentale de la bureaucratie soviétique : constituer un bloc mondial avec la bourgeoisie coloniale, afin de « neutraliser » de cette manière l'impérialisme. La bureaucratie soviétique, de même que la bourgeoisie coloniale, préfère une mobilisation limitée des masses — tout juste suffisante pour menacer Washington, mais non pour mettre en danger l'ordre établi — à l'approfondissement du processus révolutionnaire. Mais les dirigeants des divers partis communistes ne peuvent pas se référer aux intérêts du Kremlin pour justifier leur politique contraire aux intérêts des masses de leur pays. Ils doivent se référer aux prétendues « nécessités tactiques » de la révolution dans ces pays. Et comme ils se trouvent souvent devant des générations jeunes ou nouvellement éveillées à la politique, ils se permettent impudemment d'invoquer le nom de Lénine ou l'expérience de la révolution chinoise pour dédouaner leur marchandise — alors que ces références ne contiennent pour eux que des condamnations définitives.

C'est ainsi que, dans les numéros 9 et 10 de la *Nouvelle Revue Internationale* (l'organe international des P.C.), Rodney Arismendi consacre une étude prétentieuse au « rôle de la bourgeoisie nationale dans la lutte anti-impérialiste ». Sous un fatras de phrases tout en nuances et en contradictions, où la forme épouse fidèlement le contenu centriste, où l'on ne juxtapose que des « d'une part, d'autre part », et d'où, en définitive, toute ligne claire, toute perspective révolutionnaire et tout programme d'action font rigoureusement défaut, Arismendi s'efforce de répondre aux critiques qui accusent les Partis communistes de suivre de manière systématique une ligne opportuniste envers la révolution coloniale.

Une remarque préalable s'impose. Aris-

LA REVOLUTION COLONIALE ET LA QUESTION NATIONALE

Un demi-siècle d'expérience permet de résumer en quelques points simples et précis les devoirs d'un parti révolutionnaire dans la révolution coloniale :

1. — S'efforcer avant tout de constituer une force politique indépendante du prolétariat et combattre l'influence idéologique bourgeoise (autant celle de l'impérialisme que celle de la bourgeoisie nationale) au sein du mouvement ouvrier.

2. — Appuyer de façon critique tout acte, tout pas en avant, tout mouvement réel qui se dirige contre la domination impérialiste, indépendamment de la direction

mondi reconnaît naturellement que « des erreurs de surestimation [?] de la bourgeoisie nationale » ont été commises par divers P.C. Ce genre d'« autocritique » imprécise représente toujours le meilleur moyen de désarmer la véritable critique révolutionnaire. Mais Arismondi se garde bien de se référer à un seul exemple concret des erreurs commises sans cesse à ce propos par les P.C. des pays coloniaux et semi-coloniaux.

Il ne parle pas de l'appui inconditionnel donné à Nasser, de l'effacement systématique des communistes devant Nasser... jusqu'au jour où Nasser interna les communistes dans les prisons et les camps de concentration (1). Il ne parle pas de l'appui inconditionnel donné à Bandernayake par le P.C. ceylanais, qui alla jusqu'à organiser des groupes de jaunes pour aider le gouvernement de la « bourgeoisie nationale » dans une tentative de briser la grève des travailleurs du port de Colombo. Il ne parle pas de l'appui donné à Frondizi, lequel se retourna quelques mois plus tard contre le mouvement ouvrier et décréta des lois d'exception contre le Parti Communiste. Il ne parle pas de l'appui inconditionnel donné à Sukarno dans son effort de constituer un régime bonapartiste en Indonésie, régime qui placera son talon de fer sur le mouvement ouvrier à la première occasion venue.

Toutes ces expériences vivantes, payées par le sang de centaines de prolétaires de par le monde, n'apportent aucun élément d'investigation à Arismondi. Pour trancher la question de la « bourgeoisie nationale », il doit se lancer dans de périlleuses exercices de balance abstraite ; mais il se garde soigneusement de faire appel à l'expérience historique — à commencer par l'expérience si riche et si typique des différences entre la pratique du P.C. chinois en 1925-27 et sa pratique de 1946-49 qui rendit possible la victoire de la 3^e révolution chinoise.

Suivons donc Arismondi sur le terrain de la « théorie ». Mais nous ne pouvons pas ne pas lui rafraîchir d'abord la mémoire. Trop de communistes sont morts en vain et mourront en vain, si les Arismondi peuvent impunément continuer à couvrir de formules « théoriques » une capitulation honteuse devant la bourgeoisie.

momentanée de ce mouvement, y compris s'il est entrepris par la bourgeoisie nationale (nationalisation du pétrole mexicain et iranien, de l'étain bolivien, des terres de l'United Fruit et des compagnies sucrières à Cuba).

3. — Représenter, au sein de ce mouvement, la force la plus énergique et la plus

(1) Cette politique opportuniste envers Nasser fut d'ailleurs précédée d'une politique sectaire de refus d'appui critique, lorsque les staliniens l'appellèrent fasciste (terme qu'ils appliquèrent aussi à Peron, du P.P.A. de 1945, etc.).

radicale, celle qui lutte avec le plus de dévouement et d'abnégation pour la victoire anti-impérialiste.

4. — Avertir les masses laborieuses — à la ville comme à la campagne — que la victoire finale contre l'impérialisme et la véritable renaissance de la nation ne pourront être obtenues aussi longtemps que le mouvement est dirigé par des forces bourgeoises ou petites-bourgeoises, vacillantes et incapables de mobiliser l'ensemble des masses pour la révolution.

5. — Lutter dans ce sens pour l'hégémonie prolétarienne dans la révolution, ce qui signifie la conquête par le parti révolutionnaire ouvrier de la direction des ouvriers et des paysans pauvres, à la tête desquels il renverse l'ordre bourgeois et crée l'ordre nouveau, socialiste soviétique.

Ces règles ne sont pas seulement celles de Trotsky, du trotskysme et de la IV^e Internationale. Elles sont aussi celles de Lénine et du parti bolchevik dès avant la révolution de 1905. Les divergences entre Trotsky et Lénine ne portaient pas sur ces vérités élémentaires ; elles portaient sur l'existence d'une phase intermédiaire entre la victoire de la révolution démocratique-bourgeoise, anti-impérialiste, et la victoire de la révolution socialiste. L'histoire a tranché ce différend : elle a démontré en Russie, en Yougoslavie, en Chine, au Vietnam, que les tâches démocratico-bourgeoises de la révolution ne peuvent être accomplies que par la conquête du pouvoir par le P.C., que par l'établissement de la dictature du prolétariat.

Mais les divergences entre Lénine et Trotsky n'ont jamais porté sur le rôle de la bourgeoisie nationale dans la révolution des pays arriérés à notre époque.

Le caractère national de la révolution coloniale est déterminé soit par l'absence d'indépendance nationale (dans les pays coloniaux stricto sensu), soit par des formes de domination économique impérialiste qui apparaissent à l'écrasante majorité de la nation comme les obstacles principaux à l'essor national (dans les pays semi-coloniaux comme ceux d'Amérique latine). Celle-ci ne peut pas conquérir un marché intérieur suffisant pour un essor industriel, aussi longtemps que l'économie conserve sa structure semi-coloniale. De ce fait, il existe une contradiction réelle entre l'impérialisme et la bourgeoisie nationale des pays coloniaux et semi-coloniaux. Cette contradiction implique des conflits multiples — politiques, économiques, financiers, culturels et même militaires (Suez !). Personne ne l'a jamais contesté. Elle implique même que la bourgeoisie nationale peut être obligée d'effectuer des mobilisations partielles des masses contre l'impérialisme — comme le démontre de la manière la plus frappante le cas de Peron en Argentine, qu'Arismondi caractérise avec une légèreté incroyable comme « fasciste » (Nouvelle Revue Internationale, n° 10, p. 62). Mais, pas plus en Amérique latine qu'en Russie tsariste, elle n'implique que la bourgeoisie nationale —

en présence d'un prolétariat nombreux, organisé en syndicats depuis plusieurs décennies, posant sa candidature au pouvoir — puisse devenir une force révolutionnaire.

Voilà le point précis où s'opère la différence entre le léninisme — même le léninisme « ancienne manière » d'avant 1917 — et la pratique des P.C. d'aujourd'hui.

« Le joug de l'impérialisme, de l'impérialisme yankee tout particulièrement, et la nécessité de résoudre les tâches démocratiques de la révolution, la question agraire en premier lieu, changent la bourgeoisie nationale en l'un des facteurs de la révolution et rendent possible sa participation au front démocratique de libération nationale. Il semble [!] que cette thèse fondamentale ne puisse être mise en doute.

La révolution chinoise constitue à cet égard un modèle classique [!], de même que la tactique de Lénine avant 1905 apparaît comme la base de la doctrine marxiste de la participation [!] et de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise. Nous possédons donc par là une boussole sûre. »

(Nouvelle Revue Internationale, n° 9, pp. 76-77).

L'impudence de l'auteur ne connaît pas de bornes. La « boussole sûre » de Lénine ; la formule sur « l'hégémonie du prolétariat dans la révolution » (nous y reviendrons) ; la discrète allusion à la révolution chinoise (laquelle : celle de 1925-27 ou celle de 1946-49 ?), toute cette artillerie doit couvrir la thèse selon laquelle « la bourgeoisie nationale est l'un des facteurs de la révolution ». Or, Lénine s'est inscrit en faux contre cette thèse qui n'a été défendue avant et pendant la révolution de 1905 que par les seuls mencheviks de droite !

Ouvrons donc l'ouvrage-clé de Lénine sur ce problème, « Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique ». Nous y trouvons entre autres le passage que voici :

« Nous, marxistes, nous savons tous par la théorie et observons chaque jour et à toute heure, par l'exemple de nos libéraux, de nos zemtsy et des gens de l'Os-vobodjenie, que la bourgeoisie s'affirme pour la révolution d'une façon inconséquence, cupide et poltronne (de même que Frondizi s'est « affirmé » anti-impérialiste. - E.G.). La masse de la bourgeoisie se rangera inévitablement aux côtés de la réaction, de l'autocratie, contre la révolution, contre le peuple, dès que seront satisfaits ses intérêts mesquins et égoïstes, dès qu'elle « se sera détournée » du démocratisme conséquent (et elle s'en détourne dès aujourd'hui) ». (Œuvres Choiesies, tome I, p. 494, Moscou, 1946, Editions en langues étrangères).

Arismondi ne s'arrête pas en si bon chemin. Quelques lignes plus loin, il ne craint pas d'affirmer qu'en « sous-esti-

mant » le rôle de la bourgeoisie nationale, on

« estompe en pratique le facteur national dans la révolution : la bourgeoisie nationale est considérée comme un simple instrument [?] de domination impérialiste, l'isolement [!] du prolétariat apparaissant comme le nec plus ultra. Cette conclusion erronée tire son origine du fait que, très fréquemment [!], la bourgeoisie nationale trahit et persécute le prolétariat. On oublie à ce propos que l'antagonisme entre elle et l'impérialisme est un facteur constant, malgré l'esprit de conciliation propre à la bourgeoisie nationale en tant que classe ».

(Nouvelle Revue Internationale, n° 9, p. 77).

Voilà le genre de marchandise qu'on ose couvrir du nom de Lénine !

En affirmant que la bourgeoisie nationale ne peut devenir un facteur révolutionnaire à notre époque, on ne « nie » nullement les antagonismes entre cette bourgeoisie et l'impérialisme ; on ne réduit pas plus cette bourgeoisie à la fonction « d'instrument » de l'impérialisme que Lénine ne transforme la bourgeoisie russe en « instrument du tsarisme » lorsqu'il souligne qu'elle se rangera dans sa masse aux côtés de la réaction, en cas de révolution vraiment large, populaire.

Ce que notre menchevik latino-américain ne comprend pas plus que le menchevik russe, c'est que l'antagonisme bourgeoisie-prolétariat devient prépondérant au cours d'une révolution, lorsque des milliers et des milliers de pauvres, de miséreux, de victimes éhontées de l'exploitation acquièrent brusquement conscience de leur force et se croient capables de tout bouleverser. La bourgeoisie, nationale et impérialiste, coloniale et semi-coloniale, est et reste un parti de l'ordre. La propriété privée passe avant toute autre considération. Lorsque cette propriété privée est menacée, la bourgeoisie passe dans le camp contre-révolutionnaire ; et toute révolution, à notre époque, menace implicitement la propriété privée — quoi que fassent de tristes « communistes » comme Arismondi pour assurer la bourgeoisie nationale qu'on n'en touchera pas une parcelle.

C'est précisément pour cette raison que l'antagonisme bourgeoisie nationale-impérialisme s'exprimera par des discours, des livres, des conférences, des manifestations de masse (rappelez-vous Peron !), des rencontres entre chefs de parti et d'Etat, même des voyages à Moscou..., mais pas par une mobilisation révolutionnaire des masses. Et il faut vraiment avoir oublié l'A.B.C. du léninisme pour affirmer impudemment le contraire.

En déclarant que la révolution perdrait son caractère « national »... si par malheur la bourgeoisie « nationale » n'y participait pas, Arismondi énonce une autre énormité qui réveillerait les morts ! Ainsi, la révolution de 1917 ne serait pas une

révolution nationale... puisque la bourgeoisie se trouvait dans le camp de la contre-révolution ! La révolution chinoise n'était pas non plus une révolution nationale, en 1946 et 1947, puisque vous pouvez chercher à la loupe un « bourgeois national » dans le camp de Mao-Tse-Tung ! Les révolutions vietnamienne et algérienne ne seraient pas des « révolutions nationales », parce que la bourgeoisie y brille par son absence totale. Et c'est un « communiste » qui enseigne cela aujourd'hui aux travailleurs d'Amérique latine...

Tout le chapitre 12 des « Deux Tactiques » de Lénine est consacré à cette question. Il est intitulé : « La révolution démocratique perdra-t-elle de son envergure si la bourgeoisie s'en détourne ? ». Avec sa dialectique acérée, Lénine tourne en ridicule les « mencheviks caucasiens » qui défendent cette « vile conception ». Qu'eût-il dit s'il avait pu lire la prose des « mencheviks latino-américains » ?

« Le véritable essor de la révolution russe ne commencera vraiment, la révolution n'attendra vraiment la plus grande envergure possible à l'époque de la révolution démocratique bourgeoise que lorsque la bourgeoisie s'en sera détournée et que la masse paysanne, marchant de concert avec le prolétariat, assumera un rôle révolutionnaire actif. Pour être menée jusqu'au bout, d'une façon conséquente, notre révolution démocratique doit s'appuyer sur des forces capables de paralyser l'inconséquence inévitable de la bourgeoisie (c'est-à-dire capables justement de l'obliger à se détourner) — ce que craignent dans leur simplicité les partisans caucasiens de l'Iskra. »

(Œuvres Choiesies, I, p. 496).

Voilà bien deux propositions diamétralement opposées l'une à l'autre. Arismondi gémit : la bourgeoisie nationale « trahit et persécute très fréquemment » le prolétariat ; mais si par malheur les « excès révolutionnaires » la poussent dans le camp de la contre-révolution, « la révolution perd son caractère national ». Courbons donc l'échine devant les Frondizi, les Lott, les Bandernayake, les Nehru, les Nasser, les Sukarno, même s'ils nous mettent en prison ou nous brûlent vifs dans les locomotives (comme le fit Tchang-Kai-Chek, le prototype n° 1 de la « bourgeoisie nationale »), Lénine répond : Parce qu'il est inévitable que la bourgeoisie nationale passe dans le camp de la réaction, ne nous paralysons pas par des efforts pour la maintenir dans le camp de la révolution. Lançons-nous hardiment à la tête des masses paysannes, mobilisons-les, ensemble avec les ouvriers, pour parachever notre révolution contre l'impérialisme et contre la bourgeoisie...

Un abîme sépare ces deux conceptions. C'est l'abîme entre le menchevisme et le bolchevisme. C'est l'abîme entre la politique stalinienne aujourd'hui en Amérique latine et dans maint autre pays colonial ou semi-colonial, et la politique léniniste, communiste, défendue par la IV^e Internationale.

L'ART « D'ISOLER » LE PROLETARIAT

Nous passons sur la formule de Lénine concernant la révolution démocratique-bourgeoise — nous y reviendrons plus loin — pour nous arrêter au passage le plus typique et le plus révélateur de la citation d'Arismendi : En sous-estimant le rôle de la bourgeoisie nationale, « l'isolement du prolétariat apparaît comme le nec plus ultra ». Ainsi, s'il refuse de s'allier à la bourgeoisie nationale, le prolétariat « s'isole ».

Arismendi devrait nous présenter un tableau de la structure sociale d'un seul pays latino-américain ou semi-colonial — pour ne pas dire colonial ! —, dans lequel la bourgeoisie nationale est une force sociale si nombreuse qu'en refusant de s'associer à elle, le prolétariat apparaisse comme « isolé ». Naturellement, pareil problème est impossible à résoudre. Ce qui caractérise précisément les pays arriérés, coloniaux et semi-coloniaux, c'est que la bourgeoisie y est — numériquement, économiquement et socialement — relativement beaucoup plus faible que le prolétariat, qui lui ne travaille pas seulement pour des patrons « nationaux », mais encore (et souvent, surtout), pour le capital étranger.

Et cependant, Arismendi revient à charge avec l'accusation d'« isolement » :

« Des groupuscules insignifiants de trotskystes viennent, eux aussi, réclamer à cor et à cri l'isolement du prolétariat... »

écrit-il à la p. 79, reprenant ainsi textuellement la formule du dirigeant stalinien chilien Luis Corvalan, qui écrit dans la *Nouvelle Revue Internationale* n° 8, p. 101 :

« Les trotskystes soutenaient les tendances gauchistes dans l'espoir [...] d'isoler la classe ouvrière et de lui faire subir un échec ». (2)

Mais voilà que le mystère s'éclaircit : ce qu'Arismendi craint en réalité, c'est l'isolement du prolétariat par rapport à la paysannerie :

« L'intensification des combats de classes et l'essor promoteur du mouvement de grèves — caractéristique très impor-

tante de la situation actuelle en Amérique latine — permettent à ceux qui se cantonnent à une analyse superficielle des événements d'ériger en théorie leur désir de sauter les étapes nécessaires du développement. L'indication de Marx sur le fait que, sans le choc des paysans, le solo de la résolution prolétarienne risque de se transformer en chant du cygne est parfaitement applicable — et d'autant plus facilement — au domaine plus large du mouvement de libération nationale. » (N.R.I., n°9, p. 79).

Ainsi, nous avons bien compris : en « sous-estimant » le rôle de la bourgeoisie nationale — c'est-à-dire en refusant de conclure avec elle des alliances de front unique — le prolétariat s'isole de la paysannerie !!!

Or Lénine écrit au contraire : « Qui comprend véritablement le rôle de la paysannerie dans la révolution russe victorieuse, ne dira jamais que l'envergure de la révolution diminuera quand la bourgeoisie s'en sera détournée ». Mieux : il écrit que l'issue de la révolution dépendra de qui dirigera les paysans, le prolétariat ou la bourgeoisie ? Car l'allusion faite par Arismendi dans une phrase vide de sens à l'hégémonie du prolétariat dans la révolution qu'il a mêlée à ses notions ultra-opportunistes et menchéviques, cette allusion signifie précisément : arracher à la bourgeoisie, aux partis bourgeois, aux avocats, aux médecins, aux commerçants cossus et aux industriels la direction politique de la paysannerie, qui paralyse celle-ci et l'empêche de manifester pleinement sa colère anti-impérialiste, son désir de changement radical !

C'est vous, M. Arismendi, qui isolez le prolétariat en l'obligeant de conclure des alliances avec des partis de la bourgeoisie nationale, partis qui paralysent la paysannerie et l'empêchent ainsi de se joindre au prolétariat. En s'opposant à une politique menchévique de bloc avec la bourgeoisie nationale, le léninisme, le trotskysme, loin d'isoler le prolétariat, créent les conditions pour l'alliance révolutionnaire entre le prolétariat et la paysannerie, alliance qui a comme condition l'émancipation de la paysannerie de la « direction » bourgeoise.

C'est ici d'ailleurs qu'on trouve la faiblesse — la seule — des formules que Lénine employa en 1905. Pas une trace de menchévisme chez lui, d'illusions ou de conciliationisme envers la bourgeoisie, de peur opportuniste d'« effrayer la bourgeoisie nationale ». Mais ce qui subsiste chez lui, c'est l'illusion que la paysannerie puisse jouer un rôle indépendant dans la révolution. C'est pourquoi il parle d'une « phase démocratique-bourgeoise » de la révolution distincte de la phase prolétarienne. La première serait caractérisée par l'alliance entre un parti ouvrier et un parti paysan (« la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie ») ; la seconde serait caractérisée par la dictature du prolétariat.

Mais Lénine se distingue des Arismendi d'aujourd'hui entre autre par le fait qu'il est capable d'une véritable autocritique, et non de son simulacre qui a pour but de couvrir ses propres erreurs. L'expérience de 1917 a enseigné à Lénine qu'un parti paysan indépendant n'existera jamais. La paysannerie, comme Trotsky l'avait démontré dès 1905, est capable d'actions héroïques multiples, mais elle n'est pas capable de constituer une force politique consciente, indépendante du prolétariat et de la bourgeoisie. Donc, l'alliance entre le parti révolutionnaire et un parti paysan (qui s'appelle parti paysan et est soit un parti bourgeois, soit un parti ouvrier opportuniste), donc, la victoire de la révolution démocratique réclame la conquête du pouvoir par le parti prolétarien, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, avec laquelle elle coïncide.

Peu de camarades savent que Lénine a formulé clairement cette auto-critique sur l'incapacité d'une action politique indépendante de la paysannerie. C'est pourquoi il est utile de leur signaler un passage où le créateur de l'État soviétique est fort explicite à ce sujet :

« La deuxième force, c'est celle qui se situe entre le capital et le prolétariat. C'est la petite bourgeoisie, les petits patrons ; ce sont les éléments qui, en Russie, forment l'écrasante majorité de la population, savoir la paysannerie... Ils ne participent pas à la lutte aiguë qui se livre quotidiennement entre le capital et le travail... Les facteurs économiques et politiques de la vie, loin de les rapprocher, les désunissent, les repoussent loin de l'autre, en font de petits patrons isolés qui se comptent par millions. Tels sont les faits que vous connaissez tous fort bien... »

« Notre expérience nous a appris — et nous en trouvons la confirmation dans le développement de toutes les révolutions du monde, si l'on considère la nouvelle époque, disons, les cent cinquante dernières années — que partout et toujours il en a été de même : toutes les tentatives faites par la petite bourgeoisie en général, et par les paysans en particulier, pour prendre conscience de leur force, pour diriger à leur manière l'économie et la politique, ont abouti à un échec. Ou bien ils doivent se placer sous la direction du prolétariat, ou bien sous celle des capitalistes. Il n'y a pas de milieu. Ceux qui rêvent d'un moyen terme sont des rêveurs, des songe-creux. »

(Discours au Congrès des ouvriers des transports, mars 1921, *Œuvres choisies*, tome II, pages 838-839) (3).

Voilà ce qui subsiste de la théorie des « étapes » : un échec absolu. La lutte pour l'hégémonie dans la révolution « démocratique », c'est précisément une lutte

(3) Ce passage reprend presque mot à mot, dans la phrase soulignée par nous, l'expression analogue de Trotsky dans son livre sur la Révolution de 1905, et dans les différents textes où il élabore la théorie de la révolution permanente.

entre le prolétariat et la bourgeoisie. C'est précisément pour révolutionner la paysannerie, pour ne pas s'isoler d'elle, que le prolétariat doit se méfier de toute alliance avec la bourgeoisie nationale, qu'il doit lutter pour ses propres solutions révolutionnaires. L'exemple de Cuba a montré qu'une réforme agraire même relativement modérée — mais réalisée au moment de la révolution, par des moyens révolutionnaires, avec une mobilisation croissante de la paysannerie — pousse la « bourgeoisie nationale » des Urrutia et Cie dans le camp de la contre-révolution. Tout parti révolutionnaire qui veut ne pas s'isoler de la paysannerie doit pousser de toutes ses forces dans cette direction. Tout parti ouvrier qui, dans le but de ne pas « sauter les étapes nécessaires du développement », s'abstiendrait en pratique de la mobilisation révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes, pour ne pas effrayer les Kassem, Nasser, Sukarno, Frondizi, Lott, Bandernayake et Cie, s'isolera fatalement des masses paysannes, et préparerait ainsi sa propre répression par la bourgeoisie nationale qui le « trahirait » une fois de plus...

Le problème de la présence de tel ou tel individu, groupuscule ou petit parti petit-bourgeois, moyen-bourgeois ou même bourgeois dans le camp de la révolution n'est naturellement pas le facteur décisif. Il est significatif quant à la confusion des idées staliniennes sur la révolution coloniale qu'Arismendi parle indistinctement de la « présence » d'éléments » de la bourgeoisie nationale dans le « mouvement de libération nationale » ; de « l'exploitation des contradictions entre bourgeoisie nationale et impérialisme » ; du « front de libération nationale » avec la bourgeoisie anti-impérialiste ; et finalement de « l'alliance avec la bourgeoisie nationale ».

Ces notions utilisées indistinctement couvrent des réalités absolument différentes. Personne ne chassera un bourgeois indigène d'un front unique anti-impérialiste dirigé par des partis ouvriers, pour la seule raison qu'il est bourgeois (ce qui n'empêche qu'il faut l'observer avec grande méfiance. Comme Lénine l'a dit, il est inévitable que la grande masse de la bourgeoisie passe dans le camp contre-révolutionnaire. Comment être sûr d'avance que nous sommes en présence de l'exception ?). Mais aucun léniniste n'acceptera pas plus de prendre en considération la subordination politique du prolétariat à la bourgeoisie nationale — le vote pour Frondizi ; le refus de défendre l'indépendance des syndicats contre Nasser, aussi longtemps que celui-ci n'avait pas rompu avec l'U.R.S.S. ; le refus d'appuyer une grève contre le gouvernement Bandernayake, etc. — que la limitation de la mobilisation des masses sous prétexte de ne pas effrayer la bourgeoisie nationale. Or, c'est de cet opportunisme que les partis staliniens sont couramment coupables dans la plupart des pays coloniaux et semi-coloniaux.

Arismendi invoque l'exemple de la Chine. Nous supposons qu'il préfère ne pas

mentionner la politique du P.C. chinois de 1925-27 qui, sous prétexte de ne pas « sauter par dessus les étapes », de conserver avec la « bourgeoisie nationale » un « bloc de quatre classes » précipita la défaite sanglante de la 2^e révolution chinoise. Il est vrai qu'après 1946, lorsque débuta la 3^e révolution chinoise, la direction du P.C. chinois continua à prôner la théorie des « deux étapes », réalisa d'abord, selon ses paroles, une « révolution démocratique », puis passa à la dictature du prolétariat. Il est nécessaire de rappeler ici un vieux proverbe, tout en le transformant : fais ce que je fais, et ne fais pas ce que je dis ! Mao Tse-Toung avait beau parler de « révolution démocratique », il ne fait pas l'ombre d'un doute que la République populaire de Chine, proclamée en 1949 à la Porte de la Paix Céleste à Pékin, était dès le début un Etat ouvrier, une dictature du prolétariat. Pour s'en rendre compte, il suffit de rappeler que cet Etat était né d'une guerre civile féroce, dans laquelle l'ensemble de la bourgeoisie s'est trouvée dans le camp de Tchang-Kaï-Check — sauf quelques transfuges, rênégats à leur classe, qui servaient à amuser la galerie. Il suffit de rappeler la nature extrêmement violente de la haine de classe que la bourgeoisie mondiale, avant tout la bourgeoisie américaine, voua à la République Populaire de Chine, non pas à partir de la nationalisation de la dernière entreprise de textile — qui n'est d'ailleurs pas encore intervenue — mais à partir de la fondation de la République populaire, et surtout à partir de l'éclatement de la guerre de Corée.

On pourrait dire à Arismendi : si, au lieu de répéter seulement les théories opportunistes des Chinois, vous imitez également leurs actes ; si tout en bavardant sur le rôle progressif de la bourgeoisie nationale vous traitiez en pratique les Frondizi, les Lott, les Nasser et Cie de la même manière dont Mao a traité leurs équivalents chinois ; si au lieu de prêcher les dangers d'isolement du prolétariat vous organisiez en pratique les soulèvements paysans, la guerre paysanne sur le

LES PARTICULARITES DE L'AMERIQUE LATINE

Lorsque Lénine caractérisa le rôle de la bourgeoisie libérale dans la Russie tsariste, il parlait d'un pays dont les salariés ne constituaient même pas 20 % de la population active ; il traitait d'un monde solidement dominé par la bourgeoisie, sans Etats ouvriers, sans l'expérience de révolutions prolétariennes (à l'exception de l'expérience, déjà fort éloignée, de la Commune de Paris), sans révolutions coloniales. On comprend que l'ensemble de ces circonstances étaient favorables à un comportement plus révolutionnaire de la bourgeoisie libérale, que celle-ci craignait moins que la bourgeoisie d'aujourd'hui d'être débordée par le prolétariat, que la possibilité d'établir dans un pays arriéré

modèle de Mao ou même sur le modèle petit-bourgeois de Fidel Castro, alors l'histoire montrerait quelque indulgence envers vos fautes théoriques. Par contre, si vos actes restent conformes à vos paroles, vous continuerez non seulement à endormir le prolétariat mais encore à le trahir. Et cela, l'histoire ne vous le pardonnera jamais !

Nous n'entendons pas sous-estimer du tout le rôle pernicieux de théories erronées, même si la pratique s'en écarte. L'exemple chinois est d'ailleurs là pour le démontrer : les conceptions fausses dont le P.C. chinois a couvert sa pratique qui, en définitive fut révolutionnaire à partir de 1946 empêchent aujourd'hui les P.C. des pays coloniaux de suivre la voie de Mao. Ou plus paradoxalement encore : ce qui s'appelle aujourd'hui, par dérision, « la voie de Mao » dans les P.C. des pays coloniaux et semi-coloniaux, ce n'est pas la constitution d'une armée révolutionnaire de partisans ; ce n'est pas la mobilisation des masses paysannes contre l'Etat et les propriétaires fonciers, nobles ou bourgeois, étrangers ou nationaux ; ce n'est pas la rupture définitive, brutale, par la lutte armée, avec le parti gouvernant de la bourgeoisie nationale — un parti capable, ne l'oublions pas, de mener à sa manière hésitante une guerre contre l'impérialisme japonais ; ce n'est pas le refus de dissoudre son armée et son territoire propre, même au cours de cette guerre et malgré toutes les formules opportunistes sur le « bloc national ». Non, ce que l'on appelle par dérision « la voie de Mao », c'est la voie de la défaite de 1927, le refus de mobiliser à fond les masses paysannes (« pour ne pas éloigner la bourgeoisie nationale du front anti-impérialiste ») ; c'est la subordination à la direction politique de cette bourgeoisie ; c'est l'abandon de toute tentative de lutter pour le pouvoir sous son propre drapeau ; c'est l'affirmation que cette lutte pour le pouvoir ne peut être placée à l'ordre du jour « à l'étape présente ». C'est, en bref, la voie menchévique de 1905 et de 1917, que Staline emprunta avec des résultats si tragiques en Chine et en Espagne.

une « dictature du prolétariat » lui apparaissait une mauvaise plaisanterie.

Si, malgré toutes ces conditions favorables, la bourgeoisie russe eut suffisamment de conscience de classe pour ne pas stimuler la révolution ; si, malgré cela, elle passa avec armes et bagages dans le camp de la réaction dès que les premiers coups de tonnerre se firent entendre, combien plus invraisemblable serait une brusque participation de la « bourgeoisie nationale » à une véritable révolution latino-américaine aujourd'hui, alors que l'U.R.S.S. existe, alors que le capitalisme est détruit sur un tiers du monde, alors que la bourgeoisie d'Europe orientale, de

Chine, du Vietnam a vu s'effondrer son pouvoir et ses biens, alors que le capitalisme à l'échelle mondiale tremble pour l'avenir de son régime. Croire que, dans ces conditions, la bourgeoisie nationale en Amérique puisse devenir révolutionnaire — non seulement la bourgeoisie de pays fortement arriérés, mais même celle de pays comme l'Argentine, le Brésil, le Mexique qui comptent un prolétariat proportionnellement bien plus puissant que le prolétariat russe de 1905 — c'est faire fi de toute considération de lutte de classe.

Arismondi s'indigne de ce que Figueres, l'ancien président du Costa Rica, un libéral latino-américain tout-à-fait typique, ait crûment affirmé à Washington : « Dans nos rapports entre Américains, le plus important, c'est la question économique, c'est-à-dire celle des prix de nos marchandises ». L'étrange « marxiste » n'y trouve pas d'autre réponse que la remarque mélodramatique : « Que les prix soient élevés, voilà le pays et tout le continent prêts à se vendre ! ». Eh oui, le conflit entre l'impérialisme et la bourgeoisie nationale, de même que le conflit entre le tsarisme et la bourgeoisie nationale, réside précisément en ceci : **obtenir une meilleure répartition de la plus-value**, en prendre soi-même la part du lion, en laisser la partie la plus petite possible à « l'étranger » ou « au tsar ». Que, par bonheur, cette revendication soit partiellement satisfaite, ne fût-ce que momentanément, la bourgeoisie nationale passe immédiatement dans le camp adverse, car à ce moment-là, il s'agit de **défendre la plus-value comme telle**, d'empêcher que ces va-nu-pieds d'ouvriers et de paysans pauvres ne leur enlèvent tout le gâteau ! Remplacer l'analyse de la lutte de classe par des serments sur la « défense de l'industrie nationale », c'était une tâche que des communistes, en un autre âge, abandonnaient volontiers à d'autres formations politiques.

Arismondi parle beaucoup de « l'élargissement du front unique », de l'alliance avec la paysannerie etc. Mais il se pose rarement la question : qui donc sera frappé par une réforme agraire radicale ? Qui possède la terre des fermiers ? Seulement de grands propriétaires fonciers ? Quels sont les pays dans lesquels une bonne partie de la bourgeoisie « nationale » est, elle aussi, propriétaire des terres ? N'est-ce pas notamment le cas de Cuba, ce qui explique pourquoi cette bourgeoisie passe dans le camp de la contre-révolution dès qu'on touche à la propriété foncière ? Les particularités de la révolution latino-américaine mériteraient des analyses précises de ce genre, et non pas la promesse de se trouver demain dans un même camp avec Figueres, à condition qu'il veuille bien rétablir les relations avec l'U.R.S.S.

La tradition du mouvement communiste latino-américain, tout en étant beaucoup plus riche que ne le présentent les Arismendi et Cie, est certes plus limitée que la tradition du mouvement communiste dans d'autres secteurs. Avant 1929, les par-

tis communistes qui avaient réussi à devenir des partis révolutionnaires de masse n'étaient pas très nombreux en Amérique latine. Mais si Arismendi évite soigneusement de se référer à cette tradition, ce n'est guère pour cette raison-là. C'est simplement parce qu'elle s'inscrit à chaque page en faux contre ses conceptions opportunistes et menchéviques.

Peu de documents furent consacrés à l'Amérique latine par l'Internationale Communiste à l'époque où Lénine était encore en vie et participait à l'activité de celle-ci. Mais un de ces documents, sans doute le plus important, mérite d'être rappelé à l'attention des communistes d'Amérique latine. Il date de septembre 1920 et a été rédigé par le Comité Exécutif de l'I.C. dont Lénine faisait partie. Il s'agit d'un appel à tous les travailleurs d'Amérique du nord et du sud intitulé « La Révolution américaine ». Malgré le caractère forcément abstrait et général de certains passages, qui reflètent le manque d'expérience du mouvement révolutionnaire dans cette partie du monde, son analyse et ses conclusions restent aujourd'hui plus valables que jamais, notamment parce qu'il prône la lutte commune des travailleurs d'Amérique du nord et du sud pour le renversement de l'impérialisme américain et du capitalisme dans l'hémisphère occidental. On n'y trouve pas trace des bavardages sur le bloc avec la bourgeoisie nationale. Voici le passage de cet appel concernant les tâches des communistes d'Amérique latine — à une époque où le prolétariat était infiniment plus faible que maintenant :

« La tâche consiste avant tout dans l'organisation d'un Parti communiste nettement distinct, décidé et conscient, dans chaque pays d'Amérique latine. Il n'est pas indispensable que ce parti soit puissant dès sa formation ; il est cependant nécessaire qu'il possède un programme clair, qu'il fasse de l'agitation résolue pour les principes et la tactique révolutionnaires, qu'il combatte résolument les séducteurs et les faux dirigeants des masses. Un tel parti doit être composé des représentants les meilleurs et les plus honnêtes des masses ; il doit développer le programme du véritable mouvement de masse, doit s'intégrer complètement dans la lutte révolutionnaire des masses et la conduire avec patience et acharnement sur des voies de plus en plus larges, vers des buts de plus en plus importants.

Seul un P.C. peut donner au mouvement dans l'Amérique latine la clarté et l'honnêteté ; c'est seulement de cette manière qu'il peut être unifié avec le mouvement révolutionnaire aux Etats-Unis et avec l'I.C. ; c'est seulement par cette voie qu'il peut occuper la place qui lui revient dans la révolution mondiale.

Le problème agraire est de la plus grande importance. L'agriculture est encore prédominante en Amérique latine (même en Argentine, le pays le plus développé du point de vue capitaliste en Amérique

latine, il y a moins de 400.000 ouvriers industriels sur une population de plus de huit millions d'habitants). Les paysans sont exploités de la manière la plus cruelle ; ils vivent dans une oppression et dans une pauvreté extrêmes ; ils constituent la chair-à-canon pour des aventures militaires. L'expérience mexicaine en offre l'exemple typique et tragique. Les paysans asservis se révoltent et font une révolution. Les fruits de leur victoire leur sont enlevés par des exploités capitalistes, des aventuriers politiques et des brailleurs « socialistes ». Les paysans opprimés et trahis doivent être éveillés à l'action et à l'organisation révolutionnaires. On doit leur inculquer qu'ils ne peuvent se libérer seuls, en tant que paysans, qu'ils doivent s'unir avec le prolétariat révolutionnaire pour la lutte commune contre le capitalisme.

Le P.C. doit se rapprocher des paysans. Il ne doit pas le faire avec des formules et des théories abstraites, mais avec un programme pratique apte à éveiller les paysans à la lutte contre le propriétaire

foncier et le capitaliste. **L'union entre les paysans pauvres et le prolétariat est absolument indispensable ; seule la révolution prolétarienne peut libérer les paysans, en renversant le pouvoir du Capital ; seule la révolution agraire peut empêcher que la révolution prolétarienne ne soit écrasée par la contre-révolution.** »

Tel était le langage de l'Internationale Communiste à l'époque de Lénine. Certes, il était fort général et abstrait. Mais il y a dans ces quelques paragraphes plus de sagesse révolutionnaire que dans les trente pages de prose contradictoire d'Arismendi. La ligne de l'I.C. léniniste était claire, même lorsque les prolétaires latino-américains ne se comptaient que par centaines de milliers. Et c'est cette ligne, accrue et développée grâce à une expérience riche de 40 années de luttes révolutionnaires, que les organisations latino-américaines de la IV^e Internationale appliquent aujourd'hui, alors que des millions de prolétaires existent, s'organisent et combattent en Amérique latine.

1er août 1959.

Livio MAITAN

Nature et fonction du P. C. Italien

Le texte qui suit est extrait du livre que le camarade Livio Maïtan, membre du Secrétariat International de la IV^e Internationale, vient de publier sous le titre **Théorie et politique communiste de l'après-guerre** (1).

Il s'agit d'une étude systématique et richement documentée du cours suivi par le Parti Communiste italien depuis la « libération », dans le contexte de la réalité sociale et politique italienne. Dans une série de chapitres, le camarade Maïtan expose et analyse minutieusement, avec toutes les références nécessaires aux textes, aux activités du P. C. italien, et aux données objectives, successivement les conceptions stalinienne de « l'unité antifasciste » et de la « démocratie progressive » qui ont prévalu durant la dernière guerre et immédiatement après celle-ci ; la « voie démocratique » et la voie révolutionnaire au socialisme, avec toutes les références nécessaires aux textes relatifs aussi bien du P. C. italien que du P. C. de l'URSS, et des classiques du marxisme, ainsi qu'à la lumière des expériences vécues en Yougoslavie, en Chine, dans l'Angleterre labouriste, dans les Etats ouvriers, dans la révolution coloniale et dans le contexte de la réalité sociale et économique italienne ; le problème des classes moyennes et la politique d'alliances ; les conceptions qui ont prévalu dans le P. C. italien concernant la question agraire et du Mezzogiorno ; la nature et la fonction du P. C. italien.

Quelques autres chapitres sont consacrés à des problèmes plus généraux, comme celui sur l'automation et sur les perspectives du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale.

Le sujet du livre, tout en ayant un caractère particulier relatif à la théorie et à la politique du P. C. italien dans la période de l'après-guerre, offre, par sa nature même, l'occasion d'un examen approfondi des questions fondamentales de la politique marxiste révolutionnaire et du mouvement ouvrier à notre époque.

On ne saurait que recommander chaudement l'étude de ce livre pour le plus large public prolétarien possible.

On souhaiterait d'autre part que des études analogues relatives à l'évolution du mouvement ouvrier dans d'autres pays importants soient bientôt élaborées par des cadres de notre mouvement international.

(1) « Teoria e politica comunista del dopo guerra ». Editions Schwarz, Milan.

NATURE ET FONCTION DU P. C. ITALIEN

Sur le plan des études particulières ou des études limitées à des secteurs déterminés, ces quinze dernières années ont apporté des contributions appréciables de la part de certains intellectuels communistes, et — à côté des représentants des vieilles générations — s'est imposée une valable cohorte de jeunes qui, sur la base des conditions déterminées par le développement du mouvement ouvrier, a réussi à faire en sorte que le marxisme puisse s'affirmer comme une tendance scientifico-naturelle avec laquelle sont obligés de compter même les traditionnalistes les plus obtus. De ce point de vue, seules une nostalgie sénile pour le passé ou une irrationnelle aigreur sectaire pourraient empêcher de constater les progrès substantiels réalisés par rapport à la situation de l'Italie pré-fasciste.

Cependant, si le progrès sur ce plan est une chose, la contribution créatrice au développement et à l'approfondissement des généralisations théoriques marxistes en est une autre. De ce second point de vue, la tendance communiste dominante a révélé son insuffisance propre, car non seulement elle n'a pas réussi à engendrer une seule œuvre destinée à durer, mais encore elle n'a pas réussi à répondre de façon organique en termes scientifiques aux problèmes qui, au fur et à mesure, se posaient devant elle. La caractéristique typique des théorisations qui se sont succédé a consisté — ainsi que nous l'avons dit — en une sorte d'inversion de ce que devrait être un procédé méthodologique correct. Toutefois, il serait absurde de vouloir s'arrêter à l'hypothèse d'une erreur de méthode et d'une insuffisance d'ordre théorique.

A la base de tout, nous trouvons la nature du groupe dirigeant et de l'appareil du P. C. Italien, et l'orientation fondamentalement opportuniste de sa politique. Il s'agit, bien entendu, d'un processus dans lequel sont intervenus et interviennent de multiples facteurs et qui, ces dernières années en particulier, est devenu plus compliqué. Essayons d'en dégager les lignes essentielles.

Le schéma de la stratégie générale de l'action du P. C. Italien est essentiellement déterminé — au début de la période que nous examinons — par des facteurs étrangers à la dialectique interne de la société italienne considérée en soi.

A cause de cela, il ne s'est pas tellement agi, pour les dirigeants et les théoriciens du P. C. Italien, de partir d'une analyse de la structure réelle et des tendances réelles de la société italienne afin d'en tirer les généralisations et les implications stratégiques et tactiques nécessaires, mais surtout de rechercher tous les éléments susceptibles de fournir une confirmation à une politique déjà tracée dans ses lignes générales. Cette déformation essentielle de la méthode peut être suivie comme un fil rouge dans toutes les théorisations du P. C. Italien, dont la fonction a essentiellement été — répétons-le — de justifier *a posteriori* la politique qui était pratiquement appliquée.

Ainsi, par exemple, Togliatti arriva-t-il à Naples en 1944 parfaitement décidé déjà à mettre en chantier la politique de collaboration étendue jusqu'à la droite de Badoglio, et l'on peut difficilement contester qu'à la base de son attitude se trouvaient surtout des raisons d'ordre international. Les arguments de nature interne à l'aide desquels fut, par la suite, justifiée cette politique, furent invoqués *a posteriori* et prirent surtout l'allure non d'une recherche scientifique objective, mais surtout d'une justification dont le but était surtout de vaincre les résistances de certains secteurs du parti. C'est de ce point de vue qu'il faut comprendre, par exemple, les élucubrations sur la nature de la révolution à l'ordre du jour, difficilement compréhensibles sur le plan théorique, mais parfaitement explicables en tant qu'arguments de soutien à la politique des C.L.N. et du tripartisme.

De même, les formulations erronées sur les problèmes agraires n'étaient pas dues, essentiellement, à une méthode incorrecte entraînant des conclusions

incorrectes, mais surtout au fait que l'on estimait opportun de prendre certaines positions que l'on tentait par la suite de justifier à l'aide d'argumentations théoriques des plus discutables.

Est-il besoin de démontrer comment la déformation méthodologique s'est concrétisée sur des thèmes aussi importants que ceux de la nature de l'URSS ou de l'affaire yougoslave ? Les exigences politiques du stalinisme international, personnifiée dans la période 1947-56 par le Kominform, poussaient le P. C. Italien à faire l'apologie du « monde socialiste qui était en train de passer au communisme » et à condamner, en termes violents, les communistes yougoslaves. Ces analyses, apparemment « objectives » et « scientifiques » et les variations théoriques ne venaient qu'ensuite et leur but était d'exercer une pression complémentaire et de satisfaire certains palais plus exigeants. La période qui a suivi le 20^e Congrès a sérieusement limité les tendances à l'apologie et il s'est agi là d'un élément incontestablement positif. Mais il est symptomatique que, même à ce moment, on n'a pas constaté une modification substantielle ; il n'en faut pour preuve que les prises de position de Togliatti, qui tendent, en premier lieu, à affronter des exigences d'ordre politique immédiat et seulement en second lieu à résoudre des questions capitales, bien vite délaissées dès qu'un retour à une situation normale — même relativement — est opéré.

Il est vrai que les généralisations du 8^e Congrès du P. C. Italien ont été accompagnées d'une tentative d'argumentation bien plus organique que lors des précédentes tentatives. Mais — en dernière analyse — on a, cependant, toujours essayé de justifier une ligne tracée à l'avance, enrichissant avec des arguments plus copieux et plus subtils les déclarations de Khrouchtchev, trop nues et trop apolitiques.

Tout ceci n'implique nullement que l'inversion de méthode se soit vérifiée toujours et sur tous les plans. Lorsqu'étaient posés des problèmes contingents ou qui n'étaient pas de nature à mettre en doute l'orientation générale, on a souvent procédé à une analyse effective avant de tirer certaines conclusions, en s'efforçant de saisir certains aspects nouveaux déterminés. Les dirigeants du P. C. Italien n'auraient d'ailleurs pas pu faire autrement, dans la mesure où ils se trouvaient à la tête d'un parti profondément inscrit dans la réalité italienne dont ils ne pouvaient — par leurs exigences propres — ne pas tenir compte.

Mais ce qu'ils ne faisaient pas, c'était de poser les problèmes théoriques dans les termes les plus rigoureux et conséquents. S'ils avaient procédé de cette manière, ils auraient couru le risque d'arriver à des conclusions opposées à la ligne du parti. De la même façon, une exposition et une analyse organique et fidèle des idées des classiques du marxisme auraient eu pour conséquence de les placer devant une douloureuse alternative : ou confirmer la validité de l'orientation du parti en révisant toute une série de notions marxistes-léninistes, ou rester solidement sur le terrain de Marx et de Lénine en remettant en question certaines attitudes fondamentales du parti. Un exemple suffira.

On peut approuver la conception de Khrouchtchev et Togliatti sur la façon d'arriver au socialisme en invoquant toute une série d'arguments qui conduisent à conclure que les thèses de « L'Etat et la Révolution » doivent être considérées aujourd'hui comme dépassées. On peut, au contraire, affirmer la validité actuelle de « L'Etat et la Révolution » et rejeter les conceptions de Khrouchtchev et Togliatti. Mais il est manifestement impossible de se déclarer à la fois fidèle aux critères classiques de Lénine et d'accord avec les déclarations du programme du 8^e Congrès. Ceci n'est possible que sur le plan de la propagande verbale, en ne parlant que vaguement de « L'Etat et la Révolution » et de son contenu réel et en se limitant à exprimer une vague fidélité au marxisme-léninisme.

ORIENTATIONS ORIGINALES ?

En particulier au cours des polémiques de 1956, les théoriciens du P. C. Italien ont tenu à affirmer l'originalité de leurs orientations en soulignant à plusieurs reprises que le P. C. Italien avait agi pendant tout l'après-guerre en fonction de la ligne que le 20^e Congrès avait théorisée.

Cette mise au point est incontestablement juste, comme est juste le rappel à des origines encore plus lointaines, c'est-à-dire à la période des Fronts Populaires.

Ce qui est moins justifié, c'est la prétention à l'originalité. Si l'on veut commencer, en effet, par la politique des Fronts Populaires, il n'est pas possible de dire que ce tournant ait été déterminé par le P. C. Italien et par ses dirigeants responsables. Ce tournant a été pris, en fait, par l'ensemble de l'Internationale Communiste du temps de Dimitrov et a trouvé son origine dans la modification des perspectives des dirigeants de l'Union Soviétique qui tendaient — à l'intérieur — à consolider les résultats acquis et — en politique extérieure — à réaliser une alliance avec les puissances appelées démocratiques. Il ne faut pas oublier, en outre, qu'au cours des années qui ont immédiatement précédé le Front Populaire, le P. C. Italien, malgré ses succès sur le « sectarisme » et malgré les tendances personnelles de certains dirigeants, n'avait pas échappé non plus aux erreurs sectaires de la « troisième période », dont une bien timide autocritique vient d'être amorcée récemment.

Mais c'est en songeant à l'attitude de Togliatti au printemps 1944 que l'on parle le plus souvent d'originalité. Togliatti mettait de côté la revendication antimonarchique et ouvrait la voie à la collaboration gouvernementale entre toutes les formations antifascistes. Nous avons déjà parlé de ce tournant qui, évidemment, doit être jugé du point de vue de la stratégie générale envisagée. Si l'on acceptait la perspective d'un développement non révolutionnaire et d'une collaboration anti-fasciste, la position de Togliatti était nécessairement la plus concrète, car il était absurde de retarder la réalisation de cette perspective à cause d'une question qui n'était somme toute que secondaire. C'est seulement en partant d'une autre perspective qu'il était possible de critiquer cette position, mais dans ce cas ce n'était plus l'attitude spécifique qu'il fallait discuter, mais la ligne générale.

Mais, à part les initiatives particulières, cette orientation fondamentale était-elle vraiment « originale » ?

La politique que Togliatti proposait pour l'Italie était proposée en France par Thorez : certains problèmes pouvaient être différents, mais l'orientation générale était identique. Il en était de même d'ailleurs pour tous les partis communistes d'Europe Occidentale, et l'exception temporaire de la Grèce — due à des facteurs exceptionnels — a toujours été durement condamnée à tous les niveaux du mouvement international communiste d'inspiration stalinienne.

Cette attitude générale était dictée en réalité par les perspectives établies par la direction soviétique en fonction de la politique de Yalta et de Potsdam. Deux zones d'influence se créaient en Europe : dans l'une, l'URSS dominait — et les pays de cette partie de l'Europe étaient destinés à subir sa force d'attraction à plus ou moins longue échéance ; dans l'autre les puissances capitalistes conservaient leur hégémonie, et — ici — on allait vers une reconstruction capitaliste bourgeoise. Le rôle des partis communistes dans la zone d'influence occidentale était essentiellement d'obtenir les orientations les plus « progressistes » compatibles avec la survivance du régime capitaliste et d'éviter que les classes dirigeantes ne réussissent à imposer une politique étrangère agressive envers l'URSS.

Il n'est plus possible de contester sérieusement que des accords en ce sens aient été pris, surtout après la publication de documents significatifs et de valeur indiscutable et après les informations fournies par les communistes yougoslaves, et même s'il est probable que — pour certains aspects — ces accords aient été plus implicites qu'explicites.

De toute façon, les développements ultérieurs ont confirmé qu'aussi bien la direction soviétique que les directions impérialistes acceptaient cette perspective et, en effet, alors que la première influait sur les partis communistes pour qu'ils écartent la perspective de la prise du pouvoir, les secondes se résignaient à la perte des pays d'Europe Orientale dans une période où, cependant, les Etats-Unis disposaient encore d'une suprématie technico-militaire.

L'attitude de Togliatti — qui s'accompagnait, du reste, de la reconnaissance de la part de l'URSS du gouvernement Badoglio — doit être placée dans ce cadre plus général. Sans se rapporter à des sources plus lointaines, les éléments qui ressortent de la polémique russo-yougoslave, ou des dénonciations du 20^e Congrès ou de l'Octobre polonais et hongrois, suffisent pour comprendre facilement que ce ne sont ni Togliatti ni Thorez qui ont déterminé essentiellement cette orientation.

D'autre part, si Togliatti a pu affirmer non sans raison que les théorisations du 20^e Congrès correspondaient à la ligne déjà pratiquement adoptée par le P. C. Italien, il n'en reste pas moins que, même sur ce plan, on a attendu l'initiative soviétique avant de se placer sur le terrain des généralisations nécessaires.

LE STALINISME ET LES CARACTERES PARTICULIERS DU P. C. ITALIEN

Tout ceci ne signifie pas que le P. C. Italien, même du point de vue de l'élaboration théorique et politique, ne puisse se flatter d'avoir des éléments particuliers qui le distinguent des autres partis communistes et spécialement du P. C. Français.

Ces éléments concernent non seulement les analyses de la réalité italienne et les orientations politiques qui en dérivent, mais aussi des questions concernant la société capitaliste dans son ensemble et les tendances de son développement. D'autre part, pendant la période cruciale du 20^e Congrès, on sait que le P. C. Italien a pris des positions particulières même sur les problèmes des Etats ouvriers et de la dégénérescence bureaucratique de l'URSS, au point d'être suspecté, par les plus « orthodoxes », de révisionnisme et de provoquer une prise de position du C.C. du P. C. de l'URSS.

A l'époque du 8^e Congrès, pour donner un exemple, la différence existant entre le P. C. F. et le P. C. Italien s'est cristallisée autour de la question des mots d'ordre de nature transitoire, provoquant une polémique — brève, mais significative — entre Togliatti et Garaudy. Autre sujet de mésentente — qui s'est manifesté surtout dans les milieux syndicaux à l'intérieur de la F.S.M. — : la question de la paupérisation du prolétariat que Thorez et les théoriciens du P.C.F. ont mis en avant dans la déformation stalinienne bien connue et qui a été posée, dans le P. C. Italien et les syndicats, en termes plus corrects et plus proches de la réalité.

Et c'est justement dans le sens d'une plus grande fidélité à la réalité que les dirigeants du P. C. Italien ont constamment essayé d'agir — dans les limites imposées par la nature du parti et par ses liens internationaux. Cet élément, si souvent mis en avant et, dans bien des cas, plus apparent que réel, représente effectivement une tendance caractéristique des orientations du P. C. Ita-

lien. C'est l'une des raisons qui ont favorisé l'acceptation des conceptions de Togliatti par de nombreux militants qui, du fait même qu'ils vivaient dans le mouvement des masses, étaient poussés vers une interprétation « concrète » de l'action du parti et dédaignaient les proclamations à longue échéance. Mais souvent, derrière l'exaltation du « réalisme », se cachait et se cache la déformation du petit bourgeois auquel ne déplaisent pas un « gradualisme » réformiste et une vague position démocratique radicalisante.

En particulier, à partir du 20^e Congrès, le stalinisme a été critiqué comme tendance dogmatique, dont la plus grande insuffisance — sur le plan théorique — aurait consisté en une fidélité « immobiliste » aux textes sacrés. Mais il s'agit d'une description unilatérale. Le stalinisme peut être accusé plutôt d'empirisme que de dogmatisme idéologique ; sa façon de procéder et de théoriser était essentiellement déterminée par la succession des expériences presque toujours imprévues, sur la base desquelles on rectifiait au fur et à mesure les positions sans une claire orientation générale. Staline et ses fidèles ne se sont pas du tout gênés pour faire violence aux textes sacrés et pour introduire toute une série de notions nouvelles, absolument étrangères aux critères fondamentaux du marxisme-léninisme et déterminées par les intérêts contingents ou permanents de la bureaucratie, et pas du tout par une prétendue adaptation à la réalité du point de vue de l'intérêt prolétarien. La théorisation stalinienne a été en réalité, révisionniste dans le sens classique du mot dans la mesure où elle a déformé, en les modifiant substantiellement, de nombreuses conceptions marxistes-léninistes depuis celle de l'organisation du parti à celle de la phase de transition au socialisme, depuis celle de la paupérisation à celle de la structure d'un Etat prolétarien, depuis celle de l'internationalisme à celle de « l'esprit de parti », de l'art et de la culture.

Mais s'il était révisionniste dans son contenu, le stalinisme a été dogmatique et sectaire dans sa forme. Et comme la forme n'est pas un élément abstrait, sa cristallisation a influé sur ce même contenu. En général, les idées staliniennes étaient énoncées apodictiquement avec un rappel rituel aux textes sacrés, desquels, ce n'est pas nouveau, il est toujours possible d'extraire une phrase séparée de son contexte qui convient à un cas précis. Les citations ont toujours été l'arme principale, sinon exclusive, des staliniens les plus orthodoxes, pour lesquels elles étaient considérées comme un argument péremptoire. Cette fonction était attribuée surtout aux citations de l'omniscient Staline, citations qui — en particulier en ce qui concerne les problèmes de l'actualité la plus brûlante — étaient beaucoup plus « maniables » que celles des classiques marxistes. Une bonne partie du dogmatisme stalinien a, naturellement, consisté dans le culte sans critique du chef, dont l'intervention avait toujours le caractère d'une sentence sans appel.

Ainsi, si d'une part le stalinisme apparaît comme un révisionnisme pragmatique, d'autre part il s'est rendu responsable d'avoir réduit le marxisme-léninisme à une sorte de catéchisme, banalisant les concepts les plus profonds, dégradant la science au niveau de la propagande. C'est seulement en considérant ces deux aspects ensemble, dans leur interdépendance réciproque, que l'on évitera les interprétations unilatérales et que l'on arrivera à une compréhension organique du phénomène.

Les petits partis communistes de la majorité des pays d'Europe occidentale étaient destinés à accentuer l'aspect dogmatique et sectaire. Isolés du mouvement réel des masses, sur lesquelles ils n'exerçaient qu'une influence extrêmement limitée, ils se repliaient sur eux-mêmes, trouvant dans la fidélité à des schémas théoriques — considérés comme des principes valables — l'élément le plus important pour leur cohésion et leur conservation. Leurs programmes nationaux

n'étaient absolument pas dépourvus de révisionnisme, mais, puisqu'ils se limitaient à des élaborations velléitaires, l'élément sectaire dogmatique dominait.

Le P. C. F. — parti de masse avec un contrôle largement majoritaire sur la classe ouvrière et les syndicats les plus importants — devait figurer, pendant de longues années, comme le modèle « idéal » d'un parti stalinien dans un pays capitaliste. Effectivement, le P. C. F. a su unir le révisionnisme et l'opportunisme de ses positions dans l'action quotidienne au sectarisme dogmatique le plus rigide pour certaines élaborations doctrinales, dogmatisme qui le conduisait à engager une bataille acharnée sur la paupérisation absolue des masses juste au moment où les conditions objectives justifiaient le moins cette théorie, et à se présenter comme l'un des derniers bastions du stalinisme au moment où la tendance à la « destalinisation » se généralisait. Si la formule : révisionniste dans la substance, dogmatique dans la forme, est parfaitement indiquée pour le stalinisme, elle est plus que jamais valable pour le P. C. F. qui a fourni, à ce propos, des exemples typiques.

Une définition de ce genre n'est, par contre, pas aussi indiquée pour le P. C. Italien de cet après-guerre. Nous nous sommes efforcés de mettre en relief le fait qu'il a pris des positions largement révisionnistes. Par ailleurs, il est incontestable qu'il a aussi utilisé des procédés du type dogmatique, y compris le culte du chef, aussi bien sur le plan interne que sur le plan international. Mais, d'une façon générale, la forme dogmatique de type stalinien classique ne constitue pas une caractéristique essentielle des élaborations des dirigeants du P. C. Italien.

Nous avons donc ici un élément particulier au P. C. Italien, jugé sur la base de ses contributions théoriques les plus qualifiées : un effort pour « adapter à la réalité » même la forme, rejetant le dogmatisme et le sectarisme. Si l'on veut, il y a un rapport plus étroit entre le contenu révisionniste et la forme grâce à laquelle ce contenu est exprimé. Et, à ce propos, on pourrait développer une analyse intéressante du simple point de vue du langage.

C'est élément n'est pas formel. Il implique, au contraire, une vision plus compréhensive et plus réaliste, un effort plus grand — bien que limité pour les raisons fondamentales indiquées plus haut — pour une interprétation concrète de la réalité et pour un enrichissement du patrimoine du passé.

TROIS FACTEURS DETERMINANTS

Le P. C. Italien a représenté en cet après-guerre la forme politico-organisationnelle à travers laquelle s'est exprimé en majeure partie le mouvement des masses. Ceci est le point de départ de toute analyse sur sa nature et ses tendances : cet état de fait n'a pas pu ne pas avoir d'influence sur ses dirigeants, malgré la régression bureaucratique subie au cours des 20 années précédentes.

L'auteur partage l'opinion selon laquelle pendant la période la plus typique de l'hégémonie stalinienne sur le mouvement communiste, la politique des divers partis communistes, réduits d'ailleurs — sauf rares exceptions — à l'état d'organisations limitées de propagandistes, était étroitement subordonnée aux exigences tactiques et stratégiques de la direction bureaucratique soviétique. Qu'un rapport de ce genre — malgré les conditions nouvelles — ait continué à exister même après la guerre, c'est ce qui résulte de façon incontestable au travers des polémiques qui ont suivi la rupture entre la Yougoslavie et le Kominform, des discussions en Pologne et en Hongrie, de certains documents du P. C. Chinois et de ce que les successeurs mêmes de Staline ont dû admettre au 20^e Congrès.

Du reste, exception faite pour les thèmes habituels de propagande, le principe du parti-guide et de l'Etat-guide était plus ou moins explicitement affir-

mé par les dirigeants et les cadres du P. C. Italien, pour lesquels il était presque naturel que l'hégémonie dans le mouvement communiste revienne aux dirigeants russes, considérés, de façon mythique, comme les dépositaires par excellence des conceptions tactiques et stratégiques révolutionnaires. Le changement essentiel par rapport à l'avant-guerre a été que les dirigeants soviétiques n'étaient plus en mesure d'imposer toujours leur ligne et d'éliminer — même physiquement — les opposants éventuels. Au contraire, en certaines circonstances décisives, ils devaient — face à l'irrésistible pression des masses — assister impuissants à des prises de position, de certains partis communistes, absolument contraires à leurs intentions. Il est maintenant connu de tous ceux qui ont bien voulu se documenter sur la phase initiale de la révolution yougoslave ou de la révolution chinoise, que Staline et ses collaborateurs s'opposèrent avec ténacité — et non sans avoir recours au chantage — aux développements révolutionnaires de la lutte des partisans communistes yougoslaves, lutte qu'ils auraient voulu maintenir dans les limites d'un mouvement de collaboration de classes pour la libération nationale. De la même façon, ils déconseillèrent aux communistes chinois d'entreprendre la guerre révolutionnaire contre Tchang-Kai-Chek. Dans les rapports entre les directions des partis communistes et le centre stalinien, un nouveau facteur était intervenu, facteur inopérant auparavant, étant donné l'influence limitée de ces partis et qui est la force vive des masses, qui ne pouvait être modelée et remodelée à loisir.

C'est donc seulement en prenant en considération une série de facteurs qui ne sont pas toujours convergents, qu'il est possible de comprendre la genèse et la nature des élaborations théoriques et politiques, et, en dernière analyse, la réalité du P. C. Italien.

Il est vrai qu'en élaborant sa politique et ses généralisations, le P. C. Italien a tenu compte, dans la période dont nous parlons, et surtout jusqu'au 20^e Congrès, des exigences de la direction bureaucratique soviétique. Mais, en même temps, sont entrées en jeu d'autres composantes : le mouvement des masses dans le pays et les intérêts spécifiques de la nouvelle bureaucratie qui a remplacé, dans les organisations politiques et syndicales prolétariennes, la bureaucratie réformiste qui est sortie de scène. Selon les circonstances, les trois facteurs agissaient avec plus ou moins de poids ; une fois le P. C. Italien subissait les exigences des bureaucrates du P. C. Russe (en s'associant, par exemple, à la campagne anti-yougoslave ou au dénigrement de la révolte des ouvriers hongrois) ; une autre fois, c'était la pression de la base qui se faisait sentir avec autorité (en imposant, par exemple, une vive discussion à la suite du 20^e Congrès), une autre fois encore, la direction était aiguillonnée par les exigences spécifiques de la bureaucratie « indigène » (en s'opposant à un débordement du mouvement des masses — 14 juillet 1948 — ou en manœuvrant de façon peu plaisante pour les dirigeants du Kremlin).

La direction qui, d'une part, est l'expression de la nouvelle bureaucratie dans le mouvement prolétarien, est exposée, d'autre part, à la pression de forces sociales exigeantes. En dernière analyse, ce sont ces forces qui déterminent sa politique et son idéologie et ce sera la dialectique de leur évolution qui décidera de son sort.

Il n'est pas utile de réfuter la thèse réactionnaire selon laquelle les directions des partis prolétariens — à tous les niveaux — ne seraient que des instruments aveugles du Kremlin, destinés à imposer à la société italienne des exigences qui lui sont étrangères. Dans la meilleure des hypothèses, il s'agit là d'une déformation propagandiste d'un aspect de la réalité. On ne peut accepter non plus l'analyse, conduite cependant sur un plan beaucoup plus sérieux, selon laquelle « l'objectif fondamental de la ligne politique du parti » serait « le maintien

du pouvoir » du groupe dirigeant (dans le sens large de ces mots), « le maintien des conditions qui le garantissent ». Sous le couvert d'une terminologie inspirée par ce que l'on appelle la sociologie moderne, se cache ici une interprétation banale qui tend à mettre en première ligne les intérêts et les ambitions personnelles (ou de « secteur »), oubliant que ce qui est déterminant, en dernière analyse, c'est le contexte dans lequel ces intérêts et ces ambitions peuvent opérer.

C'est, au contraire, dans la catégorie du simplisme ingénu, fidéiste — qui reste, cependant, à la base de l'attitude de nombreux militants —, qu'il faut placer la conviction selon laquelle la politique et l'idéologie des dirigeants du P. C. Italien sont déterminées uniquement par les exigences du mouvement des masses, auxquelles il faudrait, dans le fond, attribuer la responsabilité de tous les éléments négatifs que le parti doit enregistrer. L'autre face de cette interprétation consiste, évidemment, en l'auto-apologie des dirigeants bureaucratiques eux-mêmes.

Au-delà de toutes les interprétations unilatérales, répétons-le, c'est seulement les liens qui unissent les trois facteurs définis qui permettent une juste compréhension de la nature du P. C. Italien, de sa politique et de ses élaborations doctrinales.

Le P. C. Italien — revenons à notre point de départ — est la forme politico-organisationnelle à travers laquelle s'est exprimé en Italie en cet après-guerre le mouvement des masses ouvrières et paysannes. En d'autres termes, sur lui et par son intermédiaire exercent leur pression les forces sociales décisives qui luttent pour une transformation radicale de la structure actuelle de la société. Dans la mesure où elle conserve et entend conserver l'influence de masse dont elle dispose la direction doit traduire — même si elle la déforme — la réalité du mouvement de classe dans lequel elle est inscrite. Ceci était vrai pour les directions réformistes du passé ; ceci est encore vrai pour les pays dans lesquels ces dernières conservent une base de masse dominante ; ceci est incontestablement vrai pour la direction actuelle du P. C. Italien.

Voici, donc, le facteur social essentiel qui explique la réalité du parti communiste et qui explique pourquoi des dizaines de milliers de cadres prolétariens lui restent fidèles, même s'ils ont perdu pas mal d'illusions sur la « clairvoyance » et « l'infaillibilité » des chefs. Si dans une usine les ouvriers continuent — malgré tout — à se considérer communistes, ce n'est, certes, pas parce qu'ils croient aveuglément aux arguments de Togliatti ou aux explications de Khrouchtchev, mais bien parce que la lutte de classe dans l'usine se traduit, à leurs yeux, en ces termes (peut-être simplistes, mais qui correspondent, en substance, à la réalité) : d'un côté, le patron qui fait ses propres intérêts et exige l'obéissance la plus absolue ; d'un autre côté, les cadres communistes, qui sont en butte aux pires vexations et qui représentent objectivement le prolétariat en tant qu'élément antagoniste. Le problème de savoir si la politique défendue par ces cadres est juste ou non, se pose seulement au second plan : en premier lieu on enregistre le déploiement élémentaire des forces et l'on prend position. C'est seulement cette tendance à identifier le parti communiste avec le mouvement de la classe qui permet d'expliquer la fidélité persistante et le persistant esprit de sacrifice de tant de cadres et de militants, pourtant durement éprouvés par des expériences négatives.

Si ce facteur était le seul à influencer sur la direction du P. C. Italien et à déterminer sa politique et son idéologie, il serait le parti révolutionnaire de la classe, capable de la guider vers la conquête du pouvoir et l'édification du socialisme. Il est même probable qu'il serait déjà arrivé au bout de cette tâche. Mais il est exposé, par l'intermédiaire de sa direction, à l'influence d'une force

sociale de nature particulière, qui a agi — au sein du mouvement communiste — de façon conservatrice et réactionnaire.

Il n'est pas question de reprendre, à ce stade, la discussion sur la nature de la société soviétique en général. Ce qui nous intéresse ici, ce sont la nature et le rôle de la bureaucratie vus sous l'angle de leur incidence sur les directions des partis communistes. Bien qu'étant née et ne pouvant survivre que grâce aux bases créées par la Révolution de 1917 et s'opposant — dans son intérêt propre — à une restauration du capitalisme, la bureaucratie doit maintenir à tout prix son hégémonie sur le prolétariat si elle veut survivre en tant que telle et défendre ses privilèges économiques, politiques et sociaux. Se rendant compte que venir à bout de cette tâche « défensive » serait très difficile — sinon impossible — si un mouvement révolutionnaire pur s'amorçait dans toute une série de pays — mouvement qui remettrait inévitablement en question l'équilibre sur lequel elle est basée — la bureaucratie a tendance à être favorable au **statu quo**. Elle éprouve de la méfiance, même de l'hostilité, envers les mouvements révolutionnaires (n'oublions pas son attitude au début des révolutions yougoslave et chinoise) et préfère — si la bourgeoisie doit être abattue — qu'elle le soit à **froid** et dans des conditions qui lui permettent de réaliser — avec le minimum de risques — une assimilation structurelle.

Par sa nature, par ses intérêts, par sa politique, par ses méthodes, par son idéologie même, la bureaucratie représente donc une force sociale distincte du prolétariat, même si son action peut parfois être convergente avec celle du prolétariat dans la mesure où elle doit aussi s'opposer à l'impérialisme et à ses tentatives d'agression ou de restauration. Par l'intermédiaire des directions bureaucratiques du P. C. Italien — et plus particulièrement par l'intermédiaire de certains hommes qui, à cause de circonstances variées, sont liés à elle plus directement — cette force influe sur les organisations communistes, déformant leur politique et leur idéologie dans un sens bureaucratique et objectivement conservateur.

Reste le troisième facteur, qui n'est autre que les exigences de la **nouvelle** bureaucratie. Ici nous assistons à la répétition — avec quelques différences, que nous verrons plus loin — du phénomène de bureaucratisme qui s'est vérifié dans les partis réformistes de la 2^e Internationale, en particulier dans les plus puissants. Les exigences même d'une organisation moderne, déterminent la formation de différentes couches de fonctionnaires, à des niveaux divers, dont les revenus (difficilement remplaçables en certains pays) consistent dans le salaire reçu des organisations politiques ou syndicales prolétariennes. A part les intentions subjectives, il est normal que cette vaste cohorte de fonctionnaires joue objectivement un rôle conservateur : l'organisation, le parti, le syndicat sont inévitablement conçus comme valables en tant que tels — indépendamment du fait qu'ils réalisent ou non les buts pour lesquels ils ont été créés — et, par conséquent, ce qui compte avant tout, c'est leur maintien.

Le phénomène et se complique et devient plus grave lorsque l'on passe des couches inférieures aux couches supérieures. On se trouve alors en face de fonctionnaires au grade plus élevé, dont le niveau de vie est souvent supérieur (et, en tout cas, leur position de prestige est meilleure) à celui des plus grands dirigeants nationaux — auxquels leur fonction assure une vie et une activité « privilégiée » —, à ceux qui assument des fonctions électives ou non électives en tant que représentants de partis ou de syndicats, à tous ceux, en somme, qui constituent l'élite politique du mouvement prolétarien. Compte tenu des dimensions du phénomène, on comprend facilement que le maintien de ces positions et l'aspiration à les consolider éventuellement ou à les amplifier, constitue un élément capable d'influer sérieusement — sur tous les plans — sur l'orienta-

tion du parti. Tout mouvement de masse qui, par son impétuosité même, risque de reposer la lutte en termes dramatiques et, par conséquent, de mettre en danger les positions existantes (étant donné qu'aucun mouvement révolutionnaire, partiel ou général, ne peut garantir, au départ, sa victoire), tout mouvement de ce genre rencontre une résistance de la part des fonctionnaires et de la bureaucratie, résistance inévitable et quelquefois inconsciente. De la même façon, ces forces s'efforcent — à l'occasion — d'atténuer les répercussions défavorables de certaines attitudes de la bureaucratie de l'URSS. En ce qui concerne ce dernier aspect, les exigences spécifiques de la politique du P. C. Italien ou du mouvement des masses (que la direction bureaucratique ne peut ignorer sans grave danger) peuvent aussi jouer un rôle (légitime).

Contrairement à ce que certains semblent croire, ce dernier facteur n'est pas et ne pourra jamais être le plus important. La **nouvelle** bureaucratie n'est pas une force sociale autonome, et aussi forts que soient ses intérêts particuliers et sa cohésion, elle reste toujours conditionnée par les forces sociales et politiques qui agissent sur elle ; et nous avons déjà vu ce que sont ces forces.

ANCIEN ET NOUVEAU REFORMISME

Si le P. C. Italien a abandonné les orientations révolutionnaires léninistes et défend désormais — au sujet des formes de prise du pouvoir par le prolétariat — des conceptions étroitement semblables aux conceptions classiques de la social-démocratie ; s'il s'appuie sur un appareil de cadres et de direction qui constitue une **nouvelle** bureaucratie analogue à la bureaucratie réformiste ; si ces deux éléments sont réels, peut-on en conclure que le P. C. Italien est devenu un parti réformiste ?

La social-démocratie classique — aussi bien celle de l'avant-guerre que celle qui continue à dominer dans certains pays capitalistes avancés — est née en correspondance au phénomène des aristocraties ouvrières, et la base même de l'existence et des privilèges de la bureaucratie syndicale et politique réformiste était constituée par les miettes qui tombaient de la table du banquet de la bourgeoisie capitaliste. Si, théoriquement, le révisionnisme social-démocrate a constitué une interprétation fautive, complètement déformée, des critères des notions fondamentales du marxisme, il est — du point de vue social — l'expression de l'influence de la classe antagoniste sur le mouvement prolétarien.

Il n'est absolument pas possible de dire que le réformisme du P. C. Italien plonge ses racines dans l'aristocratie ouvrière. En admettant qu'il se soit vérifié, le phénomène des aristocraties ouvrières a pris, en cet après-guerre, des proportions limitées, qui ne peuvent exercer une influence déterminante sur une force telle que le P. C. Italien et, de toute façon, il a été largement postérieur à l'adoption par le P. C. Italien d'une orientation réformiste. En outre, les ouvriers « privilégiés » ont eu tendance à se séparer du parti et de la C.G.I.L. plutôt qu'à influencer en un sens déterminé sur leur politique.

D'un autre côté, si le P. C. Italien a pratiqué une politique qui a favorisé objectivement la bourgeoisie, il ne serait pas exact de dire que la **nouvelle** bureaucratie a subi — dans une mesure déterminante — la pression de la classe antagoniste. La régression du P. C. Italien et son abandon des conceptions léninistes ont été — en dernière analyse — provoqués par l'action exercée sur le mouvement international communiste par la bureaucratie soviétique à l'époque du Komintern stalinien. C'est dans l'intérêt de la bureaucratie — et non de la bourgeoisie — que ce changement de route a été effectué. D'autre part, toutes les directions des partis communistes ont tiré leur force surtout de l'appui, sou-

vent direct, de la bureaucratie, et les faveurs de Staline et de ses collaborateurs ont été — tout au moins jusqu'à l'affaire yougoslave — la condition indispensable pour qu'un dirigeant continue à être tel. Le révisionnisme néo-bureaucratique est, donc — socialement —, l'expression de l'influence sur le mouvement ouvrier, non de la bourgeoisie et de l'impérialisme, mais de cette force composite et conservatrice, mais cependant anticapitaliste, qu'est la caste bureaucratique en URSS.

En d'autres termes : alors que dans le cas du réformisme classique, la dégénérescence dépassait les limites de classe, dans le cas du nouveau réformisme elle reste un fait interne du camp anti-impérialiste, même si elle a eu et peut toujours avoir comme conséquence objective de favoriser le jeu de la bourgeoisie. Ce sont les racines sociales du nouveau réformisme qui sont différentes de celles de l'ancien.

Il est facile de comprendre ce que cette différence implique, même sur le plan des généralisations politico-théoriques qui nous intéressent ici directement. Les théoriciens du P. C. Italien, qui doivent toujours se recommander (même si c'est d'une manière déformée) de l'expérience révolutionnaire d'Octobre et qui doivent aussi prendre la défense d'autres expériences moins directes et plus complexes, mais qui se distinguent toujours par le renversement du capitalisme par des moyens qui pourraient être difficilement définis comme pacifiques et démocratiques, les théoriciens du P. C. Italien, donc (sans tenir compte de leurs intentions), se trouvent dans l'impossibilité de faire coïncider exactement leurs positions avec les positions réformistes classiques. Et c'est là l'une des causes du phénomène de duplicité qui — et pas par hasard — sert de cible à la droite révisionniste conséquente, laquelle tend, d'une part, à rompre les liens avec la bureaucratie soviétique et, d'autre part, comprend moins la nécessité d'un certain transformisme de gauche destiné à conserver le contrôle sur certaines couches prolétariennes du parti.

Seule une analyse qui tienne compte de tous ces facteurs permet une évaluation complète de la réalité du parti communiste. Elle permet de comprendre les motifs de classe qui inspirent les militants et les cadres de la base et déterminent leur attitude. Elle permet de comprendre l'action conservatrice et déformante d'un puissant appareil bureaucratique, auquel une phalange de petits-bourgeois — qui sont restés liés par leur mentalité à leur milieu de provenance — a ajouté son apport nocif. Elle permet de préciser les rapports réels entre le P. C. Italien et la caste bureaucratique de l'URSS, de comprendre le conflit latent entre la base et les dirigeants et les motifs pour lesquels il se repose périodiquement.

Elle permet, enfin, de déceler les raisons d'une différenciation politique profonde qui, dans des circonstances cruciales, apparaît clairement ; qui tend à disparaître dans des périodes normales, mais qui constitue, de toute façon, la dialectique interne essentielle du parti qui doit, en dernière analyse, décider de son sort. Si ce que l'on appelle la « droite », qui se présente comme le partisan le plus cohérent de la voie italienne vers le socialisme, est l'expression des secteurs petits bourgeois, en particulier des intellectuels, l'existence d'une « gauche » — bien qu'approximative et potentielle — est due essentiellement au fait que le parti influe sur la majorité des ouvriers conscients, qui peuvent être tenus à distance par la « duplicité » des bureaucrates, mais qui ressentent nécessairement un malaise devant les résultats de la politique suivie. Même si les « gauche » ne sont pas sans manifester, parfois, un certain maximalisme simpliste, leur présence constitue un phénomène essentiellement positif, destiné à avoir une influence sur l'avenir de l'ensemble du mouvement ouvrier.

Quant au « centre » — qui se flatte de se trouver à égale distance du sectarisme et du révisionnisme — il représente en réalité l'épais bloc bureaucratique, dont les tendances et les fonctions sont, en substance, conservatrices. Ce centre a trouvé en Togliatti son expression la plus parfaite dans la mesure où, par sa formation et par ses expériences, par sa fourberie et sa désinvolture, Togliatti réussit — mieux qu'aucun autre — à arbitrer les différents composantes du parti et les différents facteurs qui en déterminent l'action. D'une part, il offre, par tout son passé, des garanties suffisantes aux bureaucrates de l'URSS ; d'autre part, il se présente à la droite intellectuelle comme un homme cultivé et d'esprit large ; enfin, il joue habilement de la « duplicité » en ce qui concerne la base prolétarienne, qui a tendance à voir en ses dirigeants le symbole même du parti, au delà de leurs personnes particulières. D'un autre côté, Togliatti — ainsi qu'on l'a fait observer justement — exerce, d'une façon qui ne manque pas d'efficacité, le rôle d'une sorte de Giolitti du mouvement communiste : fondamentalement décidé à conserver les structures et les formes qui se sont cristallisées dans les vingt années précédentes et toutefois disposé à accepter les quelques innovations qui peuvent empêcher des conflits trop aigus, et donner un certain apaisement aux partisans du renouveau.

UNE CONTRADICTION PARALYSANTE

Le parti communiste a eu, et a encore, un rôle prédominant dans le mouvement ouvrier du pays, mais cette force si importante ne réussit pas à obtenir des résultats décisifs.

Une chose est, en effet, de créer ou de maintenir sur pied des organisations politiques et syndicales ; une autre chose d'infliger des coups mortels à la bourgeoisie ou de saper les bases de son pouvoir. Le premier objectif a été, et est, réalisé, par exemple, par le Labour Party en Grande-Bretagne, aussi bien que par le P. C. Italien en Italie. Mais, ni dans un cas ni dans l'autre, cette force n'a été utilisée pour engager des batailles définitives avec l'adversaire.

La contradiction du P. C. Italien réside désormais dans le fait qu'il n'est plus un parti révolutionnaire et qu'il répudie explicitement la perspective d'une conquête révolutionnaire du pouvoir, alors que, par ailleurs — par ses origines et par sa nature — il ne peut et ne pourra jamais être un vrai parti réformiste. Ainsi il n'a pas exploité les situations objectivement favorables pour poser la base de développements révolutionnaires décisifs et, en même temps, il n'a pu réaliser aucun des objectifs transitoires qui constituent la base de son réalisme. Etant donné les conditions actuelles de la société capitaliste, du reste, les possibilités d'une semblable réalisation tendent vers zéro : la classe dirigeante se trouve dans l'impossibilité de céder sous peine de courir le risque de voir s'effondrer tout son système.

La gravité de ce point mort dans lequel se trouve stratégiquement le mouvement communiste (ce qui n'exclue pas, évidemment, des développements partiels et contingents relativement favorables) est apparue plus crûment à la lumière de l'expérience française. Des facteurs particuliers qui n'existent pas en Italie, ont favorisé en France l'action de la bourgeoisie. Mais il reste le fait qu'un fort parti communiste, possédant sur la classe ouvrière une influence encore plus exclusive que celle du P. C. Italien, n'ayant jamais donné aucun signe appréciable de déclin (même pas du type de ceux enregistrés sur le plan syndical en Italie en 1955-56), un tel parti, au moment de l'épreuve, n'a pas su organiser une résistance effective au coup d'Etat réactionnaire.

Il n'est pas dénué de signification que les dirigeants du P. C. Italien aient dû polémiquer depuis quelque temps contre une perspective qu'il certifie vouloir repousser, mais qui gagne du terrain parmi les cadres communistes : la solution du conflit historique de notre époque dépendrait essentiellement du développement économique de l'URSS et de la Chine, qui sont destinées à sortir victorieuses de la « compétition pacifique » avec l'impérialisme. Il s'ensuivrait un effondrement des systèmes capitalistes d'Europe Occidentale et des Etats-Unis sans l'intervention d'une réelle lutte révolutionnaire du prolétariat, et les partis communistes pourraient se contenter d'actions de harcèlement et se consacrer à la défense des intérêts économiques et des droits élémentaires des travailleurs, en attendant le mûrissement des conditions citées plus haut.

Si des cadres communistes qui, pendant de longues années, ont donné la preuve de savoir lutter durement, en arrivent à concevoir les développements futurs en ces termes « attentistes », cela signifie, au fond, que le parti ne sait leur tracer aucune autre perspective concrète et qu'ils considèrent comme des formulations de propagande celles du dernier congrès. Si les dirigeants du P. C. Italien n'ont jamais tracé des perspectives semblables, leurs orientations mêmes — liées à la propagande incessante sur les succès du monde socialiste — déterminent objectivement de telles perspectives. La vérité est que bien peu sont convaincus de la possibilité d'une phase d'« approche du socialisme » dans le cadre de la Constitution ou croient réalisables des objectifs transitoires : comme, d'autre part, on exclut la perspective de la conquête révolutionnaire du pouvoir, même à longue échéance, et comme les conditions objectives ne poussent pas les militants à se poser spontanément les problèmes en ces termes, il est tout à fait naturel que l'on arrive à la propagation des perspectives dont nous avons parlé ci-dessus, perspectives qui restent les seules possibles.

Mais, à part tout cela, les perspectives de développement du mouvement communiste dépendent, en dernière analyse, de l'incidence relative des trois facteurs dont nous avons parlé : selon le poids que chaque facteur aura à un moment donné, on se trouvera placé devant tel ou tel développement sur le plan politique et idéologique. Mais, à longue échéance, et précisément du conflit permanent entre ces trois facteurs, dériveront les déchirements d'un système politique et organisationnel qui, par sa nature, est désormais incapable de résoudre les problèmes fondamentaux que l'histoire et les conditions présentes de notre société posent au mouvement prolétarien. Convaincus de la valeur fondamentale de l'analyse marxiste-léniniste de la dynamique des forces politico-sociales, nous continuons à penser que le facteur représenté par les intérêts révolutionnaires du prolétariat sera bien plus puissant que la nouvelle cristallisation bureaucratique et agira indépendamment des intérêts de la bureaucratie des Etats collectivistes, laquelle sera, à son tour, balayée par les forces prolétariennes en lutte pour la démocratie ouvrière et l'égalité socialiste.

Sous quelles formes et à quel rythme se vérifiera ce renouveau du mouvement communiste ? Il est difficile de le préciser maintenant et, dans le fond, cela est moins important que de souligner la tendance générale.

Vingt ans de la IV^e Internationale

1938-1958

(Histoire de ses idées et de ses luttes)

par Michel PABLO*

V

De la fin de la deuxième guerre mondiale au 2^e Congrès Mondial (Avril 1948)

Quand on examine a posteriori l'histoire de la IV^e Internationale depuis la deuxième guerre mondiale, on se rend vite compte de la nécessité de distinguer une première période qui va de la fin de la guerre au 2^e Congrès Mondial (Avril 1948), caractérisée par la pensée générale suivante : la nouvelle situation internationale est dominée par la puissance que la conjoncture de la guerre a conférée aux Etats-Unis et à l'URSS et par leurs rapports réciproques. Dans l'épreuve de force engagée entre ces deux puissances, risquant de culminer dans la troisième guerre mondiale, l'impérialisme américain, plus puissant que jamais, part favori. Seule l'intervention de la révolution prolétarienne sous la direction d'une nouvelle avant-garde marxiste révolutionnaire pourrait empêcher l'URSS de succomber dans cette épreuve.

L'estimation du rapport de forces global en faveur de l'impérialisme — de l'impérialisme américain en particulier — était basée, à cette époque, sur une série de données réelles, telles qu'elles émergeaient du conflit mondial : expansion mondiale de l'impérialisme américain, énormément développé et enrichi pendant la guerre ; affaiblissement économique de l'URSS ; politique ultra-opportuniste de la bureaucratie soviétique et des Partis Communistes gâchant carrément et même mettant en danger mortel les positions et possibilités révolutionnaires dans les pays occupés par l'armée soviétique, les pays capitalistes d'Europe et les colonies.

Mais le poids spécifique de chacune de ces données, ainsi que le dynamisme de l'évolution de chacune d'elles, et surtout de leur interaction, n'étaient pas encore proprement évalués. Ce qui handicapait une évaluation juste de la dynamique de la situation issue de la deuxième guerre mondiale était surtout ceci : les déceptions engendrées par l'échec qui s'esquissait de la révolution européenne et le comportement de la bureaucratie soviétique dans les pays occupés par l'armée soviétique.

Dans la mesure où il devenait évident que les chances de la révolution européenne, réelles dans toute une série de pays comme l'Italie, la France, la Grèce, risquaient d'être encore une fois gaspillées par le comportement ultra-opportu-

(*) Voir Quatrième Internationale, numéros de 1958.

niste des Partis Communistes ; dans la mesure également où la dualité du pouvoir dans les pays occupés se prolongeait, notre mouvement avait tendance à sous-estimer les capacités de récupération de l'URSS et de résistance victorieuse à la pression de l'impérialisme américain, alors en plein essor économique et possesseur unique à cette époque de la bombe atomique.

Nous basions nos perspectives révolutionnaires avant tout sur l'aggravation des contradictions du capitalisme, sur les progrès de la révolution coloniale, et sur le rôle de l'avant-garde marxiste révolutionnaire remplaçant les directions traditionnelles opportunistes.

En avril 1946 se tenait la première Conférence internationale d'après-guerre de la IV^e Internationale, réunissant les représentants des sections anglaise, française, allemande, belge, hollandaise, suisse, irlandaise, espagnole, canadienne, palestinienne, et de certains autres pays de l'hémisphère occidental et des colonies.

L'orientation politique de notre mouvement international à cette époque se reflète assez clairement dans les principaux documents politiques élaborés par cette Conférence : la résolution sur « la nouvelle paix impérialiste et la construction des partis de la IV^e Internationale », et le Manifeste portant le titre « Des révolutions socialistes victorieuses peuvent seules empêcher la troisième guerre mondiale ».

Les documents de la Conférence misent sur les difficultés économiques et sociales du capitalisme à l'échelle internationale. Ils constatent le développement et la concentration de l'appareil productif d'une série de pays parmi lesquels, en premier lieu, les Etats-Unis et le Canada, et l'industrialisation de pays neufs, processus accompagnés, d'autre part, de l'épuisement, de la décomposition et de la destruction de l'économie d'autres pays. Ils soulignent la « diminution énorme du poids spécifique de l'Europe dans l'économie mondiale, accentuant à l'extrême sa dépendance économique des autres continents, et en particulier de l'Amérique ».

Sur le plan spécifiquement économique, l'évolution et les perspectives de la Conférence d'avril 1946 s'établissaient ainsi : « Tandis que la guerre favorisait le développement et la concentration de l'appareil productif de certains pays, et tout d'abord des Etats-Unis, et portait la capacité de production de l'économie mondiale dans son ensemble à des niveaux supérieurs à ceux de 1939, elle provoquait simultanément l'appauvrissement général, illustré par l'énormité des dettes publiques dans tous les pays (y compris les Etats-Unis), l'inflation, la crise de la production agricole, et, par conséquence, la chute de la capacité d'absorption du marché mondial. La guerre non seulement n'a pas résolu la crise des débouchés ; au contraire, elle l'a énormément aggravée ».

Sur la base de cette évaluation, la Conférence d'avril esquissait la perspective économique générale suivante : « La reprise de l'activité économique des pays capitalistes atteints par la guerre, en particulier des pays de l'Europe continentale, sera caractérisée par des rythmes particulièrement lents qui la maintiendront pour longtemps à des niveaux voisins de la stagnation et du marasme. Etant la seule à pouvoir satisfaire les besoins immédiats du marché mondial, l'économie américaine connaîtra tout d'abord un essor relatif qui encouragera le plein fonctionnement de son appareil productif. Cependant, les capacités restreintes du marché intérieur et mondial s'opposeront dans un bref délai à cet accroissement de la production. Les Etats-Unis s'achemineront vers une nouvelle crise économique, plus profonde et plus ample que celle de 1929-1933, dont les répercussions ébranleront l'ensemble de l'économie mondiale ».

Partant d'une analyse générale de la situation économique, sociale et internationale, les documents de la Conférence d'avril établissaient la perspective d'une

« longue période de lourdes difficultés économiques, de convulsions, de crises partielles et générales ». De ce point de vue, les documents insistaient sur la nécessité de ne pas « conclure sur le dynamisme véritable de la montée révolutionnaire en se limitant à l'échelle européenne, et en notant simplement l'absence temporaire de la révolution allemande, si importante que puisse être cette absence.

« Il s'agit actuellement d'une crise mondiale jamais atteinte dans le passé, d'une montée révolutionnaire mondiale qui, tout en mûrissant inégalement dans les différents pays du monde, ne cesse d'exercer une influence réciproque d'un foyer sur l'autre, et détermine une longue perspective révolutionnaire ».

Il est, naturellement, facile a posteriori de critiquer la sous-estimation de la reprise de l'économie européenne, ou la spéculation sur la crise américaine de type classique. Il faut, cependant, faire un effort d'imagination et se placer dans les conditions concrètes d'alors, avec l'économie européenne vraiment par terre, son appareil productif disloqué dans la plupart des pays, les ouvriers en révolte et l'aide américaine limitée à des produits alimentaires destinés à faire face à la véritable disette qui régnait un peu partout sur le continent, en commençant par l'Allemagne.

La reprise réelle de l'économie européenne est un fait postérieur à 1948, sinon à 1950, et son véritable boom ne date que de 1953. C'est-à-dire plusieurs années après que l'aide économique systématique des Etats-Unis ait puissamment contribué pour que l'économie se relève, et après que le prolétariat européen, incité et désorienté par les directions réformistes et stalinienne, ait reconstruit l'économie capitaliste.

A la sortie de la guerre, avec l'économie capitaliste européenne délabrée et le prolétariat en effervescence révolutionnaire, la IV^e Internationale avait absolument raison de miser sur le refus des masses de payer les frais de la guerre impérialiste et d'accepter, au détriment de leur propre niveau de vie, de replâtrer le régime capitaliste croulant.

La perspective du boom de l'économie européenne n'aurait pu être que le résultat d'une certaine défaite des possibilités et perspectives révolutionnaires du prolétariat européen.

La IV^e Internationale, durant ces années, n'était pas prête à accepter d'avance cette défaite comme inévitable. Elle misait sur les luttes du prolétariat européen et jetait son poids, si restreint fût-il, dans ces luttes, pour une solution révolutionnaire de la crise indéniable du capitalisme européen. C'est en cela, du reste, que consistait la différenciation politique qui a eu lieu à cette époque dans les rangs de notre mouvement européen et mondial.

Une tendance, au fond droitière, déçue par la non réalisation immédiate, consécutive à la fin de la guerre, de la révolution européenne, impressionnée par l'influence de masse des Partis Communistes, commençait à miser sur la stabilisation capitaliste en Europe, sur une base de prospérité économique et de démocratie bourgeoise. Elle estompait le caractère saccadé, convulsif, jalonné de crises et de tournants brusques, de l'évolution de la situation internationale, au profit d'une évolution beaucoup plus contrôlée, « pacifique », « démocratique » et parlementariste.

Entachée d'un opportunisme pro-stalinien indéniable durant l'apogée de la force parlementaire que les Partis Communistes ont connue dans les années 1945-1947, cette tendance a glissé ensuite, dès l'affermissement de la « guerre froide », sur des positions antistaliniennes sectaires, entachées d'opportunisme pro-occidental.

D'autres tendances, par contre, pendant cette même première période d'après-guerre, désappointées par la politique ultra-opportuniste des Partis Com-

munistes et le comportement de la bureaucratie soviétique dans les pays occupés, pillés, démembrés, opprimés, ont ranimé les discussions sur le caractère de l'URSS et du stalinisme, défendant les positions révisionnistes sur ces questions, du « capitalisme d'Etat » ou du « collectivisme bureaucratique ».

Mais l'essentiel des forces de l'Internationale a tenu bon entre ces deux tendances, démontrant une capacité croissante d'ajuster mieux sa réorientation révolutionnaire au milieu des extraordinaires développements caractéristiques de la nouvelle situation créée par la liquidation de la deuxième guerre mondiale.

Certes, on peut encore maintenant s'attarder sur ce qui paraît avoir été une perspective à la fois centrale et non vérifiée de notre mouvement à cette époque : la crise de type classique aux Etats-Unis.

L'économie américaine a connu depuis la guerre des récessions, mais non des crises classiques, et cette question demande, naturellement, une explication.

Notre mouvement n'a commencé à la poser que relativement tard, vers 1955, au cours de l'extraordinaire boom que l'économie capitaliste a connu dans les années 1953-1957 et des incidences indéniables de ce boom sur l'évolution de la conjoncture internationale et sociale. Nous reviendrons donc plus loin sur cette question. Il suffit, pour le moment, de dire que la perspective de la crise économique américaine, escomptée pour un avenir prochain et dans une forme classique, avait eu, naturellement, comme résultat de surestimer les possibilités de crise révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés, plus particulièrement aux Etats-Unis.

Cette estimation, combinée à l'importance accordée à l'époque à l'impérialisme américain, faisait avancer prématurément l'heure de la révolution américaine. Dans une telle perspective, les progrès réels, entre temps, de la révolution coloniale paraissaient relativement pâles, et semblaient perdre le poids spécifique qu'il faut actuellement leur reconnaître dans le développement concret de la révolution prolétarienne à notre époque.

L'important document des « Thèses sur la Révolution américaine » adopté lors de la 12^e Conférence nationale du S.W.P. aux Etats-Unis est caractéristique de cet esprit. Le document est axé sur la perspective de « la crise économique qui vient » aux Etats-Unis de type classique : « Dans le sillage du boom suivront nécessairement une autre crise et une dépression, par rapport auxquelles les conditions de 1929-1933 sembleront prospères ».

Le document est, d'autre part, dominé par l'idée du rôle « décisif » de l'Amérique dans le monde. Il en tire les conclusions suivantes :

« Si des révolutions européennes et coloniales — qui sont actuellement à l'ordre du jour — précèdent dans le temps le summum de la lutte aux Etats-Unis, elles se trouveront immédiatement face à la nécessité de défendre leurs conquêtes contre les assauts économiques et militaires du monstre impérialiste américain.

« Partout la capacité des peuples insurgés à résister dépendra en grande partie de la puissance et de la combativité du mouvement ouvrier révolutionnaire en Amérique.

« La question : Socialisme ou Capitalisme ne sera résolue qu'une fois qu'elle sera résolue aux Etats-Unis.

« Les batailles décisives pour l'avenir communiste de l'humanité se livreront aux Etats-Unis. »

**

L'année 1947 est marquée par d'importants développements sur le plan international et social : le discours de Truman du 12 mars inaugurant en quelque

sorte la « guerre froide », et l'intervention active de l'impérialisme américain en Grèce et en Turquie ; le lancement du Plan Marshall pour la consolidation du capitalisme européen ; la formation du Cominform en septembre ; la libération de l'Inde ; les progrès de la révolution vietnamienne ; la seconde guerre civile en Grèce ; la guerre d'Indonésie ; les grandes luttes ouvrières en France, en Italie, en Belgique, en Hollande, au Japon, etc.

La IV^e Internationale, réorganisée lors de la Conférence d'avril 1946, prend position sur tous ces événements et participe activement aux combats de classe.

La Conférence d'avril 1946 avait pris la décision de dissoudre le Comité Exécutif International et le Secrétariat International, qui ont résidé durant la guerre hors d'Europe, et d'élire un nouveau C.E.I. et un nouveau S.I. à prédominance européenne, basés sur les noyaux du Comité Exécutif Européen et du Secrétariat Européen (1).

A partir de cette date, les organismes dirigeants de l'Internationale commencent à se réunir et fonctionnent régulièrement. Le premier Plénum du nouveau C.E.I. s'était réuni du 15 au 18 juin 1946. Il adopta une série de résolutions importantes au sujet du retrait des troupes d'occupation de tous les territoires de l'Europe et des colonies ; de la situation en Espagne ; de l'unification entre le S.W.P. et le W.P. aux Etats-Unis ; de la déviation opportuniste commise par la majorité du Comité Central du P.C.I. (la section française) sur la question du referendum en France du 5 mai 1946 ; de la tactique du R.C.P. (la section anglaise) envers le Labour Party.

En octobre 1946 s'est réuni le 2^e Plénum du C.E.I., qui a déclaré ouverte dans l'Internationale la discussion préparatoire à la convocation du II^e Congrès Mondial de l'Internationale. Cette discussion devait porter plus spécialement sur : la question de l'URSS et la politique des Partis Communistes ; le sens du Programme de transition et la manière de l'appliquer ; la tactique à suivre pour la construction des partis marxistes révolutionnaires de masse. L'ordre du jour préconisé pour la discussion reflétait en grande partie les questions principales qui préoccupaient à cette époque l'Internationale, et sur lesquelles s'étaient manifestées des divergences.

Le 3^e Plénum du C.E.I., réuni fin mars 1947, adopte une série d'importants documents : Lettre Ouverte aux ouvriers du Japon ; appel de solidarité avec les masses indochinoises luttant contre l'impérialisme ; appel aux ouvriers de l'Europe et des Etats-Unis pour s'opposer aux projets des impérialistes et de la bureaucratie soviétique concernant l'Allemagne, et plus particulièrement l'exploitation de la Ruhr.

Le Manifeste contre la guerre d'Indochine se terminait en appelant « toutes les organisations ouvrières à manifester leur solidarité avec la lutte des masses indochinoises et coloniales contre l'oppression impérialiste, et à boycotter la production et le transport de matériel aux armées impérialistes ».

Le Manifeste concernant l'Allemagne se prononçait contre « les plans de brigandage des Quatre Grands », contre « les annexions, les réparations et les tentatives de démembrement de l'Allemagne », pour une « République allemande des ouvriers et des paysans, unie et libre ».

(1) Ont été élus membres du nouveau C.E.I., à l'unanimité, 2 Britanniques, 2 Français, 1 Allemand, 1 Italien, 1 Belge, 1 Espagnol, 4 Américains du Nord, 1 Américain du Sud, 1 Vietnamiens et 1 secrétaire. Parmi les suppléants figuraient un camarade indien et un camarade chinois.

Le 4^e Plénum du C.E.I., dernier Plénum avant la tenue du 2^e Congrès Mondial, s'est tenu en septembre 1947.

La réorganisation des forces de l'Internationale et son développement durant cette période se reflètent clairement aussi bien dans l'activité idéologique que pratique de ses différentes sections et des nouvelles organisations qui se créent. La presse centrale de l'Internationale à cette époque, représentée essentiellement par la revue théorique Quatrième Internationale, est un miroir fidèle de cette activité.

La tenue du 2^e Congrès Mondial a donné l'occasion de constater de manière éclatante aussi bien les progrès organisationnels réalisés depuis la guerre que le mûrissement idéologique et politique de l'Internationale.

Les travaux du 2^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale, commencés au début d'avril 1948, se sont étendus sur une durée de trois semaines. Environ 50 délégués, représentant 22 organisations de la IV^e Internationale et 19 pays différents, assistaient au Congrès tenu à Paris.

Parmi les délégués se trouvaient des représentants de la plupart des pays européens, y compris des pays encore sous occupation américaine ou soviétique, de l'Amérique du Nord, de l'Amérique du Sud, de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Extrême-Orient. Le nombre des représentants des pays coloniaux et semi-coloniaux était déjà particulièrement élevé. Les principaux documents adoptés ou élaborés par le Congrès furent :

La résolution politique générale sur « la situation mondiale et les tâches de la IV^e Internationale » ; les thèses sur « l'URSS et le stalinisme », sur la lutte des peuples coloniaux et la révolution mondiale ; le Manifeste programmatique « Contre Wall Street et le Kremlin ! Pour le Programme du « Manifeste Communiste », « Pour la Révolution socialiste mondiale » ! — adressé aux exploités du monde entier ; les nouveaux Statuts de la IV^e Internationale ; enfin le rapport d'activité du Secrétariat International portant sur les « Dix années de combat » de la IV^e Internationale. Diverses résolutions mineures se référaient au règlement des questions politiques et organisationnelles des différentes organisations de l'Internationale.

Les délégués au 2^e Congrès Mondial n'avaient pas manqué de « saluer le fait qu'ils se réunissaient au 100^e anniversaire du Manifeste Communiste, première déclaration programmatique du marxisme révolutionnaire et du mouvement ouvrier mondial qu'il inspira ».

Le moment du Congrès paraissait crucial : « Trois ans à peine après la fin de la deuxième guerre impérialiste qui a ravagé la planète et a poussé au paroxysme toutes les contradictions du régime capitaliste, l'humanité se trouve à nouveau devant une chaîne de calamités inhérentes à la nature de ce régime aussi longtemps qu'il subsistera : perspectives d'une nouvelle crise économique mondiale, menaces dictatoriales et fascistes, troisième guerre mondiale atomique ». (Editorial de Quatrième Internationale sur le 2^e Congrès Mondial, mars-avril 1948.)

On était, en effet, déjà en pleine « guerre froide », qui avait considérablement changé l'aspect de la situation internationale et sociale depuis 1946. Depuis cette date, constatait la résolution du Congrès sur « la situation mondiale », « se sont produits des développements aussi bien sur le terrain économique que politique, permettant de définir d'une façon plus précise le caractère de la période actuelle, ainsi que les perspectives et les tâches dans le proche avenir ».

« Fondamentalement, la période ouverte par la guerre restait celle « d'un équilibre instable, c'est-à-dire une période de difficultés économiques et politi-

ques, de convulsions et de crises, d'un pays à l'autre, qui engendrent inévitablement de grandes luttes des masses prolétariennes et coloniales. En se développant et en s'exacerbant, ces luttes mettent en danger le régime capitaliste lui-même. »

Cependant, « en l'absence d'une issue révolutionnaire, la crise accentuée du capitalisme menace de mener de nouveau au fascisme et à la guerre, qui, cette fois-ci mettrait en péril l'existence et l'avenir de l'humanité tout entière ».

Sur le plan des perspectives économiques, le 2^e Congrès Mondial, tout en enregistrant les progrès de reconstruction de l'économie européenne et les effets du Plan Marshall, insistait sur le caractère irrégulier et précaire de la reprise. Il notait, d'autre part, les « signes avant-coureurs d'une dépression prochaine » aux États-Unis, sans trop mettre l'accent cette fois sur une crise imminente de type classique.

Le 2^e Congrès Mondial continuait à évaluer le rapport des forces global comme étant en faveur de l'impérialisme. L'impérialisme américain avait, selon le 2^e Congrès, « réussi à resserrer son étreinte autour de l'URSS sur tous les plans : diplomatique, économique, politique, militaire et propagandiste ». Cependant, « malgré sa supériorité en armements atomiques » et ses succès divers, il ne s'apprêtait pas à déclencher la guerre.

La raison en était la suivante : « L'impérialisme américain, avant de se lancer dans la guerre, doit sentir effectivement l'impasse économique et avoir stabilisé, aussi bien en Europe qu'en Asie, des appuis solides qui lui permettront de croire qu'il pourra maîtriser rapidement et efficacement le chaos mondial, résultat inévitable » d'une telle guerre (*). (Résolution politique.)

En face de l'agressivité de la politique américaine, la bureaucratie soviétique, qui avait, entre temps, enregistré des progrès notables dans la reconstruction de son économie, réagissait « en consolidant son contrôle sur les pays de sa zone et en raidissant l'attitude d'opposition des Partis Communistes dans les pays capitalistes qui pénétraient dans l'orbite américaine ».

Le 2^e Congrès Mondial, tout en ayant fait des pas dans la direction de la thèse de « l'assimilation structurelle » des pays occupés par l'URSS, a maintenu leur caractérisation comme États encore essentiellement bourgeois. Mais déjà l'unanimité ne régnait plus sur cette question dans la direction internationale, et des discussions intérieures s'amorçaient, mettant en cause la validité de cette position.

Il est vrai que, sous la pression de la « guerre froide », la bureaucratie soviétique elle-même se voyait forcée d'accélérer la liquidation des vestiges du « double pouvoir », aussi bien sur le plan économique que politique. Le « coup de Prague » était déjà là, et pas seulement en Tchécoslovaquie.

Les thèses sur « l'URSS et le stalinisme » comportaient une partie relative à la discussion historique sur la question russe, qui faisait avec bonheur justice des arguments révisionnistes émis par les diverses tendances « pro-staliniennes » ou « antistaliniennes » manifestées dans nos propres rangs.

Avec la discussion qui a eu lieu aussi bien lors de la préparation qu'au cours même du 2^e Congrès Mondial, la « question russe » a cessé d'être, depuis,

(*) « Le déclenchement d'une guerre dans les conditions actuelles signifierait sa transformation rapide en une guerre civile internationale aux résultats aléatoires. » (Ibid.)

une matière controversée quant au caractère social, « ouvrier » ou non — quoique dégénéré — de l'URSS.

Un autre mérite du 2^e Congrès Mondial est d'avoir inauguré une orientation vers le réel travail de masse des organisations de l'Internationale, malgré le fait qu'il avait mis encore l'accent sur le travail essentiellement indépendant, et exceptionnellement seulement entristé.

Le 2^e Congrès Mondial avait, d'autre part, réaffirmé le caractère centraliste-démocratique du Parti mondial, de l'Internationale, en adoptant à l'unanimité de nouveaux statuts plus complets, basés aussi bien sur ceux de la III^e Internationale que sur les statuts votés lors de la Conférence de fondation de la IV^e Internationale en 1938.

Le document sur « la lutte des peuples coloniaux » mettait l'accent sur les nouvelles formes de colonialisme indirect.

**

Vu a posteriori, le 2^e Congrès Mondial apparaît globalement comme clôturant la première période dans la vie et le développement d'après-guerre de l'Internationale, pendant laquelle nos forces nationales se regroupent, se décantent, et se réorientent dans la nouvelle situation complexe léguée par la deuxième guerre mondiale.

A travers cette période, les forces de la IV^e Internationale, politiquement homogénéisées, se débarrassent progressivement des habitudes sectaires et des faiblesses opportunistes ici et là, prennent conscience des nouvelles réalités internationales et révolutionnaires, et s'acheminent avec confiance vers leur intégration réfléchie et efficace dans le réel mouvement des masses de chaque pays.

Au prochain numéro :

Du 2^e au 3^e Congrès Mondial

LES LIVRES

De quelques "autocritiques"

par Pierre FRANK

Depuis la fin de la 2^e guerre mondiale, la pensée en France a tourné autour du marxisme. Des prêtres comme Calvez ou des laïques comme Merleau-Ponty ou Aron s'efforçaient en vain de le détruire idéologiquement ; Sartre s'évertuait non moins vainement de l'envelopper dans l'existentialisme. Et voici que la bourgeoisie voit avec stupéfaction le marxisme être contesté philosophiquement par une série d'intellectuels issus du P.C.F., ou qui étaient plus ou moins sous son contrôle. Dans ces derniers mois, au moins quatre livres ont paru qui partent du marxisme — plus exactement du marxisme tel que le présente la direction du P.C.F. — et qui expriment chacun une tentative de la « dépasser », à la lumière d'une expérience variable pour chaque auteur mais dans laquelle entrent notamment la déstalinisation et les réactions de la direction du P.C.F. à celle-ci (1). La bourgeoisie, quoi que puissent prétendre les rédacteurs de « la Nouvelle Critique », ne s'est pas jetée sur ces ouvrages, car elle voit bien qu'ils n'auront guère de répercussions hors des milieux intellectuels et qu'elle reste impuissante à tirer profit de la crise du stalinisme.

Si on se place du point de vue prolétarien, d'un véritable point de vue marxiste, ces livres — malheureusement — ne sont que des produits de la décomposition du stalinisme, montrant combien les auteurs, sans le vouloir, restent imprégnés de conceptions fausses, non spécifiquement stalinienne, mais qui leur furent enseignées par la direction du P.C.F. Globalement, ces livres ne constituent aucun pas en avant, mais, au contraire, trop souvent des pas en direction d'une confusion et d'un éclectisme encore plus grands.

Les quatre livres mentionnés sont fort différents entre eux, mais ils ont des points communs, des caractéristiques communes, dont nous relèverons celles qui, à notre avis, sont essentielles.

Tout d'abord, bien que leur point de départ soit la crise du stalinisme et la faillite de la direction Thorez, les auteurs de ces livres se limitent à une critique

philosophique et, loin de mettre en cause la politique de cette direction, se déclarent en fait d'accord avec ce qu'il y a de fondamental en elle, à savoir le rejet de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et la conception de voies parlementaires et pacifiques vers le socialisme. Ils sont dégoûtés des méthodes, ils sont écœurés des dirigeants ; les échecs du P.C.F. ils l'attribuent non à la politique mais à ceux qui dirigent et aux méthodes qu'ils emploient. Ces auteurs ne sont pas des hommes politiques, et on ne leur demande pas un examen approfondi de la politique du P.C.F. depuis, disons, la Libération ; mais leurs livres sont aussi des prises de position politique, et c'est opérer un peu légèrement que de ne pas faire la moindre tentative de réexamen des données de base de cette politique, lesquelles constituent une révision-commise aussi bien par Staline et Khrouchtchev que par Thorez, Togliatti et autres leaders des P.C. envers Marx et Lénine.

**

Mais puisque nos auteurs ne veulent pas aborder le stalinisme et le marxisme sur le plan politique, engageons-nous avec eux sur le plan philosophique où ils se sont placés. Nous trouvons aussitôt un autre point commun à ces livres, une base commune à leurs développements si différents soient-ils. Identifiant l'enseignement stalinien avec le marxisme, ils se sont aperçus que ce qu'ils avaient cru être la **théorie** la plus développée de l'homme et de la société, était en fait une **idéologie**, c'est-à-dire une représentation mensongère, déformant la réalité, et utilisée par certains hommes à des fins spécifiques. Selon eux, l'expérience de l'Union soviétique aurait montré que le marxisme n'était pas la théorie découvrant le mystère des sociétés humaines, notamment du capitalisme, et apportant le moyen de libérer vraiment l'humanité. Elle aurait montré aussi que le marxisme joue dans la société soviétique le rôle d'une idéologie. Ils vont tous également plus loin. Un enseignement fondamental du marxisme est que, là où il y a idéologie, il faut rechercher pour la comprendre les intérêts sociaux qui l'ont engendrée. Tous quatre laissent de côté cet enseignement marxiste et tiennent le raisonnement suivant : dans la société soviétique, il subsiste l'**aliénation** de l'homme, contrairement à ce que Marx avait

(1) Autocritique, d'Edgar Morin (Julliard, éditeur) ; La Somme et le reste, d'Henri Lefebvre (La Nef de Paris Editions) ; Le marxisme en question, de Pierre Fougère (Editions du Seuil) ; Morale de l'histoire, d'André Gorz (Editions du Seuil).

prédit au sujet de la société socialiste. Par conséquent la question de l'aliénation n'a pas été suffisamment approfondie, et c'est à partir d'une étude à son sujet que nous parviendrons à nous réorienter. Bref, au lieu d'une étude concrète de la société soviétique depuis sa création, ils s'engagent dans un examen du problème de l'aliénation.

Quelle joie d'être philosophe ! Si la Révolution russe a engendré entre autres des monstruosité, si la direction du P.C.F. a été impuissante à dresser les ouvriers contre de Gaulle, c'est parce que le marxisme n'avait pas poussé assez loin la théorie de l'aliénation. Celle-ci serait au centre de tout le système de Marx.

S'il est vrai que dans les premières œuvres de Marx qui peuvent être déjà qualifiées de marxistes (notamment le Manuscrit économique-philosophique de 1844) l'aliénation occupe une grande place, cela tient avant tout au processus bien connu de la formation du marxisme chez Marx — à partir de la critique de Hegel et Feuerbach — mais cela ne veut pas dire du tout que l'aliénation est à la base du marxisme. Disons ici qu'un des autres traits communs de ces auteurs, c'est une ignorance parfois surprenante, comme nous le verrons à plusieurs reprises dans cet article, sur des questions qu'une connaissance un peu sérieuse du marxisme ne devrait pas permettre. Par exemple, à propos de l'aliénation, non seulement ils ne tiennent pas compte que l'aliénation n'occupe qu'une place très relative dans les œuvres auxquelles Marx a consacré le plus grand nombre d'années de sa vie, mais ils paraissent ignorer que Marx avait combattu une école socialiste qui elle aussi avait placé l'aliénation au centre de la lutte pour le socialisme. Ont-ils lu ce que Marx a écrit dans « l'Idéologie allemande » (1846) sur l'école dite du « vrai socialisme allemand » ? N'ont-ils pas lu dans le « Manifeste communiste » de 1848 les lignes suivantes :

« On sait comment les moines recou-
vrent les manuscrits des œuvres clas-
siques de l'antiquité païenne d'absurdes
« légendes des saints catholiques. A
« l'égard de la littérature française pro-
« fanne, les gens de lettres allemands pro-
« cèdent inversement. Ils glissent leurs
« insanités philosophiques sous l'original
« français. Par exemple, sous la critique
« française des fonctions de l'argent, ils
« écrivent : « Aliénation de l'être hu-
« main », sous la critique française de
« l'Etat bourgeois, ils écrivent : « Eli-
« mination de la domination de l'univer-
« salité abstraite », etc. »

Ainsi un chapitre qui paraissait bien dépassé du Manifeste Communiste retrouve un neu d'actualité. Ainsi, loin de progresser par rapport au marxisme, comme ils en ont plus ou moins la prétention, nos auteurs s'engagent sur une voie proche de celle que Marx, il y a 110 ans, plaçait dans la catégorie du « socialisme réactionnaire » (2).

Mais comment ont-ils été amené là ? Leurs intérêts philosophiques les y prédisposaient dans une mesure, et le sujet se prête à de nombreux et longs dévelop-

pements. « L'homme » se trouve et se trouvera encore longtemps, dans la phase de transition vers le socialisme, en présence de produits de sa propre activité qui échapperont à son contrôle et lui apparaîtront comme des forces étrangères et hostiles. L'Etat bureaucratique dirigé par Staline et la bureaucratie en est l'illustration la plus extraordinaire. Mais la véritable explication est autre, elle est sociale et politique. Cette recherche philosophique sur l'aliénation permet de noyer la contradiction fondamentale de la société bourgeoise, entre capitalistes et prolétaires, dans une contradiction entre « l'homme » (Lefebvre dit le « philosophe ») et la société. Ainsi le penseur petit bourgeois aspirant au socialisme très sincèrement mais déçu par les résultats de certaines phases de la lutte des classes, abandonne le terrain politique, se replie philosophiquement sous sa tente pour tenter de trouver dans sa propre sagesse la formule, les mots qui sauveront le monde. Il est faux de leur attribuer, à la manière stalinienne, des intentions perfides et traîtresses. Bien au contraire, leurs intentions sont souvent les meilleures, mais le chemin sur lequel ils s'engagent peut conduire aux pires abîmes.

Ce n'est également pas par hasard si les prêtres catholiques qui ont consacré leur temps à étudier le marxisme se sont accrochés à la question de l'aliénation. Il leur était si facile de transposer le rapport entre l'homme et la société, en rapport entre l'homme et Dieu. Par contre les prêtres qui ont étudié le marxisme en partageant l'expérience de la classe ouvrière dans les entreprises, les prêtres-ouvriers, pour la plupart n'ont pas été portés vers des dissertations sur l'aliénation en général, mais sur l'aliénation plus spécifique du prolétariat et sur la contradiction fondamentale de la société entre bourgeois et prolétaires. Cette expérience si pragmatique fut-elle à tout de même quelque valeur.

Laissons pour le moment la question qui trouble ces auteurs, du marxisme comme théorie ou comme idéologie, et voyons un peu ce qui caractérise chacun de leurs livres. Nous ne pouvons examiner chacun d'eux à fond, nous nous efforcerons de relever ce qui, dans chacun d'eux, nous paraît le plus important.

« L'autocritique » d'Edgard Morin doit être mise dans une catégorie particulière. Car, bien qu'elle contienne un certain nombre de pages sur les problèmes idéologiques, elles sont loin d'être l'essentiel de

(2) Que de cris n'a-t-on pas entendu quand Lénine parla d'Etat bourgeois sans bourgeoisie, Trotsky de rôle double du stalinisme ! Mais la vie fournit des courants, des institutions, des idées, formés d'éléments contradictoires quant à leur nature de classe. Socialisme réactionnaire, socialisme féodal, socialisme bourgeois, ne craignait pas d'écrire Marx. Il ne faut pas craindre de se référer à de tels exemples plutôt que d'inventer des classes nouvelles.

ce livre. D'ailleurs, Morin lui-même n'attache qu'une valeur relative à cet aspect des choses. Ne dit-il pas qu'il était lié au P.C. pour des raisons affectives, que la justification idéologique et politique de cette adhésion constituait une « Vulgate », c'est-à-dire en fait un raisonnement auquel on ne donne que peu d'importance et qui n'est pas la cause profonde de l'adhésion à une Eglise ?

Ce livre de Morin est, dans ces conditions, le plus intéressant et le plus sympathique des ouvrages qui sont examinés dans cet article. C'est la relation de l'expérience d'un jeune intellectuel venu au P.C.F. au cours de la guerre par la Résistance, qui vivra ensuite l'expérience d'un grand nombre d'intellectuels communistes ainsi recrutés, dans leurs rapports avec la direction de ce parti. A certains égards, ce livre se rattache aux « Mandarins » de S. de Beauvoir. On y trouvait ces jeunes qui, pendant la guerre et tout de suite après celle-ci, se posaient la question : « Faut-il adhérer au Parti ? » Morin décrit l'expérience de ceux qui, ayant répondu alors affirmativement, devaient quelques années plus tard, intellectuellement et moralement désappointés, se poser la question : « Faut-il rester au Parti ou le quitter ? ». La plus grande qualité de ce livre, c'est sa sincérité. Morin ne cherche pas que le lecteur se fasse telle ou telle opinion de lui. Il donne les faits, les réactions de nombreux intellectuels du P.C.F., les rapports qui existaient entre eux et leurs rapports avec le parti et sa direction, sans embellir ni noircir le tableau et sans se préoccuper de conduire le lecteur à une opinion tant soit peu flatteuse sur son compte.

Que Morin ait adhéré au P.C.F. par un sentiment de culpabilité au moment de la bataille de Stalingrad, n'a rien de surprenant ; c'est plus pour des mobiles affectifs que par claire conscience politique que la plupart des gens, y compris les intellectuels, viennent au mouvement ouvrier et au communisme. La tâche d'un parti vraiment révolutionnaire est d'en faire des communistes. Mais qu'ont trouvé les nombreux Morin qui adhèrent au P.C.F. dans les années 1940 ? Une machine politique, un appareil dirigé rudement par un petit nombre de personnages qui étaient loin de gagner à être connus de près. Ils se gardaient de faire participer l'ensemble du parti à l'élaboration de la politique. Des tâches étaient assignées à ces jeunes intellectuels : se livrer à des manifestations de bonne conscience (comme la vente de « L'Humanité » à certains jours), servir d'appât aux petits bourgeois (il faut lire ce qu'écrivit Morin sur son complet croisé pour réunions de Combattants de la Paix), faire des travaux orientés à des fins précises, déterminées à l'avance, dans les domaines spécifiques des diverses catégories d'intellectuels. Et là, la moindre manifestation d'une pensée indépendante, quelle qu'elle soit, devenait suspecte. « Tu vas te faire exclure », dit un intellectuel à un autre qui lui expose le thème d'un livre qu'il prépare.

Au début, quelques-uns de ces intellectuels partirent sans faire de bruit. sur la

pointe des pieds. L'affaire yougoslave, tôt venue, fut acceptée de force. Mais la première grande crise de la déstalinisation, on le comprend, devait détacher de la direction du P.C.F. tous les intellectuels, à l'exception de ceux qui avaient trouvé un débouché dans l'appareil ou qui aspirent à y faire carrière.

« La Somme et le reste » d'Henri Lefebvre est à la fois le récit d'une expérience (l'auteur l'appelle son « itinéraire ») et une longue dissertation philosophique. Pendant de longues années, Lefebvre fut presque le seul des intellectuels communistes à être lu avec intérêt. Il ne ruait pas dans les brancards, mais ses œuvres témoignaient et de profondes connaissances philosophiques et d'une capacité d'aborder des thèmes nouveaux ; il ne maniait pas ce que les Polonais ont appelé la « langue de bois » stalinienne et il ne réduisait pas ses travaux à une suite de citations d'autorités réelles du marxisme ou fabriquées par le stalinisme. Aussi est-il pénible de constater que l'évolution de Lefebvre se fait dans une direction rétrograde, et on doit dire que « la Somme et le reste » met en lumière les aspects les plus détestables de son auteur tant dans la partie « itinéraire » que dans celle où il traite de problèmes philosophiques.

Nous avons dit plus haut que la qualité principale du livre de Morin, c'est sa sincérité, l'auteur n'étant pas préoccupé de ce que le lecteur pensera de lui après s'être confessé. En dépit de ses affirmations contraires, Lefebvre en écrivant son livre a été enclin à se justifier beaucoup plus qu'à se comprendre. L'explication est évidente : il n'était pas de ces jeunes intellectuels venus au P.C.F. pendant la Résistance ou à la Libération, il avait rejoint à ce parti bien avant, en une période où avait encore eu lieu une certaine lutte politique au sein de celui-ci contre le stalinisme montant. Il ne pouvait pas plaider l'ignorance de ce passé. C'est pendant une trentaine d'années qu'il a avalé non seulement des couleuvres mais des vipères et des reptiles staliens encore plus gros.

Au lieu d'explications franches, le « philosophe » prétend encore avoir le beau rôle. Parce qu'il y avait dans ses livres, comme « la conscience mystifiée » de 1936, des phrases contre les deux sciences (bourgeoise et prolétarienne) où il se distançait de certaines grossièretés stalinienne, sans d'ailleurs les nommer comme telles, il ose écrire : « Ce texte qui n'est pas isolé, pourrait fort bien se présenter rétrospectivement comme le manifeste de l'antistalinisme, bien avant qu'éclatent les félonies et les forfaitures du stalinisme ». Héroïque précurseur de la lutte contre le stalinisme ! Il faut bien qu'il se présente ainsi lui-même, parce que personne n'aurait vraiment songé à lui dans ce rôle.

Il y a là autre chose qu'une vanité d'auteur, comme un autre exemple va nous le montrer. Indigné qu'un jdanovien insignifiant maltraite Descartes, Lefebvre

remonte aux sources pour rétablir la vérité. Mais il n'a pas du tout le même souci envers les bolcheviks victimes de Staline, au moment où lui écrivait, paraît-il, le « manifeste de l'antistalinisme ». Notre revue avait déjà signalé, à propos de récentes publications de Lefebvre, qu'il ignorait la pensée de Trotsky. On voit au contraire que c'est à travers les bribes des polémiques stalinienne qu'il s'est composé une vue des idées de Trotsky. Le résultat de cette attitude antiscientifique, c'est qu'après avoir écrit que l'analyse du dogmatisme stalinien « suppose une histoire ainsi qu'une bonne sociologie du pouvoir et de l'Etat « socialiste », il écrit ainsi l'histoire en question :

« ...la vraie question : « Comment construire le socialisme dans un pays arriéré, le socialisme défini par Marx dans les conditions d'un pays développé ? Que faire du pouvoir lorsqu'on l'a pris dans ces conditions et que d'ailleurs on ne pouvait pas ne pas le prendre ? ». J'estime donc qu'il n'y a pas grand chose à tirer de ces polémiques, que Trotsky avait raison contre Staline et Staline contre Trotsky (deux mégalomanes s'imaginant pétrir l'histoire et les hommes dans leurs mains puissantes) ; que tous les deux avaient tort en ne disant pas la vérité, et que Boukharine avait raison contre les deux en posant — jusqu'à un certain point — les vrais problèmes, ceux de l'accumulation socialiste... Cependant, au risque de mettre tout le monde contre moi, je dirai encore que Staline eut raison de se débrouiller par les moyens du bord, de tirer d'une situation plus que difficile et très imprévue ce qu'on pouvait en tirer, y compris en volant à Trotsky, le moment venu, son programme d'industrialisation accélérée et de collectivisation brutale... »

Ainsi les bolcheviks n'ont aucune gloire à avoir pris le pouvoir : ils ne pouvaient pas ne pas le prendre. Ainsi c'est Boukharine qui aurait posé les problèmes de l'accumulation socialiste. Ainsi Trotsky était pour la collectivisation forcée de l'agriculture et Staline n'a fait que voler son programme. Ainsi il n'y a pas grand chose à tirer des polémiques et des luttes qui se produisirent dans le Parti bolchevik au cours des années 1920. Autant d'affirmations, autant de contre-vérités qu'une rapide lecture de quelques ouvrages dont « L'Histoire de la Révolution russe » et « la Révolution trahie » de Trotsky n'aurait jamais permis de formuler.

Lefebvre, après avoir fait preuve pendant tant d'années d'une échine souple, en face des médiocres dirigeants du PCF, se montre incapable de revenir sur le passé du mouvement communiste et de l'U.R.S.S. et patauge dans la malhonnêteté et dans la honte. Mais que vaut donc la partie spécifiquement philosophique de son dernier ouvrage ?

On y trouve un éreintement excellent de la façon stalinienne de faire du marxisme une sorte de mécanisme, un appareil distributeur automatique de réponses. On y trouve aussi, comme dans les œuvres précédentes de l'auteur, des pages intéressantes sur divers problèmes particuliers de type philosophique. Mais, partant

avantagé sur ses adversaires staliniens dans ce domaine, il s'engage tout aussitôt sur une voie où il leur fait la partie belle. Ainsi, selon lui, la question du matérialisme ou de l'idéalisme est une question aujourd'hui dépassée et la philosophie pose mille et un problèmes nouveaux. Ce faisant, il procède à la manière de tant de pseudo-philosophes qui commencent par faire plus ou moins complètement table rase du passé et se lancent dans des constructions verbales. La question du matérialisme ou de l'idéalisme n'est pas du tout une question dépassée ; elle n'épuise pas le contenu d'une idéologie, mais elle est au moins la première pierre de touche pour s'orienter dans l'étude et la critique de cette idéologie. Sous un amoncellement de problèmes et de questions qui seraient à traiter, Lefebvre efface le fait que la connaissance humaine a abouti à des certitudes dans les faits et dans les idées (bien entendu dans les limites de la connaissance au stade donné). Lefebvre a franchi le doute scientifique et philosophique nécessaire et met de facto le cap vers le scepticisme. Ce qui lui fait écrire que le matérialisme dialectique est un « obstacle sur la route de la connaissance », alors que celui-ci — et non bien sûr l'usage mécaniste qu'en font les staliniens — représente la plus vaste acquisition de la connaissance humaine à notre époque.

A vrai dire, Lefebvre illustre sur le plan qui lui est propre, celui de la philosophie, un phénomène que nous rencontrons fréquemment sur le plan politique et sociologique : combien de gens après avoir pris pour argent comptant le « marxisme » à la sauce stalinienne, en le répétant ne savent plus où passe la ligne de démarcation entre ce qui est vrai et vraiment marxiste et ce qui est faux.

**

Beaucoup moins prolix et beaucoup plus direct que Lefebvre, Fougeyrollas dans « le Marxisme en question » déclare tout de go que le marxisme comme toute autre doctrine philosophique antérieure a fait son temps et qu'il faut trouver mieux. Aucun vrai marxiste ne peut faire la moindre objection à ce que les données de base de celui-ci soient réexaminées, revérifiées à la lumière des événements et phénomènes nouveaux, mais aucun vrai marxiste ne peut être prêt à abandonner l'acquis marxiste sans qu'il ait tenté de voir si les phénomènes nouveaux ne trouvaient pas une explication marxiste et, le cas échéant, sans remplacer le marxisme par une théorie supérieure, englobant le marxisme lui-même.

Le phénomène que, selon Fougeyrollas, le marxisme, le matérialisme historique, n'est pas en état de comprendre, c'est le phénomène bureaucratique. De son livre, il ressort qu'il est ignorant tout simplement de ce que Trotsky a écrit sur cette question. Il a tout au plus des idées de deuxième ou de troisième main, et a découvert... Burnham. Ce dernier avait fait ses trouvailles sur une prétendue nouvelle société d'exploitation lors de l'apogée au

pouvoir de Staline. Fougeyrollas croit être à l'aube d'une nouvelle forme de société ni capitaliste ni socialiste au moment où se sont déjà accumulés de nombreux signes que les « managers » de la société soviétique sont menacés fortement par de puissants courants et mouvements de masse. N'ayant pas compris le stalinisme quand il y adhéra, il prétend l'expliquer maintenant, sans inclure dans son analyse la « déstalinisation ».

Fougeyrollas est à la recherche d'une « sociologie pluridimensionnelle », sous prétexte qu'il n'y aurait pas de facteur économique dominant ; il découvre le rationnel et l'irrationnel, la science et le mythe. Finalement il refuse toute certitude et ne voit plus qu'hypothèse et probabilité. C'est là un abandon d'un point de vue scientifique. L'auteur déclare même que « l'utopie contenue dans un certain esprit marxiste et freudien réside dans l'idée que la prise de conscience des mythes peut être suivie de leur radicale élimination ». Sur la voie où s'engage cet auteur on peut aisément parvenir au mysticisme, et en certains passages il n'en est pas loin.

Fougeyrollas a consacré tout un chapitre de son livre à la question de la classe sociale, car il a vu que c'était un problème-clé. Mais il ne trouve aucune réponse valable pour lui. Il repousse la définition marxiste qui définit les classes par leurs places dans un système social déterminé par le mode de production. Il repousse la définition idéaliste de la classe par la « conscience de classe », définition que nous trouverons dans le livre de Gorz. Il n'est pas satisfait de définitions descriptives et formalistes de sociologues modernes. Rien d'étonnant à ce qui lui arrive. Par son attitude antiscientifique, il ne peut aboutir qu'à cela. La valeur, la plus-value, ce sont pour lui des hypothèses. Mais « le Capital » ne s'arrête pas à ces définitions, il analyse l'ensemble des rapports sociaux qui forment l'armature économique de la société capitaliste. Si, au lieu de faire une incursion dans la question de l'aliénation, l'auteur avait réfléchi à la question de la péréquation du taux de profit — qui occupe une large place dans le tome III du « Capital » — qu'aurait-il vu ? Marx y montre comment, par le fonctionnement réel de l'économie, la plus-value produite par un ouvrier n'est pas empochée par le capitaliste qui l'exploite, mais que — à l'échelle nationale (et le phénomène se prolonge à l'échelle internationale) — tous les capitalistes (industriels, commerçants, banquiers...) ainsi que les propriétaires fonciers constituent une sorte de pool rassemblant toute la plus-value produite par les ouvriers de ce pays et qu'ils se la répartissent suivant une règle déterminée qui aboutit à la formation d'un taux de profit moyen. C'est ce mécanisme essentiel qui donne à la notion de classe une base réelle, et qui fait que ceux qui jadis ont commencé à propager la notion de conscience et de solidarité de classe, avec très peu de moyens matériels et sous les coups de la répression, ont rencontré un écho grandissant et que le mouvement ouvrier, en dépit des directions trop souvent lamentables qu'il

connaît, conserve une réalité et une cohésion qui surmonteront toutes les difficultés.

**

Nous avons ouvert avec beaucoup de sympathie « la morale de l'Histoire » de Gorz. L'auteur voulait y exposer les « raisons de rester marxiste », « le marxisme authentique ayant été supplanté 25 années durant par le marxisme idéologique ».

Seulement son livre contient de grosses erreurs de fait et ses raisons de rester marxiste ne sont pas de meilleures.

Il reprend les formules du « Que faire ? » de Lénine sur la classe ouvrière ne parvenant au socialisme que si celui-ci lui est apporté du dehors, formules fausses que Lénine lui-même a rectifiées (préface à la réédition de 1907). Il considère que la dictature personnelle de Staline était nécessaire, ce qui est une affirmation que même les plus zélés apologistes de Staline font désormais avec bien des réserves. Il prétend que la critique, c'est-à-dire l'Opposition, était incapable d'indiquer des solutions : Gorz a-t-il lu la Plateforme de l'Opposition de gauche de 1927 ? Enfin, quelle conception n'a-t-il pas de la direction du Parti bolchevik et de l'Etat soviétique du temps de Lénine : « Le B.P. sous la direction de Lénine s'est constamment déchargé des fastidieuses tâches administratives » sur Staline ! Cette prétendue division entre « penseurs » (Lénine, Trotsky) et « administrateurs » (Staline) est grotesque. Lénine et Trotsky ont eu à s'occuper de plus d'un détail de l'organisation du Parti et de l'Etat (3), et Staline n'a pas fait que du travail d'organisation. S'il est devenu le dirigeant de la bureaucratie, c'est en partie à cause de ses manœuvres organisationnelles, mais c'est aussi parce qu'il a su, à sa manière empirique, formuler une idéologie et une orientation pour la bureaucratie.

Gorz identifie la décision du 10^e Congrès sur l'interdiction des fractions avec la suppression de la liberté de discussion dans le Parti. C'est une erreur complète, la discussion dans le Parti se poursuivit effectivement jusqu'au 11^e et même jusqu'au 12^e Congrès. C'est plus tard que Staline, par un usage abusif de cette résolution, s'en servit pour supprimer la liberté de pensée dans le Parti.

Et quelle est la défense du marxisme, selon Gorz ? Ce que Marx avait présenté comme la marche de l'Histoire vers la société sans classe n'est pas du tout une certitude. Mais, parmi toutes les possibilités que nous pouvons envisager, le socialisme est la plus morale et par conséquent c'est celle pour laquelle il convient de combattre. Autrement dit, il n'y a pas de lois de l'histoire des sociétés huma-

(3) Il est difficile d'imaginer qu'il n'en fut pas ainsi pour le Président du Conseil des Commissaires du Peuple et du Commissaire à l'Armée Rouge. Mais, pour les gens qui pourraient en douter, nous espérons qu'ils ne tarderont pas à prendre connaissance de la publication préparée par l'Université Harvard de la correspondance Lénine-Trotsky de 1917 à 1922 (près d'un millier de pièces).

nes. « Après Lénine [c'est-à-dire avec le stalinisme] l'Histoire n'avait plus de sens lisible ». Il n'y a plus de lois historiques, et dans la situation actuelle, le socialisme reste l'idéal le plus moral. Le marxisme ainsi reste valable non comme certitude scientifique mais comme possibilité pour l'avenir de l'humanité. L'idéal socialiste n'a plus de base objective mais une justification morale. Il faut lutter pour lui sans aucune certitude quant à sa réalisation.

Cette « justification » du marxisme laisse évidemment de côté la justification de la morale à laquelle elle se réfère. Mais, surtout, on doit demander à ceux qui nient qu'objectivement l'humanité se développe vers une société sans classes et qui ne voient dans le socialisme qu'une probabilité, à l'issue d'une loterie fort incertaine, où se trouve la morale de faire appel à la classe ouvrière de lutter et de faire d'énormes sacrifices dans un tel jeu de roulette ? La seule excuse de ces défenseurs d'un socialisme « moral » est qu'ils ne s'adressent pas aux masses et se livrent seulement à des études philosophiques.

**

Et maintenant, retournons à la question qui a amené nos auteurs à de tels égarements : Comment se fait-il que, dans les mains des staliniens, le marxisme soit devenu une idéologie ? Il n'était pourtant pas difficile de répondre à cette question.

Tout d'abord, ce n'est pas la première fois que cette mésaventure est arrivée au marxisme. En 1914, les dirigeants de la plupart des partis socialistes de la II^e Internationale — qui avaient combattu le révisionnisme bernsteinien — ont aussi recouru au marxisme pour justifier leur attitude de collaboration de classe pendant la première guerre impérialiste. Ou a fait Lénine à cette époque ? Bien qu'il se trouvât qu'au même moment il étudiait très soigneusement Hegel, il se garda bien de chercher la cause de ce phénomène dans l'aliénation. Il montra que la faillite de la II^e Internationale résidait dans le fait que l'aristocratie et la bureaucratie ouvrières avaient, en raison d'intérêts spécifiques distincts des intérêts historiques généraux de la classe ouvrière, fait cause commune avec leur propre bourgeoisie (4). Lénine dénonça les trahisons du marxisme par les opportunistes et les centristes, et engagea la lutte pour rénover le marxisme et le mouvement ouvrier au moyen d'une nouvelle Internationale prolétarienne.

Le phénomène bureaucratique n'est actuellement pas nouveau en ce qui con-

cerne les Etats où la domination capitaliste a été renversée. Il se trouve que, dans chacun des partis qui ont mené une révolution prolétarienne victorieuse une explication a été donnée du phénomène bureaucratique. En U.R.S.S., c'est l'Opposition de gauche qui s'est exprimée, de la façon la plus complète notamment sous la plume de Trotsky et de Rakovsky. En Yougoslavie, c'est — après de nombreux efforts — dans le récent Programme de la Ligue des Communistes Yougoslaves. En Chine, cela fut fait sous une forme succincte et fugitive dans le discours de Mao Tse Tung sur la rectification, discours qui fut ensuite lui-même rectifié dans un sens rétrograde. Yougoslaves et Chinois ne sont nullement trotskystes ; Yougoslaves et Chinois ne sont pas aujourd'hui en très bons termes politiques. Nous n'avons donc pas là affaire à une fraction. Mais que voyons-nous ? S'il y a dans les textes mentionnés de nombreuses différences sur le danger bureaucratique et les moyens de le combattre, il y a par contre un point commun, à savoir qu'après la prise du pouvoir par la classe ouvrière, les éléments formant le pouvoir ou liés à lui tendent à se séparer de la classe ouvrière et à opposer des intérêts spécifiques de leur nouvelle position à ceux de la classe ouvrière.

Trois courants politiques se réclamant du marxisme — l'un qui a combattu le stalinisme dès sa formation, un autre qui est issu de lui mais a rompu avec lui il y a une dizaine d'années, et un troisième qui se revendique encore de lui — ont été amenés, face à un phénomène qu'ils ont vu naître et grandir chacun dans leur pays, à lui trouver une même origine sociale. Ayant affaire à la réalité, ils ont trouvé une explication (ou le point de départ d'une explication) dans la structure sociale et non dans des dissertations sur des concepts philosophiques détachés du monde réel.

Le stalinisme, par les forces et tendances contradictoires qu'il contenait, a dès le début de son existence dérivé un très grand nombre de gens et cela s'apercevait notamment à chacun de ses grands tournants. La « déstalinisation » à son étape présente, où l'action (d'auto-défense) de la bureaucratie est beaucoup plus visible que les forces de masse qui l'obligent à son nouvel aspect, « libéral », accentue le désarroi. Le stalinisme a défiguré et souillé le marxisme, et une fois encore un grand nombre d'intellectuels qui rompent avec le stalinisme rompent en même temps avec le marxisme. Ce n'est pas dans le domaine de l'idéologie qu'il faut chercher les origines du stalinisme, et ce n'est pas par l'idéologie qu'il sera dépassé. De grandes forces sont en mouvement dans les Etats ouvriers dont les événements de 1956 n'ont été que le prélude. Ces événements ont pointé dans quel sens se ferait véritablement la déstalinisation, dans le sens d'un « retour à Lénine », c'est-à-dire d'un renouveau du marxisme, et non vers les prétendues nouveautés de philosophes qui, en général, ont retrouvé à leur insu de vieilles idées qui n'ont mené à rien et ne peuvent mener à rien.

(4) Vu la date de son adhésion au P.C., Lefebvre ne peut ignorer les œuvres de Lénine et Zinoviev sur ce sujet rassemblées sous le titre « Contre le Courant ». Aussi est-on surpris de voir qu'il prétend avoir trouvé avec Lukacs, qu'on peut attribuer une idéologie à une fraction d'une classe.

CAVALERIE ROUGE

d'Isaac BABEL (1)

La réédition de ces tableaux de la guerre civile en Russie doit être saluée. Parce qu'elle nous change de la pseudo-littérature de la période stalinienne et de celle de ses successeurs, et qu'elles nous rappelle que les premières années de la Révolution russe ont stimulé les écrivains et les artistes. Et aussi parce que Babel fut une des victimes des « purges » staliniennes, et que s'il a été réhabilité en U.R.S.S. l'an dernier, les écrivains de Moscou furent prévenus qu'il l'était à titre d'écrivain et non comme homme politique... parce que c'était un « trotskyste ».

(1) Gallimard, éditeur.

La tragédie du prolétariat allemand (1933)

La Révolution espagnole (1931-39)

ECRITS

de Léon TROTSKY

(TOME III)

« Je viens d'achever la lecture de ce tome III des ECRITS. Achever, pour un livre de cette importance et de cette richesse, veut dire que je l'ai parcouru de bout en bout, souvent arrêté en cours de route pour noter tous les points de repère pour des consultations ultérieures chaque fois qu'il faudra s'y référer. Vous avez donné à une information vraiment exceptionnelle pour toute cette période d'entre deux guerres — à tant de points de vue si décevante — qui doit provoquer des examens et des discussions fécondes. »

Alfred ROSMER.

« Les analyses que Trotsky a faites de la situation préfasciste en Allemagne et en Espagne sont d'une impitoyable actualité. »

J. DUVIGNAUD (« L'Express »)

Un volume de 600 pages : 1.600 frs. — Commandes à C.C.P. FRANK 12648-46, Paris, 64, rue de Richelieu.

Les 3 tomes des « Ecris » déjà parus : 2.500 francs.

NOTES DE LECTURE

Les falsificateurs sont toujours à l'ouvrage

Au 20^e Congrès du P.C. de l'Union soviétique, A. A. Pankratowa avait exigé qu'on revienne à la vérité historique dans les manuels soviétiques. Des promesses solennelles avaient été faites. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres...

Dans le n°6 de la *Nouvelle Revue Internationale*, un certain Pavel Reiman écrit un long article sur « Les origines de l'Internationale Communiste ». Souffrant de quelques défauts de simplification, cet article s'efforce en gros d'être objectif... jusqu'à ce qu'il arrive au Premier Congrès de l'I.C. A partir de ce moment, Pavel Reiman manie avec virtuosité une des formes les plus pernicieuses du mensonge : le mensonge par omission.

« C'est dans ces conditions que s'ouvrit le 2 mars 1919, le 1^{er} Congrès de l'Internationale Communiste, auquel participaient des représentants du Parti Communiste de Russie, dirigés par Lénine (la délégation comprenait notamment [!] J. Staline, G. Tchitchérine et V. Vorovski)... »

Ouvrons le volume contenant le procès-verbal du 1^{er} Congrès de l'I.C., et nous y trouvons la liste suivante des délégués du Parti Communiste Russe : Lénine, Trotsky, Zinoviev, Staline, Boukharine, Tchichérine. Avec voix consultatives siègent comme délégués suppléants : Obolenski et Worowski.

On nous dira : on ne peut parler de falsification, puisque l'auteur affirme que la délégation russe comprenait **notamment** les personnes qu'il cite. C'est donc qu'il admet implicitement qu'il y en avait

d'autres. Sans aucun doute Pavel Reimann pourra-t-il cacher sa nudité derrière cette magnifique feuille de vigne qu'est le petit mot « notamment ». Mais on peut lui rétorquer facilement qu'en omettant de sa liste les trois délégués russes qui — avec Lénine — furent les **rapporteurs** au Congrès (Boukharine sur les directives de l'I.C. ; Zinoviev sur l'attitude envers la II^e Internationale ; Trotsky sur le Manifeste du Congrès), il commet bel et bien un mensonge par omission. Car comment décrire « les origines de l'Internationale Communiste » en passant sous silence **trois des quatre auteurs des documents de fondation de l'I.C.** ? Comment décrire valablement l'histoire en passant même sous silence le nom du **président** de l'I.C., élu dès 1919 et qui resta en fonction jusqu'en 1926, Gregori Zinoviev ?

Les falsificateurs qui se remettent à l'œuvre ne sont pas seulement pernicieux ; ils sont surtout bêtes. On a publié à Moscou, en fin 1958, les procès-verbaux des C.C. du P.C. russe de 1917 et de 1918. Les noms de Zinoviev, de Trotsky, de Boukharine, s'y étalent presque sur chaque page. La conspiration du silence est rompue. Vouloir la poursuivre, chaque petit valet dans le coin qui lui est réservé, est une œuvre vaine et vouée d'avance à l'échec. Nous faisons une prédiction à l'intention de Pavel Reimann : avant qu'un an ne passe, toute la jeunesse soviétique saura que Zinoviev a été le président de l'I.C. et que Trotsky a rédigé les Manifestes du Premier Congrès (ainsi que ceux des trois Congrès suivants)...

DOCUMENTS

Un appel de la IV^e Internationale AU FESTIVAL DE LA JEUNESSE A VIENNE

La IV^e Internationale a distribué au Festival de la Jeunesse, à Vienne, un tract en allemand et en anglais dont nous publions les extraits suivants :

« N'écoutez pas la propagande impérialiste à laquelle participent à leur déshonneur les directions des Partis socialistes et des Jeunesses socialistes. Ecoutez-nous, nous qui parlons comme des communistes à des communistes. Ecoutez la voix du marxisme révolutionnaire.

Retour à Lénine !

...Au nom des marxistes révolutionnaires qui ont maintenu sans défaillance partout le drapeau du léninisme, nous saluons la jeunesse ouvrière et progressive de tous les pays, rassemblée à Vienne pour le Festival de la Jeunesse.

Nous saluons les jeunes ouvriers, paysans et étudiants de l'Union soviétique, de la Chine nouvelle, des démocraties populaires de l'Europe orientale et d'Asie qui construisent une nouvelle société meilleure. Quelque critique que nous ayons à formuler sur le régime politique dans ces pays, quelles que puissent être les déformations et déviations de la véritable voie du marxisme-léninisme dont sont coupables les dirigeants bureaucratiques de ces pays, nous ne sous-estimerons jamais l'importance gigantesque du progrès économique et social réalisé grâce à la nationalisation des moyens de production, la suppression du capitalisme, la construction d'une économie planifiée.

Nous saluons avec enthousiasme ce progrès. Nous appelons la jeunesse et les ouvriers de tous les pays à le défendre de toutes leurs forces contre les attaques et les tentatives de subversion de la part de l'impérialisme réactionnaire.

A l'aide de l'héroïque révolution coloniale !

...L'organisation d'un mouvement mondial de soutien politique et d'aide pratique à la révolution coloniale est aujourd'hui le suprême devoir du mouvement ouvrier international. C'est seulement par un tel immense mouvement de solidarité de classe que les masses opprimées des pays coloniaux et semi-coloniaux apprendront à ne plus avoir confiance dans leurs propres exploiters de la bourgeoisie nationale et à construire leurs propres partis d'ouvriers et de paysans pauvres.

Les exemples de la Russie, de la Yougoslavie, de la Chine et du Vietnam confirment complètement les leçons de la théo-

rie de la révolution permanente de Trotsky. La révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux arriérés ne triomphera et n'ouvrira une voie sûre à la renaissance nationale **que si elle est conduite par un parti ouvrier révolutionnaire et parvient à la conquête du pouvoir par les masses travailleuses.**

...Les jeunes des pays occidentaux viennent de pays où le mouvement ouvrier, en contraste avec le magnifique soulèvement de la révolution coloniale, connaît de graves reculs. En France, la venue de de Gaulle au pouvoir est une grande défaite pour la classe ouvrière : **elle crée pour la première fois depuis 1945 une menace de fascisme en Europe occidentale.**

...C'est le résultat des politiques fatalement erronées des Partis communistes... Dans aucun pays cela ne se voit plus clairement qu'en France. Le P.C.F. participe activement à la création du culte de de Gaulle. Il développa une scandaleuse propagande chauvine, rivalisant avec les gaullistes dans la défense de la « grandeur de la France ». Il fut opposé à la destruction de « l'Union française », cette prison des peuples ! Ses ministres participèrent activement à la sauvage répression du soulèvement du peuple algérien en mai 1945. Ses ministres votèrent les crédits militaires pour la guerre contre le peuple vietnamien à la fin de 1946. Même en janvier 1958, quelques mois avant l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, il déclarait que la tâche principale des ouvriers français n'était pas la lutte pour l'indépendance algérienne, mais la lutte... pour l'indépendance de la France [sic], contre la construction de bases de fusées américaines sur le territoire français !

Il est nécessaire de revenir au programme de Lénine de lutte intransigeante contre le capitalisme, son Etat et son économie. La classe ouvrière marquera des victoires sur le capitalisme occidental non en résultat de ce qui se passe ailleurs dans le monde, mais seulement en résultat de sa propre lutte anticapitaliste...

Le mot d'ordre « retour à Lénine » s'applique en premier lieu à vos pays [les

Etats ouvriers]. La présente direction du P.C. de l'U.R.S.S. ne souscrit que du bout des lèvres à ce mot d'ordre. Mais sa pratique est très loin de cette promesse...

Le « culte de la personnalité » est une formule tout à fait non marxiste ; elle remplace la lutte des forces sociales par la psychologie individuelle comme explication fondamentale de toute une période historique.

En réalité le règne et les crimes de Staline ne s'expliquent pas par sa personnalité mais par le conflit social entre la bureaucratie dirigeante et les masses ouvrières. L'objet de ces crimes était la défense contre les masses laborieuses de l'inégalité croissante, des énormes privilèges de la bureaucratie, de son usurpation du pouvoir politique, du commandement d'« un seul » dans les usines.

Aujourd'hui, bien que Khrouchtchev ait été forcé de faire de nombreuses concessions aux ouvriers, ce règne de la bureaucratie reste fondamentalement inchangé. Khrouchtchev le défend même avec des canons et des chars comme il le fit contre la révolution des ouvriers hongrois. Il n'y a pas dans les usines de soviets ouvriers qui aient un droit de décision sur le plan, un droit de renvoi des directeurs. Il n'y a pas dans les villes et dans les Républiques de soviets ouvriers où, par une discussion libre et démocratique, puissent déterminer la politique générale de l'Etat. Il n'y a pas de liberté de discussion et de tendance dans le Parti communiste comme du temps de Lénine et de Trotsky, pas de liberté d'élaborer

des résolutions et des thèses différentes, et de lutter pour elles dans le parti avant les Congrès.

Luttez pour un libre accès à toutes les bibliothèques et à tous les archives ! Etudiez les œuvres de Boukharine, de Zinoviev, de Kamenev, de Rakovsky, de Piatakov, de Préobragensky, de Radek et celles du plus proche collaborateur de Lénine pendant et après la Révolution d'Octobre, du leader de l'insurrection d'Octobre, du créateur de l'Armée rouge, Léon Davidovitch Trotsky. Dénoncez les falsifications qui, contrairement aux solennelles promesses du XX^e Congrès, abondent dans la nouvelle Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.

...Demandez une réhabilitation totale de toutes les victimes de l'infame Iejovtchina, des infames procès de Moscou où les leaders du Comité Central de Lénine furent forcés par la torture de souiller leur propre mémoire impérissable... Faites des cercles d'études pour comparer les programmes des différentes tendances oppositionnelles dans le P.C. de l'Union après 1923 avec la réalité de l'U.R.S.S. d'aujourd'hui. Familiarisez-vous avec les œuvres et les écrits de Trotsky et du mouvement trotskyste international qui, pendant 30 ans, a maintenu le drapeau sans tache du léninisme, malgré d'inhumaines persécutions de la part du fascisme, de la réaction capitaliste et du stalinisme. Par une telle étude objective, vous parviendrez, nous en sommes sûrs, à trouver la voie du léninisme d'aujourd'hui, qui vit et lutte par la Quatrième Internationale !

Résolution du Secrétariat International de la IV^e Internationale sur les événements du Tibet

1. — Les événements du Tibet qui ont mis aux prises cette année les autorités militaires et civiles du gouvernement central de la République populaire de Chine et des forces armées tibétaines, ont donné lieu à des interprétations diverses, y compris dans nos propres rangs. La propagande impérialiste s'est emparée de ces événements dans le but manifeste de compromettre l'attrait de la révolution chinoise plus particulièrement auprès des masses asiatiques ; de compromettre également le gouvernement de Pékin devant l'opinion « neutraliste » asiatique, plus particulièrement devant la bourgeoisie coloniale asiatique et mondiale dont Pékin — à l'exemple du Kremlin — recherche autant les bonnes grâces que l'alliance.

Le précédent de Hongrie a fourni à cette propagande des analogies faciles mais également manifestement superficielles.

Afin de clarifier les questions posées par les événements récents, le rappel de certaines données d'ordre historique et social est nécessaire.

2. — Plus particulièrement depuis le XIII^e siècle et jusqu'au XIX^e siècle, le Tibet faisait administrativement partie des Empires nationaux chinois et n'a jamais figuré durant cette période en tant qu'Etat indépendant. Au XIX^e siècle, il devint protectorat de l'impérialisme anglais qui — dès la libération de l'Inde — passa ses droits à ce pays, mais continua à entretenir sur place ses propres agents, travaillant contre la Révolution chinoise.

En 1951, les armées de la Révolution chinoise entrent au Tibet, et Pékin conclut avec les autorités locales un accord « sur les mesures pour la libération pacifique du Tibet ». En 1954, le gouvernement de Nehru abandonne ses droits sur le Tibet

à la Chine, et lui-même déclare alors (15 mai 1954) : « Je ne sache pas qu'à aucun moment, au cours des derniers siècles, la souveraineté, ou, si vous voulez, la suzeraineté chinoise [sur le Tibet] ait été contestée par aucun pays extérieur ».

3. — Dans les cadres des Empires chinois, plus particulièrement depuis le XIII^e siècle, le peuple tibétain, ethniquement distinct du peuple han, du peuple chinois proprement dit, cohabitait à côté d'autres minorités nationales, les Mongols, les Uighurs, les Chouags, les Miaos, les Koréens, etc (au nombre environ de 50) qui constituent le pays multinational, historiquement formé en tant que tel, connu sous le nom de Chine.

4. — Ces faits historiques, ainsi que le fait que le Tibet, détaché par l'impérialisme depuis le XIX^e siècle de la Chine, était devenu de manière incontestable une plateforme impérialiste contre la sécurité et l'unité de la Chine, justifiaient l'effort entrepris par les armées victorieuses de la Révolution chinoise de récupérer le Tibet sur l'impérialisme suivant un statut de **territoire autonome** (et non de **province**) dans le cadre de la République populaire chinoise.

En outre, il n'y a pas eu, plus particulièrement dans les dernières années, de preuve de l'existence d'un mouvement d'indépendance nationale tibétain par rapport à la Chine.

5. — La politique nationale du gouvernement de Pékin ne peut être critiquée essentiellement que du point de vue de son attitude envers les masses travailleuses du Tibet.

6. — Ce pays est caractérisé par l'existence d'un régime social et politique féodo-théocratique extrêmement anachronique et barbare. Quelque 200 à 300 familles de nobles détiennent, par eux-mêmes et par leur rôle prépondérant dans le gouvernement, les 2/3 environ de la terre, l'autre tiers appartenant aux monastères dirigés par le haut clergé. Plus d'un million de serfs, soit l'écrasante majorité de la population du pays, travaillent sur ces terres, au service de la noblesse séculaire et ecclésiastique, en tant que paysans, pasteurs, domestiques, dans des conditions de misère matérielle et culturelle extrême.

7. — Afin d'éviter au pays une révolution par ses masses travailleuses, et pour ne pas compromettre ses rapports avec les classes dirigeantes asiatiques, plus particulièrement avec celles de l'Inde et l'opinion asiatique bouddhiste, Pékin a soigneusement évité de bouleverser l'ordre social existant en s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation révolutionnaires des masses. En fait il s'est appuyé sur ce qu'il dénonce actuellement, à savoir les couches sociales supérieures coiffées par le gouvernement et le Dalai-Lama ; de la « rééducation » et de la « compréhension » de ces couches, Pékin attendait l'introduction progressive de réformes.

Cette politique opportuniste a complète-

ment échoué. Les couches de la noblesse ecclésiastique et séculaire, craignant malgré tout l'inévitable processus d'assimilation structurelle avec le reste de la Chine, n'avaient comme souci que d'ajourner indéfiniment les réformes, de gagner du temps et de se conjuguer avec l'impérialisme pour défendre leur « indépendance ».

Il se peut naturellement que ces efforts rencontrèrent un certain écho parmi des éléments les plus arriérés du pays, désappointés par le soutien de fait que Pékin avait accordé aux féodaux, au lieu de susciter la guerre civile et d'appuyer les masses des serfs contre eux.

C'est dans ces conditions que les forces armées chinoises stationnées au Tibet furent harcelées par des bandes blanches longtemps avant l'attaque plus massive qu'elles ont subie à Lhasa même en mars dernier.

8. — A cette date, l'armée chinoise n'avait pas « envahi » un pays « indépendant », mais était déjà depuis plusieurs années sur place, et selon toutes les preuves disponibles (y compris celles de l'impérialisme et les lettres écrites par le Dalai-Lama et reconnues ensuite par Nehru lui-même comme authentiques) elle a subi l'assaut des forces dressées et préparées par les féodaux.

L'analogie donc avec le cas hongrois où un Etat ouvrier, formellement indépendant, a été envahi par l'Armée soviétique afin d'écraser un soulèvement ouvrier dirigé contre le régime politique, bureaucratique et policier inféodé au Kremlin, est superficielle et de ce fait caduque.

9. — Indépendamment de toute critique sur l'attitude précédente du gouvernement de Pékin envers le Tibet, au moment du conflit même les marxistes révolutionnaires définissent leur position en tenant compte des forces sociales en présence : **qui combat qui**. De ce point de vue, ils sont sans réserve pour la victoire des armées de la Révolution chinoise contre les forces armées de la réaction féodale.

Le caractère de masse de cette dernière, quoique dans le cas concret du Tibet problématique car non basé sur des preuves tangibles, n'intervient qu'en tant qu'élément pour déterminer la solution d'avenir une fois la réaction féodale battue et la victoire de l'armée révolutionnaire assurée.

10. — Instruit par l'expérience, obligé par les événements, Pékin est actuellement amené à procéder enfin à la révolution sociale au Tibet, en s'appuyant sur les serfs et en détruisant les positions de propriété et de pouvoir de la noblesse ecclésiastique et séculaire.

Les marxistes révolutionnaires appuient cette action, tout en demandant qu'elle soit confiée essentiellement à des organisations démocratiques des masses travailleuses du pays — comités, syndicats, milices, partis — et qu'elle s'accomplisse dans le cadre d'une autonomie régionale réelle du Tibet, comportant y compris le droit à la séparation complète du reste de la République chinoise.

Le peuple tibétain étant manifestement une nationalité à part, les marxistes révolutionnaires reconnaissent le droit à l'auto-disposition de ce peuple, y compris le droit à la séparation de la Chine. Pour que ce droit soit exercé, il faut que la majorité de tout le peuple tibétain ait clairement exprimé son avis, la proclamation de l'indépendance tibétaine par les dirigeants féodaux ne représentant pas une preuve de ce désir. Entre la reconnaissance du droit à l'indépendance et la

lutte active des marxistes révolutionnaires pour ce droit, il y a cependant une différence.

Au Tibet même, les forces marxistes révolutionnaires éventuelles auraient cependant à soutenir que le pays reste fraternellement uni, sur un pied d'égalité, avec les autres nationalités et territoires autonomes de la République Populaire de Chine.

Juillet 1959.

MANIFESTE DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE DE BOLIVIE

Organisons la nouvelle direction ouvrière de la Révolution Bolivienne

Travailleurs,

Dans la situation actuelle d'arrêt des conquêtes de la Révolution et de capitulation de la direction lechiniste du mouvement ouvrier, le gouvernement M.N.R. et l'impérialisme maintiennent leur offensive contre les positions et les conquêtes des travailleurs, et préparent de nouveaux coups contre la Révolution bolivienne.

La montée des prix et de la demande de l'étain sur le marché mondial a signifié une amélioration relative dans la situation économique du pays, mais n'a pas eu la moindre répercussion quant à une élévation du standard de vie de la population laborieuse et est utilisée par le gou-

L'OFFENSIVE DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement se sent impuissant à trouver d'autre solution essentielle pour sauver le capitalisme que la liquidation des conquêtes fondamentales de la Révolution. Mais il ressent également sa faiblesse face à la résistance des ouvriers et des paysans, et il progresse vers son but par étapes. Il profite de la relative animation du marché mondial pour opérer cette progression par étapes. Aussi, après avoir obtenu ce qu'il voulait dans le premier assaut contre les commissaires des mines, il fait maintenant une pause avant de passer à la libération définitive des prix. Il en est de même en ce qui concerne la fermeture des mines : après la fermeture de Pulacayo, il a maintenant renoncé à fermer d'autres entreprises. Il en est de même pour le renvoi des ou-

vernement comme une base pour son offensive contre les masses des ouvriers, des paysans et des classes moyennes pauvres. En outre, aucun des problèmes économiques fondamentaux du pays n'a été résolu, ne peut l'être sous le régime actuel, et la situation économique de base continue à être précaire et sans issue. Non seulement les fantastiques promesses sur le pétrole faites il y a deux ans par Siles n'ont pas été tenues, mais les trusts impérialistes n'ont pas pompé et n'ont pas l'intention de pomper une seule goutte de pétrole, pendant qu'avec la collaboration du gouvernement, ils étranglent graduellement la YPFB, afin de rester les maîtres absolus dans ce domaine.

vriers des usines, de la suppression de la sécurité sociale, etc.

Mais ces pauses indiquent seulement que le gouvernement se sent trop faible pour imposer d'un seul coup au pays les plans de l'impérialisme, non qu'il a renoncé à ces plans. Ainsi il maintient les salaires bloqués et il prépare de nouvelles attaques contre les commissaires, le contrôle ouvrier, les stations de radio des syndicats, etc.

Au lieu de profiter de la faiblesse de ce gouvernement pour renforcer les positions des masses, la direction Lechin, du mouvement ouvrier, pense par contre à négocier une capitulation et à couvrir la retraite permanente dans laquelle elle a conduit le mouvement ouvrier depuis le 2^e Congrès de la C.O.B.

PAZ ESTENSORO ET LA GAUCHE DU M. N. R.

C'est sur une base double que repose la tentative de Paz Estensoro de regagner des positions pour son parti et le gouvernement capitaliste : d'une part, sur les meilleurs prix de l'étain, ce qui diminue les pressions sur le gouvernement et lui permet d'allonger les délais pour débloquent complètement les prix, fermer les mines, etc. ; d'autre part, sur la capitulation de la direction syndicale Lechin qui a abandonné la lutte pour améliorer la condition des masses.

La Bolivie reçoit indirectement un soutien puissant du soulèvement persistant des masses dans l'Amérique latine, des succès de la Révolution cubaine, et de l'affaiblissement de l'impérialisme. Paz Estensoro utilise cela non pour faire avancer la révolution, mais pour négocier sa vente à l'impérialisme aux meilleurs termes.

Un des piliers de cette manœuvre du

M.N.R. pour regagner momentanément des positions en vue de les utiliser comme base pour lancer un nouvel assaut contre les conquêtes des masses, est la gauche du M.N.R. même. Cette gauche a renoncé à toute perspective indépendante et a capitulé tant dans les faits que dans le programme devant le silisme. Elle joue maintenant le jeu requis par Siles, couvrant de ses phrases « gauche » la tentative de réorganiser le M.N.R. dans les centres ouvriers et dans les mines, et cherchant à réorganiser ou à renforcer les commandos, éternelles pointes avancées contre les syndicats et les ouvriers. Ceci est tellement évident que les demandes d'adhésion de la gauche furent imprimées par le gouvernement (qui encourage et autorise la gauche) et dans de nombreux lieux ce sont des silistes bien connus qui agissent comme organisateurs et recruteurs de cette « gauche ».

LA SITUATION DE LA PAYSANNERIE

Le gouvernement cherche aussi à s'assurer des positions dans la campagne et à contenir le mécontentement grandissant des paysans et leur regroupement possible avec le mouvement ouvrier, en particulier avec les mineurs. La direction ouvrière lechiniste a paralysé toute action vers les régions rurales, renoncé à s'ériger en ce centre ouvrier que les paysans recherchent et attendent pour lutter pour la réalisation de la réforme agraire et l'élévation de leur niveau de vie, garantissant la division et la réelle possession de la terre. Là aussi, dans cette trahison, le pazestensorisme cherche à se présenter comme un espoir et un pôle d'attraction pour les paysans. Paz Estensoro spéculé sur le puissant désir des paysans à trou-

ver une direction qui accorde une attention à leurs problèmes et les résolve, et il cherche à ligoter les paysans, en rafraîchissant leur confiance dans le M.N.R., discrédité par tant de trahisons. C'est le but de la propagande faite autour de la nouvelle distribution de titres de terres, de tournées dans les régions rurales, de l'activité de Rojas, etc. Mais cette manœuvre ne peut atteindre une ampleur momentanée relativement élevée qu'en raison de la trahison du lechinisme. L'apparition d'une nouvelle direction ouvrière soulevant dans les régions rurales le programme de la révolution et l'alliance ouvriers-paysans, recevrait un soutien paysan qui est aujourd'hui canalisé, quoique avec beaucoup de méfiance, dans le pazestensorisme.

LA CAPITULATION DU LECHINISME

Ce qui émerge en pleine clarté de la situation actuelle, c'est que sa base réside non dans la force du gouvernement (qui est très relative) ni dans celle de l'impérialisme (qui a reçu un coup terrible le 19 avril et qui perd du terrain dans toute l'Amérique latine). Elle réside dans la capitulation et la retraite de la direction ouvrière lechiniste qui tente de maintenir le mouvement des ouvriers et des paysans paralysé, divisé et soumis au M.N.R.

Cette capitulation reflète le programme et les conceptions bourgeois, capitalistes, réformistes de cette direction qui manque d'un programme et d'une solution ouvrière indépendante, et qui ne voit d'autre solution que le maintien du M.N.R. au pouvoir, bien que le M.N.R. soit aujourd'hui l'ennemi N° 1 de la révolution et des ouvriers. Cette direction, en refusant de lutter et d'organiser la lutte des ouvriers pour leur propre solution qui, op-

posée au gouvernement capitaliste, est celle d'un gouvernement ouvrier et paysan, n'a pas d'autre remède que de capituler et de se rendre au silisme, vendant les grèves et les conquêtes comme elle le fait dans toute question essentielle.

Mais cette direction lechiniste, en raison de ses trahisons, est en crise et a de plus en plus perdu de prestige et d'autorité auprès des ouvriers. Pour se maintenir et conserver son emprise sur eux, elle a du recourir à des alliances avec les « réestructadores » [« réorganisateurs » syndicaux], comme ce fut le cas chez les cheminots et à Telamayu. Mais ceci ne fait qu'accélérer sa crise et sa décomposition.

Néanmoins, le lechinisme conserve son contrôle du mouvement ouvrier, notamment parce qu'il n'a pas encore émergé un autre cadre de dirigeants ouvriers à l'échelle nationale, offrant une alternative aux ouvriers pour leur regroupement.

L'EMERGENCE D'UNE NOUVELLE DIRECTION OUVRIERE

L'émergence d'une nouvelle direction ouvrière est donc la clef de la situation et de toute nouvelle avance de la révolution pour surmonter la stagnation actuelle, reprendre l'initiative sur le capitalisme, et pour vaincre l'offensive du gouvernement.

C'est pourquoi Siles, Paz Estensoro, Lechin, et le M.N.R., en même temps qu'ils manœuvrent pour regagner certaines positions pour le M.N.R., concentrent tous leurs feux contre la possibilité qu'une telle nouvelle direction soit organisée et émerge. D'où les tentatives de chasser les militants du P.O.R. des mines (tentatives que les ouvriers ont déjouées), la répression et les arrestations des dirigeants et militants du P.O.R., etc. Le gouvernement et l'impérialisme voient dans le P.O.R. le centre qui peut diriger et organiser la nouvelle direction ouvrière révolutionnaire, et ils voient l'écho grandissant de son activité parmi les ouvriers.

L'activité et le programme du P.O.R. trouvent cet écho néanmoins, parce qu'ils correspondent à un besoin qui fraye sa voie dans l'avant-garde ouvrière et paysanne parmi des couches toujours plus larges des masses laborieuses. La tendance des ouvriers pour une nouvelle di-

rection se fraye son chemin dans les centres ouvriers les plus avancés, où l'expérience de la trahison du lechinisme est la plus évidente. A San Jose, Siglo XX-Catavi, dans les centres ferroviaires, la lutte a commencé. A Huanuni les ouvriers ont répudié Celestino Gutierrez et ses « reconstruc-teurs » et, avec eux, leurs alliés lechinistes et ils demandent une nouvelle direction. Dans la vallée de Cochabamba, le mécontentement paysan envers Rojas, retranché à Ucurena, est montré par le prestige grandissant d'autres centres de direction, tel que celui établi à Ana Rancho.

Cette lutte pour une nouvelle direction, dirigée par les centres miniers, a commencé au cours d'un reflux temporaire dans les luttes revendicatives de ces secteurs : les travailleurs, au moment des derniers coups et défaites dus à la vieille direction ne veulent pas se lancer dans la lutte tant qu'ils ont encore ces dirigeants en qui ils n'ont plus confiance. Mais en même temps il se prépare une nouvelle vague de grèves dans d'autres secteurs, tels que les instituteurs, qui a déjà trouvé un écho parmi les télégraphistes, les ouvriers du bâtiment, les chemins et d'autres.

ORGANISEZ UNE NOUVELLE DIRECTION AVEC UN PROGRAMME OUVRIER

Dans cette situation, la tâche centrale pour l'avant-garde ouvrière et paysanne est de surmonter le frein de la direction lechiniste et d'organiser la nouvelle direction révolutionnaire du mouvement ouvrier et paysan dont les travailleurs ont besoin. La lutte pour cette direction est liée à la lutte pour la défense des conquêtes de la révolution et des revendications des travailleurs.

Cette nouvelle direction, indépendante du M.N.R. ou d'une quelconque de ses ailes, et de toute politique et de tout parti bourgeois doit se regrouper autour d'un programme de revendications transitoires pour améliorer la condition des masses, réorganiser le mouvement ouvrier, défendre ses conquêtes et faire avancer la révolution.

La crise de la direction lechiniste et les manœuvres du M.N.R. et du gouvernement dans les régions rurales, tendent à miner et à affaiblir l'alliance des ouvriers

APPEL DU P. O. R.

Dans chaque usine, quartier ouvrier, district minier, centre ferroviaire, grande propriété, centre paysan, etc., dans chaque syndicat ouvrier ou paysan, le P.O.R. appelle l'avant-garde ouvrière à assurer une

et des paysans, soutien principal de la révolution. La nouvelle direction ouvrière doit inclure l'alliance ouvriers-paysans comme un point fondamental de son programme et de ses luttes. Les centres miniers et les cheminots qui sont aujourd'hui à la tête de la lutte pour de nouvelles directions doivent dès maintenant développer cette alliance, soutenue par les paysans et les soutenant dans leurs régions, et la renforcer par ce soutien contre les attaques du gouvernement et les manœuvres des sommets de la bureaucratie syndicale.

L'émergence d'une nouvelle direction n'est pas un processus rectiligne et simultané en tous endroits. Il a déjà commencé et progressera d'abord dans certains centres et syndicats, pour s'étendre de là aux fédérations et confédérations nationales. Mais c'est un processus qui ne fera pas machine arrière et qui s'accélérera avec la crise du lechinisme et les nouvelles luttes des masses.

issue révolutionnaire indépendante, à établir et à élever à la direction un nouveau cadre de dirigeants révolutionnaires avec un programme de défense des conquêtes et des progrès de la révolution.

CAMARADES TRAVAILLEURS DES MINES, DES VILLES ET DES CAMPAGNES

Le P.O.R. vous appelle à organiser la nouvelle direction ouvrière et paysanne avec le programme de lutte suivant :

- pour une augmentation générale immédiate des salaires ;
- contre le chômage et la fermeture des entreprises ;
- contre la libération des prix dans les com-missariats miniers ;
- pour la distribution complète des terres avec les titres de celles-ci ; et pour la réalisation de la réforme agraire ;
- pour la démocratie syndicale ;
- pour la défense des stations de radio syndicales ;
- pour la défense du contrôle ouvrier ;
- pour le développement des milices ouvrières et paysannes ;
- pour la défense de la YPFB, contre les trusts pétroliers impérialistes,
- pour l'acceptation des crédits et de l'aide de l'U.R.S.S. et des Etats ouvriers ;
- pour l'expulsion de l'impérialisme et de leurs agents du pays ;
- pour l'expropriation sans indemnisation des chemins de fer et leur administration par les ouvriers ;
- pour la réorganisation du Comibol sous administration ouvrière ;

pour un plan ouvrier de développement économique

pour un regroupement et une réorganisation du mouvement ouvrier dans un congrès spécial de la C.O.B., en vue d'imposer des solutions ouvrières aux problèmes du pays et de la Révolution.

Le 9^e Plénum du C.C. du P.O.R. appelle tous les travailleurs à lutter pour ces solutions et ce programme, à renforcer et à développer les rangs du P.O.R. sur tous les lieux de travail (mines, centres ou vriers et paysans). Le P.O.R. est la garantie de la défense des conquêtes révolutionnaires contre le M.N.R., la rosca, le gouvernement et l'impérialisme. Il est le centre pour l'organisation de la nouvelle direction du mouvement ouvrier. Et il est le parti d'avant-garde pour faire progresser la révolution jusqu'à la défaite totale de l'impérialisme et du capitalisme et jusqu'au gouvernement des travailleurs, le gouvernement des ouvriers et des paysans.

Oruro, le 9 août 1959.

A L'AIDE DES PRISONNIERS ALGÉRIENS EN FRANCE

Au cours de la grève de la faim des prisonniers algériens en France, le Secrétariat International de la IV^e Internationale a lancé l'appel suivant à la classe ouvrière et à leurs organisations :

Au moment où les ouvriers de France partent en vacances à la mer, dans les montagnes, vers le soleil et la joie, des milliers d'Algériens, pour la plupart des ouvriers, combattants de la grande Révolution algérienne, pourrissent dans les prisons de France.

Depuis plus d'une semaine, une grève de la faim a lieu à la prison de Fresnes qui contient des centaines de prisonniers algériens. Le but de cette grève de la faim est d'obtenir une certaine amélioration aux terribles conditions dans lesquelles ils languissent, d'obtenir les droits de prisonniers politiques et des choses aussi élémentaires que le droit de recevoir des journaux et des paquets, la fin de toutes représailles, l'examen direct des pétitions par la Chancellerie, etc.

Une première grève de la faim fut arrêtée par le Comité de grève le 30 juin sur la promesse que leur statut de détenus serait modifié conformément à ces revendications. Mais ces promesses n'ont pas été tenues. au contraire la brutalité des

C.R.S. de garde s'est accrue et s'est même étendue aux dépendances de la prison.

A la deuxième grève de la faim des prisonniers de Fresnes, Ben Bella et les autres leaders algériens emprisonnés sur l'île d'Aix se sont joints.

Dans les autres prisons de France, des prisonniers algériens, par centaines et par milliers soutiennent le mouvement.

Pendant la première grève de la faim, les autorités françaises, pour briser la grève, n'ont pas hésité à recourir à la scandaleuse mesure de couper l'eau aux prisonniers, une mesure que même les nazis n'avaient pas employée.

Ouvriers de France, d'Europe et du monde entier.

Venez vite à l'aide des Algériens grévistes de la faim, martyrisés dans les geôles de la dictature gaulliste.

Chaque jour qui passe met en danger la vie de centaines et, bientôt, de milliers de courageux combattants de la Révolution algérienne.

Demandez à vos organisations syndicales et politiques d'intervenir d'urgence, demandez à la presse ouvrière de faire la publicité sur cette grève, demandez leur d'envoyer des télégrammes de protestation au Président de la République à Paris. Exigez des droits et un statut

politique pour les prisonniers algériens en France. Exigez le droit d'autodétermination et d'indépendance pour le peuple d'Algérie qui souffre tant.

Agissez avec force et urgence.

* * *

Le 29 juillet, le télégramme suivant fut expédié :

Charles de Gaulle, Président de la République, Paris.

Quatrième Internationale, se solidarisant avec la grève de la faim des prisonniers algériens, exige satisfaction de leurs revendications justifiées.

Pour le Secrétariat International de la IV^e Internationale,

Signé : L. Maitan.

CEYLAN

Pour un gouvernement du L.S.S.P.

Nous publions ci-après la résolution adoptée par le dernier Congrès du L.S.S.P. (section ceylanaise de la IV^e Internationale) ; cette résolution est suivie d'un additif, écrit à la suite de la crise survenue récemment dans le gouvernement MEP.

La troisième année du gouvernement M.E.P. tire vers sa fin et sa servitude vis-à-vis du capital à la fois étranger et local est établie de façon irréversible. Son incapacité à mener l'économie de Ceylan de l'avant est reconnue par tous. Son impuissance à réformer radicalement ou de quelque manière que ce soit le système administratif hérité du colonialisme est reconnue de façon générale. Son élan initial vers des réformes progressives sur les terrains politique, social et économique est presque épuisé. En conséquence, ses heurts avec les masses en montée sont devenus plus fréquents, plus violents et plus directs. En particulier, ces heurts

tendent à avoir un caractère plus brutal et à poser les questions politiques avec une clarté croissante. La classe ouvrière de Ceylan est déjà aujourd'hui confrontée avec la tâche d'une lutte de plus en plus directe et ouverte contre le gouvernement M.E.P. pour regrouper les masses laborieuses non ouvrières autour d'un programme de reconstruction radicale de la structure politique, économique et sociale de la nation. La lutte pour renverser le gouvernement M.E.P. est donc aussi la lutte pour ouvrir la voie à la reconstruction radicale nécessaire et urgente des systèmes politique, économique et social de Ceylan.

LA SITUATION DANS LE MOUVEMENT DES MASSES

Il y a deux principaux traits dans la situation politique actuelle, qui doivent être soigneusement saisis dans le but de déterminer les tactiques de la lutte pour le renversement du gouvernement M.E.P. D'une part il y a la confiance subsistante des grandes masses, y compris la classe ouvrière, dans le suffrage universel. D'autre part, il y a eu durant la dernière année et demie une tendance parmi des secteurs des masses et particulièrement de la classe ouvrière à recourir à l'action directe extra-parlementaire.

Depuis novembre 1957, nous avons assisté à une série de grèves de la classe ouvrière, toutes étant des luttes économiques à l'exception de la manifestation d'un jour de grève générale du 3 mars dernier qui est cependant un cas particulier. La révolte communaliste de mai 1958 et les rigueurs des premiers mois d'état d'urgence qui la suivirent ne firent qu'interrompre ces grèves mais n'empêchèrent pas leur réapparition dans les derniers mois. Les travailleurs sont certainement prêts à faire grève pour des buts économiques précis.

A part ces grèves des ouvriers, nous avons aussi assisté dans les derniers mois à des phénomènes politiques tel que la résistance des masses à la destruction de

mesures, l'occupation massive de terres de la couronne et le satyagraha (occupation de masse) sur les voies de chemins de fer. Sans aucun doute ces manifestations de mécontentement ne se sont pas étendues de la même manière que des grèves dans la classe ouvrière. Néanmoins ce sont des phénomènes dignes d'intérêt en ceci qu'ils revêtent à la fois un caractère de masse et d'action directe et qu'ils ont été déclenchés par d'autres secteurs de travailleurs que les ouvriers. Il faut aussi noter que ces actions étaient également directement basées sur les besoins quotidiens.

En bref, les masses ont toujours confiance dans les méthodes et processus constitutionnels ; mais elles sont également prêtes, sur des questions sensibles, à recourir à l'action directe même en dehors de la légalité constitutionnelle afin de faire pression sur le gouvernement.

La seule importante lutte gréviste des travailleurs qui n'était pas directement ou même pas du tout basée sur un problème économique précis fut la manifestation d'une journée de grève générale du 3 mars dernier exigeant le retrait par le gouvernement du projet de loi de sécurité publique. Cela a représenté le premier effort important depuis la venue au pouvoir

du M.E.P. pour amener la classe ouvrière dans son ensemble, ou tout au moins dans la grande majorité de ses secteurs syndiqués, à l'action politique directe. Marquée comme elle le fut par l'action conjointe des principales Unions syndicales des travailleurs des plantations avec d'autres importantes organisations syndicales, des travailleurs des industries et des employés, marquée également par l'action conjointe de grosses fédérations syndicales tant du secteur gouvernemental que du secteur privé et enfin, marquée par le nombre massif et la large variété d'activités économiques et administratives qu'elle affecta, cette action a indubitablement représenté un tournant dans l'histoire du mouvement syndical de Ceylan. Elle constitue le premier effort d'envergure du mouvement syndical pour entraîner la classe ouvrière à l'action politique directe.

En même temps, il est vrai que la Conférence de l'organisation syndicale n'a réussi à entraîner cette fois dans l'action que certains secteurs, même parmi les ouvriers organisés. Par exemple, les syndicats dirigés par les staliniens ou par le M.E.P. ne participèrent pas à l'action mais furent en fait hostiles. De même, les larges masses de travailleurs non organisés et aussi de travailleurs qui bien qu'organisés sont éparpillés en petits groupes, ne furent pas entraînés dans l'action bien que n'y étant pas hostiles. Même certains secteurs de travailleurs appartenant aux syndicats en grève ne participèrent pas à l'action. En d'autres termes, cette grève générale n'entraîna pas à l'action ni l'ensemble de la classe ouvrière ni même l'ensemble des travailleurs organisés.

Néanmoins, il faut répéter que le mouvement pour le 3 mars et le 3 mars lui-même ont représenté une gigantesque action politique directe de la classe ouvrière organisée à Ceylan. Elle a fait franchir une étape importante au processus de politisation de la classe ouvrière dans tous ses secteurs.

Elle a démontré que les illusions dans le gouvernement M.E.P. ont déjà été ébranlées chez un nombre considérable de travailleurs. C'est un résultat remarquable si l'on considère l'ampleur des illusions dans le gouvernement M.E.P. qui régnaient chez les travailleurs il y a seulement trois ans.

La réaction du gouvernement M.E.P. aux phénomènes d'action directe mentionnés plus haut et au soulèvement communaliste de l'année dernière (qui fut bien sûr lui aussi un cas d'action directe politique de masse d'envergure, bien qu'il ait eu des objectifs politiques réactionnaires et fut marqué par des méthodes grossièrement anti-sociales) a été de s'armer avec des pouvoirs répressifs de plus en plus étendus qui peuvent être utilisés sans avoir recours au processus parlementaire. La loi de Sécurité Publique a été conservée dans le code, malgré une promesse d'élection générale pour l'annuler. L'ensemble des lois d'urgence promulguées en vertu de la Loi de Sécurité Publique fut, sans motif, prolongé outre mesure, et la Loi elle-même a été renforcée dans ses

pouvoirs répressifs au moyen des amendements récents. La vérité est qu'en raison à la fois de sa politique communaliste et de sa politique anti-grève, les pouvoirs extraordinaires de l'état d'urgence sont devenus pour le gouvernement M.E.P. une nécessité de chaque jour.

Cependant, entre la capacité d'un gouvernement à obtenir des pouvoirs répressifs et sa capacité de les utiliser, il peut y avoir bien entendu un grand fossé. Des gouvernements faibles peuvent se briser dans un effort de répression massive et le gouvernement M.E.P. est un gouvernement faible.

La principale source de faiblesse du gouvernement M.E.P. est son manque de cohésion politique. C'est une coalition sans un programme. C'est aussi bien plus un assemblage de personnalités diverses qu'une coalition de partis. Sa base sociale est elle aussi très diversifiée, allant d'éléments bourgeois, à travers différentes couches de la petite bourgeoisie jusqu'à des éléments ouvriers non négligeables. Audessus et au delà des pressions des classes adverses il est aussi sujet à des groupes de pression continue et variable sur lesquels il s'est appuyé et doit continuer à s'appuyer. Ces groupes qui pour les principaux sont des groupes communalistes raciaux et religieux et des groupes organisés d'éléments intermédiaires avec les masses rurales, bhikkus, médecins Ayurvedic, maîtres d'école cingalais etc., font subir au gouvernement M.E.P. leurs pressions spécifiques propres auxquelles il ne peut, dans son propre intérêt, résister. Le résultat de tout cela est que le gouvernement M.E.P., loin de guider la nation sur la voie d'une politique précise, tend de plus en plus à être bousculé par les différents courants de masse, de classe et par les groupes de pression.

Sous-jacente à cette situation du gouvernement M.E.P. existe cependant une tendance constamment renforcée à résister à la pression de la classe ouvrière et à refuser ses revendications. Cette résistance, bien qu'elle soit exercée au nom de la soi-disant population en général contre la classe ouvrière en tant que telle, sert bien entendu à préserver et à protéger les intérêts du capitalisme à Ceylan. Les pouvoirs extraordinaires pris par le gouvernement M.E.P. sont par conséquent des pouvoirs qu'il a pris dans l'intérêt de la classe capitaliste.

En dépit de cette tendance renforcée et de cette aptitude croissante à résister à la classe ouvrière et à ses exigences, le dilemme de base du gouvernement M.E.P., en tant que gouvernement de réforme bourgeois subsiste avec une force intacte. Ce dilemme consiste à donner satisfaction aux aspirations des masses sans détruire la structure fondamentale des relations économiques et sociales capitalistes. La situation économique rend ce dilemme plus aigu que jamais.

Deux caractéristiques ressortent principalement de la situation économique. Le gouvernement finance ses dépenses en augmentation rapide au moyen d'un déficit croissant des entrées par rapport aux dépenses. Le résultat est l'inflation qui se reflète dans l'augmentation des prix. En

même temps, en dépit de ces dépenses accrues, le programme d'investissements du gouvernement lui-même additionné aux investissements privés est si insuffisant par rapport aux moyens nécessaires pour faire croître l'économie conformément aux besoins d'une population qui croît d'environ 2,6 % par an, que l'économie nationale est en déclin relatif. Les conséquences en sont un chômage croissant continuellement et une pression intolérable sur les ressources en terres du pays. Tous les efforts accélérés du gouvernement pour une colonisation parcelle n'ont pas réussi à apaiser la pression montante de ceux qui ont faim de travail et de terres. L'effort d'industrialisation total du gouvernement et du capital privé continue à être notoirement insuffisant pour les besoins de la situation.

Il est évident qu'une crise sociale et politique d'envergure est en train de mûrir dans le contexte de la crise économique fondamentale qui s'approfondit. Les questions que pose cette situation ne sont pas des questions de simples concessions aux masses dans le cadre des relations capitalistes existantes.

Ce sont des questions relatives à la continuation du système capitaliste lui-même. Dans le cadre d'une économie en déclin relatif, les limites des concessions ont peut-être déjà été atteintes. Certainement, les réserves réelles et en crédit du gouvernement ne sont pas grandes : le volume des réserves disponibles sur le plan privé semble strictement limité et les perspectives d'aide étrangère ne sont pas même en rapport avec les besoins minima. Des concessions supplémentaires doivent donc amener le taux de profit en dessous de ce qui est localement nécessaire pour stimuler l'entreprise capitaliste, mettant ainsi en danger le fonctionnement même de l'économie existante. En bref, quel que puisse être le désir du gouvernement, aucune autre concession importante aux masses n'est maintenant possible.

LA SITUATION COMMUNALISTE

Les problèmes économiques pressants et la montée de la lutte de classe ont tendu à mettre en veilleuse le problème communaliste et à le renvoyer à l'arrière plan. Cependant, il serait erroné de considérer que cet obstacle sur la voie de la lutte de classe a été surmonté et dangereux de méconnaître ses potentialités réactionnaires. Bien qu'il se puisse qu'on n'assiste pas à un nouveau Mai 1958, le communalisme demeure une arme puissante dans les mains de la réaction.

Tout d'abord, la position « le Cingalais seulement » continue à détériorer les relations raciales. Bien que les masses tamiles de Ceylan soient calmes et que la résistance ouverte des Tamils ait cessé, le ressentiment des masses continue d'être très vif parmi les Tamils et la volonté de ne pas céder subsiste parmi eux. Ni le M.E.P. avec sa disposition statutaire pour l'utilisation raisonnable du tamil, ni l'U.N.P. avec ses promesses de projet administratif pour l'usage du tamil ne peu-

Cependant, les masses n'ont pas été tirées de leur niveau de pauvreté par les concessions qu'elles ont arrachées au gouvernement M.E.P. Beaucoup de ce qu'elles ont gagné a été neutralisé par l'augmentation des prix et le chômage croissant. En même temps les promesses mêmes du gouvernement M.E.P. ont stimulé chez les masses le désir d'améliorations immédiates, cependant que l'atmosphère qui suivit avril 1956 a permis l'organisation massive de secteurs entiers de la population pour l'action en faveur de leurs revendications. En conséquence, la pression des masses pour d'autres concessions se poursuit dans le contexte de l'incapacité croissante du système économique capitaliste à accorder des concessions importantes.

La situation politique pose ainsi inexorablement le problème du choix entre le maintien des relations capitalistes à Ceylan et leur remplacement par ce qui est maintenant généralement considéré comme l'alternative, c'est-à-dire les relations socialistes. Il n'existe pas d'autre voie en dehors de la réalisation de ce changement fondamental ; et c'est précisément l'incapacité et le refus fondamental de réaliser ce changement qui ont mis en lumière la nature essentiellement capitaliste du gouvernement M.E.P. et l'ont amené à se heurter directement à la classe ouvrière.

Cependant, il y a un fossé considérable entre la nécessité objective de ce changement et sa réalisation par les masses. Bien que la nature capitaliste du gouvernement apparaisse clairement aux secteurs politiques avancés des masses, elle n'est pas claire pour toutes les couches de celles-ci. De même la nécessité de renverser le gouvernement M.E.P. n'apparaît pas encore clairement à de larges secteurs des masses. C'est en cela que consiste le caractère fondamental de la situation politique présente et de cela que découle la tâche fondamentale du parti aujourd'hui.

vent régler la situation et encore moins résoudre le problème des langues. La seule politique qui peut logiquement remplacer la parité est d'une part l'oppression des Tamils et d'autre part la division du pays. Bien entendu c'est un désastre national qui est au bout de l'une et l'autre voie.

Il y a une autre voie par laquelle le racisme menace de ruiner la solidarité nationale. Cependant que l'U.N.P. essaye de battre le M.E.P. avec le bâton du « problème indien » non résolu, le M.E.P. adopte de plus en plus une position anti-indienne comme moyen de détourner les masses en général et la classe ouvrière en particulier d'attaques contre le gouvernement M.E.P. De même que la politique du « Cingalais seulement » a été présentée comme un moyen de résoudre le problème du chômage parmi les Cingalais recherchant des emplois de fonctionnaires, de même l'anti-indianisme est présenté comme un moyen de résoudre le problè-

me du chômage dans les zones rurales cingalaises en général et dans la région de Kandy en particulier.

Il est nécessaire de comprendre les possibilités explosives et réactionnaires de l'anti-indianisme. La situation économique désespérée qui règne dans la population villageoise des régions de plantations où est concentrée la main-d'œuvre immigrée, donne à la compétition pour le travail un aspect racial direct. Comme, de plus, la masse des travailleurs immigrés est également privée de droits politiques et tenue en dehors du processus parlementaire normal par la privation du droit de vote, le recours à l'anti-indianisme donne également un avantage électoral aux politiciens capitalistes. S'il existe une influence modératrice sur cette tendance, c'est la concentration des travailleurs des plantations dans un secteur vital du pays, leur organisation et leur militantisme

hautement développé. Toute tentative de violence communaliste de grande envergure contre eux peut créer les conditions de la guerre civile.

Il y a un troisième aspect des relations communalistes qui est important. C'est l'aspect des relations entre groupes religieux. Il y a certainement un effort gouvernemental pour la consolidation de la prédominance cingalaise bouddhiste dans la structure politique de Ceylan. Son caractère anti-chrétien a peut-être été un peu atténué récemment, cependant que son caractère anti-marxiste, c'est-à-dire son opposition à l'idéologie de la classe ouvrière a commencé à être un peu plus vif. Il est nécessaire de comprendre que le communalisme cingalais bouddhiste continue en tant que moyen pour le M.E.P. de rallier la petite bourgeoisie cingalaise contre le parti et le programme de la classe ouvrière.

LES CLASSES ET LEURS PARTIS

Malgré l'évidence de plus en plus claire du mensonge de la prétention du gouvernement M.E.P. à être socialiste, malgré sa perte de vitesse même en tant que gouvernement bourgeois réformateur, et malgré son caractère maintenant ouvert et direct de serviteur du capital local et étranger, la majeure partie de la grande bourgeoisie et des secteurs entiers de la bourgeoisie demeurent d'une façon générale en opposition au gouvernement M.E.P. Cela, parce que le gouvernement M.E.P. n'a pas réussi à créer une atmosphère de sécurité pour leurs investissements actuels et encore moins pour des investissements ultérieurs. Il y a aussi une profonde défiance bourgeoise envers ce qu'ils considèrent être l'aile gauche du gouvernement.

Dans cette situation, l'effort pour faire revivre l'U.N.P. trouve un appui bourgeois très large. Néanmoins, la bourgeoisie s'est trouvée devant la difficulté de donner à l'U.N.P. une direction acceptable pour elle-même dans son ensemble et aussi populaire par rapport aux masses. Cependant la campagne U.N.P. a indubitablement revigoré des secteurs qui suivaient auparavant l'ancien U.N.P. et a même regagné des secteurs qui avaient rejoint le M.E.P. après les élections générales de 1956. Mais il est difficile d'apprécier dans quelle mesure la désaffection des masses vis-à-vis du M.E.P. les a de nouveau fait refluer vers l'U.N.P. La seule chose certaine, c'est que celui-ci n'a opéré aucun gain dans la classe ouvrière. De toute manière, et particulièrement depuis la révolte communaliste de mai 1958, l'U.N.P. ne peut plus être traité comme un facteur négligeable dans la politique nationale.

Le S.L.F.P., bien qu'à prédominance petite bourgeoisie dans sa composition, est essentiellement un parti bourgeois. Son rôle spécifique consiste à essayer, au travers du gouvernement M.E.P., de contenir le mouvement des masses dans les limites de l'ordre bourgeois. Il diffère de l'U.N.P. de plusieurs façons. Il a peu d'appui dans la bourgeoisie ; le peu d'appui

qu'il a vient de secteurs économiquement moins puissants, et cela, uniquement parmi la bourgeoisie cingalaise. Il contient en son sein un groupe de radicaux petits bourgeois cingalais qui reflètent la pression de la petite bourgeoisie cingalaise radicale dans le pays. Il est par conséquent peu réceptif à une pression de masse que ne le fut jamais l'U.N.P.

Le S.L.F.P. est l'organisation principale et la puissance prédominante dans la coalition du M.E.P. L'autre organisation dans la coalition est le groupe petit bourgeois cingalais de Philip Gunawardene. La coalition est maintenue par le communalisme cingalais et l'auto-intérêt, c'est-à-dire le besoin commun de se maintenir au pouvoir.

En ce qui concerne la haute petite bourgeoisie, les propriétaires terriens parmi eux ont profité des projets généraux de subsides pour l'engrais, la replantation, le soutien des prix etc. Cependant des secteurs de propriétaires et de commerçants dans la haute petite bourgeoisie cingalaise qui avaient autrefois soutenu le gouvernement M.E.P. se sont détournés en direction de l'U.N.P. Ils ont été influencés par ce qu'ils considèrent la faiblesse du gouvernement, manifestée principalement au sujet des grèves et de l'explosion communaliste de mai 1958. L'effet de la loi des terres Paddy sur les propriétaires de ces terres et des coopératives à buts multiples sur les intérêts des détaillants a également contribué à ce résultat.

Des secteurs de la petite bourgeoisie cingalaise, petite et moyenne, dans la ville et la campagne, sont mécontentes du gouvernement M.E.P. et politiquement se sentent frustrées. Atteints à la fois par la montée des prix et par le chômage grandissant, manquant des moyens de défense et d'organisation dont dispose la classe ouvrière, ne pouvant obtenir un secours économique en raison de la politique communaliste stérile, ils ne voient aujourd'hui aucune claire voie pour aller de l'avant. Bien qu'ils soient aujourd'hui inertes

comme masse, une fermentation se poursuit parmi eux.

Le ressentiment provoqué parmi les masses cingalaises rurales par la répression d'urgence de juin-juillet 1958 a réduit la base du gouvernement M.E.P. chez elles. Ce ressentiment a décliné avec l'arrêt de la répression et le temps. Des facteurs plus permanents jouent aujourd'hui un rôle principal pour former et déterminer l'opinion de masse des campagnes. La condition économique des masses rurales se détériore, principalement en résultat de la montée des prix et du chômage croissant. Leur faim de terres n'a pas été apaisée par la politique de colonisation accentuée du gouvernement du M.E.P. La loi sur les terres Paddy et les coopératives à buts multiples ne leur ont pas encore apporté de profit appréciable. Dans ces conditions, le mécontentement grandit, même parmi les très larges secteurs qui ont soutenu le M.E.P., mais ce mécontentement n'a pas encore trouvé un moyen d'expression politique.

Dans la petite bourgeoisie, l'énervement de cette couche sociale à la ville et à la campagne, qui consiste en ceux que l'on peut appeler les intellectuels swabasha est réel, mais il n'est pas le même dans tous les secteurs. Il est vain de nier que le gouvernement M.E.P. a fait quelques pas en vue d'aller à l'encontre de leur revendication pour une égalité de traitement avec l'intelligenzia éduquée en anglais. Sauf dans le cas des Tamils, la politique même du « cingalais seulement » sert cela sans aucun doute. Dans le même sens agit l'élévation du statut des pirivenas et du système d'éducation pirivena. L'effort de modernisation des cours des écoles swabasha a eu la même conséquence. L'insistance sur la progression des ayurveda est aussi un pas en direction d'une égalisation de statut entre les ailes anglaise et swabasha de l'intelligenzia. Le soutien de la culture indigène et, malgré le communalisme qui l'affecte, le soutien donné à la progression du bouddhisme ont également des conséquences de caractère semblable.

En même temps, la couche des intellectuels swabasha reste mécontente et « sous-privilegiée ». Les intellectuels swabasha n'ont pas obtenu quoi que ce soit qui puisse être considéré comme l'égalité de statut ou même approximativement l'égalité de statut avec les intellectuels éduqués en anglais. On connaît bien le fossé entre les traitements des maîtres anglais et des maîtres swabasha. Le fossé entre les honoraires des praticiens ayurvedic et ceux des docteurs alléopathiques est énorme. Il n'y a pas encore d'avocats swabasha mais il y en aura bientôt. Par dessus tout la jeunesse S.S.C. swabasha inemployée reste dans un état de frustration. De sorte que la voie swabasha ne mène pas encore aux sommets qui peuvent être atteints le long de la voie de l'anglais.

Ainsi les causes fondamentales de la rébellion des intellectuels swabasha continuent d'exister. Certains secteurs, parmi lesquels les enseignants, les médecins ayurvedic, et la jeunesse S.S.C. en chômage, sont à nouveau en marche pour

leurs revendications et sont entrés ou vont entrer en conflit direct avec le gouvernement sur la base de leurs doutes sur la volonté du gouvernement à tenir ses promesses. Les mouvements des enseignants et de la jeunesse spécialement ont déjà montré une promptitude à se lier aux organisations de la classe ouvrière et une tendance à écarter la perspective réactionnaire communaliste qui autrefois empêchait le développement des luttes. Les luttes de ces secteurs aideront à détruire leurs illusions dans le gouvernement M.E.P. et créeront l'occasion pour le Parti de trouver de nouvelles voies vers les masses rurales.

Bien que les secteurs organisés de la classe ouvrière aient arraché certaines concessions de salaires, comme l'augmentation de 17/50 roupies, ces concessions n'ont pas été même pour ces secteurs une compensation adéquate à la montée du coût de la vie depuis 1956. Des secteurs entiers de la classe ouvrière qui sont inorganisés n'ont même pas obtenu ces gains. En même temps le prix des marchandises essentielles a tendu à se stabiliser aux niveaux élevés atteints l'année dernière. La condition économique générale ouvrière s'est donc détériorée.

Les victoires acquises par la classe ouvrière organisée ont accru la confiance de la classe ouvrière dans son ensemble en sa capacité de lutter pour de nouveaux gains. D'autre part le chômage croît sans aucun doute et ramène quelque chose de l'atmosphère d'insécurité du travail qui régnait si nettement dans la période de l'U.N.P. En outre, la résistance du patronat aux revendications de la classe ouvrière est devenue plus déterminée et même plus agressive.

La politique du gouvernement envers la classe ouvrière est en gros de tenter d'établir la paix entre les classes par divers moyens. Il a promulgué certaines améliorations législatives qui, soit n'ont touché que la périphérie des besoins de la classe ouvrière, soit dans le cas du Fonds de Providence n'ont pas encore été rendues effectives. Le gouvernement a essayé d'éviter les questions fondamentales en désignant des commissions, tout en faisant des concessions partielles, limitées et tardives quand il était obligé de le faire. Dans les conflits industriels dans le secteur gouvernemental, il a systématiquement cherché à détourner les syndicats de la lutte vers des procédures longues de conciliation et d'arbitrage, même par l'obligation et l'intimidation.

Le gouvernement a supprimé quelques obstacles à la voie du mouvement syndical. Mais, tandis que les syndicats grandissaient, le gouvernement a employé divers moyens pour les mettre sous son contrôle. Il a essayé d'établir des conseils communs, avec peu de succès. Il a continué à dénier, comme l'U.N.P., les droits fondamentaux d'organisation syndicale et politique aux employés du gouvernement. Il a voulu scinder les syndicats sous patronage gouvernemental. Quand toutes les autres méthodes firent faillite, il n'a pas hésité à employer la violence et d'autres méthodes d'intimidation envers les grévistes. En outre, par

la loi sur la Sécurité Publique (amendée) il s'est armé de nouveaux pouvoirs de répression direct des grèves et des syndicats ouvriers.

Les ouvriers indiens de Ceylan continuent d'être privés de droits politiques tels que le refus de la citoyenneté et le droit de vote. Comme dans le cas d'autres questions fondamentales concernant la classe ouvrière, le gouvernement M.E.P. a également esquivé ces questions aussi. En même temps, les politiciens M.E.P. se sont livrés à des attaques communalistes de plus en plus fréquentes contre les ouvriers indiens de Ceylan, tandis que le gouvernement M.E.P. se trouve lui-même attaqué par l'U.N.P. et d'autres communalistes pour n'avoir réussi à résoudre la question indienne suivant une ligne communaliste cingalaise. Dans cette situation l'insuffisance des organisations traditionnelles de ces ouvriers commence à devenir évidente à ces ouvriers eux-mêmes. La nécessité de participer à la politique du pays est de plus en plus comprise par eux et le désir de le faire a grandi. A grandi parallèlement la pression sur leurs organisations pour participer au mouvement politique national. La politique des ouvriers indiens de Ceylan doit donc être anti-gouvernement M.E.P. en raison de l'anti-indianisme du gouvernement M.E.P.

Avec l'établissement de l'ambassade soviétique, le P.C. de Ceylan s'est trouvé sous le direct contrôle de la bureaucratie soviétique. Les interférences de la bureaucratie soviétique dans la politique locale se sont aussi accrues. Craignant un retour de l'U.N.P. au pouvoir et inquiète de la possibilité réelle d'un gouvernement L.S.S.P., la bureaucratie soviétique a un direct intérêt au maintien au pouvoir du gouvernement M.E.P. Outre l'accord d'une aide financière au gouvernement M.E.P., elle a, conformément à cette politique, converti le P.C. cingalais en une agence plus ou moins directe du gouvernement M.E.P. dans la classe ouvrière, en particulier et dans le pays en général. Tou-

tefois, en vue de conserver une clientèle, le P.C. s'engage dans diverses actions de pression, y compris par l'action directe, mais toujours dans la perspective de maintenir le gouvernement M.E.P. au pouvoir. Il cherche également à s'infiltrer dans le gouvernement et à augmenter son influence dans les rangs gouvernementaux en soutenant les petits bourgeois radicaux dans le M.E.P. En résultat, le P.C. a d'une part tendu à perdre une partie de ses soutiens en faveur du M.E.P. et d'autre part à s'aliéner les secteurs anti-M.E.P. des masses. Cherchant à s'adapter à cette situation, il a adapté plus ou moins clairement sa politique au communalisme cingalais bouddhiste du gouvernement M.E.P.

Les événements de mai 1958 et l'expérience de l'état d'urgence qui suivit ont aigri davantage les masses tamiles contre le gouvernement M.E.P. La loi sur l'emploi raisonnable du tamil n'a, en aucune façon, modifié leur attitude et la discrimination se poursuivant contre la population de langue tamile, continue d'ajouter à son amertume. Cependant, jusqu'à présent, il n'y a aucun signe de reprise d'une action directe de la part des populations tamiles. Malgré la sympathie créée en faveur du Parti fédéral par la proscription de celui-ci et la détention de ses chefs pendant quelques mois, durant la période d'urgence, l'emprise politique du Parti fédéral parmi les populations tamiles s'est affaiblie. Ces populations commencent à sentir que la ligne politique du Parti fédéral ne fournit pas de moyens pour résoudre les problèmes soulevés par la politique anti-tamile du gouvernement M.E.P. Les populations tamiles commencent aussi à comprendre que la solution de leurs problèmes par la conquête de leurs droits de minorité, est dans la liaison de leur lutte à la lutte anticapitaliste des masses de Ceylan dans leur ensemble. Il est significatif que le Parti fédéral n'ait eu aucun rôle à jouer dans la grève générale du 3 mars, qui fut la plus importante action de masse contre le gouvernement du M.E.P. dans ses trois ans de règne.

NOS TACHES

La tâche politique fondamentale du parti est, aujourd'hui, d'amener la conscience des masses et, avant tout, celle de la classe laborieuse organisée, à une réalisation active du besoin de renverser le mouvement M.E.P. Ce n'est pas une tâche de propagande pure et simple. Elle sera seulement accomplie par le parti conduisant les masses à travers l'expérience nécessaire de la lutte. Et la période qui vient est une période de lutte de la part à la fois de la classe ouvrière et de secteurs des masses laborieuses, sur leurs revendications respectives.

En ce qui concerne la classe ouvrière, le gouvernement M.E.P. et la classe capitaliste ont presque atteint la limite des concessions compatibles avec le maintien de l'ordre capitaliste. Bien que des concessions mineures soient encore possibles, les revendications fondamentales des tra-

vailleurs, en particulier dans le domaine des salaires, ne peuvent être accordées ; en raison de l'humeur actuelle de la classe ouvrière, par conséquent, s'ouvre la perspective de luttes étendues et déterminées de la part des ouvriers sur de telles revendications. Ces luttes, à la fois, mettront de plus en plus en conflit les ouvriers et le gouvernement, et soulèveront des questions politiques. La tâche du parti sera, tandis qu'il organise et conduit les luttes, de mener les ouvriers, à travers leur expérience dans de tels combats, à la réalisation du besoin de renverser le gouvernement M.E.P. et l'ordre capitaliste qu'il maintient.

En outre, dans les conditions d'aujourd'hui, des questions politiques directes (tel que l'amendement à la Loi de Sécurité publique, la question des droits politiques pour les employés du gouverne-

ment, etc...) ou des faits qui impliquent des questions politiques (tels que l'absence de mise en application du Plan du fonds national d'aide aux employés, l'absence d'un salaire minimum national, etc...) se présentent comme des sujets dont l'importance est ressentie par un grand nombre d'ouvriers. Ce sera la tâche du parti de soulever de telles questions en temps opportun et de conduire des campagnes d'agitation sur elles avec la perspective de lutte. Ceci aidera à accélérer la politisation de la classe ouvrière.

Particulièrement, en vue des efforts du M.E.P. et de l'U.N.P. pour provoquer une hostilité parmi les masses rurales envers la classe ouvrière, il est d'autant plus nécessaire aujourd'hui de rendre la classe ouvrière de plus en plus consciente de son rôle de direction des masses rurales. Avec ce but en vue, le parti doit diriger les ouvriers dans une tâche visant à forger les liens avec les masses rurales pour l'action sur des questions appropriées. Des efforts pour obtenir la sympathie des masses rurales envers les ouvriers dans leurs luttes, la défense par les ouvriers des revendications des masses rurales et l'action conjointe sur des revendications communes, favoriseront l'accomplissement de cette tâche.

La position affaiblie des staliniens parmi les ouvriers fournit au parti une occasion d'obtenir des gains à leurs dépens dans le domaine des syndicats. Les syndicats M.E.P., bâtis sur la base du communalisme cingalais, du patronage gouvernemental et de concessions mineures obtenues à travers les Tribunaux industriels, s'adressent principalement aux ouvriers plus arriérés. Le rôle de ces syndicats est de détourner la lutte de ces ouvriers dans des canaux inoffensifs et de les leurrer avec de petites concessions. C'est la tâche du parti d'exposer à ces ouvriers le rôle traître de ces syndicats qui sont hostiles à toute lutte sérieuse et de les gagner par sa direction militante. Au même moment, cependant, le parti lui-même doit utiliser sa propre capacité et son prestige dans le domaine syndical pour organiser ces couches arriérées d'ouvriers, qui viennent de plus en plus dans les organisations syndicales. Dans cet effort, le parti ne doit pas hésiter à utiliser, partout où c'est nécessaire, la procédure des commissions d'enquête et des tribunaux, établie à la faveur de la Loi sur les conflits du travail.

Il est nécessaire pour le parti de saisir l'importance actuelle du travail politique à l'intérieur des organisations de masses des travailleurs en col blanc, et à la fois des couches anglaise et swabasha.

En mobilisant la classe ouvrière pour l'action commune, le parti évitera le sectarisme et essaiera de rassembler pour la lutte les organisations de la classe ouvrière sur la plus large échelle possible. La première grève générale réelle dans l'histoire du mouvement de la classe ouvrière à Ceylan a suscité la création de la **Conférence des Syndicats**. Le maintien et le développement de ce centre comme point de ralliement d'un syndicalisme indépendant et militant, aideront à la fois

à éliminer la direction servile du M.E.P. et les syndicats staliniens et à mobiliser la classe ouvrière sur la plus grande échelle pour les grandes batailles qui s'annoncent.

Le parti doit reconnaître la faiblesse de ses activités parmi les masses rurales et exercer d'une manière plus systématique et élargie, son agitation et sa propagande parmi ces masses. Tout en saisissant chaque occasion pour faire de l'agitation sur des questions locales concrètes et chercher à inciter les masses rurales à l'action sur de telles questions partout où cela est possible, le parti doit accorder une importance particulière à la propagande et à l'agitation sur les questions du chômage rural, du coût élevé de la vie, de la demande de terre et de l'oppression exercée par les contremaîtres, la police et d'autres fonctionnaires, et les retards dans le système administratif. Le parti doit essayer de présenter de telles questions sous une forme concrète qui touchera les masses rurales. Un effort doit être fait pour entrer dans les coopératives à buts multiples et dans les Comités de culture, pour utiliser ces organisations au maximum dans l'intérêt des masses rurales, des fermiers et des cultivateurs petits propriétaires, et pour démontrer en pratique les restrictions et les inconvénients de la politique du gouvernement dans ce domaine.

Le parti doit reconnaître, quant aux intellectuels swabasha, qu'il n'a pas encore été capable de trouver une méthode effective pour se lier avec eux. Le parti doit en effet reconnaître que la suspicion existe naturellement dans cette couche sociale, qu'il ne soutient pas réellement et qu'il ne s'identifie pas lui-même avec les revendications swabasha. Une raison essentielle en était la déviation du mouvement swabasha dans les régions cingalaises dans des canaux communalistes. Cependant, il existe des manifestations, aujourd'hui, selon lesquelles des secteurs entiers de cette couche sociale sont en train de passer à l'action ou de se préparer à l'action, pour leurs revendications sur des voies non communalistes. Dans ces actions, ils entrent nécessairement en conflit avec le gouvernement M.E.P. L'occasion est ainsi créée pour le parti de pénétrer dans cette couche par une participation active dans la préparation et la conduite de ces luttes. Le parti doit s'engager systématiquement dans ce travail, particulièrement parmi les jeunes chômeurs S.S.C. qui peuvent, le plus aisément, être amenés sous l'influence du mouvement de la classe ouvrière. Par ce travail, le parti peut gagner tout un groupe d'adhérents répartis à travers tout le pays, qui constituerait un lien valable entre le parti et les masses rurales.

Parmi les tâches ci-dessus formulées, celle qui consiste à s'opposer constamment aux divers moyens discriminatoires employés par le gouvernement contre les minorités ne doit pas être oubliée. Le parti a un énorme crédit auprès des minorités, et la tâche de renforcer et de consolider la base du parti parmi les minorités demeure essentielle.

LES PROCHAINES ELECTIONS GENERALES PARLEMENTAIRES

Le parti doit se préparer dès maintenant, consciencieusement et soigneusement, pour les prochaines élections générales parlementaires, en se fixant la majorité comme objectif.

Les illusions des masses dans le bulletin de vote comme moyen de parvenir au pouvoir politique et d'accomplir la transformation sociale sont extrêmement répandues et réelles. Les réformes qui sont entreprises en matière électorale sont de nature à renforcer ces illusions. Ces illusions ne peuvent être perdues qu'à travers l'expérience. D'autre part, les élections fournissent au parti une occasion inestimable de faire progresser la conscience des masses et d'atteindre les secteurs des masses avec lesquels, ordinairement, le parti n'a pas de contact.

Il y a une revendication étendue dans la classe ouvrière et les masses laborieuses généralement, que le parti devrait miser sur une majorité aux prochaines élections

générales. Malgré la privation du droit de vote des ouvriers ceylanais-indiens et malgré le découpage des circonscriptions défavorable à la classe ouvrière, le parti peut se fixer un tel but et cela servirait ses buts politiques, s'il emploie des méthodes appropriées et dans une perspective correcte. Certainement un tel objectif aidera à marquer sur les masses le caractère sérieux de l'action du parti pour le pouvoir. Le parti s'engageant dans les élections s'efforcera de convertir les élections elles-mêmes en un combat de masse, c'est-à-dire il cherchera à donner aux élections un caractère de lutte de classe. De plus, le parti doit comprendre clairement que la lutte pour une majorité parlementaire est en premier lieu un combat pour gagner le contrôle d'un appareil d'Etat qui peut être utilisé aux fins de la lutte des masses, et qu'une majorité parlementaire ne peut être une substitution à la mobilisation des masses révolutionnaires.

CONCLUSION

Le parti entreprendra les tâches spécifiques décrites ci-dessus, par rapport aux divers secteurs du peuple, dans le contexte d'une propagande et d'une agitation générales pour le renversement du gouvernement M.E.P. et son remplacement par un gouvernement L.S.S.P. Le parti démontrera que c'est le moyen nécessaire de préserver et de renforcer l'unité nationale, de mettre fin à la corruption, d'entreprendre la réorganisation urgente de la structure politique, administrative, économique et sociale du pays, à la fois de libérer et de mobiliser les énergies de la nation pour de telles tâches.

Dans le cours de son agitation et de sa propagande, le parti mettra en pleine lumière les questions suivantes :

Le chômage grandissant et la hausse des prix, déjà élevés

Le parti montrera que ces questions ne peuvent être résolues que par une série de mesures anti-capitalistes parmi lesquelles la nationalisation des secteurs-clés de l'économie, la prise en charge du commerce extérieur qui permettra un contrôle adéquat des prix et un plan de développement socialiste rationnel. En relation avec les nationalisations, le parti mettra en avant la participation des ouvriers à la gestion des entreprises nationalisées.

Les Services du logement, des questions sociales et du bien-être général

Le parti attirera l'attention sur la faillite complète du gouvernement dans la question du logement, et l'insuffisance des ser-

vices sociaux et du bien-être général, et il montrera que c'est seulement un gouvernement doté d'un plan socialiste qui peut frayer un chemin à la solution réelle de ces problèmes.

Corruption

Le parti attirera l'attention sur la mauvaise volonté manifeste du gouvernement M.E.P. comme du gouvernement U.N.P. à prendre des mesures contre la corruption grandissante de l'appareil d'Etat. Le parti montrera que seul un gouvernement qui est lui-même au-dessus de la corruption peut entreprendre des mesures résolues pour extirper la corruption de la vie politique.

Administration bureaucratique

Le parti attirera l'attention sur le caractère dilatoire et l'absence d'efficacité de l'administration bureaucratique actuellement en place, qui est isolée des masses et qui agit d'une façon harassante et coercitive. Le parti montrera que la réorganisation complète de l'appareil administratif, qui est essentiel si cet appareil doit devenir attentif aux besoins des masses, ne peut être effectuée par un gouvernement dont les bases elles-mêmes sont la police, les forces armées et la bureaucratie, mais seulement par un gouvernement qui repose lui-même sur les masses éveillées.

De cette façon, le parti montrera aux masses que non seulement le renversement du gouvernement M.E.P. est nécessaire, mais aussi le renversement du système capitaliste lui-même.

En exposant ainsi l'origine de nos maux politiques, économiques, administratifs et sociaux, le parti montrera aussi concrètement, en termes de mesures spécifiques, le besoin d'une réorganisation socialiste de la structure économique et sociale de Ceylan. La création d'une large compréhension de ce que le parti ferait concrètement au pouvoir aiderait à porter le parti au pouvoir.

La tâche politique relative à la question du gouvernement nécessaire en vue d'en-

traîner en avant toute la nation vers une nouvelle ère, est par conséquent celle de gagner l'assentiment populaire pour l'idée que l'alternative correcte au gouvernement M.E.P. est un gouvernement L.S.S.P., parce que l'alternative nécessaire à l'ordre actuel est un ordre socialiste. Nous devons présenter à la nation d'une façon conséquente et complète qu'un gouvernement L.S.P.P. est l'instrument nécessaire à la construction d'une société socialiste.

EN AVANT POUR UN GOUVERNEMENT L.S.S.P. !

A BAS LE GOUVERNEMENT M.E.P. !

EN AVANT POUR LE SOCIALISME !

ADDITIF

Les conflits internes du gouvernement M.E.P. l'ont mis sens dessus-dessous. Non seulement le gouvernement, mais le M.E.P. lui-même n'est plus. Mr. S.W.R.D. Bandaranaike dirige maintenant un strict gouvernement S.L.F.P., tandis que le S.L.F.P. devient le seul parti au pouvoir.

Le groupe de Philip Gunawardene, un groupe cingalais communaliste de radicaux, a été exclu du gouvernement et a quitté le parti gouvernemental. Ce groupe a été suivi par un groupe cingalais communaliste de radicaux petits bourgeois du S.L.F.P. Avec de tels développements, le gouvernement Bandaranaike a subi une modification de sa composition de classe. D'un gouvernement formé d'un parti bourgeois en alliance avec un groupe petit bourgeois et répondant dans des limites données à la pression de ce groupe et d'autres éléments similaires petits bourgeois dans le parti gouvernemental, il a été transformé en un gouvernement d'un parti bourgeois pur et simple. Mis à part le fait que le soutien essentiel du S.L.F.P. vient, non pas de la grande bourgeoisie, mais des secteurs les moins puissants économiquement de la bourgeoisie cingalaise, l'actuel gouvernement S.L.F.P. n'est pas très différent du gouvernement U.N.P. du passé.

Deux conséquences découlent de cette situation. Premièrement, la coloration de gauche que le gouvernement Bandaranaike exposa pendant les trois dernières années, a disparu et le caractère capitaliste qu'il possédait toujours se trouve maintenant exposé à la vue de tout le monde.

Secondement, un glissement plus prononcé à droite dans la politique du gouvernement peut être prévu. Même avant la crise actuelle, le glissement à droite du gouvernement avait déjà commencé. Mais l'élimination dans son sein de la pression petite bourgeoise représentée par le groupe de Philip Gunawardene et, dans une moindre part, par les éléments petits bourgeois dans les rangs du parti parlementaire du S.L.F.P. lui-même, accélérera ce déplacement politique vers la droite. La récente attaque contre le marxisme par le gouvernement S.L.F.P. illustre. Les services du gouvernement S.L.F.P. au ca-

pital seront maintenant plus directs, plus ouverts et plus complets.

Le changement dans le gouvernement Bandaranaike reflète aussi un important changement de la situation à l'intérieur même de la classe capitaliste. Le bouleversement politique aux élections générales d'avril 1956 laissa, politiquement, la classe capitaliste à la fois désorientée et désorganisée. Le grand capital, c'est-à-dire la partie décisive du capital, bien qu'il conservât ses positions économiques dans les secteurs-clés de l'économie (plantations, banques, assurances, commerce extérieur) ne put donner à la classe capitaliste dans son ensemble, soit une ligne claire d'action politique, soit une direction politique unie et ferme. Le grand capital, par suite, marqua le pas. Mais le grand capital commença à se remettre politiquement sur pied dès que le gouvernement M.E.P. progressa dans l'accomplissement du rôle dévolu aux gouvernements de type Front populaire. C'est le rôle de contenir les masses évoluant à gauche dans les cadres du capitalisme, tout en gagnant du temps pour que la classe capitaliste se regroupe politiquement en préparation d'une nouvelle offensive de classe. Le gouvernement M.E.P. se distinguait d'un gouvernement de Front populaire dans les points de vue essentiels suivants : 1) il gagna une large partie de son soutien parmi les masses en soulevant le communalisme cingalais ; 2) il n'y avait aucune représentation substantielle de la classe ouvrière dans le Front populaire. Cependant, il est vrai que le M.E.P. évoquait, particulièrement parmi les masses cingalaises, des espoirs d'une nature comparable à celle évoquée par les Fronts populaires de type classique. Comme le gouvernement M.E.P. se tenait ferme dans le cadre capitaliste, même pendant qu'il imposait à la classe capitaliste d'importantes concessions politiques et économiques, la classe capitaliste commença à reprendre sa confiance de classe. Ceci se refléta tout d'abord dans le domaine économique, comme par exemple dans l'intransigeance du grand capital dans le domaine de l'exportation, par une résistance croissante à chaque menace de pénétration dans les domaines de l'explo-

tation des « entreprises privées » (Loi sur les Banques coopératives ; l'expansion du domaine d'opérations du C.W.E.). Le grand capital a recouvré sa confiance politique et commence, avec ses revendications, à faire pression sur le gouvernement. Pas la défense des positions essentielles du capitalisme seulement, mais la défense du capitalisme sur tous les fronts, telle est la revendication du grand capital sur le gouvernement ; et la reconstitution du Cabinet représente une préparation pour l'accomplissement de cette tâche.

Bien que le gouvernement M.E.P. fût un type de gouvernement Front populaire, sa dislocation n'a pas provoqué de désorientation dans la classe ouvrière. Au contraire, elle a eu pour résultat un accroissement de confiance dans la classe ouvrière. La raison principale de ceci est le fait que, à la différence des gouvernements de Front populaire classique en Europe, le gouvernement M.E.P. était confronté, dès le début, avec l'opposition du parti de la classe ouvrière révolutionnaire, ayant un appui de masse, le L.S.S.P. La classe ouvrière fut, par conséquent, capable :

a) de recueillir les avantages d'un gouvernement de type front populaire sans en devenir son partisan ; b) d'échapper à la désorientation quand le gouvernement M.E.P. échoua et, finalement, se dissocia. La classe ouvrière dans son ensemble n'a pas d'illusions au sujet du caractère de classe du gouvernement S.L.F.P. et, par là même, demeure en opposition contre lui. Toute question du S.L.F.P. conservant, ou obtenant une base significative dans la classe ouvrière, est exclue. Deuxièmement, la classe ouvrière, consciente des grandes victoires syndicales et du renforcement considérable de son organisation, obtenus contre le gouvernement lui-même et aussi contre les capitalistes généralement, demeure capable, dans des circonstances appropriées, d'une offensive générale sur tous les fronts, y compris le front politique. Troisièmement, la possibilité de mobiliser la classe ouvrière pour la lutte sous la direction du L.S.S.P. a été considérablement renforcée par l'affaiblissement sérieux de la position du groupe de Philip Gunawardene, des staliniens et du S.L.F.P. dans la classe ouvrière, et par la croissance plus poussée de la confiance dans la direction du L.S.S.P. dans les luttes de classes.

La situation parmi les masses rurales est en contraste profond avec ce qui existe au sein de la classe ouvrière. Les masses rurales sont plongées dans une confusion générale, par l'éclatement du gouvernement M.E.P. Le L.S.S.P. fut incapable de l'empêcher, d'une manière quelconque, parce que d'abord, en tant que parti de la classe ouvrière, sa base principale était parmi les ouvriers, et deuxièmement parce que même la base limitée qu'il possédait dans les régions rurales, était sérieusement affaiblie par le développement du communalisme cingalais sous le gouvernement M.E.P. Le danger existe dans cette situation que les masses rurales se tournent à droite. Cependant, la croissance du mécontentement rural au sujet du chômage et des prix élevés, qui soulèvent des questions de classe, et la concurrence entre

les deux partis bourgeois, le S.L.F.P. et l'U.N.P., pour bénéficier du soutien des ruraux, fournit à la classe ouvrière l'occasion d'offrir une direction aux masses rurales.

Dans la situation politique changée, le S.L.F.P. demeure grandement affaibli, et le gouvernement S.L.F.P., dans la période qui vient, doit probablement se discréditer de plus en plus vis-à-vis des masses. Il n'est aussi pas moins vraisemblable que ce gouvernement sera battu au Parlement et contraint de procéder à une élection générale avant l'expiration de son mandat.

Le renouveau de l'U.N.P. récemment, ce parti politique éprouvé du grand capital de Ceylan, reflète non seulement la faillite du gouvernement M.E.P., mais aussi le gain de confiance de la classe capitaliste. Le grand capital s'est mobilisé derrière l'U.N.P. et, avec l'éclatement du gouvernement M.E.P., l'U.N.P. fait une tentative résolue pour un retour au pouvoir.

Cependant, si la classe capitaliste commençait à redouter une tentative pour s'emparer du pouvoir de la part d'une classe ouvrière vigoureuse, il se peut que l'U.N.P. et le S.L.F.P. fusionnent, d'une façon ou d'une autre, pour unir la classe capitaliste autour d'une bannière politique unique, contre la classe ouvrière.

Le groupe de Philip Gunawardene, dont l'influence dépendait pour une large part de ses positions ministérielles, demeure désorienté et même démoralisé par la perte de ces positions et l'échec complet dans sa politique de jonction avec le S.L.F.P. pour former le M.E.P. Tandis qu'il y a une certaine sympathie pour Philip Gunawardene, particulièrement dans les secteurs ruraux, les perspectives du groupe Philip Gunawardene, isolé ou rattaché avec les éléments d'autres scissions du M.E.P., sont pâles, aussi longtemps que leur but essentiel est de continuer la politique discréditée du M.E.P. délabré.

Le Parti communiste est aussi impliqué dans la faillite du gouvernement M.E.P. en raison de son soutien à ce gouvernement. En outre, le Parti communiste, malgré tous ses efforts pour maintenir une apparence contraire, soutient encore profondément le gouvernement Bandaranaike parce que celui-ci continue sa politique de maintien de bonnes relations avec le bloc des pays soviétiques. Cependant, il est impossible pour ce parti de se tourner vers les masses avec une politique de soutien ouvert au gouvernement S.L.F.P. Le Parti communiste est, par conséquent, contraint de compliquer de telles manœuvres habituelles sans principes, sous le couvert d'un appel pour un front uni des forces progressives (y compris celles qui demeurent encore au gouvernement) sous la direction de la classe ouvrière. Ce n'est que la vieille ligne anti-U.N.P. bridée à nouveau, et la vieille politique du M.E.P. dans un nouvel accoutrement, pour se mettre au niveau de la nouvelle situation. Et c'est avant tout une ligne dirigée contre la position révolutionnaire du L.S.S.P.

Dans les provinces du Nord et de l'Est, l'éclatement du gouvernement M.E.P. et la position parlementaire précaire du gouvernement S.L.F.P. ont suscité de nou-

veaux espoirs dans la possibilité de l'apparition d'un gouvernement qui ne serait pas un gouvernement communaliste cingalais. Ceci aidera le parti dans ses efforts pour détacher les masses de ces secteurs, de l'influence fédéraliste.

La tâche posée au parti est de mobiliser les masses sous la direction de la classe ouvrière pour renverser le gouvernement S.L.F.P. et le remplacer par un gouvernement L.S.S.P. Cette tâche devient urgente du fait que l'éclatement du gouvernement M.E.P. a accéléré le processus de polarisation de la société ceylanaise, entre la classe ouvrière d'une part et la classe capitaliste d'autre part. Des luttes dans lesquelles la question du pouvoir sera posée sont une possibilité certaine dans la période qui s'avance. Il y a aussi une possibilité de la part de la classe capitaliste de lancer une offensive contre la classe ouvrière, appuyée par le gouvernement S.L.F.P. et avec les masses rurales indifférentes, ou même hostiles à la classe ouvrière.

Il est par conséquent d'une importance vitale que la classe ouvrière fasse un effort résolu pour entraîner les masses rurales qui n'ont pas encore opté.

L'intelligentsia petite bourgeoisie cingalaise qui était parmi les principaux partisans du M.E.P., est aujourd'hui, comme les masses rurales, plongée dans la confusion par l'éclatement du gouvernement M.E.P. Un effort particulier doit être entrepris pour attirer au mouvement de la classe ouvrière révolutionnaire les éléments mécontents de ces secteurs.

En ce qui concerne la classe ouvrière elle-même, la tâche du parti est la préparation politique et organisationnelle de la classe pour prendre la conduite du renversement du gouvernement S.L.F.P. et mettre un terme au régime capitaliste. La compréhension large dans la classe ouvrière de la nature capitaliste du gouvernement S.L.F.P. aussi bien que la prise de conscience de la faiblesse de ce gouvernement rend cette tâche plus aisée.

Dans la période de lutte qui se dessine, il est important que la classe ouvrière, tout en s'engageant dans les luttes partielles qui peuvent se présenter, tende à conserver ses énergies en faveur de luttes principales portant sur des revendications d'un caractère généralisé qui l'amèneront face à face avec l'ordre capitaliste et le gouvernement S.L.F.P. qui le défend. En conséquence, le parti s'efforcera de formuler, de populariser et d'avancer des revendications généralisées appropriées dans la situation comme elle se présente.

Avec le développement de la lutte de masse, le parti doit aussi être sensible à la nécessité de mettre en avant des mots d'ordre pour la création d'organisations des ouvriers, correspondant au niveau de la lutte. Le temps est venu aujourd'hui d'appeler à l'édification de corps de volontaires sous l'égide des syndicats.

Le parti doit aussi être conscient que la position précaire du gouvernement S.L.F.P. au parlement, rend possible une défaite de ce gouvernement au parlement à un moment quelconque et par suite une élection générale. En conséquence, le parti, tandis qu'il continue ses efforts au Parlement pour tenter d'assurer la défaite du gouvernement au plus tôt, doit sérieusement et sans retard prendre toutes les précautions nécessaires pour contester, sinon tous, du moins la plupart des sièges à une élection générale, dans le but d'obtenir une majorité parlementaire.

Il est nécessaire pour le parti de combattre vigoureusement l'idée d'un front large avec les soi-disant groupes qui se sont séparés du M.E.P. L'expérience de l'échec et de l'éclatement du M.E.P. fournit la preuve de la futilité et du danger de combinaisons de cette nature sans principes, et démontre que c'est seulement sur un programme anti-capitaliste clair que peuvent s'unir tous les secteurs des opprimés et des exploités sans considération de race ou de croyance, que les masses peuvent aller de l'avant vers un Ceylan socialiste uni.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

U. R. S. S.

Trotsky et le trotskysme présents

Les signes sont nombreux que l'intérêt en Union soviétique pour Trotsky et le trotskysme croît, pour les raisons données dans l'article du camarade P. Richards que nous publions dans ce numéro. En voici quelques-uns.

Le correspondant de l'Observer londonien, George Sherman, rapporte, dans le n° du 16 août, au sujet de l'exposition américaine à Moscou :

« Les Américains et les Russes étaient aussi parvenus à un compromis sur une centaine de livres relatifs à la Russie et à la science politique, qui furent retirés des rayons disponibles au public, sur la demande du Ministre de la Culture. Ils se trouvent sous verre, des fruits défendus qu'on peut voir mais ne pas toucher.

« Mais les encyclopédies qui sont sur les rayons à la disposition du public sont touchées, fréquemment même. Des jeunes gens avec des cahiers copient ouvertement des faits sur Staline autrefois inconnus du citoyen soviétique. Je vis un jeune homme prenant avec zèle des notes sur un homme dont peu de citoyens soviétiques osent encore prononcer le nom en public, Léon Trotsky. »

Dans le *New York Times* du 11 septembre, son correspondant H.E. Salisbury, qui vient de passer quatre mois en U.R.S.S. écrit :

« Les Russes avaient l'habitude de pâlir à la mention du nom de Léon Trotsky. Même aujourd'hui vous ne l'entendez pas souvent. Mais un jeune homme dans une ville de province cita son nom dans une discussion de livres sur la Russie. Un autre plaisante sur sa propre ressemblance physique avec Trotsky et un troisième dit : « Nous avons commencé à parler un peu sur Trotsky mais nous continuons à ne pas écrire sur lui. »

Nous avons été informés qu'un bulletin, contenant des articles de notre revue *Quatrième Internationale* sur l'U.R.S.S., avec des commentaires officiels destinés à « prouver » la « fausse » position des trotskystes, a été tiré à six ou sept mille exemplaires et distribués entre autre à l'Université de Moscou. Est-il besoin de dire que nous ne craignons pas les « arguments » du Kremlin, cette publication préparant la voie à une édition en russe de *Quatrième Internationale*.

ÉTATS-UNIS

Des jours difficiles pour la classe ouvrière

Avec le vote d'une nouvelle loi anti-syndicale par un Congrès en majorité élu par les ouvriers et avec la poursuite indéterminée de la grève des aciéries (qui a déjà battu tous les records de durée), l'euphorie trompeuse dans laquelle la majorité des travailleurs a vécu dans les années de prospérité est pénétrée de l'idée qu'ils ont à faire face à une offensive généralisée préparée de longue date, à la fois sur le front de l'entreprise et des autorités.

La gravité de la situation semble n'avoir pas été comprise dès le début par les bureaucrates syndicaux qui dirigent les ouvriers de l'acier. Avec leurs conceptions de collaboration de classe, ils étaient entrés en pourparlers pour le renouvellement des conventions, en pensant qu'ils obtiendraient une augmentation de 10 cents de l'heure, tandis que les compagnies élèveraient les prix de 4 dollars par tonne. C'eût été se conformer au modèle

suivi depuis 1946, lorsque sous prétexte des 18 cents remis aux ouvriers les barons de l'acier augmentèrent leurs prix de 5 dollars par tonne. Depuis lors, il y eut dix augmentations des salaires des ouvriers de l'acier et 22 des prix de vente des compagnies (dont plusieurs en dépit d'une chute des autres indices de prix).

Ce modèle servait toujours de prétexte à la presse bourgeoise pour crier que la montée des salaires engendrait celle des prix et que cette spirale était responsable de l'inflation qui se développait continuellement aux États-Unis. Mais cette fois-ci il aurait été plus difficile de lancer ce ballon, car il avait été irréfutablement prouvé devant la Commission Kefauver du Sénat que les compagnies pouvaient aisément accorder des augmentations de salaires sans devoir augmenter leurs prix. Leurs derniers comptes rendus financiers étaient singulièrement éloquentes. Les bénéfices nets pour la première moitié de

1959 étaient de 254.900.000 dollars, soit de 88 % plus élevés qu'en 1958. Les effets de la récession ? Les rentrées de l'U.S. Steel passaient de 9,14 dollars-tonne dans le 2^e trimestre de 1954, à 19,31 dans un trimestre exactement comparable de 1958. Sur le marché boursier, l'U.S. and Bethlehem Steel a opéré un gain en capital de 1.000 % en dix ans, et environ dix milliards de dollars d'usines nouvelles ont été construites au moyen des bénéfices seulement. Même le journal conservateur *New York Herald Tribune* révéla le 3 juillet 1957 que, dans la période 1946-1956, les prix de l'acier s'étaient élevés de 115 % tandis que le prix de la main-d'œuvre de 30 % seulement. Les statistiques du Ministère de Travail donnaient une augmentation des prix de 3 dollars pour chaque dollar d'augmentation des salaires. Un statisticien privé a établi que l'U.S. Steel faisait un bénéfice de 2,28 dollars par heure de travail d'un ouvrier, au moment où elle prétendait ne pouvoir donner une augmentation de 15 cents sans provoquer une inflation des prix.

Les preuves étaient si concluantes que même une partie de la presse bourgeoise demanda une réduction des prix de l'acier, en échange du maintien des salaires des ouvriers des aciéries pourtant affectés par la montée des prix depuis la signature précédente de la convention. Aussi le dirigeant du syndicat ouvrier de l'acier, David McDonald s'engagea dans les négociations, confiant qu'il obtiendrait comme d'habitude quelque chose sans une grève prolongée.

Il se heurta au contraire à une contre-attaque visant les bases mêmes du mouvement syndical.

L'intransigeance des compagnies en matière de salaires fut largement formelle ; avant de discuter salaires, elles exigeaient des changements fondamentaux dans les dispositions relatives aux classifications des catégories de travail. La convention de 1947 avait établi une structure complexe de 32 catégories, la plus basse recevant le minimum et chaque catégorie recevant en plus une différence qui à l'origine était de 3,5 cents de l'heure. Pour les travaux non classifiables, la clause 2B prévoyait que les « pratiques passées » étaient déterminantes. L'ensemble de ces dispositions protégeait les ouvriers contre les tentatives abusives des compagnies de rabattre leur classification ou de leur imposer des conditions plus dures. McDonald lui-même a estimé que l'élimination de la classe 2B permettrait aux compagnies de renvoyer 100.000 ouvriers en « rationalisant » le système du travail.

Or, les compagnies sont résolues à éliminer ces dispositions protectives, et elles le sont avec une fermeté qui a surpris les représentants de ouvriers.

Que se passe-t-il donc ? La modernisation des procédés et surtout l'automatisation ont tant augmenté la productivité que les ouvriers, dans le système capitaliste, se chassent du travail.

Cette situation n'était pas imprévisible. Quelques années auparavant, lorsque les implications de l'automatisation commencè-

rent à se faire sentir, il y eut une série d'articles sur ses conséquences en matière de chômage. Mais aux Etats-Unis le sujet disparut aussi rapidement qu'il avait apparu et, ce qui est plus grave, sans que la classe ouvrière ait réagi ou se soit préparée à agir en vue de cette situation.

Les signes avertisseurs ne manquèrent pas. Le plus sérieux fut fourni par la façon dont l'industrie se sortit de la récession sur le plan de la production, **tout en ne réabsorbant pas une proportion élevée de ceux que la récession avait réduit au chômage.** Ce qui aurait dû être un signal d'alarme pour la classe ouvrière fut pris par les capitalistes comme le point de départ pour leur offensive.

Les plans des monopoleurs avaient d'ailleurs été préparés bien à l'avance. Un organe qualifié comme *Business Week* écrivait en juillet de cette année que, **dès 1957,**

« il y avait eu une série de conférences entre les officiels des industries de fabrication électrique, de l'acier et de l'automobile. Celles-ci préparèrent la phase de « dure » négociation qui s'est produite cette année. Les conversations continuent entre ces industries. Au cours de la semaine dernière des porte-parole des industries électriques et automobiles ont reconnu que leurs sociétés sont en contact étroit sur les négociations de l'acier à New-York. L'un d'eux, portant sa main au menton, commenta : « Nous y sommes impliqués jusque là. »

Les préparatifs de mise en application de cette politique se firent au grand jour. Comme nous l'avons indiqué dans notre revue, l'énorme accroissement de la production de l'acier allait bien au delà du taux de relèvement de la récession. Il avait clairement pour objet un **stockage** en prévision d'une épreuve de force. Les stocks se trouvant chez les clients sont, on l'indique maintenant, de 21 millions de tonnes, tandis que les producteurs d'acier eux-mêmes en stockaient plus de 3,5 millions de tonnes. Et bien qu'une étude du *Times* de Londres (du 21 septembre) montre que les petits consommateurs d'acier seront obligés de réduire leur production, il semble probable que les principaux consommateurs, notamment l'automobile, seront capables de tenir jusqu'à la fin de l'année.

En outre, si le militantisme syndical se maintient, comme probable, les patrons ont encore en réserve l'arme de la loi Taft-Hartley, avec laquelle le gouvernement peut obliger les ouvriers à retourner au travail pour une période de 80 jours, durant laquelle l'industrie de l'acier, en travaillant à sa plus grande capacité, peut encore refaire ses stocks. L'attitude de Washington dans cette lutte gigantesque est parfaitement claire, le Congrès ayant voté récemment l'une des lois anti-syndicales les plus pernicieuses dans toute son histoire déshonorante.

Tardivement, très tardivement, les dirigeants ouvriers ont commencé à recon-

naître que ce n'était pas seulement une grève de plus, mais probablement la grève la plus critique depuis les années tempétueuses 1930, et que les exigences des barons de l'acier relatives à l'élimination des dispositions protectives des catégories d'emploi ne sont que l'ouverture d'une attaque imputoyable à longue portée visant à domestiquer complètement la classe ouvrière américaine. La première réaction des dirigeants ouvriers prit la forme d'une solidarité pratique : le syndicat de l'automobile fit un don d'un million de dollars aux ouvriers de l'acier, et promit un autre million. La Conférence de San Francisco de l'AFL-CIO décida une heure de salaire par mois de ses 12.500.000 membres, équivalant environ à un million de dollars par jour.

Mais, si importantes que soient ces mesures de solidarité, elles sont tout à fait inadéquates envers la gravité exceptionnelle de la situation actuelle. Ce qu'il faut, c'est l'abandon de ce syndicalisme de collaboration de classe, et son remplacement par une politique militante à la fois sur le plan des entreprises et des autorités.

Sur le plan des entreprises, la réponse à la tentative du patronat d'exploiter le chômage technologique résultant de l'automatisation et d'autres progrès de la productivité, est d'imposer une échelle mobile des heures de travail, soit, dans les conditions concrètes des Etats-Unis, **« la paye de 40 heures pour la semaine de travail de 30 heures »** (40 pour 30).

Sur le plan parlementaire, la réponse à la « trahison » des « amis » du Labor élus par les ouvriers aux dernières élections et à l'emploi probable des dispositions anti-grève de la loi Taft-Hartley, n'est pas dans les pleurnicheries, mais

dans l'abandon de la politique toujours illusoire de choisir des candidats capitalistes de « moindre mal » et de prendre les mesures pratiques immédiates pour créer un Labor Party basé sur les syndicats.

Ces propositions, à plusieurs reprises avancées par les secteurs de base les plus militants, ont été rejetées comme « non pratiques », « trop avancées », « utopiques », etc. par les hauts bureaucrates. Maintenant que les résultats de leur « esprit pratique » si vanté sont devenus si tristement évidents, les rangs de la classe ouvrière vont être obligés de procéder à un réexamen de leur pensée. Les marxistes révolutionnaires aux Etats-Unis doivent leur faire comprendre clairement que les « 40 pour 30 » et le Labor Party ne sont pas seulement les réponses propagandistes données comme buts lointains mais des mots d'ordre d'agitation immédiate, si l'on ne veut pas provoquer la démoralisation de la classe ouvrière par une sévère défaite.

A ceux qui, dans d'autres pays, peuvent penser que le géant endormi qu'est la classe ouvrière américaine ne peut être réveillé à temps, il faut rappeler qu'une de ses caractéristiques nationales réside dans la brusquerie et la violence de ses réveils. Par exemple, des millions d'hommes qui en 1934 avaient à peine entendu parler de syndicats y affluèrent en 1936 par millions, formaient les très militants C.I.O. et, faisant grève, d'un coup passaient à un acte nouveau et révolutionnaire, l'occupation des usines à travers tout le pays. Nous espérons que les barons de l'acier apprendront bientôt qu'ils ont trop vite mis une croix sur les ouvriers américains.

CHILI

Une opposition du P.C. rejoint la IV^e Internationale

Dans son numéro du 1^{er} août, *Vanguardia Proletaria*, organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (section chilienne de la IV^e Internationale) publie une lettre du « Movimiento 2 de Abril » annonçant sa décision de rejoindre les rangs du P.O.R. en raison de son accord avec les principes, le programme et la politique de la IV^e Internationale.

Ce mouvement, numériquement relativement assez fort, doit son nom aux événements du 2 avril 1957, lorsque les manifestations de protestation populaire se terminèrent par un massacre policier et que la direction du P.C. capitula de manière opportuniste. Un grand nombre de jeunes communistes qui s'élevèrent contre cette capitulation furent violemment exclus du P.C. et se constituèrent en « Mouvement du 2 avril ». Les contacts et discussions fraternelles qu'ils eurent par la suite

avec le P.O.R. les ont amenés à leur récente décision. Nous saluons chaleureusement ces nouveaux combattants de la Quatrième Internationale.

A l'Université de Santiago, Malraux fut accueilli par une manifestation de solidarité envers la Révolution algérienne et des milliers de tracts du P.O.R. dénonçant les crimes de l'impérialisme français en Algérie.

D'autre part, le Comité chilien pour l'aide à la Révolution algérienne, la centrale syndicale C.U.T. et le P.O.R. ont exprimé leur solidarité envers la Révolution algérienne par des télégrammes adressés au Gouvernement algérien.

INDONÉSIE**Ibnu Parna libéré**

Nous apprenons avec joie que le secrétaire du Parti Acoma, le camarade Ibnu Parna, a été libéré au mois d'août, après avoir passé onze mois en prison à Djakarta.

Pendant son séjour en prison, le camarade Ibnu Parna a entre autre traduit de l'anglais la brochure du camarade Michel

Pablo « La IV^e Internationale, ce qu'elle est, ce qu'elle veut », introduisant ainsi la IV^e Internationale auprès de la classe ouvrière indonésienne, comme nous l'écrivit le Comité Pusat de ce parti, qui nous adresse en même temps le salut du camarade Ibnu Parna et de tous les membres du Parti Acoma.

ITALIE**Congrès de la Section de la IV^e Internationale**

En juin s'est tenu pendant trois jours le Congrès des **Gruppi Comunisti Rivoluzionari** (section italienne de la IV^e Internationale). Y participèrent les représentants des groupes locaux et une délégation du Secrétariat International.

Les débats ont porté sur les perspectives européennes, sur la situation politique en Italie, sur les tâches et la tactique, ainsi que sur le développement de la IV^e Internationale.

DANEMARK**Le premier Congrès du S.F.P.**

Le Parti Socialiste Populaire, dont nous avons largement parlé dans notre précédent numéro, a tenu son premier Congrès du 5 au 7 juin.

Le Parti, selon les rapports, aurait de 4 à 5 mille membres, répartis dans environ 25 villes du pays. La plupart des membres proviennent du P.C., les autres de diverses formations ayant existé antérieurement ou du Parti socialiste.

Le programme adopté est plutôt de type réformiste et, pour des raisons tactiques, est imprécis sur bien des questions. Il parle en termes vagues de nationalisations, et adopte une conception de marche au socialisme par des voies pacifiques et parlementaires.

Mais un des aspects positifs de ce programme est une position claire contre le militarisme, reprenant la vieille formule « pas un homme, pas un sou ». Et il revendique que le Danemark quitte l'OTAN et adopte une politique neutraliste. Un autre bon point est la forte opposition à

l'accord dit de septembre, entre les syndicats et les patrons qui réduit presque à rien le droit de grève.

Le débat sur les statuts fut un débat pour la démocratie dans le parti. La direction ne perd que lentement les habitudes acquises chez les staliniens envers la base. Les statuts donnent à la direction de larges pouvoirs, et permettent que 6 membres sur 25 de la direction centrale soient des appointés du parti. Mais, sur un point, la direction fut obligée de tenir compte de la base. Aksel Lergen avait voulu éliminer du parti un marxiste révolutionnaire bien connu, Georg Moltved, qu'il avait exclu du P.C. danois huit ans auparavant. La base a imposé son admission dans le nouveau parti.

Comme nous l'avons écrit, si le programme est plutôt réformiste, si la direction est contrôlée par le groupe d'Aksel Larsen, le parti compte cependant beaucoup des meilleurs éléments de la classe ouvrière danoise.

ARGENTINE**Intense activité des trotskystes**

Dans ce pays où la lutte des classes bat son plein, où les travailleurs font grève sur grève avec un courage exemplaire, le Parti Ouvrier (qui groupe les

trotskystes argentins) déploie une activité intense sur tous les fronts.

Participation à toutes les luttes. Participation aux syndicats qui sont en flèche

dans les mouvements grévistes. Lutte pour son propre droit à agir légalement. Lutte pour le développement de la révolution dans les pays latino-américains sous forme de soutien de la Révolution cubai

ne et des autres mouvements en Amérique latine. Lutte pour le soutien de la Révolution algérienne. Activités diverses dans les Universités. Réunions commémoratives de la mort de Léon Trotsky.

ALGÉRIE**Aïssa Idir tué, Ali Yahia Majid en danger**

La mort d'Aïssat Idir, le premier secrétaire de l'Union Générale des Travailleurs Algériens, a soulevé l'indignation mondiale. Pour la première fois depuis la scission, la F.S.M. et la C.I.S.L. et, d'une façon générale, tout le mouvement syndical, ont accusé les autorités françaises d'avoir, pour le moins, permis l'assassinat de ce militant ouvrier.

Arrêté le 23 mai 1956, détenu pendant près de 3 ans, Aïssat Idir fut acquitté le 12 janvier 1959, par un tribunal militaire siégeant à Alger. Mais il ne fut pas libéré ; on l'affecta à résidence dans un camp, puis dans un hôpital — où son avocat, le sénateur socialiste belge Rollin, ne put le voir que sous une surveillance étroite. Idir portait de profondes brûlures dont il devait mourir.

Le gouvernement français prétend s'en tirer par une commission d'enquête établie par lui. Mais personne ne peut lui accorder la moindre confiance, la commission

dite de Sauvegarde des Libertés ayant été totalement impuissante dans l'affaire Aïssat Idir et dans bien d'autres cas.

Le mouvement syndical international exige une commission d'enquête internationale.

L'intervention du mouvement ouvrier international doit s'accroître. Il reste d'autres militants syndicaux algériens dans les camps.

L'U.G.T.A. a fait savoir que la santé du collègue au secrétariat d'Aïssat Idir, le camarade Ali Yahia Majid, s'est aggravée à la suite des mauvais traitements dont il a été l'objet de la part des autorités qui le détiennent.

Malgré tous les efforts des autorités françaises pour faire faire le silence sur les scandaleux traitements dont sont victimes les Algériens détenus, l'opinion ouvrière mondiale sera alertée et ses interventions finiront par faire reculer l'impérialisme français.

JAPON**Le Congrès du SOHYO**

Le 12^e Congrès du Sohyo s'est tenu en août. Deux questions principales étaient à l'ordre du jour.

Les rapports avec les partis politiques. — Précédemment, le P.S. obtenait les deux tiers des voix, une minorité d'un tiers se prononçant pour les deux partis, P.S. et P.C., à la fois. Au Congrès, le P.S. eut encore une majorité, mais elle fut plus petite (297 sur 577 délégués) ; la résolution pour le soutien aux deux partis recueillit 181 voix.

La division s'établit comme suit :	
a) Soutiens du P.S.	51 %
b) Soutiens du P.S. et du P.C.	31 %
c) Soutiens des deux, reconnaissant le P.S. comme principal parti	6 %
d) Ne soutenant aucun parti	12 %

Autrement dit, le P.S. a perdu de façon appréciable, mais le P.C. n'a guère gagné.

L'autre question importante concernait une **contribution de 50 yens** pour un fonds d'organisation des ouvriers inorganisés employés dans les petites entreprises, et qui constituent à la fois la grande majorité de la classe ouvrière et la base du Parti Démocratique Libéral. Cette contribution fut votée par 399 voix sur 577.

La direction du Sohyo qui fut élue comprend 12 membres pour la majorité et 6 pour la minorité. La majorité des membres de la direction appartient à la gauche du P.S. Il semble qu'aucun membre du P.C. n'ait de poste officiel dans le Sohyo, mais il y a des sympathisants du P.C.

CUBA**Un groupe trotskyste**

Aux dernières nouvelles, nous apprenons qu'un groupe trotskyste déploie une activité à Cuba.

Nous espérons pouvoir, par la suite, donner à nos lecteurs des informations à ce sujet.

AFRIQUE DU SUD

Les femmes en lutte

Un journaliste américain du **New-York Herald Tribune**, George Clay, décrit, dans le N° du 11 septembre, la rencontre qu'il fit sur la route de Durban à Pietermaritzburg, d'une femme qui portait un énorme gourdin :

« Nous arrêtons la voiture et lui parlons. Un collègue africain lui dit : « Ce n'est pas aux femmes de porter des armes ; pourquoi vous, femmes, portez-vous des gourdins comme les hommes ? »

« Si nous devons maintenant porter des laissez-passer comme les hommes, réplique Agnes Ngumazi, pourquoi ne portions-nous pas des gourdins comme eux ? » Elle reconnut être une des dirigeantes des femmes dont les démonstrations de colère

contre les autorités du Natal ont donné lieu à des violences.

Elle écarta notre explication que nous étions des journalistes. « Peu m'importerait que vous soyez de la police ». Et, me pointant du doigt comme seul blanc dans le groupe, elle ajouta : « Si ces Blancs n'ont pas d'oreilles pour nous entendre, nous les forcerons à nous comprendre — même au prix de notre sang ».

Elle avait une figure marquante d'Amazonie. Habillée dans un mélange curieux de vêtements tribaux et d'une courte jupe, d'une jaquette usée d'homme et d'un petit béret noir tiré sur son front, elle se tenait solidement plantée sur ses jambes solides et nus pieds ».

Dernière heure :

Le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne vient de répondre à de Gaulle.

Celui-ci avait, pour la première fois, admis « l'autodétermination ». Eviter un vote défavorable à l'O.N.U. valait bien cela.

Mais son autodétermination était quelque peu frelatée : elle comportait une division ou une fragmentation de l'Algérie. Le G.P.R.A., sans aucune polémique, répond : **l'autodétermination pour laquelle les Algériens se battent, ce n'est pas une atteinte à l'unité du pays.**

Enfin, à la question d'un vote populaire, le G.P.R.A. fait observer qu'un vote n'est pas libre quand il y a une armée d'un demi-million de soldats et une administration qui a battu tous les records de falsifications d'élections.

Il n'est pas probable que de Gaulle accepte à présent quelque négociation que ce soit avec le G.P.R.A. La Révolution algérienne continuera son combat.

Ce numéro de « QUATRIEME INTERNATIONALE » diffère quelque peu des numéros habituels, en raison de la place consacrée au 80° anniversaire de la naissance de Léon Trotsky.

Il sort avec un léger retard dont nous nous excusons, occasionné par les vacances. Nous ferons de notre mieux pour qu'il ne se reproduise plus.

Comme toujours, nous rappelons que nous avons besoin du soutien de tous nos lecteurs et amis.

Des abonnements et encore des abonnements !

Envoyez-nous des listes destinées à faire la prospection de nouveaux abonnés.



ABONNEMENTS A « QUATRIEME INTERNATIONALE »

FRANCE : Un an (4 numéros) 900 frs
Abonnement de soutien 1.500 frs

ETRANGER : Un an l'équivalent de 2,5 dollars
(plus frais postaux pour envoi par avion)

Tous paiements à notre compte postal :

Pierre FRANK, 64, rue de Richelieu - C.C.P. 12648-46 Paris

Tous les paiements doivent être faits au nom du camarade P. FRANK.
Ne pas faire d'envoi d'argent à « QUATRIEME INTERNATIONALE ».

LE 5^e CONGRÈS MONDIAL DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

(OCTOBRE 1957)

En français :
N° spécial de « QUATRIEME INTERNATIONALE » 200 francs

En anglais :
N° spécial de « Fourth International »

En allemand :
N° spécial de « Die Internationale »

En espagnol :
N° spécial de « Revista marxista latino-americana »

Chaque exemplaire 250 francs

MICHEL PABLO

Dictature du prolétariat Démocratie, Socialisme

(Problèmes économiques et politiques des régimes de transition, à la lumière des expériences depuis Octobre 1917)

Un livre de 144 pages : 400 francs.

A notre service de librairie

L. TROTSKY. — ECRITS 1928-1940, tome I 1.000 frs
pour l'étranger l'équivalent de 3 dollars

LES BOLCHEVIKS CONTRE STALINE

La brochure : 400 francs

M. PABLO

LA GUERRE QUI VIENT
(Capitalisme ou socialisme)

La brochure : 200 francs

E. GERMAIN

LES PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'U.R.S.S.

(la société soviétique vue dans le miroir du dernier article de Staline)

La brochure : 80 francs

« Quatrième Internationale » paraît régulièrement quatre fois par an, sans compter ses numéros spéciaux ou ses suppléments.

Autres publications de la IV^e Internationale :

EN ANGLAIS

FOURTH INTERNATIONAL
THE SAMASAMAJIST (Ceylan)

EN ALLEMAND

DIE INTERNATIONALE

EN ESPAGNOL

REVISTA MARXISTA LATINOAMERICANA
DE INTERNATIONAL (Hollandais)
BANDIERA ROSSA (Italien)

Léon TROTSKY

OU VA LA FRANCE ?

Les événements de 1958 éclairés par ceux de 1934-36 : une réédition d'études sur la France écrites de 1934 à 1936 et que la chute de la IV^e République a rendues d'une actualité brûlante.

Le volume : 500 francs

Commandes à P. Frank, 64, rue de Richelieu
C.C.P. 12648-46 Paris

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK.

Diffusé par les N.M.P.P.



